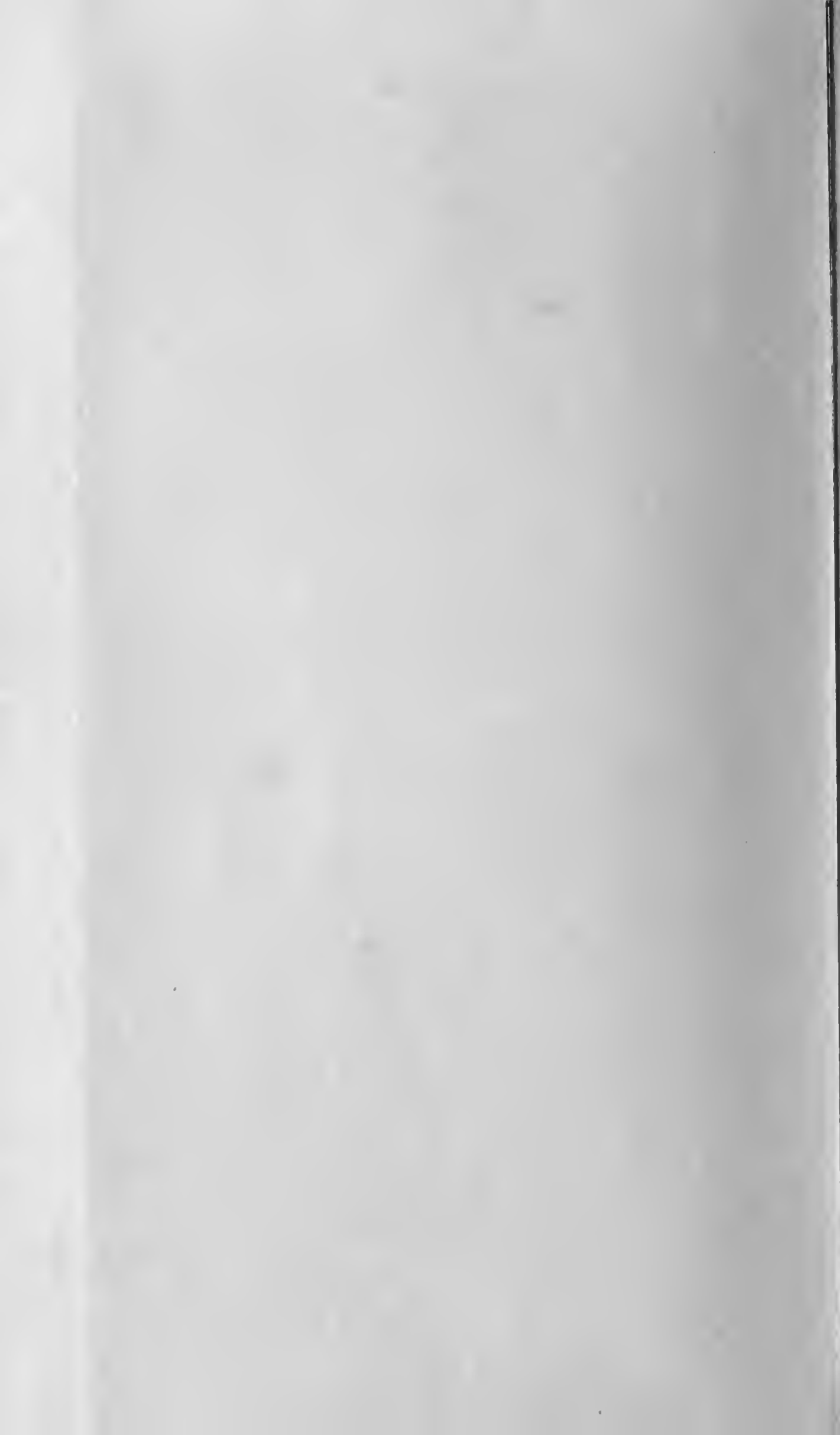


Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



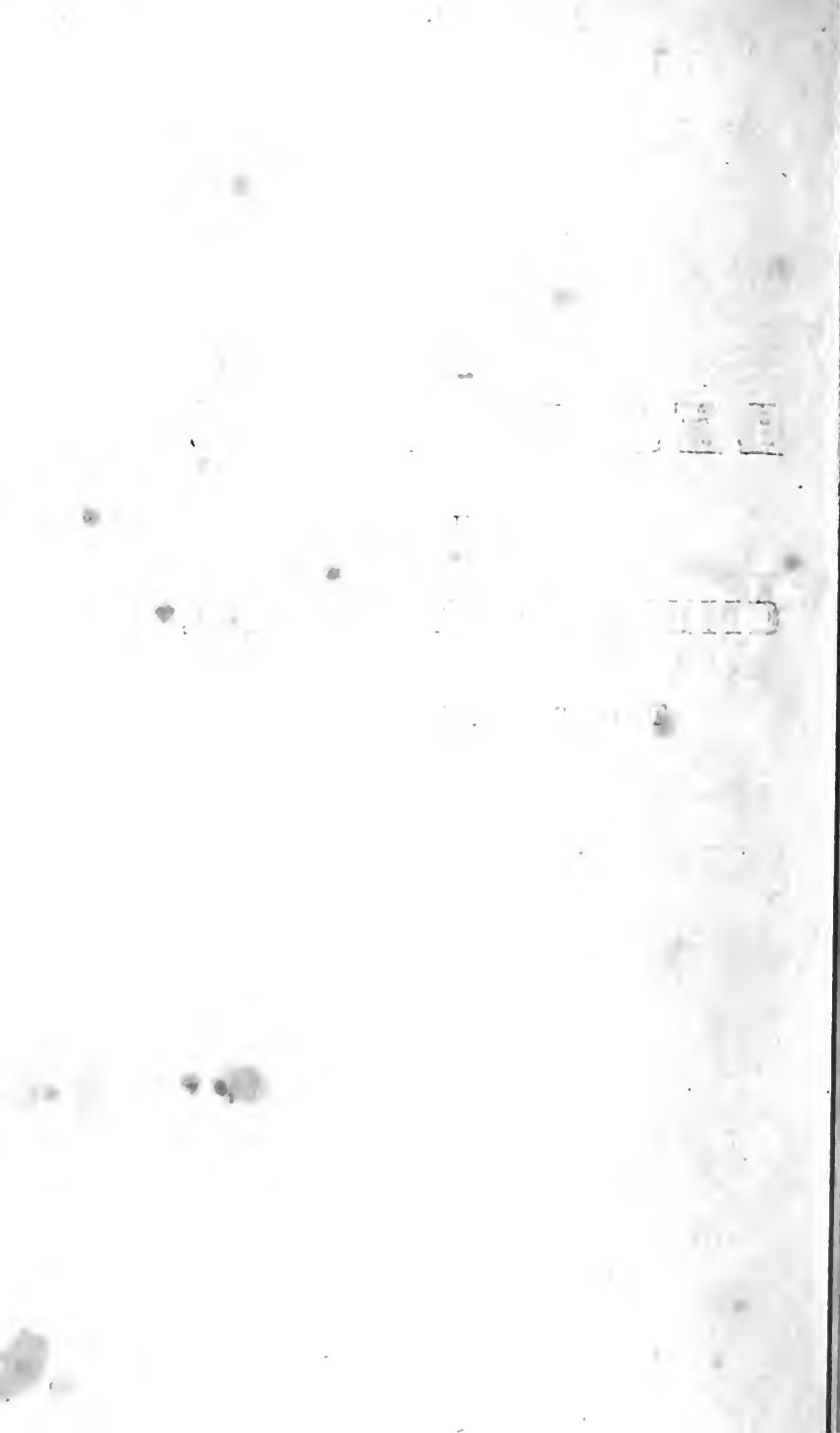


LES LOISIRS

DU

CHEVALIER D'ÉON.

TOME PREMIER.



LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'EON

D E B E A U M O N T ,

Ancien ministre plénipotentiaire de France ;

S U R

Divers sujets importants d'administration, &c.

P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

Eruditio inter prospera ornamentum , inter adversa refugium ;
L A E R T I U S .

T O M E P R E M I E R .



A M S T E R D A M .

M. DCC. LXXV.

589132

Caf.

DC

135

.E6

A32

1774

✓

TABLE

DES CHAPITRES

DU TOME PREMIER.

D ISCOURS PRÉLIMINAIRE.	page 6
Tableau historique & politique de la république de Pologne.	29
CHAP. I. <i>Description historique de la Pologne.</i>	ibid.
CHAP. II. <i>Histoire chronologique des souverains de Pologne.</i>	33
CHAP. III. <i>Pouvoir du Roi.</i>	36
CHAP. IV. <i>Du Sénat.</i>	38
CHAP. V. <i>De l'ordre équestre.</i>	49
CHAP. VI. <i>Des assemblées politiques.</i>	57
CHAP. VII. <i>Suite des assemblées politiques pendant le regne.</i>	72
CHAP. VIII. <i>Assemblées politiques pendant l'interregne.</i>	82
CHAP. IX. <i>Suite des assemblées politiques pendant l'interregne.</i>	94
CHAP. X. <i>Suite & fin des assemblées politiques pendant l'interregne.</i>	111
CHAP. XI. <i>Des Reines de Pologne.</i>	122
CHAP. XII. <i>Des loix & des assemblées civiles de Pologne.</i>	124
CHAP. XIII. <i>De la milice & des forces militaires de la Pologne.</i>	134
CHAP. XIV. <i>Des droits & prétentions de la Pologne.</i>	152
CHAP. XV. <i>Des intérêts de la Pologne.</i>	158
CHAP. XVI. <i>De la religion établie en Pologne.</i>	162
CHAP. XVII. <i>Du caractère des Polonois.</i>	165
CHAP. XVIII. <i>Du climat & des productions de la Pologne.</i>	168

TABLE DES CHAPITRES.

CHAP. XIX ET DERNIER. <i>Etablissement d'une république facetiense.</i>	171
Recherches historiques sur la province d'Alsace.	175
CHAP. I. <i>Idée générale de l'Alsace.</i>	Ibid.
CHAP. II. <i>Distinction de l'ancienne & nouvelle domination.</i>	179
CHAP. III. <i>Du gouvernement ecclésiastique.</i>	181
CHAP. IV. <i>Du gouvernement civil.</i>	184
CHAP. V. <i>Des nobles & des fiefs.</i>	194
CHAP. VI. <i>Du droit de corvées.</i>	198
CHAP. VII. <i>Du gouvernement militaire.</i>	200
CHAP. VIII. <i>Des finances.</i>	201
CHAP. IX. <i>Produit des terres de l'Alsace.</i>	207
CHAP. X. <i>Du commerce.</i>	208
CHAP. XI. <i>Origine de la subvention.</i>	213
CHAP. XII. <i>Origine des impositions des épics du Rhin.</i>	214
CHAP. XIII. <i>Origine de l'imposition du fourage.</i>	215
CHAP. XIV. <i>Inconvénients de faire fournir le fourage en nature.</i>	218
CHAP. XV. <i>Domaine du Roi de France en Alsace.</i>	224
CHAP. XVI. <i>Ancienne maniere de lever les impositions.</i>	233
CHAP. XVII. <i>Maniere nouvelle de répartir les impôts.</i>	236
CHAP. XVIII. <i>Maniere de procéder au recouvrement des impôts.</i>	244
CHAP. XIX. <i>Des impôts qui ne passent pas à la recette générale.</i>	246
CHAP. XX. <i>Bureau de Colmar.</i>	264
CHAP. XXI. <i>De la ville de Mulhausen.</i>	267
CHAP. XXII. <i>Du bureau de Strasbourg.</i>	268
CHAP. XXIII. <i>Du bureau de Landau.</i>	270

· in de la Table des Chapitre du Tome premier,

LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'ÉON

EN ANGLETERRE.

Grand in-Octavo en XIII Volumes.

C O N T I E N N E N T.

Tome I. Tableau historique & politique de la République de Pologne. Recherches historiques sur la province d'Alsace.

—— **II.** Recherches sur les Royaumes de Naples & de Sicile : Description Géographique des Jurisdictions supérieures , tribunaux inférieurs , des Sieges de la ville de Naples , conseil d'Etat , commerce , revenus , charges du Roi , forces militaires , de la Religion , des mœurs , de la Noblesse , du Peuple.

—— **III.** Abrégé Chronologique de l'Histoire sacrée , Ecclésiastique , & des Papes.

—— **IV.** Pensées , Recherches , Observations sur le Commerce & la Navigation , balance du commerce , sur les changes étrangers , sur les grands chemins de France , droits d'entrée & de sortie du Royaume , sur les péages , projet pour la suppression des droits intérieurs , observations sur les foies , remarques importantes sur le célibat , examen de la banque de Law.

—— **V.** Recherches sur la Russie , sur les Loix , le commerce , monnoie , droits d'entrée & de sortie , tarif ou table alphabétique des droits imposés sur les marchandises importées & exportées & qui doivent être payées aux ports & aux douanes des frontieres de Russie. Traité de commerce entre la Russie & la Grande-Bretagne.

—— **VI.** Histoire impartiale d'Eudoxie Fœderowna ; ordonnance de Pierre I. Observations sur les revenus & les dépenses de la république de Gènes , du gouvernement . grand & petit conseil , Doge , Sénateurs . Collèges ; de l'Isle de Corse , des Emprunts : excellence d'un état libre , ouvrage traduit de l'Anglois ; constitution d'une république légitime , le peuple est la source de toute puissance , &c.

T A B L É.

Tome VII. Observations sur le Royaume d'Angleterre ; du gouvernement , des grands Officiers , des tribunaux , gouvernement de la cité de Londres , usage particulier à l'Angleterre , des Douanes , des Accises ou maltotes , des Finances , de l'état militaire , de la population , des especes , des poids & mesures , compagnie de commerce , d'assurance.

— VIII. Détails sur l'Ecosse , situation , climat , des anciens rois , gouvernement Ecclésiastique , Civil , tribunaux , poids & mesures ; des femmes , enfants , domestiques ; des Loix , d'Edimbourg , des places fortes , universités. Tableau des possessions de l'Angleterre dans l'Amérique , de la Barbade , de la Jamaïque , Antigua , S. Christophe , Isle de Nevis , Montserrat , la Barboude , l'Anguille , les vierges , les Lucayes , les Bermudes , Baye de Hudson , Terre-Neuve , Acadie , nouvelle Angleterre , nouvelle Yorck , de la Pensilvanie , de la Virginie & la Maryland , la Caroline , la nouvelle Georgie , le Canada , établissemens des Anglois aux Indes Orientales , extraits des principaux actes du Parlement , pour régler le Gouvernement de ses plantations & leur commerce.

— IX. Sur la Régie des bleds en France , sur les mendiants & les enfants trouvés , sur le domaine du Roi , sur la Gabelle , les aides , la taille.

— X. Origine , Droits , & prérogatives des principaux emplois qui relevent de la couronne de France: Origine, Nature , & produit des impôts sur le clergé de France , &c.

— XI. Origine & progrès de la taille; son établissement , en France , ses variations , ses produits & sa régie , &c.

— XII. Détail général de toutes les parties des Finances du Royaume de France , mémoire sur le domaine d'Occident . de l'Hôtel-Royal des Invalides ; maréchaussée de France ; des troupes de terre ; recherches sur les trois évêchés ; situation de la France dans l'Inde avant la paix de 1763.

— XIII. Table générale des Matières pour les XII. Volumes.

A SON EXCELLENCE

ÉTIENNE-FRANÇOIS

DE CHOISEUL,

*Duc de Stainville , Pair de France , Chevalier des
Ordres du Roi & de la Toison d'Or , Lieutenant-
général de ses armées , Colonel-général des Suisses
& Grisons , Gouverneur & Lieutenant - général
de la Province de Touraine , Gouverneur & Grand
Bailli du Pays des Vosges & de Nîmécourt , Grand-
Maître & Sur-Intendant Général des Courriers ,
Postes & Relais de France , Ministre & Secrétaire
d'Etat ayant les départements de la Guerre , de la
Marine , & des Affaires Etrangères , &c. &c. &c.*

MONSIEUR ,

IL n'appartient qu'à ces génies rares , formés pour la gloire & le bonheur des états , de montrer un goût également sûr pour le maniment des affaires publiques & pour la culture des sciences. L'ancienne Rome vit Scipion capable de composer des ouvrages excellents , de la même main qui avoit planté ses drapeaux sur les cendres de Carthage. L'estime que ce grand homme avoit pour les savants , l'engageoit à tenir en tous temps auprès de lui Polybe & Pancetius. L'utilité qu'il retiroit de leur société rendoit ses loisirs mêmes laborieux ; aussi personne n'a-t-il jamais su , mieux que lui , faire servir les agréments de la littérature , à remplir le vuide que laissent né-

Tome I.

A

ceffairement les fonctions de la guerre ou de la paix. Parmi les armes ou parmi les livres , il exerçoit fans cefse ou les forces de fon corps par les travaux militaires , ou les facultés de fon efprit par l'étude des belles lettres & de la politique.

Le public fera fans peine , *Monfeigneur* , le parallele entre l'ancien Scipion & le Scipion de nos jours : ils fe reffemblent trop , & trop peu de feigneurs leurs reffemblent ! Pour vous égaler , il ne manquoit à celui , dont vous faites revivre les grandes qualités , que de vivre fous le plus puiffant & le meilleur des rois , dont il eût pu , comme vous , fe captiver l'eftime & la confiance. Puiſſiez-vous en jouir auſſi long-temps que l'intérêt de la France le demande !

Dès le moment de votre entrée dans le miniftere notre efpoir s'eſt ranimé ; & chaque pas que vous avez fait depuis dans les affaires a changé ces eſpérances en certitudes. Des ambaffades glorieuſes , des négociations auſſi utiles qu'éclatantes , l'honneur d'avoir traité & conclu le mariage de Monsieur le Dauphin , avec une Archiduchefſe qui , après avoir été l'admiration de l'Allemagne , va faire les délices de la France , démontrent affez que vous n'avez d'autre objet que la gloire du roi , le bonheur de ſes peuples & la tranquillité de l'Europe.

Par la vigilance de votre équité & la droiture de votre cœur , vous avez été le protecteur de la veuve & de l'orphelin , en vengeance l'infortunée famille de Calas , dont le chef avoit été l'innocente victime du fanatiſme & de la ſuperſtition. Cette action , quoique privée , ne ſera pas la moins éclatante de votre miniftere.

D É D I C A T O I R E.

3

Par la profondeur d'une politique éclairée on reconnoît en vous le destructeur du despotisme monachal ; & par la sagesse de vos réglemens , on y voit le restaurateur de la discipline militaire. L'Europe adoptera dans peu le plan & les loix que vous en avez tracés. Vous avez , au sein de la paix , plus acquis de conquêtes à la France que vos prédécesseurs n'en ont pu faire pendant la guerre. Pour égaler le Cardinal de Richelieu & surpasser Louvois , il ne faut pas travailler avec moins de succès que vous le faites. La postérité conviendra un jour qu'ils n'ont au dessus de vous que l'avantage de vous avoir précédé. Vos successeurs tâcheront de vous imiter avec la même ardeur que vous mettez à consulter vos modeles : heureux si , comme vous , ils peuvent les égaler !

C'est , *Monseigneur* , dans l'isle de la philosophie & de la liberté , où l'on apprend à ne donner des éloges qu'à la vertu & au mérite , que mon esprit libre de préjugés expose au public les traits qui vous caractérisent.

Je craindrois de vous déplaire , si je relevois l'éclat de votre naissance , ou la grandeur de vos dignités. Honneurs étrangers ! le lustre que vous y ajoutez doit seul en faire ressouvenir ; mais la postérité auroit droit de se plaindre , si je ne lui transmettois une idée de ce noble désintéressement qui , dans les affaires , vous a porté plus d'une fois à prononcer contre vous-même ; de ce caractère affable qui , dans le commerce privé , semble , sans commettre l'élévation de votre rang , donner aux autres la facilité de s'élever au dessus du leur ; de ce fond de bonté qui vous assure l'amour du public , seul bien que puissent acquérir encore , ceux qui tiennent tous les autres on,

de l'éminence de leurs emplois , ou de l'antiquité de leurs aïeux.

Vous êtes humain , sans être foible ; vous êtes bienfaisant avec discernement ; vous aimez vos amis , mais sans désespérer vos ennemis ; votre autorité n'écoute pas son pouvoir , votre esprit n'emprunte jamais les agréments de la médifance : enfin vous ne dites & ne faites aucun mal , malgré la prodigieuse facilité que vous y auriez.

Je souhaite qu'une plume plus habile , mais aussi vraie que la mienne , fasse passer à nos neveux le tableau fidele des talents & des vertus qui vous gagnent les cœurs & vous soumettent les esprits.

Si je vous dédie cet ouvrage , ce n'est pas que je croie qu'aucun nom , quelque grand qu'il soit , mis à la tête d'un livre , soit capable de couvrir les fautes de l'auteur : mais la matiere m'a paru par sa nature le ranger d'elle-même sous votre protection. Dans cette démarche , je n'ai consulté que mon cœur , il me conduit seul , seul il a toujours dirigé mes actions & inspiré mes paroles. Il se trompe quelquefois , vous le savez , *Monseigneur* , mais ce ne peut être après des épreuves aussi longues que celles que j'ai soutenues avec patience depuis mon exil dans le pays même de la liberté.

Votre indulgence aura sans doute autant de facilité à pardonner les fautes involontaires de mes écrits , que la justice vous donne de penchant à oublier celles qu'on a voulu trouver dans ma conduite passée ; & je me flatte qu'en adoptant les foibles efforts littéraires que je vous présente , vous vous déterminerez à mettre un terme aux maux qu'on me fait endurer depuis si long temps. Toutes ces petitesse de la vengeance exercée con-

DÉDICATOIRE.

ere un simple particulier , ne semblent pas faites pour une grande ame occupée de la destinée de l'Europe. J'espère que *Votre Excellence* se ressouviendra du zèle avec lequel j'ai servi dans le Nord , à l'armée & en Angleterre. Mon desir est toujours aussi ardent pour le service de mon Roi & de ma patrie , que ma fidélité a été & sera inviolable.

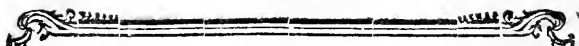
Ces sentiments que j'ai toujours chéris me font présumer qu'il n'y a que des *Ibis* * qui puissent me vouloir du mal ou s'opposer à mon retour. Si j'avois des vœux à former à ce sujet , ce ne seroit qu'afin d'être à portée d'admirer de plus près celui à qui j'ai rendu justice de si loin.

Je suis avec un profond respect ,

MONSEIGNEUR ;

Votre très-humble & très-
obéissant Serviteur ,
Le Chev. D'ÉON;

* Ibis , oiseau d'Égypte , sujet à la goutte , qui se purge la
sente avec le bec.



DISCOURS

PRELIMINAIRE.

UN sage de la Chine a dit : « Si tu composes
 » quelque ouvrage , ne le montre qu'à tes amis ,
 » crains le public & tes confreres ; car on falsi-
 » fiera , on empoisonnera ce que tu auras fait.
 » La calomnie , qui a cent trompettes , les fera
 » sonner pour te perdre , tandis que la vé-
 » rité , qui est muette , restera auprès de toi ».

La sagesse de ce conseil & l'expérience que j'en
 ai fait moi-même , en voyant la subtilité avec
 laquelle cette calomnie , depuis mes disgraces , a
 versé son poison sur mes ouvrages & sur ma per-
 sonne , seroient très capables de m'intimider , si
 mon cœur connoissoit les sentiments de la crainte :
 mais le ciel m'a heureusement doué d'une portion
 de cet esprit mâle qui devoit m'être nécessaire.

Dès ma jeunesse j'ai été un enfant de calamités ,
 mais j'ai combattu le sort qui m'attaquoit ; & si
 je m'en suis rendu vainqueur , en foulant aux
 pieds les traits qu'il me lançoit , c'est le travail
 qui m'en a donné la force. Toute ma vie a été une
 occupation continuée , dans laquelle je cherchois
 moins les moyens de fonder ma fortune particu-
 lière , que ceux de me rendre utile à mes concito-
 yens. Une pareille entreprise devoit naturellement
 m'exposer en vue ; en falloit-il davantage pour
 faire naître l'opposition & irriter la méchanceté
 des hommes ? Il y a des temps & des circonstances

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

7

où les vertus , même éminentes , sont sujettes à des jugemens sinistres . & qui peuvent faire douter si une réputation favorable n'est pas souvent plus à redouter qu'une mauvaise.

Je n'entrerai point dans le détail des effets funestes que produisent ces contradictions , quoique nul siecle ne puisse les regarder avec indifférence. Elles existent , on ne peut les empêcher , il faut les braver.

Les gens sensés murmurent vainement du peu de bien qui se fait dans les états ; qu'ils réfléchissent que ce bien a peine à surmonter les obstacles qu'on lui oppose ; que la vertu ne semble avoir d'éclat que pour offenser davantage les yeux des lâches & des méchants ; que nos oreilles sont continuellement frappées des gémissements du vertueux opprimé ou des ris immodérés du scélérat heureux ; que le mérite des particuliers est contraint , pour n'être pas attéré , d'implorer le secours des loix ou des mœurs , & que le mépris des unes & la corruption des autres le laissent le plus souvent exposé à l'injustice de la persécution : alors en philosophes éclairés , ils s'étonneront bien davantage de ce qu'il se trouve encore quelqu'un qui ait le courage de faire le bien. Caton cinquante fois accusé & autant de fois absous en est un exemple frappant , dont j'ai tiré les plus douces consolations.

Pourquoi me plaindrois-je donc , si je n'ai pas obtenu ce que la fortune paroîtoit à la veille de m'accorder ? Ce n'est qu'un de ces coups de la providence , qui décide à son gré du bonheur ou du malheur des hommes. En m'y soumettant , je ne jete les yeux que sur les causes secondes , & j'en accuse alors certains particuliers accredités .

A iv

qui m'ont fait voir combien il est dangereux d'avoir raison dans les choses où des hommes puissants ont réellement tort. J'en ai tiré cette importante maxime, que les meilleurs services & les plus grandes actions faites pour l'honneur & l'avantage de la patrie, procurent à peine un véritable ami, tandis qu'un seul acte contre une certaine espèce de ministres nous attire une foule d'ennemis. L'empreinte de la disgrâce effraie dès-lors tout ce qui vous approche. L'ami oublie presque toujours le souvenir des bienfaits, tandis que les ennemis ne perdent jamais de vue leur vengeance.

Je connoissois ces vicissitudes spécialement attachées à la carrière pour laquelle je semblois destiné : aussi m'y suis-je toujours préparé. Si la fortune m'a quelquefois caressé, j'ai songé à l'inconstance de ses faveurs ; & lorsqu'elle m'a rebuté, mon ame n'en a point été abattue. Quel qu'ait été son acharnement, j'ai tâché de lever un front plus haut qu'elle ; & semblable au chameau qui traverse les déserts arides de l'Arabie, j'ai soutenu, sans succomber, la faim, la soif, la chaleur & le froid de la cour & des climats. Instruit que l'adversité exerce la patience & le courage, qu'elle seule peut faire paroître le héros qui y résiste rarement lui-même sans un secours divin, je l'ai vue sans effroi m'assaillir de toutes parts, j'y ai opposé la constance, & ma fermeté m'a sauvé. Le travail, en éclairant mon esprit, a affermi mon cœur.

Les efforts qu'on a faits pour obscurcir la vérité que traçoit ma plume, semblent lui avoir donné un nouvel éclat, & sa voix, du sein même de l'oppression, ne s'est fait entendre que d'une

façon plus victorieuse. C'est ainsi que l'homme apprend par les souffrances à marcher seul, à se conduire lui-même & à gouverner les autres.

Sans prétendre au dernier avantage, j'ai voulu obtenir les autres qui m'étoient personnellement utiles : tout pour cela doit servir de leçon à l'homme réfléchissant. Le passé m'avoit fourni des modèles de diverses especes, & une attention sérieuse pouvoit seule me les faire mettre à profit. J'ai cru, en conséquence, ne pouvoir mieux employer les loisirs de mon exil dans le pays de la liberté, qu'en m'occupant des diverses matieres intéressantes à l'administration des états, que je me suis proposé de traiter successivement. En m'instruisant moi-même, je puis ainsi devenir utile à plusieurs de mes contemporains qui, employés dans le ministère, menent néanmoins une vie plus active que passive, & sont plus occupés de l'expédition des affaires courantes, que des moyens de s'instruire à fond sur les matieres qu'ils traitent. Il en est, je le fais, qui nés avec un esprit borné ont cependant beaucoup de routine des affaires, & cette routine supplée à l'esprit dans une infinité d'occasions ; mais est-ce assez pour en faire des gens réellement & invariablement utiles à l'état ? C'est donc leur rendre service & à ceux dont le salut est entre leurs mains, que de leur faciliter les moyens d'envisager ce qui sembloit fait pour leur échapper toujours. Tel est mon but : je n'impute point mes malheurs à mes compatriotes, pourquoi les priverois-je du fruit de mes veilles ? Dans l'impossibilité où des ministres préoccupés m'ont mis d'être aussi utile que je l'aurois désiré à mon roi & à ma patrie, je me console en insti-

tuant en quelque sorte le public héritier & légataire de mes richesses littéraires & politiques.

Le titre de mon ouvrage embrasse tant de sujets différents, qu'es'il falloit faire une dissertation préliminaire sur chacun, la préface deviendrait presque aussi longue que l'ouvrage. Le titre annonce suffisamment que c'est une union de matériaux sur toutes sortes d'objets concernant l'administration publique, rassemblés à la hâte pendant le cours de mes voyages & de mes occupations politiques, que j'ai tâché de mettre en œuvre avec le plus de soin que j'ai pu pendant mes loisirs souvent fort agités en Angleterre. Il m'est permis de les confier au public sans manquer à la fidélité que j'ai vouée à ma patrie, ni aux égards que je dois aux puissances étrangères, auprès desquelles j'ai été employé.

Dans le dernier siècle on étoit encore dans l'ancien préjugé, & l'on croyoit qu'il y a dans l'administration des mystères politiques qu'il ne faut pas révéler : mais les connoissances humaines sont heureusement parvenues au point, qu'on s'aperçoit facilement qu'il n'y a plus de mystère, & que toute la politique des potentats consiste à être riches & à entretenir de bonnes armées. D'ailleurs l'intérêt des princes ou des nations doit se réduire à deux principes, savoir, l'intérêt vrai & l'imaginaire. Celui-ci se trouve, lorsque le prince met son bonheur & celui de son peuple dans des choses, qui ne peuvent s'exécuter qu'au préjudice des autres nations, qui ont un intérêt sensible à s'y opposer. L'intérêt vrai, est ou variable ou invariable. Ce dernier consiste dans la situation du pays, sa qualité & l'inclination naturelle des habitants : au lieu que le premier se détermine sur

Les dispositions des états voisins , l'accroissement ou la diminution de leurs forces.

De ces principes , il suit que , suivant le discernement des rois guidés par leurs ministres , les états foibles deviennent puissants & les puissants deviennent foibles. Après la mort d'Edouard III , vainqueur de la France , & après celle de Charles V son restaurateur , on vit bien que la supériorité d'une nation ne dépend que de ceux qui la conduisent. Il n'y a que des ministres ignorants ou bien malheureux , qui puissent rejeter sur la fatalité inconcevable du sort , les fautes de leur mauvaise administration. Ce sort peut bien influencer sur le bonheur ou le malheur d'un particulier isolé , mais jamais il n'aura seul ce pouvoir sur celui d'un grand empire , à moins que la nature & les éléments déchaînés ne conspirent à l'envi pour opérer sa destruction. Le ministre qui y cède , est comme un pilote qui abandonne le gouvernail que la tempête force dans sa main , il obéit sans crime à la nécessité : mais ces cas sont rares , & dans tout autre , il est également responsable du mal qu'il commet & du bien qu'il ne fait pas. C'est pour le persuader de ces vérités importantes que , d'une main impartiale , je vais arracher le bandeau , dont depuis long-temps la mauvaise politique cherche à se couvrir. Quelle variété de sujets , qui , loin de déplaire aux potentats , doivent mériter leur attention.

Mon dessein n'est pas de m'astreindre à traiter à fond ni dans un ordre méthodique toutes les matieres diverses que le titre de l'ouvrage annonce : ce seroit une entreprise au-dessus de mes forces. Il y en a que j'aime mieux indiquer qu'examiner , parcourir qu'approfondir : d'ailleurs je ne

puis renfermer ni contraindre mes loisirs dans un ordre si didactique : enfans de mon désœuvrement ou de mes caprices, ils suivront l'impulsion de la liberté qui leur a donné naissance.

Le but que je me suis proposé étant moins de me donner dans le monde pour un auteur, que pour un homme utile au public, je n'ai fait aucune difficulté de m'approprier ce qui m'a paru le mieux convenir à mon sujet dans les divers ouvrages que j'ai lus. Je les cite quelquefois, d'autres fois je ne les cite pas ; & souvent même il me seroit impossible de dire d'après quel auteur j'ai pensé ou écrit, parce que n'ayant originairement fait mes lectures & mes extraits que pour mon instruction particulière, je n'aurois jamais songé à en composer un ouvrage suivi, sans l'espece d'inaction où je me trouve à Londres depuis plusieurs années.

J'ai traité chaque matière sous des titres différens, & j'ai réuni ce qui peut établir l'origine & l'état présent de chaque chose, de façon que, par la conjonction des parties détachées, le tout obtienne une sorte de consistance.

Comme l'objet que j'ai principalement en vue est la réforme des abus & des vices qui, par succession de temps, se sont introduits dans diverses parties de l'administration & principalement des finances, j'indiquerai sur chacune les moyens qui me paroissent les plus propres à produire cet effet. Je ne serai point arrêté par le principe erroné qui prétend que la coutume donne aux abus le caractère sacré des loix. Rejetons de la sorte ou même de la folie, il est du domaine du public & il doit en juger. Je veux donc, dira-t-on, frayer des routes inconnues à tant de grands hommes

P R É L I M I N A I R E. 13

qui m'ont précédé dans l'étude des intérêts des princes ? Sans doute, si je le puis, je le dois. Ils ont travaillé pour leur siècle, & je le fais pour le mien. Je sais que l'accusation de nouveauté est d'une terrible conséquence auprès de ceux qui, jugeant de la tête des hommes comme de leurs perruques par l'autorité de la mode, ne peuvent reconnoître aucunes doctrines pour vraies, que celles qui sont déjà reçues dans le monde.

*Comme on apprend à chanter, à danser,
Les gens du monde apprennent à penser.*

VOLTAIRE.

Les opinions nouvelles sont toujours suspectes & combattues ordinairement par cette seule raison qu'elles ne sont pas communément établies : mais la vérité est semblable à l'or qui n'est pas moins or pour avoir été nouvellement tiré de la mine. C'est l'examen, c'est la coupelle qui doit en fixer la valeur & non une certaine forme ancienne ; & quoiqu'il n'ait pas encore cours en vertu d'une empreinte publique, il n'est pas moins de bon aloi. Telle est la vérité, aussi ancienne que la nature, elle tire son crédit de son essence & non du temps où elle se manifeste. Les gouvernements sont comme les hommes, ils se forment tard. Ils doivent être parvenus avec le temps à une force essentielle & relative, pour qu'on puisse espérer de les perfectionner : & celui qui entreprend cet ouvrage s'éloigne, loin de s'approcher du but qu'il se propose, s'il s'arme d'une critique amère contre ceux qu'il entreprend d'éclairer.

Je ne profiterai donc point de la facilité que j'aurois à prouver que, depuis plus de huit cents

ans, dans un grand état voisin de celui où j'écris; les ministres ont la plupart travaillé successivement, sans le vouloir, à ruiner cet empire, & n'en ont pu encore venir à bout; parce que la nation est un grand corps robuste, situé au milieu de l'Europe, qui se soutient par sa propre force: parce que les individus de cet ensemble, (qui sont, selon mon opinion, les plus jolies & les plus aimables créatures que le ciel ait formées dans sa bonne humeur,) semblables à ces figures de porcelaine qui, grace au plomb dont leur pied est garni, se meuvent dans leur équilibre, peuvent bien être renversées, mais se relevent toujours par leur élasticité & leur contrepoids.

Je ne prouverai pas que la seule opération admirable de leurs chefs a été de renverser à gauche le char des finances qu'ils avoient trouvé culbuté à droite. Il faut peu de réflexions pour connoître qu'aucun de leurs ministres, depuis huit cents ans, n'a encore pu dresser ce fameux char sur ses quatre roues pour le faire marcher d'un pas égal. Le grand Sully, l'immortel Colbert & quelques autres ne sont point compris dans ce rang, il est vrai: mais leur regne, tel long qu'il ait été, ne fait pas assez de sensation dans le système général, pour qu'on puisse m'opposer les effets de leur génie trop peu commun. Mon intention n'est ni de blâmer ni de louer à outrance, quoique je sache qu'il y a tel pays qui exige qu'on en soit à trois cents milles pour lui dire des vérités utiles. Lors donc que, dans le cours de cet ouvrage, je me verrai forcé d'attaquer certains systèmes, je n'entends ni censurer les personnes qui y ont eu part, ni jeter des soupçons sur leur droiture. Le seul but que je me propose est de

préserver la postérité des malheurs , dans lesquels le défaut de réflexion & la précipitation font souvent tomber ceux qui ont part à l'administration des grands états.

Si un principal ministre avoit un génie étendu & l'amour de la vertu , il ne s'attacheroit à rien de médiocre. On verroit en lui les sentiments généreux d'une ame noble qui ne conçoit rien que de grand , d'un cœur désintéressé qui s'oublie sans cesse , d'un philosophe qui ne se borne ni à soi , ni à sa nation , ni à aucune chose particulière , mais qui rappelle tout au bien commun du genre-humain & le genre-humain à l'être suprême. Il rétablirait l'ordre & la discipline dans toutes les loix : dès-lors la vérité triompheroit du mensonge , la candeur & la charité détruiroient l'artifice & la dissimulation ; l'avarice & le luxe seroient également réprimés , vices qui , tout opposés qu'ils sont , ne laissent pas de se trouver réunis dans un état. Politiques d'un jour , nous avons tout réduit en calcul , nous ne parlons pas des mœurs qui sont le ressort principal d'un état , la vie & l'ame des loix.

Qui peut ignorer que , dans un gouvernement , les vices marchent de pair avec les mœurs , & que quand ils ont obtenu un certain degré de force , ils ne gardent plus de mesures , & ne se peuvent borner ? Leur progrès ressemble à celui des corps qui roulent dans un précipice , rien ne les arrête que leur propre chute : mais la vertu dans un état , ainsi que dans la vie d'un particulier , peut se comparer à un cube , en ce qu'elle résiste par la fermeté de sa base , à toutes les révolutions des empires & de la fortune. En s'accommodant aux différents états de la vie , elle

tient l'esprit dans une liberté incorruptible, elle est contente d'elle-même & propre à tout par elle-même.

Le bonheur d'être vertueux peut bien venir quelquefois de la nature : mais le mérite de l'être ne peut se devoir qu'à la raison ou à la considération qu'un état lui accorde. Malheureusement l'homme le plus vertueux, qui entre dans le ministère, perd en peu de temps l'idée des vertus sociales, chrétiennes & morales. Le mensonge, la calomnie & l'iniquité semblent, par une fatalité inconcevable, constituer l'essence d'un ministre monarchique & bien plus encore celle d'un ministre despotique. Dans une république, quoique la nature humaine soit la même, si le ministre paroît plus vertueux, c'est que la nécessité d'obéir aux loix l'y contraint, & que sa conduite toujours éclairée, lui fait redouter la censure des patriotes, de ses rivaux ou de ses ennemis.

Il y a ce mal, si j'ose le dire, dans les gouvernements monarchiques & même aristocratiques, que presque tous ceux qui ont part aux affaires s'imaginent que les avantages de leur éducation peuvent suffire, & qu'avec eux ils ont la probité, la science, la prudence & tout le mérite nécessaire pour gouverner seuls. Cette persuasion les empêche ou de rechercher des avis, ou de se rendre à ceux que les plus habiles gens leur proposent. Leur rang les éblouit, & tout ce qui ne peut s'élancer dans leur sphère, semble indigne de leur attention. Un homme d'esprit, tel que Voltaire par exemple, n'est jamais un simple citoyen, mais un vrai magistrat, lorsqu'un ignorant élevé aux premières dignités, n'est ni l'un ni l'autre & ne peut même le devenir. Les
sors

sots en effet, s'ils en avoient la puissance, banniroient volontiers les gens éclairés, en leur disant avec les Ephésiens : *Si quelqu'un excelle parmi nous, qu'il aille exceller ailleurs.*

« Vous ne pouvez tout voir, dit un Sultan à ses ministres ; ne rebutez donc pas ceux qui pensent, & qui travaillent ; il y a souvent à profiter dans les projets les plus chimériques. Qu'une basse jalousie ne vous fasse jamais rejeter ce que d'autres ont imaginé ; car discerner le bon & l'exécuter, c'est bien plus que de l'avoir découvert. »

En suivant cet avis, un ministre, pour peu qu'il ait le sens commun, paroîtra toujours un grand homme, & d'autant plus grand qu'il ne travaille qu'avec des inférieurs. Le vulgaire, qui ne juge que par les événements, prononce sur les qualités de ses chefs à proportion du succès qui couronne leurs entreprises. Il n'a pas les yeux assez attentifs pour dévoiler leur caractère : il faudroit pour cela les suivre dans leur cabinet, peser leurs discours & étudier leurs écrits : mais il n'en a pas l'occasion. Il leur attribue de là ce qu'ils ne doivent qu'à la fortune. Il les voit prospérer, il les admire, sans faire attention que la souplesse & la patience réussissent plus sûrement dans toutes les cours que les lumières & l'esprit, incapables de s'abaisser à un pareil manège. Un génie médiocre a du bonheur, & il devient un ministre puissant ; mais un bon ministre est celui-là seul qui suit en tout l'impulsion d'un amour dominant pour le bien public. Tous aspirent au premier nom, & peu s'appliquent à mériter le dernier caractère.

Combien ai-je vu de ces ministres fortunés

qui n'exposent à la surprise de ceux qui les approchoient qu'un esprit semblable aux cornes de chèvres de mon pays qui sont petites, dures & tortues ! qu'ils ne me sachent aucun mauvais gré, si j'avance souvent des opinions contraires à celles qu'ils peuvent s'être formé eux-mêmes, ou que de lâches complaisants leur ont inspirées. Je leur donne toute liberté de penser & d'agir comme ils voudront, pourvu qu'ils ne tentent point de gêner mon esprit.

Quelque sûr que je puisse être de leur déplaire, je n'entrerai pas moins dans un détail particulier sur certaines branches d'administration, telles que le commerce, l'économie, les finances & les impositions, qu'il est presque impossible de bien traiter en peu de mots.

Les impôts multipliés de nos jours à l'infini doivent naturellement exciter la curiosité de ceux qui les exigent ou qui les paient. Pour satisfaire les uns & les autres, je pourrai corriger, augmenter & donner mes considérations historiques & politiques sur les impôts des anciens, & sur les variations qu'ils ont éprouvés en France depuis l'établissement de cette monarchie jusqu'à présent. Si une pareille histoire peut servir à régler les actions des particuliers, elle doit instruire les rois, les princes & les ministres dans l'art de gouverner. Ils en tireront des lumières sûres pour rendre les peuples heureux, & ils y parviendront en se conformant aux sages maximes qui ont contribué à la grandeur d'un état quelconque, & en évitant ce qui a causé sa décadence. L'art qui enseigne à régir les finances, c'est-à-dire, la science économique doit être regardée, comme un des plus grands objets du

gouvernement politique : d'où il résulte qu'un bon ou un mauvais chef des finances peut procurer à sa patrie plus de bien ou plus de mal que dix généraux d'armée. Les titres ne servent de rien pour la postérité ; le nom d'un particulier qui a fait de grandes choses & sur-tout utiles au bonheur de l'humanité , en impose davantage que les patentes & les qualités , honneurs étrangers & frivoles.

Une matière si intéressante m'obligeant à ne rien négliger , je ne parlerai pas uniquement d'après mon opinion ; je le ferai après avoir consulté les meilleurs auteurs qui l'ont traitée d'une façon générale ou particulière. Je donnerai à ce sujet des morceaux dont l'existence peut être à peine soupçonnée , & d'autres qui ne doivent la noble obscurité dans laquelle ils se trouvent qu'à la malheureuse crainte de trop éclairer un public , dont le seul avantage conduit aujourd'hui ma plume. C'est aux véritables connoisseurs à juger du mérite de ces pièces & de la manière dont je les ai mises en œuvre.

Je ne traiterai pas avec moins de soin , mais d'une manière plus concise , les matières les plus importantes pour une sage administration , & les plus intéressantes pour un particulier éclairé qui , en qualité de membre de l'état , cherche à concourir au succès de sa perfection.

« Il n'y a , dit Voltaire , que trois manières de » subjuguer les hommes , celle de les policer en » leur proposant des loix , celle d'employer la religion pour appuyer ces loix , celle enfin d'égorger partie d'une nation pour gouverner l'autre : » mais j'ajoute qu'il ne doit y en avoir qu'une pour bien gouverner un royaume &

rendre à la fois heureux son roi & sa nation.

Le but en effet d'une saine politique devoit être de faire préférer le bien public au bien particulier & pour cela d'inspirer un amour vif, pur & désintéressé pour les hommes. On connoît les systèmes de Machiavel, d'Hobbes & de deux auteurs plus modernes, Grotius & Puffendorff, qui tous ont erré en s'éloignant de ce principe. Les deux premiers, sous le vain & faux prétexte que le bien de la société n'a rien de commun avec le bien essentiel de l'homme qui est la vertu, établissent pour seules maximes de gouvernement, la finesse, les artifices, les stratagèmes, le despotisme, la tyrannie, la cruauté, l'injustice & l'irréligion. Les deux derniers ne fondent leur politique que sur des maximes païennes qui n'égalent ni celles de la république de Platon ni celles des offices de Cicéron. Il est vrai que les deux philosophes modernes ont travaillé dans le dessein d'être utiles à la société, & qu'ils ont rapporté presque tout au bonheur de l'homme considéré selon le civil : mais ils ont manqué le grand principe, sur lequel devroient rouler les maximes du gouvernement des princes chrétiens. Pour unir la politique la plus parfaite aux idées de la vertu, il faudroit regarder le monde entier comme une république universelle & chaque peuple comme une grande famille. De ce principe fondamental naîtroient ce que les politiques appellent *les loix de nature & des nations*, équitables, généreuses & pleines d'humanité. On ne regarderoit plus chaque pays comme indépendant des autres, mais comme un tout indivisible. On ne se borneroit plus à l'amour de sa patrie, le cœur s'étendroît, deviendroît immense, &

par une amitié universelle embrasseroit tous les hommes. De là naîtroient l'affection pour les étrangers, la confiance mutuelle entre les nations voisines, la bonne foi, la justice & la paix parmi les princes de l'univers & entre les particuliers de chaque état.

Mais si l'humanité est incapable de cette perfection, du moins un prince sage sentira-t-il aisément, que la gloire de la royauté est de gouverner les hommes de façon à les rendre bons & heureux; que son autorité n'est jamais mieux affermie que lorsqu'elle est fondée sur l'amour des peuples: que la richesse la plus certaine & la plus constante consiste à retrancher tous les faux besoins de la vie, pour se contenter du nécessaire & des plaisirs simples & innocents de la nature: que les trois colonnes d'un état sont l'agriculture, le commerce & les sciences: que la vie active du sujet est le bien du monarque.

Un roi persuadé de ces vérités, & dont l'ame est aussi grande que son pouvoir, choisit hardiment des favoris illustres & des ministres approuvés. L'économie qui est une vertu dans le gouvernement d'un état paisible, lui paroît un vice, lorsque l'agitation lui présente de grandes affaires: mais un roi ordinaire cherche des amis & ne trouve que des intrigants: tout ce qui l'environne est économie pour les grands objets, tandis que ses revenus, quelque immenses qu'ils soient, sont engloutis dans un abîme de petites affaires. De ce dernier malheur il en résulte un autre, l'or obtient un trop grand crédit, & dès-lors on voit dans un état l'union fatale des honneurs & de l'oïveté. L'indolence des cours & le luxe des capitales énervent le courage d'un tas

de citoyens , qui retirés dans leurs provinces s'y formeroient un courage mâle prêt à verser leur sang dans les combats. Fatale nécessité qu'il faut toujours prévoir !

Un roi armé par la sagesse cherche toujours la paix , & s'il ne peut la perpétuer, il est sûr de trouver des ressources contre les maux de la guerre , dans un peuple instruit & laborieux , dont l'esprit & le corps sont également disposés au travail par amour & par reconnoissance. Mais un roi qui ne songe qu'à se faire craindre & qu'à abatre ses sujets pour les rendre plus soumis , est le fléau du genre-humain. L'abus qu'il fait de la puissance dont il est revêtu , le fait craindre comme il veut l'être : mais il est haï , détesté , & doit plus redouter ses sujets , que ses sujets n'ont lieu de le craindre.

Lorsque je serai dans le cas de parler des diverses sectes qui partagent la religion des peuples de l'Europe & qui les gouvernent , je me garderai , autant qu'il me sera possible , de rien décider. Outre le danger qu'il y a toujours de traiter en philosophe une matiere aussi délicate , je dirois volontiers avec ce Brame indien : « j'ai vu , dans » le cours de mes voyages , toutes les sectes s'ac- » cuser réciproquement d'imposture ; j'ai vu tous » les mages disputer avec fureur du premier prin- » cipe & de la dernière fin : je les ai tous inter- » rogés , & je n'ai vu dans tous les chefs de fac- » tion qu'une opiniâtreté inflexible , un mépris » superbe pour les autres , & une haine implaca- » ble. J'ai donc résolu de n'en croire aucun ».

Ces docteurs , en cherchant la vérité , sont comme une femme qui veut faire entrer son amant par une porte dérobée & qui ne peut en

trouver la clef. Les hommes dans leurs vaines recherches sur cet article ressemblent à celui qui monte sur un arbre où il y a un peu de miel ; il y parvient , & à peine en a-t-il goûté , que les serpents qui sont autour de l'arbre le dévorent.

Les peuples n'ont qu'une idée vague & confuse des mystères de religion , & peut-être est-il nécessaire de leur conserver cette sainte obscurité. On a toujours admis les dogmes , comme on reçoit la monnoie , sans en examiner le poids ni le titre. L'enthousiasme commence le bâtiment de la religion : mais c'est l'habileté qui doit l'achever ; beaucoup croire , peu considérer , c'est le seul moyen d'être sincèrement religieux.

La première loi que doit s'imposer celui qui traite l'histoire , c'est de ne rien publier de faux & de dire hardiment la vérité. Je n'ai point épargné mes peines , pour la tirer de l'obscurité qui la cache , & où l'intérêt & l'aigreur , suites inséparables des partis qui divisent toujours l'humanité , la tiennent le plus ordinairement captive. Après avoir reconnu cette vérité , je l'ai transmise à la postérité le plus fidèlement qu'il m'a été possible , persuadé que , quelle que fût la fausse politique qui me portât à trahir sa cause , je me dégraderois moi-même. J'ai tracé les événements avec simplicité , tant que des témoins oculaires & accrédités ne m'en ont pas fait pénétrer les détails secrets : mais par-tout où d'heureuses circonstances m'ont servi à dévoiler la source des faits , je me suis attaché à la montrer dans sa pureté , au risque de restituer au mépris les héros de certaines anecdotes déjà publiées à leur gloire. L'historien par devoir doit assigner à chaque personne le rang qui lui est dû & à chaque fait le

crédit qu'il mérite. Si le châtiment est tombé sur la foiblesse, elle n'en implore que plus hautement sa vengeance ; & le crime que le bonheur a couronné, doit trouver sa punition dans les annales qu'il écrit. Cette tâche est périlleuse, mais elle est indispensable. On ne fera donc point étonné si, en traitant quelques parties de l'histoire de France, je soutiens cette noble franchise ; & si je ne le faisois pas, je ferois tort au rare bonheur de l'administration de M. LE DUC DE CHOISEUL, qui laisse à chacun la liberté de penser en Angleterre ce qu'il veut & d'y dire ce qu'il pense. La liberté & la vérité qui ont toujours conduit ma plume, doivent me valoir son suffrage ; car ces nobles caracteres sont sûrs de plaire à un génie tel que le sien. Un principal ministre qui ne les aime pas, peut bien être un homme redouté, mais il ne fera jamais un grand homme. Sous Auguste, la liberté ne perdit à Rome que les maux qu'elle put causer ; & à Londres sous GEORGE III, elle ne perd rien du bonheur qu'elle peut produire.

Les plus célèbres génies ont témoigné tant de doutes sur les connoissances humaines, qu'avec eux je suspens mon jugement sur les choses qui présentent de l'incertitude. Le faux sait bien prendre l'apparence du vrai, & le vrai est si sujet à être confondu avec le faux, qu'il est presque impossible de parler avec certitude de certaines vérités. Les préjugés de l'éducation, les fausses préventions, l'attachement à son pays, l'indiscrete affection pour l'état qu'on a embrassé, la superstition, l'amour propre, la crainte, l'amitié, la haine, enfin toutes les passions semblent, à l'envi les unes des autres, s'empresse à nous

aveugler ou du moins à nous séduire. Si le climat, le gouvernement & la religion impriment ces préjugés qui influent sur tous les êtres, comment les écrivains s'en rendroient-ils supérieurs ? Sur-tout quand on pense que les admettre, c'est trouver le seul moyen d'expliquer l'énigme de ce monde. Sans chercher à rendre cette dernière plus incompréhensible, j'espère faire voir qu'on peut rendre inutiles ces prétendus obstacles, & que, plus on parvient à s'en écarter, plus on acquiert de droit sur l'estime publique. Je me suis proposé cette fin, lorsque, dans la seule vue de m'instruire, j'ai ramassé les matériaux que je donne au public : aurois-je moins d'égards pour l'humanité que je n'en ai eu pour moi-même ? Qu'on s'attende donc à des anecdotes singulieres, à des traits que la sensibilité pourra trouver trop hardis, à une franchise qui, sans braver personne, ne sera guidée que par la vérité. En me rendant auteur, je me dois à ceux qui ont vécu avant moi, qui exigent un coup de pinceau naturel, qui leur rende leur gloire ou leur honte : à mes contemporains qui souhaitent que le vraies éclaire, même lorsqu'ils redoutent l'éclat de son flambeau ; & à la postérité qui séduite par mon caractère pourroit adhérer à des faits mal représentés & que je n'aurois pas combattus.

Je laisse à ceux qui désapprouveront mes raisons le soin d'en chercher de meilleures ; pour moi je vois un fait, je l'examine & je l'écris sans chercher à en deviner les causes finales, qui ne sont que trop au-dessus de nos lumières : & je pense comme Cicéron qui, dans une occasion pareille, disoit : *non quero cur, quoniam quid eveniat intelligo hoc sum contentus quod etiam si*

quomodo quidque fiat ignorem , quid fiat intelligo.
Lib. I. de divinatione § , 9.

Je tâche d'écrire moins en courtisan qu'en historien ; je puis me tromper : mais mon intention est de dire la vérité & de la montrer même aux potentats ; sans leur manquer. Si l'univers est une vaste scène de brigandages abandonnés à la fortune , le représenter tel qu'il est , c'est inspirer pour lui l'horreur qu'il mérite , & travailler à lui faire perdre ses difformités. J'avoue que , quand je fais moi-même réflexion que ce qui se passe aujourd'hui dans le monde , doit devenir un jour la matière de l'histoire , cela me dégoûte non-seulement de l'écrire , mais même de la lire.

Un historien cependant , qui désireroit captiver le plus grand nombre de ses lecteurs , devroit avoir la conduite d'un courtisan qui cherche fortune. Il faudroit qu'il fût né avec un si grand fond d'indifférence pour la justice & pour la vérité , que sans peine il la vît violer & qu'il la violât sans remords dès que son avantage peut l'exiger : car si à la cour cette vérité dicte les paroles ou les écrits , elle signe l'arrêt infailible de son favori & le perd sans ressources. L'adulation fraie seule la route à la fortune : mais les auteurs qui s'y livrent doivent abandonner toute prétention à la gloire. Ils vivent par leurs écrits , & ceux-ci meurent avec eux. En vain la noblesse de l'expression , la délicatesse du style , la subtilité de l'imagination s'unissent-elles pour donner un beau jour à des faits odieux , cela ravit un instant parce que cela étonne : mais le lecteur finit par mépriser celui qui emploie tant de ressorts pour

le tromper ; & voilà la situation du plus grand nombre des écrivains politiques.

Qui veut donc peindre pour l'immortalité , doit peindre des fots. La réputation de Paracelse qui a si bien écrit sur les vertus des génies , est morte , lorsque celle de Moliere , qui s'est contenté d'écrire les sottises du monde , vivra tant qu'il y aura des hommes.

Je n'entrerais pas dans un plus grand détail sur les différentes parties qui doivent remplir le projet que je me suis formé. Nulle considération ne pourra m'empêcher de les traiter d'une façon aussi impartiale que sincère.

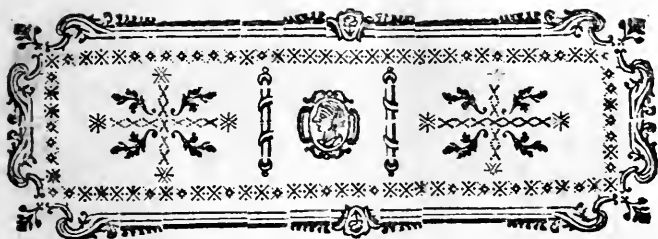
Puisque mes anciens ouvrages ont paru dignes de l'indulgence du public , j'ose me flatter de l'obtenir pour celui-ci , avec d'autant moins de difficulté , que le sujet en est plus compliqué , & que par reconnoissance j'ai fait plus d'efforts pour mériter son approbation.

Si mes ennemis s'y opposent en m'imputant d'avoir fait quelques sottises , je leur répondrai avec Fontenelle qu'il en est quelquefois de si heureuses , qu'on a bien de la peine à les regretter. Le peintre qu'il cite à ce sujet peut me servir d'excuse. Les raisins formés sous son pinceau avoient tant de naturel que les oiseaux accouroient pour les béqueter , sans être épouvantés par le petit payfan qui les portoit. Cette dernière sottise lui fut sans doute heureuse , car s'il avoit donné à l'homme une stature & des traits capables de causer de l'effroi , la merveilleuse excellence des raisins auroit perdu son mérite. Si l'on me taxe donc d'avoir fait des sottises , j'ose dire que la plupart ont fait connoître

28 DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

tre un caractère ferme , incapable de se prêter aux caprices de la fortune ou à la vanité des grands. C'est ce caractère que je soutiendrai dans tout le cours de cet ouvrage , & cette preuve de mon respect pour le public paroît m'assurer des droits sur sa bienveillance.





TABLEAU

HISTORIQUE ET POLITIQUE


DE LA

REPUBLIQUE DE POLOGNE.

Libertas , salus populi , decus regis.

CHAPITRE PREMIER.

Description historique de la Pologne.

I.  E royaume de Pologne se divise de
 L nos jours en terres de la couronne & en terres du grand duché de Li-
 thuanie, qui faisoient autrefois deux
 états souverains & distincts.

Division
générale
de la Po-
logne.

2. Jagellon fut le premier duc de Lithuanie ,
 qui en 1386 monta sur le trône de Pologne par
 son mariage avec Edwige , à laquelle les Polonois
 avoient déferé la couronne , quoiqu'elle ne fût
 que la seconde fille de Louis roi de Hongrie , ne-
 veu de Casimir le grand de Pologne.

3. Jagellon ne fut reconnu roi, que sous les conditions d'embrasser le christianisme, & d'unir ses biens héréditaires à la monarchie. Il remplit la première & prit au baptême le nom de Ladislas : mais le desir de conserver à sa postérité le domaine qu'il tenoit de ses ancêtres, & peut-être de se ménager une retraite, lui fit éluder d'accomplir la seconde. Il régna & mourut dans ce système, sans que cela empêchât son fils aîné de lui succéder. Cet héritier eut sans doute les mêmes sentimens, puisqu'en 1440, son frère ayant été élu grand duc de Lithuanie, par les soins de Nicolas Radzivil, le monarque désapprouva, mais souffrit sa conduite, & cette alliance eut de grandes difficultés avant que de s'effectuer. En vain les deux états assemblés à Grodek sur la Bug, parurent-ils d'accord sur cette union en 1443, quelque désirée qu'elle fût, elle n'eut lieu que sous Sigismond Auguste.

4. C'est donc de cette dernière époque, qu'on peut dater la division générale de la Pologne, en royaume de ce nom & en grand duché de Lithuanie.

Etat particulier de la Pologne.

5. La vaste région, connue sous le nom de Pologne, étoit autrefois habitée par les Sarmates Européens, les Bastames, les Jaziges & les Gélons, peuples belliqueux, dont les habillemens & les armes se voient sur la colonne Trajane & sur différentes médailles romaines, comme autant de monuments consacrés à leur gloire.

6. Les terres du royaume se divisent en grande & en petite Pologne, auxquelles on ajoute la Prusse royale & la Russie rouge.

Pologne propre.

7. Ce qui compose la grande & petite Pologne tire son nom de la beauté, de la richesse & de la

fertilité des campagnes qui s'y trouvent. Ses provinces méridionales jouissent d'un air tempéré, qui est extrêmement froid dans les parties septentrionales & mal sain vers l'orient, à cause des eaux qui s'amassent & croupissent dans les marais qui sont dans les déserts.

8. La Prusse, autrefois habitée par les Vandales & les Pruthéniens venus de Scythie, fut conquise par les Chevaliers Teutoniques qui, énor-gueillis de cette acquisition, n'épargnerent rien pour subjuguier la Pologne : mais ces voisins inquiets s'étant rendus par leur tyrannie, odieux à leurs sujets, plusieurs villes cherchèrent un remède à leurs maux, en se mettant sous la protection de la Pologne. Les chevaliers eux-mêmes, bientôt victimes de ces discordes, se reconnurent vassaux de ce royaume qu'ils avoient si long-temps envié. Enfin Albert de Brandebourg, leur dernier grand-maître, ayant embrassé les opinions de Luther, céda la Prusse royale à Sigismond Roi de Pologne, à condition que ce monarque lui donneroit l'investiture de la Prusse Ducale.

Prusse.

9. La Russie rouge est ainsi nommée pour la distinguer des Russies noire & blanche, qui sont la Moscovite & la Lithuanique. Cette province, que Jagellon unit à la petite Pologne, s'étend depuis les frontieres de la Lithuanie jusques à l'embouchure du Niéper, fleuve qui la sépare de la Moscovie, ainsi que les monts Krapachs le font de la Hongrie.

Russie
rouge.

10. La Lithuanie, qui comme la Pologne, faisoit partie de l'ancienne Sarmatie Européenne, étoit habitée par les Vénèdes, que les historiens nous représentent comme les peuples les plus

Lithuanie.

superstitieux & les plus barbares de leur temps. Sans guides , ils ne vivoient pour la plupart que du fruit des courses qu'ils faisoient sur leurs voisins. Le Duc de Kiovie arma contre eux , les vainquit & les força à lui payer un tribut , auquel ils furent bientôt se soustraire sous la conduite d'un chef , que la nécessité leur avoit fait choisir. Ils ne se soumirent pas avec plus de patience aux armes victorieuses des Chevaliers Teutoniques : & quelque engagement que Jagellon eût pris pour les unir à la Pologne , ce ne fut que du consentement libre des Seigneurs que ce consumma cette alliance , qui conserve encore de nos jours aux Lithuaniens leurs loix , leurs privilèges , & tous les grands officiers civils & militaires qui peuvent constater un état allié , libre & souverain.

11. Les premiers chefs des Lithuaniens eurent le nom de Ducs , & si innocent IV donna celui de roi à Mingod , pour récompenser sa conversion à la religion chrétienne , ce prince lui-même le perdit par sa chute dans l'idolâtrie. Le titre de Grand Duc ne fut ensuite pris par les souverains de Lithuanie , que pour dénoter la puissance qu'ils avoient sur les Duchés qui se trouvoient enclavés dans leurs états , & qui étoient ordinairement l'apanage descadets de leur maison.

12. Le pays que les Lithuaniens occupent est d'une vaste étendue , mais rude & couvert de forêts & entrecoupé de marais. Les villes qui s'y trouvent sont assez belles & bien bâties , mais les hameaux sont mal construits , & les payfans y sont plus esclaves qu'en Pologne , puisqu'ils n'y possèdent rien que le Seigneur ne puisse prendre à sa volonté.



CHAPITRE II.

Histoire Chronologique des Souverains de Pologne.

1. **L**ECHUS, sorti des palus méotides, se jeta en 550 sur les peuples qui habitoient les terres de Pologne, & y bâtit la ville de Gnesne.

2. On ignore le temps que sa postérité conserva, sous le titre de Duc, le gouvernement de cette conquête : mais il est certain qu'après l'extinction de sa famille, l'administration de l'état fut confiée à douze *Waywoden* ou seigneurs du pays, choisis par le peuple.

3. La désunion se glissa bientôt entre ces juges suprêmes, dont l'autorité égale divisoit les intérêts. Le peuple, qui ne pouvoit manquer d'en être victime, songea à se réunir sous un seul chef.

4. En 700 Cracus fut élu : mais son fils, l'ayant immolé à son ambition, ne put conserver la puissance dont il s'étoit emparé. Son crime fut découvert ; & ses sujets l'ayant chassé, reconnurent pour souveraine sa sœur, qu'une aveugle superstition engagea à se précipiter dans la Vistule.

5. Le gouvernement fut remis une seconde fois entre les mains de douze Palatins, jusqu'à ce qu'on convint d'élire pour chef un orfèvre nommé Prémislas, qui changea son nom en celui de Lescus I, & qui mourut sans enfants.

6. Une élection, prix de la légèreté, lui donna

pour successeur Lescus II, dont la postérité régna jusques à la troisieme génération ; car Popiel II étant mort avec l'exécration que méritoit sa cruauté, & sans laisser d'enfants, les états ne purent se résoudre à se donner un maître, ce qui donna lieu à une anarchie qui déchira long-temps le royaume.

7. Pour mettre un terme aux maux sous lesquels la nation gémissoit, on élut en 842, Piaſte ſimple payſan, dont la poſtérité ayant tenu la puiffance pendant 528 ans, n'a fini qu'à la mort de Caſimir III.

8. De cette famille étoient Miciflas I, qui ſe fit baptiſer l'an 965 ; Boſeſlas à qui en 1001 l'empereur Otton III donna le titre de roi, que perdit Boſeſlas II, pour avoir mis à mort Stanislas Evêque de Cracovie. Cette punition infligée par le Souverain Pontife paſſa à ſes deſcendants, qui gouvernerent ſous le titre de Ducs, juſques à Prémiflas, qui l'an 1295 rétablit la dignité royale.

9. La branche maſculine des Piaſtes étant éteinte en 1370 par la mort de Caſimir III les Polonois, attachés au droit héréditaire, appellerent à la couronne Louis le grand, fils de Charobert roi d'Hongrie & d'Elifabeth ſœur de leur dernier monarque.

10. A la mort de ce Prince, qui ne laiſſoit point d'enfants mâles, on conſerva le trône pour Edwige ſa fille puiſnée, qui épouſa Jagellon Grand Duc de Lithuanie, qui prit au baptême le nom de Ladiflas IV.

11. La poſtérité de ce premier roi étranger finit à Sigifmond II, qui mourut ſans enfans.

12. La Pologne, par un choix libre & dans

lequel les droits du sang n'avoient aucune influence, se donna alors pour roi Henri d'Anjou frere de Charles IX, roi de France. Il fut couronné en 1574 : mais à peine avoit-il demeuré quatre mois en Pologne, qu'il s'en échappa pour retourner en France, prendre le sceptre de ce royaume que le droit héréditaire venoit de lui remettre par la mort de son frere.

13. Sa retraite rendit le trône vacant & les suffrages de la nation y firent monter Etienne Batori qui, en épousant Anne sœur de Sigismond Auguste, rappella à la couronne la branche féminine des Jagellons, qui finit par l'abdication volontaire de Jean Casimir en 1669.

14. Deux Piaſtes furent ſucceſſivement élus : mais dans la diete d'interregne, qui ſuivit la mort de Jean Sobieski, il fut arrêté que quiconque par la ſuite propoſeroit d'élever un Piaſte ſur le trône, ſeroit déclaré ennemi de l'état.

Ce règlement engagea pluſieurs princes étrangers à ſolliciter la couronne de Pologne, mais leur crédit céda à celui de Frédéric Auguſte Électeur de Saxe.

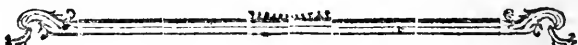
16. Ce prince, par une viciffitude ſinguliere, fut élu en 1697, rejeté en 1703, forcé en 1707 de reconnoître, pour roi légitime de Pologne, Stanislas Lecziński, que Charles XII de Suede avoit fait nommer en ſa place en 1704, ſur lequel néanmoins il reprit le trône en 1709, après que la bataille de Pultawa, en décidant le ſort du roi de Suede, eut mis Stanislas dans l'impoſſibilité de ſe maintenir en Pologne contre Auguſte qui y rentroit.

17. Après la mort du roi électeur, arrivée le premier février 1733, Stanislas fut élu de nou-

veau le 12 Septembre , & auroit joui de la couronne , si le fils du monarque précédent élu le 5 Octobre par la faction des Evêques de Cracovie & de Pofnanie , n'eût , par le fecours des Rufles , empêché qu'il n'entrât dans le royaume.

18. Perfonne n'ignore de quelle maniere la nation élut , le 7 Septembre 1764 Stanislas Augufte Poniatowski , fans qu'aucun concurrent lui oppofât un parti décidé.

19. Ce Prince , digne du fort le plus heureux , & qui pouvoit fe le promettre , fi les circonftances lui euflent permis de fe fervir de fes lumieres , eft dans une fituation fi critique , qu'il n'eft pas poffible de prévoir comment feront appaifés les troubles qui déchirent fon royaume.



CHAPITRE III.

Pouvoir du Roi.

Etendue
du pou-
voir du
Roi.

1. **U**N roi de Pologne , comme on vient de le voir , eft électif depuis quelques fiecles ; car , quoi qu'en difent la plupart des Polonois , avant Sigifmond Augufte , la couronne étoit héréditaire ; ou du moins dans le choix de leurs rois , les électeurs s'attachoient à la même famille.

2. Il nomme les miniftres d'état , les fénateurs , les archevêques , les évêques , les généraux & les autres officiers diftingués dans l'armée , ainfi que les officiers auliquetant de Pologne que du grand duché de Lithuanie.

3. Il donne à fon gré les principaux bénéfices eccléfiastiques , les ftarosties & autres biens royaux qui font en grand nombre.

4. Il est le protecteur immédiat des grandes villes , auxquelles il donne tels privilèges que bon lui semble , sauf pourtant le préjudice qui pourroit en résulter contre la noblesse.

5. Il a le droit de convoquer des assemblées du sénat & des dietes autant de fois qu'il le juge à propos : mais il lui seroit dangereux d'en ordonner trop souvent & sans des sujets graves , puisque cela pourroit fatiguer la nation.

6. Il donne l'investiture aux vassaux de la couronne ; & peut recevoir des ambassadeurs , pourvu que ce soit de concert avec les sénateurs nommés pour composer son conseil : mais il ne peut envoyer de ministres dans les cours étrangères , du moins si c'est pour traiter de guerre , de paix ou d'alliance , s'il n'a l'agrément de la république.

7. Il a le pouvoir de créer des chevaliers de l'ordre de l'aigle blanc & de divers autres ordres ; il peut même en instituer de nouveaux suivant son bon plaisir.

8. Il a le droit de faire des barons , des comtes , des marquis & des gentilshommes , pourvu que ce soit des étrangers , qui par-là n'acquiescent aucun droit de suffrage dans les assemblées de la république.

9. Le roi de Pologne ne peut faire ni la guerre , ni la paix , ni conclure d'alliance , sans le concours du sénat & de la noblesse.

Bornes
du pou-
voir du
roi.

10. Il ne peut faire battre monnoie : mais lorsque la république en fait battre , elle doit être au coin du roi.

11. Il n'a pas le pouvoir de faire arrêter un noble , avant qu'il soit juridiquement convaincu.

12. Le consentement de la république lui est absolument nécessaire pour instituer de nouvelles loix , en abroger d'anciennes , mettre des impôts ,

lever des troupes , en réformer , faire des nobles Polonois , ou pour donner à des étrangers le droit de *naturalité*, autrement dit, *indigénat*.

13. Telles sont à peu près l'étendue & les bornes du pouvoir d'un roi de Pologne : mais il convient de remarquer que chaque élection y cause quelques variations , par les changements que les électeurs trouvent à propos de faire aux *Pacta conventa*, suivant que les circonstances du temps paroissent l'exiger.

Revenus
du roi.

14. Leroitire annuellement de la Pologne & de la Lithuanie , environ un million six cents mille livres de France , provenant tant des terres affermées sous le titre d'économies royales , que des salines , des douanes & de la ville de Dantzick , qui lui paie certains droits dans la chambre des finances , nommée vulgairement *Geldkammer*. Tel fixe que soit le revenu d'un roi de Pologne , il peut cependant varier suivant le temps & l'habileté des administrateurs. Sa modicité ne surprendra point ceux qui feront attention que ce monarque ne paie ni les troupes , ni les officiers de sa cour , & que cet argent est uniquement destiné à l'entretien de sa personne & au salaire de ses domestiques.



CHAPITRE IV.

Du Sénat.

Ent du
Sénat.

1. **L**É Sénat tient un milieu entre le roi & l'ordre équestre , & est institué pour maintenir la balance entre les droits du trône & ceux de la

noblesse , afin d'empêcher que les uns ne l'emportent sur les autres , au préjudice de la liberté ou du repos de la république.

2. Tous les sénateurs sont conseillers naturels du roi : & en cette qualité ils ont tous droit d'être auprès de sa personne quand il leur plaît.

Il doit toujours y en avoir au moins quatre à la cour , pour veiller à ce que rien ne se passe au conseil qui puisse nuire à l'état ou aux privilèges du Sénat. Aucun d'eux ne peut sortir du royaume , pour quelque cause que ce soit , sans une permission expresse de la république.

3. La fonction des Sénateurs est de maintenir la paix & l'union dans les Palatinats & dans les districts où leur place leur donne quelque autorité , & d'assister aux dietes , aux diétines & aux autres assemblées de cette nature. Ses fonctions.

4. Le roi peut bien donner & donne en effet la dignité de sénateur : mais il ne sauroit l'ôter sans le consentement de la personne , ou sans un jugement de l'état. Le pouvoir du roi a la même étendue & les mêmes bornes , à l'égard des ministres & des grandes charges de l'armée. Ses prérogatives.

5. On divise cet ordre en Sénateurs ecclésiastiques & séculiers , & ceux-ci se partagent en Sénateurs du premier rang & en Sénateurs du second rang. Division du sénat.

6. Les Sénateurs ecclésiastiques sont les archevêques ou évêques , qui ont le pas sur tous les autres membres du sénat. Sénateurs ecclésiastiques.

7. L'archevêque de Gnesne , le premier des sénateurs ecclésiastiques , a des privilèges si étendus qu'il peut se rendre redoutable à son roi. Il fut déclaré primat du royaume au concile de Constance & légat né du S. Siege à celui de Latran. Privilèges du Primat.

8. Si le roi fait quelque chose qui lui paroisse contraire aux loix , il a le droit de convoquer le Sénat & la noblesse pour s'y opposer.

9. Il a le droit de faire porter devant lui la croix toujours levée , soit qu'il aille chez le roi ou dans les dietes ; & lorsqu'il est assis dans ces dernières , on la tient derrière lui.

10. Il ne rend aucune visite , pas même aux ambassadeurs des têtes couronnées : le nonce du pape est la seule personne qu'il doit visiter une fois pendant sa nonciature.

11. Si l'archevêque de Gnesne se rend à la cour , le roi doit le faire complimenter , au bas de l'escalier , par son maréchal à la tête des principaux officiers ; & dès que le prélat arrive dans l'antichambre , le cabinet s'ouvre & le monarque paroît , comme pour venir à sa rencontre.

12. Entre le grand nombre d'officiers qui composent la cour de l'archevêque , il a un maréchal qui est sénateur du royaume , & porte devant le prélat le bâton levé , qu'il ne baisse qu'en présence du roi : mais si les maréchaux de sa majesté étoient absents , ce seroit au maréchal de l'archevêque à porter son bâton levé devant le monarque.

13. Quant aux droits dont jouit cet ecclésiastique pendant l'interregne , on verra plus bas qu'ils sont si étendus qu'avec du génie , de la politique & de la fermeté , il lui est facile de disposer de la couronne à son gré.

Séna-
teurs sé-
culiers.

14. Les sénateurs séculiers du premier rang sont les palatins , les castellans supérieurs , nommés pour cette raison , *castellans du grand siege* , & un seul staroste qui est celui de SAMOGITIE.

15. Les sénateurs séculiers du second rang , sont d'autres castellans inférieurs , nommés *castellans*

du petit siege , tant parce qu'ils sont assis sur une banquette derriere les premiers sénateurs , que parce qu'ils sont d'institution moins ancienne.

16. Les Palatins sont comme autant de généraux d'armées & de gouverneurs de provinces. En temps de paix , ils doivent veiller au bon ordre & à la police dans leur palatinat. En temps de guerre , & dans les grandes calamités de l'état , chacun d'eux doit se mettre à la tête de la noblesse que son palatinat fournit pour former *la Pospolite* ou l'arrière-ban.

17. Les Castellans, dans leur origine, n'étoient que des lieutenants-généraux ou les substituts des Palatins : mais maintenant les choses ont changé de face ; car les Castellans jouissent presque des mêmes droits que leurs anciens supérieurs. La seule différence c'est qu'ils en jouissent avec moins d'étendue ; encore faut-il en excepter le Castellan de Cracovie , qui a le pas sur tous les sénateurs séculiers , & qui commande la noblesse de son district , même au préjudice du Palatin.

Le Castellan de Cracovie a le pas sur son Palatin.

18. Cette prééminence lui vient de ce que Bolellas , surnommé *Bouche-forte* , ne pouvant souffrir les brigues , que Scarbinirus Palatin de Cracovie ne cessoit de faire pour soulever le peuple contre lui , le fit chasser du sénat & périr en prison. Ce Prince , pour éterniser , s'il pouvoit , sa vengeance , obtint une constitution qui statue qu'à perpétuité le Castellan de Cracovie aura le pas sur son Palatin.

19. Pour achever de donner une juste idée de la dignité des Palatins & des Castellans , on doit ajouter qu'en général ces charges si recherchées n'apportent que de l'honneur & peu ou point de

Avantages attachés aux places du Sénat.

revenus. L'avantage que l'on en tire certainement, c'est que, lorsqu'elles sont possédées par des gens à talents, elles procurent beaucoup de crédit & rendent un homme considérable, tant aux yeux de la cour qui est la source des graces, qu'à ceux de l'ordre équestre, dont l'amitié peut même élever un grand seigneur au trône.

Nom-
bre des Sé-
nateurs.

20. Il y a cent trente-six sénateurs, dont dix-sept sont ecclésiastiques & les autres séculiers au nombre de cent dix-neuf.

21. Des sénateurs séculiers, il y a trente-trois Palatins, un Staroste, trente-six Castellans du grand siege, & quarante-neuf Castellans du petit. La liste suivante les fera tous connoître selon l'ordre de leur séance : mais comme les uns sont sénateurs du royaume & les autres du grand-duché, on les distinguera de cette manière *R. G. D.* & on fera connoître ceux qui ont une préférence alternative l'un sur l'autre par ces lettres.
Alt.

SÉNATEURS Ecclésiastiques.

- | | |
|---|------------------|
| 1 L'Archevêque de Gnesne, Primat du royaume & du grand-duché. | |
| 2 L'Archevêque de Léopol. | R. |
| 3 L'Evêque de Cracovie. | R. |
| 4 L'Evêque de Cujavie. | R. |
| 5 L'Evêque de Wilna. | G. D. } |
| 6 L'Evêque de Posnanie. | R. } <i>Alt.</i> |
| 7 L'Evêque de Ploczko. | R. |
| 8 L'Evêque de Varmie. | R. } |
| 9 L'Evêque de Lucéorie. | R. } <i>Alt.</i> |
| 10 L'Evêque de Przemislle. | R. |
| 11 L'Evêque de Samogitie. | G. D. |

12	L'Evêque de Culm.	R.
13	L'Evêque de Chelm.	R.
14	L'Evêque de Kiowie.	R.
15	L'Evêque de Kaminiek.	R.
16	L'Evêque de Livonie.	G. D.
17	L'Evêque de Smolensko.	G. D.

SÉNATEURS SÉCULIERS

du premier rang.

18	Castellan de Cracovie.	R.
19	Palatin de Cracovie.	R. }
20	Palatin de Posnanie.	R. } <i>Alt!</i>
21	Palatin de Wilna.	G. D.
22	Palatin de Sandomir.	R.
23	Castellan de Wilna.	G. D.
24	Palatin de Kalitz.	R.
25	Palatin de Trocki.	G. D.
26	Palatin de Siradie.	R.
27	Castellan de Trocki.	G. D.
28	Palatin de Lencici.	R.
29	Staroste de Samogitie.	G. D.
30	Palatin de Brest en Cujavie.	R.
31	Palatin de Kiowie.	R.
32	Palatin d'Inowladislaw.	R.
33	Palatin de Ruffie.	R.
34	Palatin de Volhynie.	R.
35	Palatin de Podolie.	R.
36	Palatin de Smolensko.	G. D.
37	Palatin de Lublin.	R.
38	Palatin de Polosko.	G. D.
39	Palatin de Belsko.	R.
40	Palatin de Nowogorod.	G. D.
41	Palatin de Ploczko.	R.
42	Palatin de Witepsko.	G. D.

43	Palatin de Masovie.	R.
44	Palatin de Polaquie.	R.
45	Palatin de Rava.	R.
46	Palatin de Brzestie.	G. D.
47	Palatin de Culm.	R.
48	Palatin de Mscislaw.	G. D.
49	Palatin de Mariembourg.	R.
50	Palatin de Braclaw.	R.
51	Palatin de Poméranie.	R.
52	Palatin de Minski.	G. D.
53	Palatin de Livonie.	G. D.
54	Palatin de Czernichow.	R.
55	Castellan de Posnanie.	R.
56	Castellan de Sandomir.	R.
57	Castellan de Kalitz.	R.
58	Castellan de Woynick.	R.
59	Castellan de Gnesne.	R.
60	Castellan de Siradie.	R.
61	Castellan de Lencici.	R.
62	Castellan de Samogitie.	G. D.
63	Castellan de Brest en Cujavie.	R.
64	Castellan de Kiowie.	R.
65	Castellan d'Inowladislaw.	R.
66	Castellan de Léopol.	R.
67	Castellan de Volhynie.	R.
68	Castellan de Kaminiek.	R.
69	Castellan de Smolensko.	G. D.
70	Castellan de Lublin.	R.
71	Castellan de Polosko.	G. D.
72	Castellan de Belsko.	R.
73	Castellan de Nowogorod.	G. D.
74	Castellan de Ploczko.	R.
75	Castellan de Wittepsko.	G. D.
76	Castellan de Czersko.	R.
77	Castellan de Polaquie.	R.

78	Castellan de Rava.	R.
79	Castellan de Brzestie.	G. D.
80	Castellan de Culm.	R.
81	Castellan de Mscislow.	G. D.
82	Castellan d'Elbing.	R.
83	Castellan de Braclaw.	R.
84	Castellan de Dantzic.	R.
85	Castellan de Minski.	G. D.
86	Castellan de Livonie.	G. D.
87	Castellan de Czernichow.	R.

SÉNATEURS SE' CULIERS

du second rang.

88	Castellan de Sandeck.	R.
89	Castellan de Mendziritz.	R.
90	Castellan de Wiclica.	R.
91	Castellan de Biecz.	R.
92	Castellan de Rogozno.	R.
93	Castellan de Radoin.	R.
94	Castellan de Zawichosk.	R.
95	Castellan de Lenden.	R.
96	Castellan de Szremask.	R.
97	Castellan de Zarnaw.	R.
98	Castellan de Malogosk.	R.
99	Castellan de Wilum.	R.
100	Castellan de Przemissie.	R.
101	Castellan de Halitz.	R.
102	Castellan de Sanok.	R.
103	Castellan de Chelm.	R.
104	Castellan de Dobrzin.	R.
105	Castellan de Polaniez.	R.
106	Castellan de Premetsk.	R.
107	Castellan de Kriwin.	R.
108	Castellan de Czerskow.	R.

109	Castellan de Naklo.	R.
110	Castellan de Rozpir.	R.
111	Castellan de Biechow.	R.
112	Castellan de Bidgots.	R.
113	Castellan de Brezin.	R.
114	Castellan de Kruswick.	R.
115	Castellan d'Oswieczin.	R.
116	Castellan de Kamin.	R.
117	Castellan de Spifimir.	R.
118	Castellan d'Inowloczk.	R.
119	Castellan de Kowal.	R.
120	Castellan de Santock.	R.
121	Castellan de Sochaczow.	R.
122	Castellan de Warfovie.	R.
123	Castellan de Gostiner.	R.
124	Castellan de Wisna.	R.
125	Castellan de Raciouk.	R.
126	Castellan de Sierpsk.	R.
127	Castellan de Wyflogrod.	R.
128	Castellan de Ripin.	R.
129	Castellan de Raciouk.	R.
130	Castellan de Chieckanow.	R.
131	Castellan de Liwo.	R.
132	Castellan de Slonck.	R.
133	Castellan de Lubaczow.	R.
134	Castellan de Konari en Siradie.	R.
135	Castellan de Konari en Lencici.	R.
136	Castellan de Konari en Cujavie.	R.

22. On voit par cette liste que , sans compter le Primat , il y a cent neuf sénateurs pour le royaume , & vingt-six pour le grand duché : mais il n'est pas inutile de remarquer que , quoiqu'on ait dit que le roi confere toutes ces dignités , il faut pourtant en excepter le *staroste de Samogitie* &

le *Palatin de Polosko*, dont les charges sont électives : mais si la noblesse du pays les choisit dans ses diétines, le roi doit cependant les confirmer.

23. Les ministres d'état de la république ont aussi séance dans le sénat & roulent avec les sénateurs. Leurs charges leur donnent même un pouvoir & une étendue de fonctions que les simples sénateurs n'ont pas : d'où il arrive souvent que des palatins quittent avec plaisir leur palatinat pour remplacer une place dans le ministère. Il suffira de remarquer que les grands officiers de la couronne précèdent ceux du duché, quoique chacun de ceux qui possèdent les mêmes charges dans l'un ou dans l'autre, soient égaux en dignité. Voici la liste des ministres suivant leur rang.

- 1 Grand Maréchal de la Couronne.
- 2 Grand Maréchal de Lithuanie.
- 3 Grand Chancelier de la Couronne.
- 4 Grand Chancelier de Lithuanie.
- 5 Vice-Chancelier de la Couronne.
- 6 Vice-Chancelier de Lithuanie.
- 7 Grand Trésorier de la Couronne.
- 8 Grand Trésorier de Lithuanie.
- 9 Petit Maréchal de la Couronne.
- 10 Petit Maréchal de Lithuanie.

Ministres
d'Etat.

24. Outre la part éminente que le grand Maréchal a dans les affaires publiques, le conseil du roi & les délibérations du Sénat, sa charge lui donne plusieurs prérogatives considérables. Il exerce en effet les fonctions de juge suprême & indépendant par-tout où le roi se trouve, puissance qui est encore plus étendue dans l'interregne. Il peut en conséquence, de sa pleine auto-

Des Mar-
réchaux.

rité , faire arrêter un criminel , quand il se feroit réfugié dans l'antichambre du roi & fût-il même un sénateur , & le condamner à mort , si le cas l'exige. La police , le bon ordre & la tranquillité publique font de sa compétence. Dans l'assemblée du sénat , c'est à lui de donner aux sénateurs rang pour haranguer ou pour mettre quelque proposition sur le tapis , ainsi qu'à imposer silence à ceux qui parlent , ce qu'il fait en frappant la terre avec son bâton. Il est outre cela introducteur des ambassadeurs , grand maître des cérémonies , & protecteur du droit des gens ; & dans les temps orageux , il est Général de l'arrière-ban , ou du moins il prétend l'être : car on lui conteste volontiers cette dignité importante.

25. Les Maréchaux de la cour , qu'on nomme aussi petits Maréchaux , exercent les mêmes fonctions en l'absence des grands.

Des
Chance-
liers.

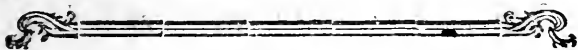
26. La charge des Chanceliers est aussi fort respectable , parce que ce sont eux qui expédient les titres & les patentes de toutes les grâces que le roi accorde. La seule différence entre les premiers & les seconds , c'est que les premiers sont dépositaires du grand sceau , & que leurs vice-gérants ne gardent que le petit : mais les uns & les autres ont voix dans le sénat. Ils tiennent des tribunaux , & rendent des jugements qu'on appelle *accessoriaux* , où ils décident en dernier ressort les procès qui s'élèvent entre les habitants des villes & des bourgades , & les différents qui surviennent sur des matières concernant les biens royaux.

27. Le Grand Chancelier & le Vice-Chancelier de Pologne doivent être alternativement l'un séculier

féculier & l'autre ecclésiastique, lorsqu'en Lithuanie ils sont constamment tous deux féculiers.

28. Les grands Trésoriers ont pareillement voix dans le sénat, & sont administrateurs généraux des finances, dont ils ne rendent compte qu'en pleine diete subsistante. Tous les commis, les receveurs de deniers provenants des péages, des douanes & autres impôts, dépendent d'eux. Ce sont eux qui doivent fournir aux frais des ambassades & autres dépenses publiques, dont le sénat règle la somme : enfin de même que les Chanceliers, ils ont des tribunaux où ils décident les difficultés relatives à leur charge.

Des
trésoriers.



CHAPITRE V.

De l'ordre équestre.

1. **L'**ORDRE Equestre n'est autre chose que toute la noblesse de Pologne & de Lithuanie, dont les franchises & les droits sont immenses. Un simple gentilhomme, avec un bien médiocre, vivroit dans ce pays plus heureusement, que beaucoup de grands seigneurs dans le reste de l'univers, si les hommes savoient jouir d'une entière liberté, sans en abuser.

2. Pour les franchises & les privilèges, toute la noblesse est dans une parfaite égalité. La distinction de haute & petite noblesse n'a lieu ici qu'abusivement; ou tout au plus pour donner aux familles un certain éclat dans le cours de la vie ordinaire; car pour ce qui concerne la préséance & le plus ou moins d'autorité ou d'influence dans

Ses pri-
vilèges.

les affaires publiques, les titres & la naissance n'y font rien, la chose dépend uniquement des charges que les membres de cet ordre peuvent avoir : d'où il suit qu'un prince ou un duc, fût-il du sang des Piaſtes ou des Jagellons, ne l'emportera point par-là ſur un ſimple gentilhomme.

Le moindre noble de trois générations eſt autant maître dans ſa terre & auſſi libre dans la république, que le ſeigneur le plus grand & le mieux titré. Il a droit de vie & de mort ſur les payſans qui ſont ſes ſujets, il peut ouvrir des mines de ſel ou de métaux, les exploiter & en diſpoſer à ſa volonté. On ne ſauroit l'arrêter qu'après l'avoir convaincu du crime dont il eſt accuſé. Sa maiſon jouit tellement du droit d'aſyle, qu'on ne peut uſer de violence pour en tirer les gens qui ſ'y ſont réfugiés; il eſt vrai qu'alors la juſtice peut les conſigner entre les mains du propriétaire & l'en rendre reſponſable. Le noble, qui eſt élu nonce pour une diète, peut la rompre par une ſeule oppoſition; il a droit de choiſir le roi, & ſe fraie facilement une route aux principales charges de la république & même au trône.

Ses avan-
tages.

4. Les talents naturels & acquis ont en Pologne une belle perſpective. Un gentilhomme, quoique pauvre, ſ'il eſt inſinuant & qu'il ait de l'eſprit & du manege, peut gagner aiſément les cœurs de ceux qui compoſent l'ordre équeſtre. Ce premier pas le conduit bientôt au point de ſ'attirer la conſidération des ſénateurs, d'où il parvient néceſſairement à ſe concilier l'attention de la cour. Alors les Staroſties, les villages royaux, les dignités d'officiers & autres graces ſemblables commencent à changer ſa fortune, juſqu'à ce qu'enfin l'entrée au Sénat ou une place de mi-

nistré le tire de l'ordre équestre. Il faut cependant remarquer que , pour obtenir du roi une charge, le gentilhomme qui y prétend doit être ce qu'on appelle *possesseur*, c'est-à-dire , qu'il faut qu'il ait quelque bien , dans les terres de la couronne ou du duché , selon la situation de la dignité dont le monarque veut le gratifier.

5. Les *Starosties* sont des terres qui faisoient anciennement partie du domaine des rois , & qu'ils ont été obligés dans la suite de céder à la noblesse à titre de récompense ; & c'est pour cela qu'on les appelle aujourd'hui *le pain des gens de mérite*.

Der Starosties.

6. Le mot *Starostie* se traduiroit exactement en françois par celui de *capitainerie* : mais les Polonois trouvent plus noble de l'expliquer par le nom de *gouvernement*. Ainsi à leurs yeux un *Staroste* est un gouverneur.

7. Quelques-unes de ces *Starosties* ont un *Grod*, c'est-à-dire , une espece de juridiction qui donne au titulaire le pouvoir de décider sur diverses affaires. Les autres n'ont pas le même attribut : mais les places n'en sont ni moins recherchées ni moins lucratives. Il y a telle *Starostie* qui rapporte annuellement plus de soixante mille livres de France ; & une même personne peut en posséder plusieurs , pourvu que , dans tout le nombre , il n'y en ait qu'une de la premiere classe : mais elles ne passent ni aux veuves ni aux enfants , si ce n'est avec le consentement du roi.

8. On compte quatre cents cinquante-deux de ces *Starosties*, tant dans le royaume que dans le grand duché, outre une quantité prodigieuse de villages détachés que le roi donne pareillement à vie.

Nombre des Starosties.

Dés
grands of-
ficiers ti-
rés de l'or-
dre équef-
tre.

9. Avant que de donner la liste des principaux officiers de Pologne & de Lithuanie, il convient de faire les observations suivantes.

En premier lieu, on donnera à quelques-unes de ces charges les noms qu'elles ont en Polonois, parce qu'à cet égard les termes du pays sont souvent plus de mode, même dans une autre langue, que n'en pourroit être la traduction : on ne se dispensera pas néanmoins de les expliquer en François, pour mettre tout le monde à portée de connoître les fonctions qui y sont, ou qui devroient y être attachées.

En second lieu, on désignera par une étoile les dignités qui ne sont qu'honorables sans être lucratives. Il n'en étoit aucunes qui n'eussent autrefois des fonctions à remplir & qui par conséquent ne rapportassent quelque profit : mais aujourd'hui plusieurs d'entre elles, comme celles de Grand Echançon, Grand Veneur & autres, ne donnent qu'un rang distingué, parce que les possesseurs n'en ayant aucun exercice, n'en tirent aucun émolument. Elles n'ont d'autre avantage que d'être un acheminement à l'obtention d'autres bienfaits royaux plus solides & plus utiles.

TABLEAU des Grands Officiers.

- 1 Grand Secrétaire ecclésiastique de la Couronne.
- 2 Grand Secrétaire ecclésiastique de Lithuanie.
- 3 Référéndaire ecclésiastique de la Couronne.
- 4 Référéndaire ecclésiastique de Lithuanie.
- 5 Référéndaire séculier de la Couronne.
- 6 Référéndaire séculier de Lithuanie.
- 7 *Hetman Koronny* ou grand Général de l'armée de la Couronne.

- 8 Grand Général d'armée de Lithuanie.
- 9 *Hetman Polny*, Général du camp ou petit général de la Couronne.
- 10 Général du camp ou petit Général de Lithuanie.
- 11 Grand Chambellan de la Couronne. *
- 12 Grand Chambellan de Lithuanie. *
- 13 Trésoriers de la cour de la Couronne. *
- 14 Trésoriers de la cour de Lithuanie. *
- 15 Porte-enseigne de la Couronne. *
- 16 Porte-enseigne de Lithuanie.
- 17 *Miecznik* ou Porte-glaive de la Couronne. *
- 18 Porte-glaive de Lithuanie. *
- 19 Grand Ecuyer de la Couronne. *
- 20 Grand Ecuyer de Lithuanie. *
- 21 *Kuchmeister* ou grand maître de la cuisine de la Couronne. *
- 22 Grand maître de la cuisine de Lithuanie. *
- 23 *Podęzaski* ou Boutellier de la Couronne. *
- 24 Bouteiller de Lithuanie. *
- 25 *Krąyezzi* ou Ecuyer tranchant de la Couronne. *
- 26 Ecuyer tranchant de Lithuanie. *
- 27 *Stolnik* ou Porte-viande de la Couronne. *
- 28 Porte-viande de Lithuanie. *
- 29 *Podstoly*, ou Sous-porte-viande de la Couronne. *
- 30 Sous-porte-viande de Lithuanie. *
- 31 *Crzesnik* ou Echanfon de la Couronne. *
- 32 Echanfon de Lithuanie. *
- 33 Notaire de l'armée de la Couronne.
- 34 Notaire de l'armée de Lithuanie.
- 35 Général d'artillerie de la Couronne.
- 36 Général d'artillerie de Lithuanie.
- 37 Général quartier-maître de la Couronne.
- 38 Général quartier-maître de Lithuanie.

- 39 *Straznik* ou Général des gardes des frontières de la Couronne.
 40 Général des gardes des frontières de Lithuanie.
 41 Grand Veneur de la Couronne. *
 42 Grand Veneur de Lithuanie. *
 43 Instigateur de la Couronne. *
 44 Instigateur de Lithuanie. *
 45 Porte-Enseigne de la cour de la Couronne. *
 46 Porte-Enseigne de la cour de Lithuanie.
 47 Sous-écuyer de la Couronne. *
 48 Sous-écuyer de Lithuanie. *

Quelques-unes de ces charges compatibles avec la dignité de sénateurs.

10. La liste qu'on vient de lire ne contient, comme on l'a dit plus haut, que les titres des principaux officiers de la couronne & du grand duché : mais il est à propos de remarquer spécialement que, quoique d'origine, toutes ces charges soient le partage de l'ordre équestre, il y en a pourtant quatre qui sont compatibles avec la dignité de sénateur, savoir celles des généraux d'armée ; car, sans parler du temps présent, dont les troubles pourroient faire naître une exception, on a vu, sous le dernier roi, le comte Joseph Potocky, en même temps grand général de l'armée de la couronne & castellan de Cracovie ; le comte Jean Branicky petit général de l'armée & palatin de Cracovie ; le prince Michel Radzivil grand général de Lithuanie & palatin de Wilna ; le comte Michel Maffalski petit général de la même armée & castellan du même palatinat. Autrefois même cette compatibilité alloit plus loin, puisqu'on pouvoit être grand maréchal & grand général, mais on a reconnu que tant d'autorité, unie dans une seule personne, rendoit un parti-

culier trop redoutable, & les constitutions ont abrogé ce dernier usage depuis le regne de Sobiesky.

II. Pour achever de se former une idée assez complete de ce qui regarde la noblesse polonoise, il convient de savoir encore comment on la transmet, comment on la prouve, comment on l'acquiert & comment on la perd.

Elle se transmet par le sang, ainsi que dans les autres pays du monde ; mais ici les femmes roturieres, qu'on introduit dans une famille de l'ordre équestre, ne nuisent point à la noblesse. Pour que le fils jouisse de cet avantage, il suffit que la naissance soit bonne du côté paternel.

Trans-
mission de
la nobles-
se.

Preuves
de la no-
blesse.

La noblesse se prouve par l'exhibition de titres & d'actes authentiques, qui doivent être produits dans l'assemblée des gentilshommes du lieu, d'où est originaire la personne, à qui l'on en conteste les prérogatives. Quand l'examen réussit favorablement, l'état de cette personne est tellement constaté, qu'un ennemi même n'oseroit par la suite lui chercher chicane là-dessus. Si un plébéien osoit s'arroger les honneurs & les droits réservés à l'ordre équestre, on le puniroit par la confiscation de tous ses biens ; ou si, pour me servir de l'expression du pays, cet homme est *impossessionné*, on le tient renfermé dans un cachot pendant six mois. La rigueur contre cette entreprise va même si loin que souvent il est permis à chacun de le tuer, sans craindre d'encourir aucunes peines pour un pareil meurtre ; & si des amis ou des parents de cet audacieux s'avisent d'intenter procès pour le venger, on les condamneroit, conformément à la constitution de 1557, à une gros-

se amende pécuniaire & à tenir un an & demi de prison.

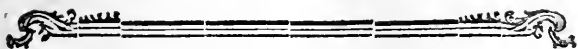
Acquisition de la noblesse.

La noblesse s'acquiert aujourd'hui en pleine diète par le concours unanime des trois ordres de l'état. Un homme annobli de cette manière est appelé *Scartabel*, comme qui diroit, *bellus ex charta*. Les familles que la république tire ainsi de l'obscurité, ne jouissent pas d'abord de tous les privilèges de la noblesse ancienne: il faut communément qu'elles attendent jusques à la troisième génération pour être susceptibles des grandes charges, où tout gentilhomme de vieille date peut parvenir indistinctement. Il arrive cependant que quelquefois on passe par-dessus cette règle austère, pour récompenser un mérite rare & d'éclatants services.

Perte de la noblesse.

Enfin la noblesse se perd de différentes manières, 1. par des crimes atroces tels que celui de leze-majesté, ou ceux qui intéressent visiblement le corps de l'état. 2. Suivant la constitution de 1663 elle se perd par l'abus qu'en feroit un gentilhomme, en donnant ses armoiries à un roturier, ou en le reconnoissant publiquement pour être de sa famille. 2. Elle se perd, comme en France & ailleurs, si un gentilhomme exerce un métier sordide ou qu'il prenne un emploi purement plébéien. On doit pourtant observer qu'en Pologne un gentilhomme peut, sans déroger, devenir domestique d'un de ses compatriotes, ou même d'un étranger: il est vrai que, tant qu'il est dans cet état humiliant, son suffrage n'a point d'activité dans les diétines, mais il n'est que suspendu; car cette activité se ranime, dès qu'il est sorti de sa condition.

Suspension des droits de noblesse.



CHAPITRE VI.

Des Assemblées Politiques.

1. ON entend ici, sous le nom d'assemblées politiques, les diétines, les dietes, les *Senatus-consultum*, le grand conseil de l'état, les conférences, l'arrière-ban & autres assemblées de cette nature, à l'exclusion des tribunaux que l'on doit regarder comme des assemblées civiles.

2. Comme la diete, qui n'est autre chose que l'assemblée générale des trois ordres de la nation, est liée avec les diétines & le *senatus-consultum*; elle doit faire ici notre premier objet, puisqu'en la faisant bien connoître, nous jetterons un grand trait de lumière sur les autres assemblées politiques.

Diete,

3. Les dietes dépendoient autrefois de la volonté des rois, qui en fixoient le temps & le lieu selon qu'ils le jugeoient à propos. Maintenant les loix ont arrêté que la diete ordinaire qui est de six semaines, s'assembleroit de deux en deux ans avec cette alternative que, contre deux dietes tenues à Varsovie, il n'y en auroit qu'une à Grodno. Cet ordre n'est pourtant pas si immuable qu'on n'y déroge quelquefois, car après la diete rompue en 1704 il n'y en a point eu devant l'année 1744.

Lieux & durée des dietes.

4. Quoi qu'il en soit, lorsque le roi veut tenir la diete ordinaire, il commence par adresser les lettres circulaires à tous les sénateurs & aux ministres de Pologne & de Lithuanie, pour de-

Lettres préliminaires.

mander leur avis touchant les matieres qu'on devra mettre sur le bureau pour le bien de l'état.

Instruc-
tions.

5. Chaque sénateur & chaque ministre ayant donné son avis par écrit, les chanceliers en tirent les points convenables pour former les instructions que le roi envoie aux diétines, & auxquelles il ajoute les autres chefs sur lesquels il juge nécessaire de délibérer pour le bien public.

Univer-
saires.

6. Cette instruction étant dressée, le roi fait porter ses universaux dans tous les palatinats & terres où les diétines doivent se tenir. Ces universaux ne sont qu'une espece de lettre circulaire, qui marque le temps & le lieu de la diete, & qui contient quelques-uns des points généraux qu'on y discutera. Pour ce qui est de l'instruction, le roi l'adresse à des personnes intelligentes & bien intentionnées qui, en assistant aux diétines, tâchent de faire en sorte que les instructions provinciales, que ces diétines doivent donner à leurs nonces, soient conformes aux vues de la cour. Au reste les universaux doivent être expédiés six semaines avant que les diétines s'assemblent.

Diétines
ou Comi-
tiales.

7. Après la réception des universaux que le roi ne peut jamais signer qu'il ne soit sur les terres de la république, les diétines des palatinats & des autres contrées s'assemblent, six semaines avant l'ouverture de la diete, dans les endroits marqués par les constitutions, pour se tenir toutes dans le même jour. On prétend que cette dernière regle a été établie pour empêcher ou pour diminuer les brigues : mais il est constant que c'est un foible rempart contre les manœuvres & les cabales, que les intérêts particuliers ont coutume de faire naître. Au surplus cette

même règle souffre une exception , car les diétines de *Zator* & de *Halitz* se tiennent huit jours avant les autres.

8. Toutes les diétines se tiennent dans les églises. Les constitutions ont sagement prescrits ces lieux respectés , afin que leur sainteté prévienne , ou du moins apaise plus facilement le tumulte qui s'élève ordinairement dans ces assemblées. Malgré cette précaution , dont la religion semble assurer le succès , chez une nation aussi attachée à son culte que l'est la polonoise , les débats s'échauffent souvent au point qu'il y a du sang répandu.

Lieux
des diéti-
nes.

9. Dans les diètes , aussi-bien que dans les diétines , c'étoit autrefois la pluralité des voix qui décidoit de la nomination du maréchal & des autres affaires qu'on y proposoit : mais la foiblesse de quelques rois & l'amour d'une liberté mal entendue , ont porté la nation à s'écarter d'un usage si salutaire , de sorte qu'à présent l'unanimité des suffrages est requise pour tout.

Nécessité
d'un suf-
frage una-
nime.

10. Lorsque les diétines ne sont point rompues , c'est-à-dire , lorsqu'on y a nommé unanimement le maréchal & choisi avec la même unanimité les nonces du palatinat ou du district qui doivent assister à la diète , la noblesse assemblée donne ses instructions à ces derniers qui , connoissant les choses qu'ils doivent soutenir ou rejeter , sont dès-lors regardés comme ministres , comme arbitres du sort de la république , enfin comme personnes sacrées , qu'aucun prince ni aucun particulier n'oseroit affronter impunément.

Pré-
rogatives
des Non-
ces.

11. Il faut observer qu'en Lithuanie il y a plusieurs districts où les diétines n'ont pas la peine d'élire leurs maréchaux , parce qu'une préroga-

Quelques
maré-
chaux per-
pétuels de

diétines
en lithua-
nie.

tive singulière y donne ces sortes de dignités à des gentilshommes qui les possèdent pendant toute leur vie ; tels sont les districts de *Grodno*, de *Kovvno* & autres.

Idée des
cabeles
dans les
diétines.

12. Si les diétines sont rompues par l'opposition constante d'un ou de plusieurs membres de l'assemblée, il suit que le district n'envoie point de nonces à la diète, & c'est une chose dont les exemples sont fréquents. Un grand seigneur qui a des vues, ne manque guères de s'intéresser sous main pour faire élire des membres qui lui conviennent, ou pour donner l'exclusion à ceux sur lesquels il n'a point de crédit. D'autres dressent en même temps des contrebatteries & alors des deux côtés, présents, promesses, tout est employé pour assurer son succès : ainsi l'on peut dire que la tenue ou la rupture d'une diétine, faite à propos, est le triomphe de l'habileté républicaine.

Nombre
des diéti-
nes & des
nonces.

13. Un plus long détail touchant les diétines ne s'accorderoit point avec le dessein de ne présenter au public qu'un abrégé de la Pologne. Il suffira de savoir qu'avant la diète, il s'assemble soixante & quatre diétines tant dans le royaume que dans le grand duché ; & qu'ainsi, selon le nombre des nonces que, suivant les constitutions, chacune doit nommer, la diète devroit être composée de cent soixante & huit membres, si aucunes d'entre elles n'étoient rompues. Mais il faut remarquer que, dans ce nombre, on ne comprend point les nonces de la Prusse royale, dont la quantité n'est point fixée, de sorte que cette province, qui est divisée en trois palatinats, peut envoyer à la diète cent nonces & même plus, si elle le veut. C'est ce qui fait que les Polonois, craignant l'ascendant que ce privilège donneroit

aux Prussiens dans la diète n'épargnent aucuns soins pour faire échouer leurs diétines; & s'ils n'y peuvent pas réussir, ils chagrinent leurs nonces, en les chicanant sur l'activité que peut donner leur place dans les délibérations de l'ordre équestre. Le Luthéranisme, dont la plupart des Prussiens font profession, sert alors d'un prétexte spécieux pour les traverser.

14. De tout ce qu'on vient de dire, il suit que plus il y a eu de diétines rompues, moins il vient de nonce à la diète. Il sembleroit qu'on dût alors espérer qu'elle auroit plus de facilité à terminer les affaires, parce que l'unanimité des suffrages se rencontre plus aisément parmi un petit nombre d'hommes que dans une grande multitude; mais cependant il est rare qu'une diète subsiste, à moins qu'il n'y ait des projets extrêmement bien conçus & soutenus par des gens riches & d'une habileté extraordinaire; ou sans qu'un intérêt pressant & général n'anime la nation & ne la porte également à concourir au même plan. Tantôt ce sont des puissances étrangères qui, par l'adresse de leurs ministres, trouvent le moyen de rompre brusquement l'assemblée, ou de la faire expirer infructueusement. Tantôt c'est l'humeur & l'intérêt des citoyens les plus puissants qui en décident. Souvent la cour s'en mêle, pour prévenir des réglemens qui contrarieroiert son système. Quelquefois aussi ç'a été l'ouvrage des Juifs qui abondent en Pologne, & qui ne manquant ni d'argent, ni de souplesse, ont su par-là éluder les sages mesures que la république a souvent voulu prendre contre eux.

15. Quel qu'ait été le sort des diétines, qui ne doivent durer que quatre jours, suivant les consti-

Ouverture de la diète.

tutions ; comme elles ne sont jamais toutes rompues dans une même année , la grande diete ordinaire s'assemble le lundi d'après la saint Michel. Le roi , les sénateurs & les nonces se rendent en cérémonie à l'église , où ils assistent à la célébration d'une messe & y entendent le sermon , après lequel le roi va dans la chambre du sénat & se place sur le trône , pendant que les nonces se retirent dans une autre salle qui leur est destinée.

Directeur
des nonces.

16. Les nonces , n'ayant point encore nommé leur Maréchal , prennent d'abord pour leur directeur celui qui a été maréchal pendant la diete précédente , s'il est du nombre des nonces actuellement assemblés : ou s'il est absent , ils prennent le premier nonce , tantôt du Palatinat de Cracovie , tantôt de celui de Wilna.

Élection
du maréchal des
nonces.

17. Ce directeur ainsi reconnu donne tour à tour la voix aux nonces , en suivant le rang de leur Palatinat , c'est-à-dire , qu'il leur permet de parler pour procéder à l'élection du nouveau maréchal , qui doit être tiré alternativement d'entre les nonces ou de la grande ou de la petite Pologne ou de la Lithuanie.

18. C'est ainsi donc qu'on procède à cette élection , qui devroit , suivant les constitutions , être faite dès la première séance : mais l'abus prévaut tellement qu'elle traîne souvent en longueur , & ne se fait qu'après plusieurs jours ou même plusieurs semaines , encore si les débats ne vont pas si loin que la diete se rompe sans qu'on ait pu s'accorder sur cet article.

Arbitres.

19. Tout gentilhomme peut entrer dans la chambre des nonces pour être témoin de leur conduite. On donne vulgairement le nom d'*arbitres* à ces spectateurs , qui souvent y sont amenés

par quelque intérêt sérieux , quoique cette démarche ne soit dans la plupart qu'un mouvement de curiosité.

Quel que soit leur motif , l'usage leur donne une autorité bien singulière. Car dès qu'un nonce ouvre la bouche pour nommer le maréchal qu'il entend désigner , chaque gentilhomme d'entre les arbitres peut objecter contre lui , ou qu'il n'a pas été élu légitimement , ou qu'il est chargé d'un *Condemnat* , c'est-à-dire , d'une sentence portant punition juridique , ou enfin qu'il est en procès pour des crimes dont il ne s'est pas encore purgé ; & alors le nonce , obligé de se taire , voit son activité tellement suspendue qu'il n'a pas même la liberté de répondre à son agresseur.. Il est vrai que , lorsque le maréchal est élu , l'assemblée examine le cas des nonces accusés ; & suivant qu'elle trouve les objections justes ou injustes , elle leur rend leur activité , ou les exclut de la chambre ; & cette exclusion passe avec justice pour une flétrissure considérable.

Leur
droit.

20. Après ces préliminaires , la chambre des nonces choisit des députés qu'elle envoie à celle du sénat , pour notifier au roi la nomination du maréchal , & pour demander la permission d'aller saluer sa majesté. Le roi répond par la bouche du grand chancelier , en témoignant la joie que lui cause l'heureuse élection du maréchal , & fixe le jour & l'heure où se doit faire la cérémonie dont il s'agit.

Députés
des non-
ces au sé-
nat.

21. Conformément à l'ordre du prince , le grand maréchal , accompagné de tous les nonces , se rend à la chambre du sénat & s'y tient debout entre les grands maréchaux de la Couronne & de Lithanie , les nonces , étant de même debout

Entrée
des non-
ces au sé-
nat.

derrière les sénateurs chacun selon le rang que lui donne son Palatinat ou son territoire.

Homma-
ge du ma-
réchal &
des non-
ces.

22. Aussitôt qu'on s'est rangé de la sorte, le grand maréchal de Pologne, si la diète se tient à Varsovie, ou celui de Lithuanie si l'assemblée est à Grodno, donne le signal à celui des nonces de saluer le roi. Ce maréchal des nonces fait alors une harangue au roi, qui roule ordinairement sur sa bonté, sur les soins paternels qu'il prend pour le bien de la république; & à la fin il baise la main de sa majesté, honneur que partagent tous les nonces à mesure que leur maréchal les appelle selon leur rang.

On lit
les PACTA
CONVEN-
TA.

23. Les nonces ayant repris leurs places derrière les sénateurs, & leur maréchal s'étant assis sur un tabouret qui lui est préparé entre les deux grands maréchaux, de façon cependant que son siège soit plus reculé que leurs fauteuils; un des grands secrétaires ou un des référendaires doit, suivant l'ordre établi par les constitutions, lire à haute voix les PACTA CONVENTA: mais cet usage n'est plus guère de mode; néanmoins comme il n'est point abrogé, les nonces sont toujours les maîtres de lui rendre son ancienne vigueur.

Les ma-
tières sont
propo-
sées.

24. Le chancelier, parlant ensuite pour le roi; propose les matières sur lesquelles la diète doit délibérer. Il répète les principaux points que contenoient les universaux & les instructions envoyées aux diétines, & il peut en ajouter d'autres, si le roi le juge convenable.

Autre-
fois on li-
soit l'écrit
aux archi-
ves.

25. Immédiatement après, un grand secrétaire ou un référendaire doit lire à haute voix ce qu'on appelle *l'écrit aux archives*. On entend par ce mot; un écrit qui devoit contenir les propositions concernant les affaires importantes que la république vouloit

vouloit tenir cachées , comme touchant les conditions d'une alliance secrete ou autres matieres de cette nature. On nommoit alors des députés , tant du sénat que de la chambre des nonces , pour travailler à part sur cet objet. Ils prêtoient serment de s'acquitter de leur commission avec soin , fidélité & d'une maniere conforme aux intérêts de la patrie. Cette pratique , toute sage qu'elle étoit , est encore passée de mode , parce qu'on a trouvé que les vastes prérogatives du *liberum veto* ne s'accordoient point avec l'autorité de dix ou douze personnes choisies qui pouvoient décider du sort de l'état.

26. Pour remplir maintenant le vuide que l'omission de cet usage laisseroit dans l'ordre de l'assemblée , on y substitue la lecture du résultat des *senatûs consiliûm* , s'il y en a eu quelques-uns qui aient précédé la diete. C'est une cérémonie fort innocente à la vérité , mais qui n'aboutit à rien , puisque cent *senatûs consiliûm* ne sauroient produire une seule loi ni un arrangement stable , comme indépendants du concours de l'ordre équestre.

27. Aussi dès que cette dernière lecture est faite , les nonces manquent rarement de critiquer les résultats qu'on vient de leur lire. Ils demandent ensuite compte des ambassades , de l'administration du trésor & même de la conduite du roi. De là résultent souvent des clameurs & des altercations , peu agréables au chef & au sénat. Il s'y mêle en effet des saillies de liberté républicaine , qui annoncent quel ordre équestre se regarde comme souverain dans les dietes.

Députés
du sénat à
la consti-
tution.

28. Le trouble étant appaisé, les sénateurs donnent leur avis sur les matieres proposées; après quoi le roi nomme par la bouche du chancelier sept députés du sénat; savoir, un évêque & six sénateurs séculiers, dont deux de la grande Pologne, deux de la petite & deux de Lithuanie. Leur objet est de se joindre à d'autres tirés de la chambre des nonces, qui tous, vers la fin de la diete, doivent rédiger en forme de loix & de constitutions les résolutions prises par l'assemblée. Il faut donc pour qu'ils entrent en fonctions, que la diete tienne; car sans cela toute la députation devient inutile. Au reste, comme dans le cas où la diete parviendroit à sa conclusion, les députés en question pourroient s'accorder aisément, & glisser dans la constitution, au préjudice du bien public, quelque article favorable à leurs intérêts & à leurs vues particulieres, on les oblige à jurer qu'ils n'inséreront dans la constitution aucun statut qui ne soit avoué par le consentement unanime des trois ordres.

Députés
du sénat
pour le
trésor &
l'artillerie.

29. Le roi nomme encore d'autres députés choisis d'entre les sénateurs, pour régler les affaires du trésor public & de l'artillerie, deux points où l'intérêt particulier occasionne continuellement de nouveaux abus. Il en est de cette députation comme de la précédente, dont la tenue ou la rupture de la diete décide également.

Les non-
ces repas-
sent dans
leur cham-
bre.

30. Enfin le maréchal de la diete prend la parole & demande au roi la permission de retourner dans la chambre des nonces. Sa majesté l'accorde en recommandant, par la bouche du chancelier, l'union & le soin du bien public.

31. Le maréchal n'a pas ramené les nonces dans leur chambre, qu'il nomme les députés de cet ordre qui devront se joindre à ceux du sénat, tant pour rédiger les constitutions, que pour assister aux réglemens que pourront exiger les affaires du trésor & de l'artillerie. Ces députés, ainsi que ceux du sénat, prêtent serment; mais avec le même risque de devenir inutiles, si la diete est rompue.

Leurs
premières
fonctions.

32. On délibère ensuite sur les matieres proposées; & c'est alors que les débats deviennent si terribles, que cette chambre a moins l'air d'un conseil, que d'un champ de bataille, où chacun est à tout moment prêt à s'égorger. Le roi se voit souvent obligé d'y envoyer les sénateurs, tant ecclésiastiques que séculiers, pour tâcher d'y rétablir le calme: mais il est fréquent que leur présence & leurs discours n'operent rien. Un ou plusieurs nonces, qui sortent de l'assemblée, en protestant contre toutes les résolutions que les autres veulent prendre, rompent effectivement la diete; à moins que par des persuasions ou des caresses, on ne les détermine à révoquer leurs protestations, que les opposans ont toujours soin de faire enrégistrer sans délais dans le *Grod*, lieu où s'exerce la juridiction de la ville, dans laquelle se tient la diete.

33. Il faut pourtant observer que ce qui paroît tumultueux & scandaleux dans les débats de la chambre des nonces, n'est souvent en effet qu'un tour d'adresse & de politique. Un homme habile jete en avant quelque idée d'une proposition, dont il sent que le succès est douteux, mais qu'il a pourtant résolu de faire passer d'un

consentement unanime. La maniere dont la chose est reçue lui fait connoître aisément les diverses opinions des uns & des autres : alors voyant les oppositions qu'il doit craindre , il met ou fait mettre sur le tapis d'autres propositions qu'il fait bien devoir rebuter la multitude. On s'échauffe , on crie ; & ainsi il gagne du temps pour disposer sous mains les esprits à entrer dans son système. Outre l'intérêt , il y a mille autres ressources qui font réussir dans ces sortes de rencontres.

34. Souvent la diete n'est pas rompue avec éclat , mais faute d'accord entre les nonces ; & quelquefois par l'adresse d'une main qui se cache , elle expire infructueusement sans avoir pu prendre aucunes résolutions définitives , & sans que par conséquent les deux chambres se soient réunies. Ainsi cette assemblée formée avec tant d'appareil , se dissipe inutilement après six semaines , au moment où le jour finit. Les constitutions ne permettent pas en effet qu'on apporte de la lumiere , pour prolonger la séance d'un seul instant : cependant il n'est pas sans exemple qu'à l'égard d'un article de si peu d'importance en lui-même , & dont les suites peuvent être très - dangereuses , on ne passe par-dessus la sévérité des loix ; & l'on pourroit même prolonger les séances pendant plusieurs jours au delà du terme fixé , si les trois ordres y consentoient.

Fonction
des deux
cham-
bres.

35. Si au contraire on s'accorde dans la chambre des nonces , elle doit , suivant les constitutions & les loix , aller se rejoindre à la chambre du sénat , cinq jours avant l'expiration des six semaines ; mais en cela , les loix

ne sont pas non plus observées rigoureusement. Il y a eu en effet des occasions où l'on a vu la réunion ne se faire qu'au dernier jour : & même sur la fin du regne précédent sa majesté polonoise , toujours portée au bien de l'état , a eu la complaisance d'attendre , jusqu'au soir du dernier jour de la diète , cette jonction si désirée : ce qui suffit pour prouver que , malgré le retardement , elle peut toujours avoir lieu.

36. Enfin les deux chambres se trouvant réunies , on lit les différents points statuéés , d'où doit résulter la constitution nouvelle sur chacun desquels on s'arrête. Alors le grand maréchal demande par trois fois si l'on est d'accord sur cet article. Quand on répond *Zgoda* qui signifie *d'accord* , l'article lu prend vigueur de loi fixe & justement confirmée : mais si quelqu'un répond *Niemasz Zgody* ou *Niepo Zvvalam* , c'est-à-dire , *il n'y a point eu d'unanimité ou je n'y consens pas* , le projet tombe ; & même suivant la nature du *Liberum veto* , la diète peut alors se rompre par la protestation d'un ou de plusieurs nonces qui s'opposeroient à sa conclusion , en se plaignant qu'on auroit étouffé leurs suffrages dans la chambre basse , ou qu'on les auroit entraînés , par artifices ou par violence , dans la chambre haute ; mais c'est un cas dont les annales de Pologne ne fournissent aucun exemple.

37. Dès que tous les points lus ont été approuvés , le maréchal de la diète en fait la clôture , en haranguant le roi ; ensuite il est admis à lui baiser la main , & enfin toute l'assemblée se rend à l'église , afin d'assister au

Conclu-
sion de la
diète.

Te Deum , qui est chanté en actions de grâces pour l'heureuse conclusion de la diete.

Constitutions.

38. Le lendemain le maréchal des nonces & les députés , tant du sénat que de l'ordre équestre , s'assemblent dans un endroit convenable , pour y arranger les points statués , & les rédiger en forme de constitution. Quand ils ont achevé cet ouvrage , ils le signent de leurs propres mains , & le déposent dans le *Grod* de la ville où la diete s'est tenue. On en imprime ensuite quantité d'exemplaires , que les chanceliers & les vice-chanceliers munissent de leurs signatures & des sceaux de la couronne & du grand duché ; après quoi ils en envoient un à chaque *Grod* de Pologne & de Lithuanie , & les autres sont répandus dans le public.

Dietes extraordinaires.

39. Tout ce qu'on vient de dire touchant les dietes ordinaires , s'observe également dans les dietes extraordinaires. Il n'y a de différence , entre les unes & les autres , qu'à l'égard de leur convocation & de leur durée : car les dietes extraordinaires sont convoquées par le roi , quand il le juge à propos , ainsi qu'on l'a marqué dans le premier chapitre , mais elles ne durent que quinze jours ou tout au plus trois semaines.

*Senatis
Consilium
de Fraud-
stat.*

40. Il convient d'observer , touchant les dietes , que , lorsque la couronne étoit dans la maison de Saxe , & que les rois faisoient leur séjour ordinaire en Allemagne , l'usage établi vouloit qu'ils se rendissent à *Frandstat* sur le territoire de la république , pour y tenir un *Senatus consilium* , dans lequel ils signoient les universaux. La raison de cette coutume étoit que ,

suivant les constitutions , les rois ne peuvent munir aucun acte des sceaux de la couronne & du grand duché , tant qu'ils demeurent hors des limites de l'état ; mais même dans ce temps cet usage n'avoit point lieu , si le roi étoit assez tôt en Pologne pour s'en exempter.

41. Pour donner au tableau des diètes , tant ordinaires qu'extraordinaires , tous les principaux traits qui leur conviennent , nous ajouterons que l'animosité , l'esprit de parti , les projets mûrement concertés , peuvent faire tenir ces sortes d'assemblées sous le lien de la confédération : & voici en quoi la chose consiste.

Diète
sous le
lien de
confédé-
ration.

42. Une faction puissante veut amener quelque changement dans l'état , elle prend ses mesures de bonne heure , en s'assurant d'une quantité considérable de nonces dans les diétines , & en se faisant dans le sénat & dans les provinces le plus grand nombre d'amis qu'il lui est possible. Ne doutant point alors qu'elle n'ait la pluralité des voix dans la chambre basse , & qu'elle ne soit d'ailleurs fortement appuyée au dehors , elle communique son projet à ses adhérents , elle le leur fait goûter par les moyens divers que l'humeur républicaine rend praticables , & les engage , supposé que la diète ne se tienne pas naturellement , à la tourner en confédération , malgré l'opposition d'un petit cercle de nonces. C'est ainsi que se fait la véritable confédération qui naît d'une diète : & si la cour s'entend avec le parti prépondérant , il est presque impossible que le plan ne réussisse pas.

43. Quelle que soit l'issue des diètes ordina-

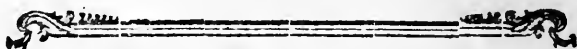
Mutatis

E iv

consilium post comitial. res ou extraordinaires , les constitutions veulent qu'ensuite le roi tienne un *senatûs consilium*, qu'on appelle *postcomitial*, dans lequel il indique les diétines de relations.

Diétines
de relations.

44. Ces diétines ont été instituées pour que les nonces y rendent compte de leur mission à leurs districts respectifs. Comme après une diete rompue, ou trainée infructueusement jusques à sa fin, chacun cherche à rejeter sur autrui la faute d'un événement si contraire au bien de l'état, il peut arriver, & il arrive souvent que le *senatûs consilium postcomitial* & les diétines de relations retentissent de plaintes indécentes, soit contre le roi, soit contre d'autres personnes respectables : c'est pourquoi il est rare aujourd'hui que les rois convoquent de pareilles assemblées, quand la diete n'a pas eu un heureux succès.



CHAPITRE VII.

Suite des assemblées politiques pendant le regne.

1. **C**omme dans le chapitre précédent, l'on s'est borné à donner une juste idée de la diete & des diétines qui la dévancent & la suivent, l'ordre exige que, dans celui-ci, on explique les autres assemblées politiques, qui concourent au gouvernement de l'état, sous la direction du prince régnant.

Senatûs consilium. 2. Le roi convoque le *senatûs consilium*, quand & où il le juge à propos. Les sénateurs y sont

rangés dans le même ordre qu'à la diète : mais le trône , sur lequel est assis le souverain , n'a qu'un degré , pour montrer qu'il n'y préside qu'au sénat ; car l'ordre équestre n'a ni séance ni voix dans cette assemblée.

3. Trois ou quatre jours avant son ouverture , le roi fait communiquer aux sénateurs un écrit , qui contient les matieres qu'il entend y mettre en délibération , & sur lesquelles ils doivent être prêts à donner leur avis ; car dès qu'ils sont rendus dans la salle , chacun doit ouvrir le sien , selon le rang que lui assigne le grand maréchal par le signal d'usage.

4. C'est à la pluralité des voix qu'on décide dans le *senatûs consiliûm* ; mais cette décision n'est ordinairement que provisionnelle : ainsi elle ne peut acquérir force de loi , sans être confirmée par une diète. Il suit donc que la plupart des *senatûs consiliûm* ne sont regardés que comme des dispositions préliminaires , à l'égard des réglemens qui doivent être statuéés par l'aveu des trois ordres. Mais il est certains cas qui demandent une prompte expédition , & les anciennes constitutions permettent qu'alors , en vertu d'un *senatûs consiliûm* , le roi fasse telle ou telle démarche qu'on y aura cru nécessaire pour le bien de l'état. Par exemple , sur la décision d'un *senatûs consiliûm* , le prince peut dépêcher un ministre auprès de quelque puissance étrangere , & ordonner aux grands trésoriers de lui fournir l'argent nécessaire : il peut construire ou réparer des bâtimens publics , donner de nouveaux privileges à des villes , à des bourgs , & faire quelques autres choses semblables : mais dans toutes les cir-

constances où il a le droit d'exercer cette autorité, il ne sauroit agir avec trop de circonspection, sans jamais perdre de vue les chagrins dont la diete le menace.

5. La durée du *senatus consilium* n'est point limitée par les constitutions, ainsi elle est plus ou moins longue suivant l'importance ou la multiplicité des matieres qu'on y traite : mais comme les choses s'y passent ordinairement avec ordre & avec décence, & qu'on n'y perd point de temps en disputes frivoles, cela fait que sa tenue n'est gueres que de dix ou douze jours au plus.

6. Quand le *senatus consilium* est fini, on en met le résultat dans les registres des chancelleries de la couronne & du grand duché. C'est un référendaire, ou un grand secretaire qui est chargé de cet ouvrage, ou à leur défaut, c'est un notaire qu'on choisit exprès. Il doit marquer pour quel sujet l'assemblée a été convoquée, sur quelles matieres ont roulé les délibérations, quels ont été les avis particuliers de chaque sénateur, & de quelles raisons chacun s'est servi pour appuyer son opinion, enfin les sentiments qui ont prévalu. Chaque sénateur qui a été présent doit signer l'article qui le concerne : mais si des sénateurs absents ont écrit leurs avis, l'on infere leurs lettres dans les mêmes registres ; & ces lettres sont censées avoir autant de force, que les discours qu'ils auroient pu prononcer devant le trône.

Grand
conseil

7. Il est une autre assemblée qui tient & de la diete & du *senatus consilium*, qu'on appelle en polonois *Rada Walna*, comme qui diroit en François, grand conseil d'état. Ce conseil a

lieu pendant la guerre ou pendant les confédérations, enfin lorsque quelques circonstances fâcheuses empêchent le roi de convoquer les sénateurs, & les nonces de la couronne & du grand duché pour tenir une diete.

8. Les loix ne fixent ni le temps ni le lieu de la convocation du grand conseil d'état, non plus que sa durée; & par rapport à ces trois articles, il ressemble au *senatus consilium*, ainsi qu'à la maniere d'y traiter les points proposés. C'est aussi la pluralité des voix qui décide de tout provisionnellement & en attendant la confirmation de la diete: d'où il suit, que sans cette confirmation, les réglemens émanés d'une pareille assemblée n'ont qu'une vigueur passagere.

9. D'un autre côté le grand conseil d'état ressemble aux dietes, parce qu'il y a, comme dans les dietes, une chambre basse, ou plusieurs membres de l'ordre équestre convoqués immédiatement par le roi. Sans aucunes diétines préalables, ces nobles tiennent d'abord leurs séances à part, pour se joindre ensuite aux membres du sénat rassemblés dans la chambre haute.

10. Quand ce conseil s'assemble d'intelligence avec un parti confédéré, le maréchal de la confédération est en même temps maréchal de la chambre basse: mais lorsqu'il n'y a point de confédération, ou s'il en est une qui soit contraire au roi, alors les membres de l'ordre équestre se choisissent un maréchal comme dans les dietes.

11. Le grand conseil d'état nous mène naturellement à parler des confédérations. Ce

Confé-
dération

avec le
concours
du roi.

sont des assemblées qu'on forme toujours sous le prétexte du bien public , mais qui ne manquent jamais d'être pernicieuses , parce qu'elles tendent ordinairement à la guerre civile.

12. Entre toutes les confédérations , la plus innocente paroît celle qui se forme d'intelligence avec le roi , soit qu'il la compose de divers membres d'une diete rompue , soit qu'il la fasse éclore sans aucune assemblée préalable. Par exemple un ennemi puissant menace l'état d'une invasion prochaine , ou un voisin prépondérant s'obstine à faire passer ses troupes sur le territoire de la république , sans en avoir obtenu la permission ; le roi , pour s'opposer à de semblables violences , assemble une diete sous le lien de la confédération , comme nous l'avons expliqué Chapitre VI , article 41 , & déclare ennemi de la patrie quiconque s'attachera au parti contraire. Cette diete agit en conséquence contre les étrangers & leurs adhérents. Dès-lors , comme on peut l'imaginer sans peine , c'est un vrai bonheur pour la république , si tous les citoyens s'accordent avec le roi. Mais s'il y a , pour parler le langage du polonois , une *réconfédération* , ou pour mieux dire une *anti-confédération* , la plus affreuse situation devient inévitable , & le feu qui s'allume est d'autant plus terrible , que la licence de la nation l'augmente de moment en moment , & qu'aucun chef des deux partis n'est le maître de l'éteindre à propos. Dans ces temps orageux , le désordre va si loin , que les tribunaux sont obligés de garder le silence ; parce que chaque confédération s'arroge le droit de juger souverainement en dernier ressort.

Anti-con-
fédération
Ses dan-
gers.

13. Si, sans le concours du roi, l'ambition, l'animosité, le mécontentement, ou enfin quelque autre intérêt particulier fait naître une confédération, on l'appelle *Rokofs*. Ce terme est si bizarre que sa signification n'est pas encore bien décidée. Les uns prétendent que *Rokofs* veut dire *révolte* : d'autres croient avec plus de fondement, que c'est un cri de guerre que les Polonois ont emprunté des Hongrois, parce qu'anciennement les Hongrois s'assembloient d'une façon tumultueuse auprès d'un village nommé *Rokofs*, situé dans une plaine très-vaste en deçà de *Pest*, & qu'en y arrivant ils s'avertissoient les uns les autres que c'étoit à *Rokofs* qu'il falloit aller. Quoi qu'il en soit, ce petit mot avoit autrefois tant d'ascendant sur l'ordre équestre que, pour peu qu'un gentilhomme s'avîât de le prononcer publiquement à haute voix, tous ceux qui l'entendoient étoient obligés, sous les peines les plus sévères, de s'attrouper autour de lui. Comme ceux qui s'y rendoient répétoient le cri, ces clameurs réitérées attiroient toujours de nouveaux camarades : ainsi la bande grossissant à chaque instant, l'on voyoit bientôt en armes une foule prodigieuse de noblesse, dont les trois quarts ne savoient pas la plupart du temps de quoi il étoit question. Maintenant que les mœurs sont adoucies & que la politique s'est perfectionnée, cette *Boutade Sarmatique* n'auroit plus d'influence. Ainsi pour ne pas succomber dans une pareille entreprise, il faut la projeter avec prudence, l'entretenir avec adresse, & n'éclater qu'après s'être assuré de puissants secours tant internes qu'externes.

Confé-
dération
sans le
concours
du roi.

14. Une ou plusieurs anti-confédérations ne Anti-con-

Fédérations qui naissent du Rokoss.

manquent jamais de suivre le *Rokoss*. Il s'en élève naturellement une pour les intérêts du roi ; souvent aussi différents seigneurs en forment d'autres de leur côté , & de cette manière la patrie se trouve cruellement déchirée , & le peuple devient tour à tour la victime de tous les partis , sans savoir auquel il doit se soumettre.

15. Quelquefois il arrive que deux confédérations , trop foibles séparément contre une troisième , s'unissent l'une avec l'autre. Leur jonction ne sert qu'à prolonger les troubles. D'autres fois un parti , qui n'est composé que d'un petit nombre d'adhérents , & qui par conséquent semble menacé d'une prompteruine , devient tout à coup redoutable par la quantité de transfuges , que les profusions ou l'adresse de ses chefs savent lui procurer. On ne finiroit point si l'on vouloit détailler les difficultés & les vicissitudes qui s'entre-suivent rapidement dans de pareilles situations.

Confédération de l'armée.

16. L'histoire de Pologne fournit plusieurs exemples d'une autre espèce de confédération , nommé *Züyoozek*, dans le langage du pays , & *confédération militaire* en François. Celle-ci est une révolte de l'armée qui , ne reconnoissant plus la voix de ses généraux , se choisit elle-même un chef, qu'elle tire souvent du rang le plus bas & le plus méprisable. Une multitude soldatesque , conduite de la sorte , ne sauroit manquer de tomber dans le plus affreux brigandage.

17. Dans ces révoltes , autrefois très-fréquentes , les troupes prenoient constamment pour prétexte le défaut de paiement des arriérages de la solde que la république leur devoit : mais en même temps elles ne comptoient pour rien le

pillage qu'elles faisoient & les contributions qu'elles levoient de toutes parts : ainsi le pays se trouvoit ruiné , sans que ses dettes en fussent diminuées.

18. Il ne peut être hors de propos d'en citer un exemple qui , en faisant voir le danger de ces sortes de confédérations militaires , montre le moyen dont la république s'est servie pour en supprimer le motif le plus ordinaire.

19. La noblesse , fatiguée des désordres que commettoient les militaires révoltés , se confédéra elle-même sous le maréchal *Ledoukowsky* ; & se trouvant supérieure aux rebelles , elle ordonna d'un côté que tous les palatinats , terres & districts produiroient l'état de leurs pertes , & de l'autre que l'armée fourniroit celui de ses prétentions. L'ordre fut exécuté ; l'armée montra qu'il lui étoit dû quatre-vingt-dix millions de livres polonoises : mais en revanche il fut prouvé qu'elle avoit fait pour plus de cent quatre-vingt dix millions de dommages : ainsi le procès finit , on ne paya point : mais ensuite pour couper racine à des séditions si pernicieuses , on cassa entièrement l'armée dans la pacification de 1717 , & l'on en forma une nouvelle beaucoup moins considérable , qui touche maintenant d'avance la solde de six mois , de sorte qu'elle n'a plus le même prétexte pour se soulever.

20. Toute confédération est conduite par un chef , qu'elle choisit elle-même , qui porte le titre de maréchal. On le tire de l'ordre équestre ; ou s'il est sénateur , il abdique sa dignité pour prendre le bâton de commandement ; ce qui prouve assez que l'ordre équestre joue le

plus beau rôle dans de semblables occasions. Au surplus un maréchal de confédération doit avoir de l'adresse, de l'éloquence & des manières affables pour gagner les cœurs de la multitude. Il doit être ferme & courageux pour s'attirer la vénération & la confiance publique. Il faut enfin qu'il soit riche, libéral & qu'il fasse grande dépense; sans quoi il ne peut espérer ni de fixer ses adhérents, ni de séduire ceux du parti contraire.

21. Après l'élection du maréchal, on lui donne des conseillers qui doivent l'assister de leurs avis, & régler avec lui les mouvements & les opérations de ce grand corps.

22. L'unanimité n'est point requise dans les décisions des confédérés, il suffit de la pluralité des voix pour former une conclusion. Mais quoique cette pluralité donne vigueur aux délibérations de l'assemblée pour les affaires présentes, elle ne produit pour l'avenir que des ordonnances provisionnelles, qui n'acquièrent la force de loi stable, que quand elles ont été confirmées par la diète de pacification. Comme la confédération n'a point de règle fixe, & que tout y varie au gré des circonstances, il seroit assez inutile d'en entreprendre ici le tableau.

Diète de
pacifica-
tion.

23. Il n'est point de confédération qui ne soit suivie d'une diète de pacification, qui n'est jamais infructueuse; parce qu'alors la nation, fatiguée des maux inséparables de la division, cherche sérieusement les moyens de regagner quelque tranquillité. Quant aux formalités qu'exige cette assemblée nécessaire, elles sont absolument

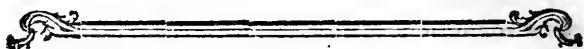
seulement les mêmes, que celles ordonnées pour la tenue des dietes ordinaires.

24. Nous avons parlé dans le sixieme chapitre, article 7, des diétines comitiales qui précèdent la diete, & article 44, des diétines de relations qui la suivent; il ne nous reste donc plus maintenant qu'à dire un mot des deux autres especes de diétines, qui sont tellement isolées, qu'indépendamment de toutes dietes, elles ne manquent jamais de s'assembler dans les endroits marqués par les constitutions. L'une de ces especes comprend les diétines d'économie, où la noblesse regle les intérêts domestiques de son territoire, par rapport à la distribution du sel, aux impôts établis sur les boisons de biere, d'eau-de-vie, & à d'autres points semblables. Elle y choisit aussi les députés qu'elle veut envoyer aux tribunaux de la couronne & du grand duché; de même que les commissaires qui doivent assister de sa part au tribunal de *Radan*, dont il sera fait mention dans la suite. L'autre espece comprend les dietes appelées électives, parce que la noblesse convoquée par son palatin ou par son castellan, y nomme de droit à certaines dignités, telles que sont celles de chambellans, de juges, de notaires du district, & même de porte-en-seignes de Lithuanie. Pour chacune de ces charges vacantes, ou toute autre sujette aux suffrages de la nation, l'assemblée désigne quatre sujets, mais n'en installe aucun; car c'est au roi de choisir l'un d'entre ceux qui lui sont présentés par la diétine, & de lui accorder les lettres patentes qui le mettent en possession. Les trois autres n'ont que l'honneur d'avoir été publiquement jugés dignes

Dietes
d'écono-
mie.

Dietes
électives.

de remplir le poste vacant , & par-là d'avoir donné à la cour une idée du crédit qu'ils ont parmi la noblesse de leur canton. Au surplus ces deux especes de diétines ressembtent aux autres, tant par rapport à l'élection du maréchal & à l'unanimité des suffrages, que par rapport aux tumultes qui s'y élèvent le plus ordinairement.



CHAPITRE VIII.

Assemblées Politiques pendant l'Interregne.

LE mot d'interregne porte avec soi sa définition , & tout le monde comprend assez qu'il désigne l'espace de temps , qui s'écoule depuis qu'un roi cesse de régner jusqu'à ce qu'un autre lui succède.

Interregne.

2. L'interregne peut arriver en Pologne de quatre manieres.

Par mort.

3. En premier lieu , quand le roi meurt, & c'est ainsi que le trône vaque le plus ordinairement. En second lieu l'interregne s'ouvre quand le roi abdique la couronne. Il est aisé

Par abdication.

de juger qu'un pareil événement est rare , les hommes aimant naturellement à commander. La chose n'est pourtant pas sans exemples. L'histoire apprend que *Jagellon Ladislas* , après avoir perdu sa femme *Edwige* , avoit formé le dessein d'abdiquer la couronne & de retourner en Lithuanie. Il s'imaginait que les Polonois , qui jusques alors sembloient ne l'avoir vu de

bon œil sur leur trône, qu'autant qu'il l'avoit partagé avec une princesse du sang des Piastes, n'auroient plus dans son veuvage aucun respect pour lui : mais les marques d'attachement que lui donna la noblesse, l'empêcherent d'effectuer sa résolution. *Jean Casimir* alla plus loin. Son abdication fut aussi effective que volontaire. Il quitta les rênes du gouvernement en pleine diète le 16 septembre 1668, après un regne de vingt ans.

En troisième lieu l'interregne peut avoir pour cause l'abandon volontaire que le roi fait de sa couronne sans l'abdiquer formellement, mais en quittant le royaume secrètement & dans le dessein de n'y plus revenir. C'est ainsi que les Polonois déclarèrent leur trône vacant, lorsqu'ils virent qu'*Henri de Valois*, qui les avoit abandonnés pour aller prendre possession de la couronne de France, ne revenoit point.

D'autres sujets odieux, tels que la tyrannie, l'inobservation ou des loix ou des *Paſta conventa* peuvent porter la nation à déposer le maître qu'elle s'est donné. *Boleslas le hardi*, *Ladislas II*, *Micislas le vieux*, & *Ladislas Loſtik* s'attirèrent cette honte par leur mauvaise conduite.

3. Quelle que soit la cause de l'interregne, les regles ou plutôt les opérations de la république sont toujours à peu près les mêmes ; ainsi nous ne parlerons que de l'interregne naturel causé par la mort du roi.

4. Dès que ce malheur arrive, les fonctions du primat prennent une activité considérable. Sa première démarche, en qualité de vice-roi, est d'envoyer des universaux aux palatinats & aux districts, tant de la Pologne que du

Par abandon.

Par déposition.

Le primat devient vice-roi pendant l'interregne.

grand duché , pour leur notifier la vacance du trône. Il faut remarquer que , si le siege de Gnesne étoit vacant , les importantes fonctions de la vice-royauté appartiendroient à l'évêque de Ploczko.

Univer-
saires du
primat
pour la
diète de
convoca-
tion.

5. Dans les universaux que le primat envoie , il indique la diète appelée de convocation , & les diétines qui doivent la précéder. Souvent il y joint diverses propositions concernant le maintien de la sûreté publique ; parce qu'il n'est que trop ordinaire de voir des particuliers qui s'abandonnent au brigandage ou qui excitent d'autres troubles , dans un temps si propre à faire fermenter les passions. Il ne faut point oublier que ces universaux sont expédiés uniquement au nom du primat & munis seulement de son sceau , parce que les chanceliers du royaume & du grand duché perdent toute activité pendant l'interregne.

Conseil-
lers du
primat.

6. L'ordre & la bienséance veulent cependant que le primat , dans ses universaux , nomme les sénateurs qui lui servent alors de conseillers , & qui sont ceux que le hasard rassemble auprès du corps du roi défunt. Dans la suite plusieurs autres conseillers , tirés d'entre les évêques , les palatins & les castellans de Pologne ou de Lithuanie , s'attachent à lui. En vertu des anciennes constitutions , la noblesse met aussi près de sa personne des députés , soit pour l'assister , soit pour éclairer ses démarches ou pour tempérer sa puissance. Leur nombre n'est pas fixe , tantôt il y en a plus & tantôt moins : au reste cette précaution n'embarrasse gueres un primat habile ; car il n'est nullement obligé de faire de ses conseillers autant de con-

fidents ; ainsi ne s'ouvrant qu'à propos , il demeure toujours le maître de former un parti considérable en faveur du candidat qu'il veut porter au trône.

7. Pendant que le primat expédie les universaux , le grand trésorier fait dresser un lit de parade , où l'on expose le corps du roi défunt , après l'avoir embaumé. Il y reste jusques au couronnement du nouveau roi , qui le fait porter à Cracovie dans la sépulture de ses prédécesseurs : mais cette coutume n'est pas ancienne , car elle ne remonte qu'au temps de la mort de *Sigismond Auguste* , avant lequel on enterroit les rois plutôt ou plus tard suivant les diverses circonstances , & souvent dans des endroits différens , tellement qu'on peut dire qu'il n'y avoit rien de réglé là-dessus.

Sions
du grand
trésorier.

8. Les universaux ne sont pas arrivés dans les lieux de leur destination , que les palatins , les castellans ; le staroste & les autres personnes considérables font publier la mort du roi , dans les villes & dans les campagnes , & aussi-tôt tous les tribunaux , tous les endroits où l'on a coutume de rendre la justice , sont obligés de cesser leurs fonctions , & leur activité demeure suspendue jusques au couronnement d'un nouveau roi.

La proclamation
de la
mort du
roi fait
fermer
tous les
tribunaux.

9. C'est alors que commencent les diétines. La noblesse y choisit les nonces qu'elle veut envoyer à la diète d'élection , elle leur donne ses instructions sur les points qui l'intéressent par rapport à l'élection future ; elle fait les réglemens qu'elle juge convenables en particulier pour la sûreté de son territoire. Comme une entière suspension de la justice laisseroit les réglemens en question sans force & sans vi-

Diétines.

gueur , on crée alors des juges extraordinaires nommés en Polonois *juges de Kaptur* , terme singulier qui signifie *juges à tête voilée* , sans doute pour exprimer le deuil dans lequel la mort du roi plonge la république. Quoi qu'il en soit , les procès ne durent pas long-temps avec ces sortes de juges , car leurs décisions sont ou doivent être aussi promptes que sévères : mais elles n'ont pour objet que les causes criminelles , sans qu'on y puisse avoir recours pour les causes civiles.

Devoirs
des généraux.

10. Aussi-tôt que les généraux ont été informés de la mort du roi , leur devoir est de garder les frontieres & d'empêcher , autant qu'ils le peuvent , qu'aucun voisin ne fasse une interruption dans l'intérieur de la république. Les anciens Polonois suivoient fidèlement cet usage & ils avoient assez de forces pour en tirer profit. Maintenant tout le monde sait que leurs armées sont si foibles qu'on peut , sans les craindre , entrer chez eux & violenter impunément leurs suffrages. Les loix néanmoins s'expriment fortement à cet égard , & leur attention sur un objet de si grande importance va jusqu'au point , qu'elles permettent aux généraux de s'exempter d'assister à la diete d'élection , lorsqu'ils croient que la sûreté publique l'exige : mais l'intérêt personnel leur fait trop bien sentir qu'ils doivent prendre part à la nomination de leur maître : ainsi l'on ne voit guere qu'en vertu de cette permission ils restent à la tête de leurs troupes.

11. Toutes choses étant disposées de la sorte , les nonces se rendent au lieu marqué par le pri-

mat pour tenir la diete de convocation , & c'est ordinairement à Varsovie.

12. Cette diete ressemble aux autres dans les points fondamentaux ; même liberté , même unanimité de suffrages , tant pour l'élection du maréchal , que pour les articles qu'on veut statuer , mêmes cérémonies pour la réunion des deux chambres. Voici les seules différences remarquables. En premier lieu , le trône est différemment situé ; car le ciel en est rabaisé & le fauteuil du primat y est séparé des sieges qu'occupent les autres sénateurs , que dans les dietes qui se tiennent sous les yeux du roi : ainsi la place du primat est plus rapprochée du trône , par le moyen d'un arrondissement que l'on pratique exprès à la tête du rang où il se trouve. Enfin cette diete ne doit , suivant les constitutions , durer que deux semaines : mais comme les affaires qu'on y traite sont très-importantes , & qu'il seroit moralement impossible de les arranger dans un terme si court , on a coutume de la prolonger.

Diète
de convoca-
tion.

13. Voilà tout ce qui regarde l'essence de la diete de convocation , diete qui est toujours très-nombreuse , parceque les diétines qui la précédent manquent rarement de se tenir : chaque palatinat & chaque district ayant à cœur d'y envoyer ses nonces , pour prendre de bonne heure part aux affaires de l'interregne & à la nomination du roi futur. Il s'agit maintenant d'expliquer la nature des matieres sur lesquelles roulent ordinairement les délibérations d'une si grande assemblée.

Matieres
qui se traitent dans
la diete
de convoca-
tion.

14. On y établit d'abord pour la sureté publique , les jugemens généraux de *Kaptur* soumis à la discrétion des grands & petits maré-

KAPTUR

chaux tant de Pologne que de Lithuanie. Ces jugements-ci sont appelés *généraux*, pour les distinguer des jugements *particuliers* de la même espèce, établis de côté & d'autre, dans les districts & dans les palatinats. Ces jugements particuliers n'ont pour objet que les causes criminelles, qui concernent les habitants d'un territoire particulier : mais les généraux peuvent s'étendre indifféremment sur toutes les personnes qui viennent aux dietes de convocation & d'élection, de quelque territoire qu'elles soient.

Mesures
pour la
sûreté pu-
blique.

15. On examine les mesures que le Primat, les généraux, les palatinats & autres territoires, ont prises chacun de leur côté pour la sûreté publique, tant interne qu'externe. L'on y ajoute ou l'on en retranche, selon que l'assemblée le juge à propos.

Lecture
des let-
tres.

16. Le grand secrétaire ou le référendaire de la couronne lit ensuite à haute voix les lettres écrites au sénat par des rois ou autres princes étrangers. Le maréchal des nonces lit de même celles qui sont adressées à l'ordre équestre. Cette lecture manque rarement d'exciter bien des réflexions & bien des débats : car à proportion que l'on croit développer les sentiments de telles ou telles puissances soit pour favoriser ou pour exclure un candidat, soit pour gêner ou pour maintenir la liberté du champ électoral, les passions & l'intérêt fermentent chez tous les membres de la diète. Il n'est gueres de particuliers qui ne souhaitent, & qui ne tâchent de jeter dès-lors les fondements d'une élection convenable à leurs vues.

Conseil-
lers du
palatinat.

17. On nomme dans cette diète les conseillers tirés de l'ordre des sénateurs & les Députés de

la noblesse qui doivent assister le Primat, ainsi que le porte l'article 6 de ce chapitre : on en choisit d'autres pour demeurer auprès des généraux, tant de la Couronne, que de Lithuanie, afin de leur former une espece de conseil de guerre, sur-tout lorsqu'on a lieu d'appréhender quelque irruption de la part des puissances voisines.

18. D'autres sont encore choisis dans les deux ordres pour examiner l'état actuel des biens qui sont les revenus du roi, & pour en faire un fidele rapport au temps de l'élection.

19. Ensuite outre les huit sénateurs qui, pendant l'interregne, doivent suivant les constitutions garder le trésor de la république, & qui sont, *le castellan & le palatin de Cracovie, les palatins de Posenie, de Wilna, de Sandomir, de Kalisz, de Trocki & le grand Trésorier*, l'on charge divers membres des deux ordres de dresser l'inventaire des bijoux de la couronne, afin de le présenter à la diete de couronnement.

20. On doit, pendant la diete de convocation, selon les anciens réglemens, signifier aux ministres étrangers qu'ils aient à s'éloigner de Varsovie : & il faut leur marquer l'endroit où ils demeureront jusques à ce que la diete d'élection soit terminée. Si cependant ces ministres s'obstinoient à rester dans la ville, les mêmes constitutions veulent que, loin d'exercer contre eux la moindre violence, on les y laisse, en se contentant d'éclairer leur conduite, par le moyen de quelque personne chargée de cette commission. Il est facile de juger qu'en cela les loix n'ont d'autre but, que d'empêcher les brigues & la séduction : mais cette ordon-

Conduite
envers les
ministres
étrangers.

nance trouve dans la pratique bien des contrariétés, aussi ne la met-on guere en œuvre que pour la forme. Lorsqu'on fit cette sommation à M. le *Marquis de Monti*, sa réponse fut que les « ministres de France étoient depuis plus de » deux siècles en possession d'assister aux élections des rois de Pologne; & qu'il se flattoit » qu'on ne voudroit pas commencer par lui pour » abroger cet usage; & il ajouta que, si pour » tant le bien de la république exigeoit qu'il » s'éloignât, il ne refuseroit pas de lui donner » cette marque d'amitié. »

M. de *Lowenvold* ambassadeur de Russie, dit en propres termes: « l'impératrice m'a envoyé » pour résider de sa part à Varsovie & non à » la campagne. »

M. de *Welfzeck* ambassadeur de Vienne, déclara « qu'il ne pouvoit faire une pareille démarche; & que, si on l'obligeoit à quitter » la ville, il étoit persuadé que l'empereur son » maître lui donneroit, pour lui servir de cortège & pour le ramener, les régiments qui » étoient en Silésie. »

Ainsi vers l'ouverture de la diete pour l'avant-derniere election, il n'y eut que messieurs de *Wackerbath* & le général *Bauditz* ministres de Saxe, qui se retirerent au palais *Dujazdon*, à un petit quart de lieue de la ville, & non à deux lieues, comme le prétend mal à propos M. Massuet.

Exorbitances.

21. Souvent dans la diete de convocation, on met sur le tapis la matiere des *exorbitances*, & souvent faute de temps on differe d'en parler jusques à la diete d'élection.

22. Sous le nom d'*exorbitances*, on entend

principalement les griefs que la nation peut avoir contre le roi défunt , par exemple , la violation des *pacta conventa* , les impôts déplacés ou trop onéreux , l'argent du trésor mal employé , les jugemens iniques , la persécution soufferte par un ou plusieurs citoyens , les Starosties & les dignités données au plus offrant , la prédilection marquée pour quelque famille , la guerre , la paix , les traités faits sans l'aveu de toute la république : enfin mille autres choses semblables , dont la multitude manque rarement dans ces occasions d'accuser ses maîtres , soit qu'elle en ait raison ou non. Il y a aussi des *exorbitances* , dont les plaintes ne tombent que sur les particuliers , tels sont les abus de la faveur ou des charges , les intrigues ou les largesses des maisons puissantes pour corrompre les tribunaux , & pour disposer à leur gré du sort de leur compatriotes : la trop grande complaisance pour la cour , la collusion avec les étrangers , en un mot , les attentats contre la tranquillité , la liberté & les franchises d'une noblesse , qui ne fonde avec raison son bonheur que sur une parfaite égalité de droits entre le riche & le pauvre.

23. Aucun temps n'est plus propre que l'interregne pour donner l'essor aux plaintes que la nation peut avoir à faire sur de pareils griefs ; car alors elle ne craint ni le roi ni ses favoris. En cela elle imite à peu près les anciens Egyptiens , qui faisoient le procès à leurs maîtres avant que de leur rendre les honneurs de la sépulture. Au reste la prudence & la sûreté des Polonois veulent qu'ils agissent de la sorte , puisque de l'examen des *exorbitances* , provient un nouveau plan pour les *pacta conventa* , & par conséquent

l'espérance d'un meilleur sort sous le regne suivant.

Confé-
dération,
suite de la
convoca-
tion.

24. Si la diète de convocation est rompue, le parti le plus nombreux, qui est ordinairement celui du Primat, ne manque jamais de se confédérer : & si elle s'achève heureusement, elle se termine par une confédération générale des deux ordres, qui conviennent tantôt de donner l'exclusion aux Piastes, comme on le fit après la mort de *Jean Sobiesky* : tantôt d'exclure les étrangers, comme cela est arrivé à la fin du dernier regne.

25. Lorsqu'on a réglé ce point important, on convient du jour auquel s'assemblera la diète d'élection, & de la manière dont la noblesse devra s'y présenter, avec quelle suite & avec quels équipages. C'est une chose qu'il faut arranger nécessairement & même avec beaucoup de sagesse : car la populace immense, que les Polonois traînent ordinairement après eux, pourroit dans une semblable conjoncture causer bien du trouble & affamer la province.

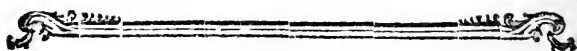
26. Enfin le Primat, les sénateurs, les ministres & les nonces signent l'acte de la confédération : acte qui contient les *pacta* dont on est convenu pour la sûreté tant interne qu'externe, & pour la manière d'élire le roi. Ils signifient outre cela un formulaire de serment approprié au rang de chacun d'entr'eux, & par lequel ils s'engagent, *en premier lieu*, à ne nommer & ne choisir pour roi qu'un candidat tel que la confédération le désigne ; *en second lieu*, à ne se livrer ni à l'intérêt particulier ni aux cabales : *en troisième lieu*, à regarder comme ennemi de la patrie quiconque n'accédera pas à la confédération présente, ou quiconque entreprendra de faire scission. Il

y a de plus le serment du garde de la couronne , qui porte qu'il ne la remettra qu'à celui que les ordres assemblés auront librement reconnu pour chef de la république.

27. Après que la diete de convocation est séparée , les nonces s'en retournent dans leurs provinces , où l'on tient des diétines , auxquelles ils font rapport de ce qui s'est passé dans la diete. Sur ce rapport la noblesse de chaque district prend les mesures qu'elle juge convenables ; & il n'est pas rare de voir qu'on y en prenne de directement contraires au projet de la confédération formée sous les yeux du primat.

Diétines
de rela-
tions.

28. C'est donc de l'habileté du primat d'empêcher , autant qu'il le peut , par son activité & celle de ses adhérents , que cette foule innombrable de gentilshommes , qui doivent figurer dans le champ électoral , n'y apportent quelque penchant à faire scission. Le meilleur moyen pour éviter ce malheur est de les engager par des libéralités , & par l'espoir d'un avenir flatteur à signer le formulaire du serment & à se confédérer comme les autres. Mais il s'en trouve toujours quantité de rétifs , soit qu'ils aient déjà des vues opposées , soit qu'ils veuillent demeurer maîtres de bien vendre leurs suffrages , & d'embrasser le parti qui leur plaira suivant les circonstances. Quoi qu'il en puisse être , les diétines dont il s'agit , nomment leurs nonces pour assister à la diete d'élection , & indiquent le temps où les habitants des palatinats & des territoires monteront à cheval pour passer en revue , & pour se préparer à marcher chacun sous leurs drapeaux vers le champ de *Wola*.



CHAPITRE IX.

Suite des Assemblées Politiques pendant l'interregne.

Revue
de la
noblesse.

1. **E**N vertu des diétines qui s'assemblent entre la diète de convocation & celle d'élection, comme on vient de le voir dans le dernier article du chapitre précédent, la noblesse de chaque palatinat & des autres territoires monte à cheval, passe en revue devant ses supérieurs, soit palatins, soit castellans; au nombre desquels il faut compter le staroste de Samogitie qui fait les mêmes fonctions dans sa province.

Marche
de la no-
blesse.

2. Chaque corps s'avance, vers Varsovie; par différentes routes, & en ordre de bataille, & va occuper, dans la plaine de *Wola*, le terrain que lui assigne un officier nommé *Abozay*, dont le titre signifie en François *maréchal de camp*. Il n'est pas rare de voir alors dans cet endroit cent vingt ou cent trente mille gentils-hommes, qui demeurent sous leurs tentes en attendant l'élection, & qui donnent une idée de l'arrière-ban Polonois, dont nous parlerons ailleurs.

Lieu d'é-
lection.

3. L'élection des rois se faisoit autrefois auprès de *Petrikouu*, ancienne ville située dans le palatinat de Siradie: mais depuis l'union du grand-duché de Lithuanie avec la couronne de Pologne, les constitutions veulent que cette importante scène s'ouvre & s'acheve dans la plaine de *Wola*.

4. *Wola* est un petit village assez misérable, éloigné de Varsovie d'environ une lieue de France. Il faut pourtant remarquer qu'à cet égard les loix ne s'expriment pas si positivement, que l'on puisse en inférer qu'une élection faite ailleurs soit nulle. *Henri de Valois* & *Auguste III*, ont été élus auprès de Prague, bourg que la Vistule sépare de Varsovie, leur élection cependant n'en a été ni moins valable ni moins reconnue. Il s'ensuit donc que le lieu est indifférent, & que le sort du candidat élevé au trône, dépend uniquement de l'unanimité actuelle, ou de l'accession subséquente du corps de la république qui produise cette unanimité que l'on souhaite plus qu'on ne l'espère.

5. Quelque temps avant l'ouverture de la diète d'élection, on jete un pont de bateaux sur la Vistule, tant pour faciliter le transport des vivres de Prague à Varsovie, que pour la commodité du passage de la noblesse, qui vient des provinces situées au delà de ce fleuve. Ensuite on construit, dans la plaine de *Wola*, un grand bâtiment de bois nommé *Szopa* en Polonois, & consacré aux conférences que le primat veut avoir avec les sénateurs ou les ministres de la république.

6. Le *Szopa*, ainsi que plusieurs bancs placés en plein air pour les nonces, est environné d'un rempart & d'un fossé sec, qui ont trois ouvertures, par où l'on peut entrer, sortir & communiquer avec la noblesse campée autour de cette enceinte. Voilà précisément qu'elle est la forme du champ électoral : mais il faut observer que dans cette diète, l'assemblée des non-

ces, ne porte plus le titre de chambre, & s'appelle *Rote équestre*.

Ouverture de la diete d'élection.

7. Quand le jour marqué pour l'ouverture de cette diete est arrivé, on commence par faire célébrer une messe solennelle chantée dans l'église cathédrale de Varsovie, à laquelle le primat, les sénateurs, les ministres & quantité de membres de l'ordre équestre ne manquent pas de se trouver; & ensuite on se rend au champ électoral.

Directeur.

8. Les sénateurs & les ministres se placent dans le *Szopa*, chacun suivant son rang, & le premier préside: les nonces prennent séance sur les bancs qui leur sont préparés. Comme cette assemblée n'a point encore de maréchal, on en remet le bâton, ou à celui qui en a fait les fonctions dans la diete de convocation, ou en son absence à quelque autre nonce qui prend le titre de directeur ordinaire.

Maréchal.

9. Aussi-tôt que le maréchal est nommé suivant les droits alternatifs, ce qui ne s'achève gueres sans de grands débats, on lui fait prêter serment qu'il s'acquittera fidèlement de sa charge, qu'il ne recevra de présents de personne, qu'il n'entretiendra aucunes liaisons secrètes avec les candidats, & qu'il ne signera point le diplôme d'élection sans le consentement de la république.

10. Le maréchal étant élu, les deux chambres se complimentent & se haranguent mutuellement comme dans les autres dietes. On travaille ensuite à donner une nouvelle force aux jugemens généraux de *Kaptur*, dont il a été parlé dans le chapitre précédent, article 14.

Juge-

11. Pour y procéder, le primat joint aux grandes

grands & petits maréchaux, (qui doivent être présidents naturels de cette assemblée ,) trois assesseurs tirés de l'ordre des sénateurs, l'un de la grande, le second de la petite Pologne, & le troisième de Lithuanie : & le maréchal des nonces y ajoute douze députés de la rote équestre, savoir, quatre pour chacune des provinces qu'on vient de nommer.

ments généraux de Kaptur.

12. La république, voulant donner à cette affaire toute la consistance dont elle est susceptible, oblige les présidents, les assesseurs & les députés qui doivent composer ce tribunal, à prêter à genoux un serment, par lequel ils promettent d'administrer la justice avec intégrité, & dès-lors ils acquièrent une autorité si souveraine, qu'ils peuvent punir du supplice le plus honteux les principaux membres de la république, sans craindre le ressentiment des maisons intéressées, pourvu néanmoins qu'ils soient en état de prouver que le criminel méritoit un semblable châtimement.

13. Si à la diète de convocation l'on a dressé quelques réglemens sur la matiere des *exorbitances*, on les présente, pendant la diète d'élection, aux sénateurs & aux membres de la rote équestre, qui sont encore maîtres d'y faire tous les changements qu'ils jugent convenables.

Exorbitances.

14. Comme il arrive souvent que la diète de convocation n'a rien statué sur cette importante matiere, alors le primat de son côté nomme quelques sénateurs, & le maréchal des nonces du sien choisit quelques députés tirés de la noblesse, pour faire l'examen dont il s'agit, & pour dresser en conséquence un mémoire,

qu'ils doivent soumettre au jugement des deux ordres.

15. On n'a pas fixé le nom des députés qui seront chargés de cet ouvrage, on a jugé avec raison qu'il suffisoit de les tirer également des trois provinces nommées dans le 11 article. Ils ne travaillent ni dans le *Szopa* ni dans la rote équestre : mais ils s'assemblent tous les matins dans le château de Varsovie, où ils demeurent jusques à midi pour examiner les prévarications du regne passé, & pour chercher les moyens d'y remédier pour la suite. Après midi l'ordre veut qu'ils retournent au champ électoral, pour vaquer aux autres affaires courantes.

16. Leur ouvrage étant achevé, ils le portent à la diete, qui pese leurs observations, les approuve, les change, les diminue ou les augmente, selon qu'elle le juge à propos. Lorsqu'enfin ce projet de réforme est arrangé au gré de la multitude, on le garde, tant pour en insérer les points les plus nécessaires dans les *passa conventa* que pour profiter des autres dans les constitutions nouvelles, qui doivent être statuées par la diete de couronnement.

17. Il survient quelquefois tant d'incidents pendant le cours de cet ouvrage, & les débats qu'il occasionne vont si loin, souvent même sur des minuties, que la diete d'élection n'a gueres le temps de rien statuer au sujet des *exorbitances*, & alors on remet l'examen à la diete de couronnement, où l'on se flatte que l'on pourra travailler avec plus de loisir & plus de tranquillité.

Ministres
étrangers.

18. Une diete d'élection ne peut guere man-

quer d'intéresser presque toutes les puissances de l'Europe ; aussi voit-on en Pologne , dans une pareille conjoncture , quantité de ministres étrangers. La république leur donne audience dans le *Szopa* , où les nonces de la rote équestre ont la liberté d'entrer pour les écouter , & où d'autres gentilshommes des palatinats , campés dans la plaine , sont pareillement les maîtres de venir dans le même dessein.

19. Sans nous jeter ici dans une longue description des cérémonies qui accompagnent pour lors la réception des ministres étrangers , je crois qu'il suffira d'observer que le légat du Pape est admis le premier , qu'ensuite vient le tour de l'ambassadeur de l'empereur , & en troisième lieu celui de l'ambassadeur de France. L'histoire marque qu'après la mort de Sigismond Auguste , l'ambassadeur d'Espagne voulut disputer la préséance à celui de France , & que les deux ordres décidèrent en faveur du dernier. Les autres ministres paroissent à la file ou quelquefois plusieurs ensemble , & les honneurs qu'on leur rend varient suivant leurs caractères. Les envoyés & les autres ministres d'un grade subalterne prennent place auprès des maréchaux de la couronne & du grand duché : mais le nonce & les ambassadeurs s'asseient entre le primat & l'évêque de Cujavie , tellement que le primat leur donne la droite.

20. Personne n'ignore que , pendant l'interregne ; la république prend le titre de *sérénissime* ; ainsi tout ministre qui lui présenteroit une lettre dans laquelle ce titre ne seroit pas énoncé , ou qui , en parlant aux deux ordres , ne le feroit point entrer dans son discours , cour-

roit grand risque d'essuyer un affront. L'évêque de Passau ambassadeur de l'empereur , après la mort de Sobieski , fit une fâcheuse expérience de la délicatesse des Polonois sur cet article , ainsi qu'on peut le voir dans la Bizardiere , Mafuet & plusieurs autres historiens.

21. Chaque ministre , dans l'audience qu'on lui donne , propose le candidat que son maître souhaite de porter au trône. Alors tous les aspirants sont représentés sous les couleurs les plus brillantes. L'on ne manque point de faire de leur part à la république les offres les plus avantageuses : mais cet étalage n'est qu'une formalité qui par elle-même n'aboutit presque à rien. Lier les parties de bonne heure dans l'intérieur du pays , négocier sagement avec les puissances voisines , faire des largesses qui nourrissent l'espérance sans assouvir la cupidité , montrer constamment un air affable , tenir table ouverte , prodiguer le vin de Hongrie , voilà les vrais ressorts qui font bien tourner une élection.

22. Dès que tous les ministres ont eu audience , la république les somme encore , ainsi qu'elle l'a fait pendant la diète de convocation , de s'éloigner du champ électoral : mais c'est ordinairement avec aussi peu de fruit que la première fois. Quoi qu'il en soit , le primat & le maréchal député , l'un des sénateurs & l'autre des nonces , qui sont chargés de conférer particulièrement avec les ministres étrangers , en cas que la nécessité s'en présente , & qui doivent venir rapporter les difficultés , les expédients , les propositions nouvelles , que peut suggérer la politique étrangère combinée

avec les incidents de chaque séance. On concevra sans peine qu'un usage pareil , loin d'empêcher les cabales & les manœuvres secrètes , n'est propre qu'à les favoriser. Un ministre passeroit pour être absolument dépourvu de talents & de moyens , s'il manquoit de mettre dans les intérêts de sa cour les députés qu'on lui envoie.

23. Quelle que soit pendant la journée la délibération du *Szopa* & de la rote équestre ; quelle que soit la vicissitude des incidents , qui surviennent de moment en moment dans cette enceinte , chaque nonce est obligé d'en aller faire le soir un fidele rapport à la noblesse de son palatinat ou de son territoire : & même il arrive souvent que les avis doivent être donnés coup sur coup & avec diligence ; de sorte qu'on ne voit alors que gens à cheval qui courent de l'assemblée au camp & du camp à l'assemblée.

Conti-
nuité des
rapports à
faire par
les non-
ces.

24. Tant de mouvements divers , tant d'attentions scrupuleuses marquent suffisamment que les Polonois regardent l'élection de leurs rois , comme l'acte le plus solennel & le plus intéressant de leur liberté. Les constitutions en conséquence leur permettent de changer chaque jour les nonces qu'ils ont dans la rote équestre , & d'y en mettre de nouveaux aussi souvent qu'ils le veulent. Aussi la multitude jalouse & naturellement défiante profite-t-elle le plus qu'elle peut d'un droit si commode : par-là elle tâche d'éviter les inconvénients où le petit nombre pourroit l'entraîner , s'il présidoit constamment aux délibérations & aux manœuvres.

Les non-
ces sont
souvent
changés.

25. Avec de pareils sentimens & dans une forme de gouvernement aussi libre , la nation

Tout
gentil-
homme

est éle-
cteur.

n'a pas jugé à propos de se fier aux suffrages du sénat & de la rote équestre pour le choix de son roi. Chaque gentilhomme, ne fût-il que tout récemment annobli, porte avec lui le titre d'électeur. Au milieu d'une semblable foule d'électeurs également accrédités, l'unanimité requise, plutôt par l'usage que par les loix anciennes, devient un phénomène si rare, qu'on n'en trouve que très-peu d'exemples dans l'histoire.

Les mi-
litaires
exclus
comme
sels.

26. Il faut pourtant observer que, malgré les vastes prérogatives de la noblesse dans l'élection de son roi; les gentilshommes qui servent dans les armées de la république & du grand duché, n'ont plus droit de venir en corps & sous leurs drapeaux militaires au champ de Wola. On les priva de ce privilège en 1674, parce qu'ils avoient précédemment fait quelques violences à la diète, dans laquelle *Michel Wienowieski* avoit été élu. Maintenant les officiers & les soldats qui sont gentilshommes & qui veulent contribuer à la nomination de leur maître, doivent se ranger sous les bannières de leurs palatinats ou des territoires auxquels ils appartiennent, tellement qu'ils ne paroissent que dispersés dans l'assemblée, & non en qualité de gens de guerre, mais en celle de compatriotes. Cette loi vraiment judicieuse oppose une forte barrière à l'ambition & à l'autorité des grands généraux.

La no-
blesse en-
toure la
diète.

27. Vers la fin de la diète, les palatinats & les districts ou territoires particuliers font monter à cheval leurs gentilshommes, qui s'approchent de l'enceinte du *Szopn* & de la rote éques-

tre. Ils se rangent alentour chacun sous leurs drapeaux , ou pour mieux dire sous leurs enseignes. Il y a pourtant quelques compagnies de fantassins , troupes de pauvres nobles qui , n'ayant pas le moyen d'acheter un cheval ni un sabre ; viennent à pied & sont armés de faux , avec autant d'assurance & de droit que les plus importants personnages de la république.

28. Tout étant disposé de la sorte , le primat chante ou fait chanter l'hymne *Veni creator* au milieu du champ électoral ; ensuite escorté de plusieurs sénateurs , il passe à cheval devant chaque division & propose à haute voix les candidats qui sont sur les rangs. Alors la scène devient tumultueuse , mille & mille *vivat* , mille cris confus semblent porter jusques au ciel , tantôt le nom d'un aspirant , tantôt celui d'un autre. L'opposition des sentimens ne sauroit guere manquer d'échauffer les esprits. On s'anime , on s'injurie , on met le sabre à la main , les coups de pistolets se font entendre , & il y a quelquefois du sang répandu.

29. Dans de pareilles circonstances , le devoir du primat & des sénateurs tant séculiers qu'ecclésiastiques , est de haranguer , de caresser la multitude & de la ramener à l'union. Mais souvent tous leurs efforts sont inutiles , si plusieurs d'entr'eux ne travaillent pas à fomentier adroitement la discorde , dans l'idée d'affoiblir le parti qu'ils jugent contraire à leurs intérêts , ou de procurer une scission convenable à leurs desseins.

30. L'embarras du primat doit être considérable dans cette position ; car s'il n'est que bon

Forme
& embar-
ras de l'é-
lection.

patriote, la crainte de plonger l'état dans un long enchaînement de calamités, l'empêche de précipiter la nomination du roi : mais s'il est ambitieux, il achève son ouvrage dès qu'il voit que le parti qu'il favorise prend le dessus, & qu'il y auroit du danger à temporiser pour gagner les opposants. Au surplus il peut fort bien arriver qu'il ne soit pas le maître de différer la conclusion de cette grande affaire ; car quelquefois on l'étonne, on le menace, & il est contraint de céder aux emportements d'une faction prépondérante.

Nomina-
tion du
roi.

31. De quelque manière qu'aillent les choses, l'ordre veut qu'après avoir pesé les suffrages dans la tournée dont on vient de faire mention, le primat demande encore par trois fois consécutives, *si l'on consent à recevoir un tel candidat pour roi ?* Lorsque toutes les voix s'unissent ou que du moins le plus grand nombre s'exprime affirmativement, en criant : *Qu'il vive, il nous plaît* ; la fonction du primat est de nommer le roi, & voici la formule de cette nomination.

« Au nom de Dieu notre seigneur, je nom-
» me N*** roi de Pologne & grand duc de Li-
» thuanie ; en même temps, puisque la providen-
» ce le destinoit à gouverner notre nation, je
» prie le roi du ciel de lui accorder sa sainte
» grace & de rendre cette élection utile & sa-
» lutaire pour notre chère patrie & principa-
» lement, pour le maintien de la religion ca-
» tholique. »

Procla-
mation.

32. Le primat ayant fait cette nomination, c'est aux maréchaux de la couronne & du grand

duché à proclamer le roi : ce qu'ils font en ces mots.

« N * * * choisi par le suffrage unanime des
» deux nations , vient d'être nommé par le ré-
» gent de la sérénissime république ; reconnois-
» sez-le donc pour votre roi élu & nommé lé-
» gitimement. »

33. Dès que cette proclamation est faite , l'assemblée se met à genoux dans la campagne , & le primat chante le *Te Deum* , auquel succèdent les salves d'artillerie & de mousqueterie , avec le bruit des timbales, des trompettes & mille cris d'alégresse.

34. Du champ électoral , le primat , les sénateurs & une grande foule de noblesse vont à l'église cathédrale de Varsovie pour assister au *Te Deum* qui s'y chante une seconde fois. On y mène le nouveau roi , s'il est pour lors dans la ville , comme il arriva à *Stanislas Leczinski* qui , pendant les derniers jours de la diète , étoit secrètement chez le marquis de Mouti.

35. L'usage & la prudence veulent également qu'après la proclamation du nouveau roi , on détruise sur le champ le *Szopa* , qu'on abat le *Szopa* , on abat les ramparts & que l'on comble le fossé , principalement lorsqu'il y a lieu de craindre quelque scission. Par ce moyen l'on retarde les manœuvres de la faction contraire , ou on la met dans le cas de commettre quelque illégalité.

36. Le lendemain les sénateurs & les nonces s'assemblent dans le château de Varsovie , y On dresse le diplôme & les *pacta conventa* , dressent le diplôme de l'élection & le signent , pour le remettre au nouveau roi. Ils travaillent ensuite au recueil des *pacta conventa* , loix vrai-

ment sacrées, dont l'observation doit faire le bonheur de la république & la gloire de son chef. Un grand nombre de députés des deux ordres composent cet important ouvrage, après quoi le maréchal de la noblesse le lit devant toute l'assemblée, qui l'approuve, l'augmente ou le corrige, selon qu'elle le juge à propos.

On y joint les promesses faites par le roi à la république.

37. Les *pacta conventa* qui ont été arrêtés sont mis au net, & l'on y ajoute les promesses faites à la république par le nouveau roi, lorsqu'il n'étoit encore que candidat. Elles forment en effet aux yeux des Polonois des conditions qu'il s'est imposé lui-même, & qu'il doit par conséquent remplir avec l'exacritude la plus scrupuleuse; puisqu'il y a toujours sujet de présumer que les états ne l'auroient point porté au trône sans cette espérance.

38. Quand le roi est absent, on fait venir tout de suite son ambassadeur, soit au château, soit à l'église cathédrale, & il y jure, au nom du roi son maître, tant l'observation des *pacta conventa*, que l'accomplissement des promesses annexées. Mais si le roi se trouve sur les lieux, il prête en personne le serment, dont voici la formule.

« Je soussigné N*** élu roi de Pologne &
 » & grand duc de Lithuanie, de Russie, de
 » Prusse, de Masovie, de Samogitie, de Li-
 » vonie, de Smolensko, de Kiovie, de Mo-
 » lhinie, de Podolie, de Polaquie, de Czerni-
 » chow, &c. &c. &c. promets & jure sainte-
 » ment à Dieu tout-puissant, que les présents
 » pactes, dont je conviens avec les ordres de
 » l'état, seront fidèlement observés, maintenus
 » & remplis par moi dans tous les articles,

» points , clauses & conditions , sans que la
 » spécialité déroge à la généralité , ni la gé-
 » néralité à la spécialité. Je jure & promets
 » en outre que je les confirmerai par un se-
 » cond serment au temps de mon couronne-
 » ment solennel. Ainsi Dieu me soit en aide
 » & la passion & l'évangile de Jesus-Christ. »

39. Soit que le prince prononce & signe lui-même ce serment , soit qu'un ambassadeur lui serve d'organe , dès que la chose est faite , le maréchal de la noblesse délivre sur le champ à l'un ou à l'autre le diplôme de l'élection ; & aussi-tôt les maréchaux de la couronne & du grand duché proclament de nouveau le roi par trois fois consécutives.

Le Di-
plôme est
remis à
l'élu.

40. Enfin l'on s'arrange avec le roi ou avec ses ministres pour fixer le temps de son couronnement. Voilà de quelle manière s'achève la diète d'élection , qui ne dure que six semaines. Les deux ordres peuvent néanmoins la prolonger , puisqu'ils sont pour lors maîtres absolus de prendre telles résolutions que bon leur semble : mais ces sortes de prolongations , dont les exemples sont assez rares , entraînent quelquefois avec elles beaucoup d'inconvénients. L'un des plus considérables est que par-là l'on court risque d'impatiser la multitude & de l'exposer à une disette de vivres & de fourrages qui la jete aisément dans de fâcheuses mutineries.

41. Jusques à son sacre , le prince qu'on vient d'élever au trône ne porte que le titre de *Roi Elu* , & non simplement le titre de roi , qui désigne un monarque vraiment régnant. De-là il suit que c'est l'acte du couronnement qui termine l'interregne , & la régence du pri-

Titre &
autorité
du roi jus-
ques à son
sacre.

mat : aussi le nouveau roi n'exerce-t-il point ; en attendant , les droits que les Polonois appellent *majestatiques* : c'est-à-dire , qu'il ne peut convoquer aucunes dietes , ni donner des universaux pour aucunes assemblées militaires , ni conférer aucunes charges vacantes , ni expédier aucunes dépêches sous les sceaux de l'état. Enfin les maréchaux tiennent devant lui leurs bâtons baissés , pour marquer qu'il n'a pas encore toute l'autorité convenable au chef d'une si grande république. Il survient pourtant quelquefois des cas , où les deux ordres jugent à propos d'adoucir l'austérité de cette règle : par exemple , ils accorderent au roi *Sobieski* , avant son couronnement , la permission d'employer les sceaux de Lithuanie dans ses dépêches au Czar ; d'indiquer à la noblesse une expédition générale , ou d'arrière-ban , contre les Tartares & les Turcs , qui pour lors infestoient les frontières de la Pologne ; & de nommer *Etienne Wyzga* pour succéder au primat *Cazimir Florian Czartorisky* qui étoit mort pendant la diète d'élection.

Scission. 41. Il est aisé de juger , par la description que l'on vient de donner , qu'une élection sagement conduite est un chef-d'œuvre d'habileté : mais les plus grandes précautions peuvent rarement empêcher qu'il n'y ait des scissions toujours funestes à la république. Deux candidats , nommés pour occuper un même trône , la plongent nécessairement dans les horreurs d'une guerre civile , qui devient plus ou moins sanglante & plus ou moins longue , suivant que les compétiteurs sont plus ou moins égaux en forces.

43. Une vérité bien constante , c'est qu'il faudroit que tout primat , qui nomme un nouveau roi en pleine scission , fût alors moins prêtre qu'homme d'état , porté aux résolutions les plus promptes & les plus vigoureuses. Ordinairement la faction du primat est d'abord supérieure , soit par le nombre , soit par la qualité des adhérents. On ne sauroit douter de cet article , pour peu que l'on connoisse l'histoire & les affaires de Pologne : mais l'indécision , la timidité & les lenteurs ruinent souvent un parti , qui naturellement devoit écraser ses rivaux. *Radziecousky* & *Potocky* ont perdu par-là les fruits de leurs manœuvres préliminaires , qui d'ailleurs n'avoient pas été mal concertées. Maintenant on convient que , s'ils avoient su se déterminer sur le champ , & s'ils eussent commandé à l'immense multitude de noblesse qui les suivoit , de fondre sur leurs adversaires le sabre à la main , ils auroient épargné beaucoup d'inquiétude tant à eux-mêmes qu'à leurs candidats & à leurs amis.

Qualités nécessaires au primat pour nommer un roi en pleine scission.

44. Retarder dans de semblables conjonctures le couronnement du roi élu est une autre faute considérable ; la majesté de la religion & la pompe des cérémonies prennent toujours un grand ascendant sur les Polonois. *Auguste II* & son fils ont gagné presque autant de monde par leur sacre , que par la terreur des armes employées pour soutenir leurs droits : & c'est une chose que l'on pourroit démontrer facilement.

Il ne faut point différer le sacre.

45. L'expérience du passé nous fournit sur cet objet quantité d'autres réflexions , qui excéderaient les bornes d'un simple abrégé ; mais

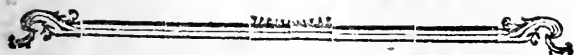
Le candidat étranger doit être

dans le
voisinage.

il y en a une qu'on ne doit point oublier ; lorsqu'on veut connoître parfaitement le tour que les scissions ont coutume de prendre. Toute cour qui travaille à mettre un prince étranger sur le trône de Pologne , commet une lourde faute , si elle ne le poste pas de manière qu'il puisse entrer dans le pays , & y briller à la tête de ses partisans , aussitôt qu'ils l'auront nommé. La présence d'un prince , que la gloire & l'intérêt animent , produit beaucoup dans une situation pareille. Plusieurs bons mémoires font foi que les ennemis du *Prince de Conti* auroient généralement plié devant lui , s'il eût paru d'abord après son élection.

La pos-
session lé-
gitime de
l'élection
faite par
scission.

46. Au surplus quelque prodigieuse différence que le nombre & la qualité des partisans puissent mettre dans une double nomination , tout prince scissionnaire , qui soutient ses droits contre un rival , n'est coupable envers lui d'aucune injustice ; car dans le fond l'un n'est pas moins scissionnaire que l'autre. Si ensuite l'un des deux compétiteurs l'emporte jusques au point de réunir les esprits dans une diète de pacification , l'on ne sauroit , avec ombre de raison , le faire passer pour usurpateur ; puisque , selon ce qu'on a insinué , article 4 de ce chapitre , l'accession subséquente vaut tout autant que l'unanimité des suffrages donnés dans le champ électoral.



CHAPITRE X.

Suite & fin des Assemblées Politiques pendant l'interregne.

1. **L** Interregne , comme on l'a dit dans le chapitre précédent , dure jusques au sacre du roi : ainsi c'est encore le primat qui envoie ses universaux dans toutes les provinces , pour avertir la noblesse d'assembler les diétines , & d'élire les nonces qui doivent assister tant au sacre qu'à la diete du couronnement.

Diétines
avant le
sacre.

2. Le primat & les conseillers tant du sénat que de l'ordre équestre , reglent la dépense & les préparatifs nécessaires pour les funérailles du roi défunt , dont les frais se prennent sur les biens qu'il a laissés.

Frais des
funérail-
les du feu
roi.

3. On n'oublie rien pour rendre le convoi magnifique & respectable : plusieurs évêques & abbés mitrés sont nommés pour accompagner le corps. Les officiers de la couronne & du grand duché , ceux de la cour , les principaux dignitaires de la noblesse , les gentilshommes de la chambre , les domestiques du palais doivent s'y trouver avec une nombreuse escorte de l'élite des troupes du pays. Un sénateur séculier sert de maréchal dans cette cérémonie , en a le titre , & en porte le bâton pendant toute la marche.

Ordre
du con-
voi.

4. Cette marche est fort longue , car outre qu'il y a quatre-vingts lieues de France à faire & qu'on va lentement , on s'arrête dans toutes

Marche
du con-
voi.

les paroisses que l'on trouve en chemin : parce que l'usage veut que l'on chante dans chacune la messe des morts. Lorsqu'on arrive à Cracovie , on fait halte dans le fauxbourg de cette ville nommé *Klepardie* ; & l'on y met le corps en dépôt dans l'église collégiale de saint Florian , où il doit rester jusques au couronnement du nouveau roi.

Lieu du
sacre.

5. Le couronnement se faisoit autrefois à *Gnesne* , & l'on y gardoit les ornemens convenables pour une si grande cérémonie : mais depuis le sacre de *Ladislas* surnommé *Łostik* ou le nain , la ville de Cracovie est en possession de cet honneur. Néanmoins quand la guerre ou d'autres circonstances l'exigent , un roi peut fort bien être sacré dans tout autre endroit , témoin le roi *Stanislas* qui le fut à Varsovie en 1705.

Le pri-
mat doit
faire la
cérémoni-
e du sa-
cre.

6. Le primat doit sacrer le nouveau roi. Cette prérogative lui appartient en vertu d'un privilège accordé par *Casimir IV* , & confirmé par le pape *Alexandre VI*. Une bulle de *Sixte V* , prête une nouvelle force aux droits de l'archevêque de Gnesne : néanmoins si ce prélat étoit malade ou mort , ou si par quelques raisons mal fondées il refusoit de couronner un roi légitimement élu , l'évêque de Cujavie & à son défaut celui de Cracovie , ou tout autre prélat pourroit faire cette fonction. Les scissions font ordinairement naître là-dessus des irrégularités , dont les deux avant-dernières élections fournissent des exemples mémorables : mais l'accession subséquente de la république justifie tout , ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer plusieurs fois.

Le roi ne

7. Lorsqu'après les diétines , le temps du couronnement

ronnement est arrivé, le roi élu, les sénateurs & les nonces doivent se rendre à Cracovie. L'ancien usage veut que le roi n'entre pas d'abord dans la ville, mais qu'il s'arrête dans les fauxbourgs; & qu'au lieu d'aller loger au château, il demeure pendant quelques jours dans le palais nommé *de la grande procuration*. Là il harangue, donne audience aux personnes qui viennent lui parler d'affaires ou le féliciter.

peut entrer d'abord dans Cracovie.

8. Il faudroit entrer dans un long détail, pour rapporter toutes les circonstances & toutes les cérémonies du sacre; on peut les voir dans plusieurs relations imprimées en différentes langues: ainsi nous n'en décrirons que l'essentiel, pour ne point sortir des bornes d'un simple abrégé.

9. Aussi-tôt qu'on a fixé le jour de l'entrée publique, le roi se rend à un petit château éloigné de Cracovie d'environ une lieue. Les trou- Entrée
solemnelle
du nouveau roi. pes & la bourgeoisie se rangent sous leurs drapeaux, & occupent en haie tout le terrain qui s'étend depuis la ville jusques au château en question. Tout étant ainsi préparé, le roi monte à cheval de même que les sénateurs, les ministres & les dignitaires de la noblesse, qui marchent devant le prince en bel ordre, chacun suivant le rang de sa dignité. Il faut observer que cette marche est d'autant plus nombreuse, que les grands officiers de Pologne & de Lithuanie ne peuvent avec décence manquer à cette cérémonie, & y manquent d'autant moins, que le sacre est la pompe où leurs charges sont principalement en vigueur, car dans les autres circonstances elles n'offrent pour la plupart que des titres honoraires.

10. En traversant le fauxbourg de *Kleopardie*, le roi met pied à terre, & s'arrête pendant quelques instants dans l'église de saint Florian, où la coutume ordonne qu'il prie Dieu pour l'ame de son prédécesseur, & dans laquelle on lui présente ensuite le recteur & les principaux membres de l'université, qui viennent lui faire un compliment de félicitation.

11. Après cette cérémonie, tout le cortège dans le même ordre s'avance vers la ville. Arrivé à la première porte, le roi y trouve les magistrats, qui lui présentent les clefs dans un bassin de vermeil. Les rues, par où il passe ensuite, sont ornées d'arcs de triomphe & d'autres décorations superbes : différents concerts interrompus par de fréquentes salves d'artillerie & de mousqueterie, se font entendre de tous côtés, & tout annonce la joie publique. Enfin la marche s'achève au château, ancienne demeure des premiers rois de Pologne, & riches monuments de la magnificence des Jagellons.

12. Les démarches du roi, pendant les trois jours qui précèdent le couronnement, sont réglées par les constitutions.

Premier
des trois
jours
avant le
couron-
nement.

13. Le premier jour, il sort à pied avec son cortège, & se rend au quartier nommé *Kazimirie*, pour y visiter la chapelle de Saint Stanislas située sur une colline appelée *Skalka* : c'est précisément l'endroit où ce prélat fut massacré par *Boleslas le hardi*. La piété polonoise, en assujettissant le nouveau roi à faire ce pèlerinage, veut qu'en quelque manière il expie par cette démarche le crime d'un de ses prédécesseurs.

Second
jour.

14. Le second jour est marqué pour porter le corps du roi défunt à l'église cathédrale. Son

successeur suit le convoi, en tenant comme les autres un cierge en main : au surplus le cortège est si nombreux, & forme une si longue procession, que malgré que cette pompe funebre commence d'assez bon matin à se mettre en mouvement, elle ne finit qu'à peine vers le soir.

15. Le troisieme jour est consacré à célébrer les funérailles du roi défunt. Divers sénateurs y portent la couronne, le sceptre & le glaive renversé; les drapeaux des palatinats & des territoires sont portés dans la même situation par les officiers de l'ordre équestre : enfin dans le dernier acte de cette piece lugubre, les maréchaux de la couronne & du grand duché rompent leur bâton contre le tombeau; les chanceliers, les officiers & les hommes d'armes en font autant de leurs sceaux, leurs drapeaux ou leurs lances. C'est encore un sentiment de piété, ou plutôt une idée morale qui fait qu'on amene là le nouveau roi; car on s' imagine que, pour le mettre dans le cas de régner sagement, on doit lui présenter les horreurs de la mort & la fragilité des grandeurs du monde.

16. Après ces trois jours si bien remplis, vient le jour du sacre qui n'est guere moins laborieux.

17. Le roi doit se mettre en habit polonois dès le matin. A l'heure marquée par le primate, tous les évêques & les abbés mitrés viennent à la tête du clergé & de l'université le prendre dans son palais. Ils sont suivis des sénateurs séculiers, des ministres de la république, des grands officiers, des nonces & autres membres de l'ordre équestre. Les ministres étrangers, s'il y en

Troisième jour.

Sacre.

Premier habillement du roi.

a sur les lieux , ne manquent pas d'y assister aussi , tant pour faire leur cour au prince & à la nation , que pour rendre la cérémonie plus belle & plus auguste.

Second
habille-
ment.

18. L'assemblée subalterne s'arrête dans la cour & au bas de l'escalier , pendant que le primat , les évêques , les autres sénateurs , les ministres d'état & les ambassadeurs montent aux appartements. Là le grand maréchal de la couronne met au roi les ornements qu'il doit porter ce jour-là , par dessus son habit. Cette parure est riche , mais lourde , embarrassante & capable de fatiguer cruellement.

Marche
vers l'é-
glise.

19. Aussi-tôt que le roi est paré de la sorte , le primat ayant fait une courte prière , jete de l'eau bénite sur le monarque , & donne le signal pour se rendre à l'église. Quatre sénateurs séculiers marchent devant & portent sur de magnifiques carreaux , l'un la couronne , l'autre le sceptre , un troisième le globe ou la pomme d'or & le dernier le glaive. Ordinairement ces sénateurs sont le castellan & le palatin de Cracovie , le palatin & le castellan de Wilna : mais les différentes circonstances amènent des variations qui procurent souvent cet honneur à d'autres personnes : aussi voit-on dans l'histoire qu'au sacre d'*Auguste II* , il y eut des allemands qui firent les fonctions des charges polonoises : ce qui ne put être accompli sans exciter beaucoup de murmures.

Couron-
nement.

20. En arrivant dans l'église , on place le roi sur son trône , & l'un des évêques de l'assemblée lui adresse un discours sur les vertus convenables aux grands princes , & le termine par les trois questions qui suivent avec les réponses que le roi doit y faire.

L'évêque. Voulez-vous garder la sainte foi qui nous a été donnée par des hommes catholiques, & faire de bonnes œuvres ?

Le roi. Je le veux.

L'évêque. Voulez-vous être le protecteur & le défenseur de l'église & de ses ministres ?

Le roi. Je le veux.

L'évêque. Voulez-vous gouverner, maintenir & défendre, suivant la justice de nos peres, le royaume que Dieu confie à vos soins ?

Le roi. Je le veux.

21. On lit ensuite à haute voix les *pakta con-* Serment.
venta, & le roi renouvelle à genoux le serment de les observer, soit qu'il en ait déjà fait la cérémonie par lui-même, ou qu'elle ait été précédemment remplie par la bouche de son ministre. Il est bon de savoir que ce second serment est ordinairement plus étendu que le premier, & qu'on le termine par la clause suivante, qui est sans difficulté d'une extrême importance, tant pour la république que pour son chef.

« S'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que je viole mon serment dans quelques-uns des points mentionnés, les habitants du royaume & de tous les domaines de Pologne & de Lithuanie ne seront plus tenus de m'obéir ; au contraire en pareil cas je les tiens d'avance pour dûement affranchis de toute féodalité & de toute soumission envers moi. De plus je jure que je ne demanderai jamais aucune récompense de mon présent serment ; & que quand on me l'offriroit, je ne l'accepterois point ».

C'est immédiatement après cet engagement Sacre-
solennel, que se fait le sacre ou l'onction avec

l'huile sainte & les prières usitées, après quoi le roi se confesse & reçoit la communion des mains du primat.

Intronisation.

22. Ce prélat met alors la couronne sur la tête du roi; le sceptre dans sa main droite & le globe ou la pomme d'or dans sa gauche & enfin l'épée bénite à son côté. Ces cérémonies étant achevées, le primat conduit le roi vers un autre trône, qui est dressé au milieu de l'église en face du maître autel, & qui est plus magnifique & plus élevé que le premier; & c'est ce qu'on appelle intronisation. Le primat, en faisant asseoir le prince sur ce trône, lui dit : « Assis-toi, & garde désormais la place que » Dieu t'a donnée ».

23. La musique ayant chanté le *Te Deum* en actions de grâces, le primat fait sa dernière fonction, en adressant au roi ces paroles tirées de l'écriture : « Que ta main s'affermisse & que » ta puissance s'exalte » : & tout le chœur y ajoute : « Que la justice & la droite raison soient » la préparation de ton salut ».

24. Voilà les principales cérémonies du sacre : au reste le roi, le primat & le clergé sont assez les maîtres d'y ajouter ou d'en retrancher plusieurs choses qui n'ont rapport qu'à la magnificence & à la pompe : mais l'essentiel demeure constamment tel qu'on vient de le décrire. On ne sauroit douter que cette solennité ne soit extrêmement fatigante pour les personnes même les plus robustes. *Auguste II* qui étoit l'hercule de son siècle, tomba en foiblesse au moment qu'on lui mettoit la couronne sur la tête.

Fin du
sacre.

25. Le maréchal termine la solennité en criant *Vive le roi*, ce qui est répété par les assistants; &

pendant que le grand trésorier jete de l'argent au peuple qui est dans l'église, on ôte au roi son épée pour la remettre à l'officier de la couronne, qui doit la porter levée devant sa majesté, qui retourne au château.

26. Le roi en s'y rendant est chargé de sa couronne, de son sceptre & des autres marques de sa dignité. Alors les maréchaux portent leurs bâtons levés devant lui : & la journée se termine par un festin, où quantité de grands officiers ont leurs fonctions prescrites à peu près comme celles des électeurs de l'empire le font par la bulle d'or, au banquet qui suit le sacre de l'empereur d'Allemagne. On dresse deux tables dans la plus belle salle, la première est élevée d'un degré & placée sous un dais pour le roi, la reine, s'il y en a une, le nonce du Pape & les ambassadeurs : la seconde est plus basse, se trouvant posée simplement sur le parquet, & est destinée aux sénateurs & aux dames qui partagent leur rang. Le reste de la noblesse est traitée dans d'autres chambres & le peuple dans la cour & dans les rues.

27. Le lendemain même du sacre est le jour marqué pour l'ouverture de la diète du couronnement. Elle doit durer six semaines & tout s'y passe à peu près comme dans les diètes ordinaires. Le primat s'y dépouille de la régence qu'il a exercée pendant l'interregne. Lui-même & les autres sénateurs prêtent serment de fidélité au roi, ce que font ensuite le maréchal & les nonces de l'ordre équestre. C'est à ce moment que le nouveau monarque jouit pleinement des droits de la royauté. Aussi les chanceliers en dépêchent-ils sur le champ la noti-

Diète
de cou-
ronne-
ment.

fication aux palatinats & aux territoires sous les sceaux de Pologne & de Lithuanie. Cette notification constate non-seulement la dignité du prince , mais elle ranime les tribunaux de la justice ordinaire , & fait taire les jugements de *Kaptur*.

Matières
traitées
dans cette
diète.

28. Les objets , qui font la matière des délibérations dans une diète de couronnement , sont ceux qui ont besoin du concours des trois ordres de l'état , & le plus ordinairement ils roulent sur les points suivants. La réforme des *exorbitances* , parce qu'il est rare que les diètes de convocation & d'élection fassent plus qu'effleurer cette matière. On examine ensuite les constitutions , ou pour mieux dire les ordonnances provisionnelles émanées de ces deux mêmes diètes , & l'on fait une loi permanente des points dont on sent que la stabilité sera utile à la république ; au lieu qu'on abroge les autres qui sont censés n'avoir été mis en vigueur que pour un temps. Il paroît donc , de cette confirmation qu'on exige de l'état dans cette circonstance , que toute convention , qui ne doit sa naissance qu'à une assemblée des deux ordres , n'acquiere force de loi perpétuelle , qu'après qu'elle a uni la sanction des trois dans une diète générale. Bien des gens regardent en conséquence les diètes tenues pendant l'interregne comme les *senatûs consilium* que le roi assemble pendant sa vie.

Hommages
des
villes.

29. Pendant cette diète , on dresse dans la place de Cracovie , devant l'hôtel de ville , une espèce de théâtre couvert de drap rouge & sur lequel est placé un trône magnifique , que le roi vient occuper , ayant la couronne en tête ,

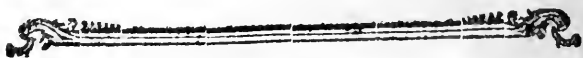
& étant revêtu des marques de sa dignité qu'il a reçues à son sacre. Les magistrats de Cracovie , & les députés des autres principales villes du pays viennent alors lui rendre hommage & lui prêter serment de fidélité. Les premiers lui donnent mille ducats dans un bassin de vermeil , & les autres lui font de pareilles offrandes , mais proportionnées à leurs facultés. Tous le haranguent séparément & lui présentent le recueil de leurs privilèges , en le suppliant de les confirmer. Il leur répond favorablement par la bouche du chancelier , & signe les livres dont on lui demande la ratification.

30. Cela étant fait , le roi prend le glaive béni de la main du *Miecznik* ou porte-épée de la couronne , & se tenant debout il frappe l'air en croix vers les quatre coins du monde , voulant exprimer par cette cérémonie , qu'au nom & en vertu de la passion de Notre-Seigneur Jesus-Christ , il punira les ennemis & les perturbateurs du repos de la patrie , de quelque partie du monde qu'ils viennent. On lui présente ensuite diverses personnes de mérite , soit des magistrats , soit des gens de lettres ou autres particuliers dont les talents peuvent être utiles à l'état , & le monarque les crée chevaliers de l'éperon d'or. Pendant cette solennité , un nouveau roi ne sauroit guere se dispenser de faire jeter au peuple de la monnoie & des médailles d'or & d'argent. La nation augurerait mal de l'économie qu'un prince pourroit montrer dans cette occasion : aussi *Michel Wiefnowieski* , tout pauvre qu'il étoit , ne laissa-t-il pas de suivre l'usage à cet égard.

31. Il faut remarquer , au sujet de l'article pré-

cèdent , que par une prérogative éminente les villes de Prusse n'envoient point leurs députés à Cracovie pour y rendre hommage au roi. C'est au contraire le roi couronné qui leur envoie , de sa part , un seigneur accrédité pour recevoir leur serment. J'ajouterai touchant le même article qu'autrefois , lorsque les princes de Wallachie & de Moldavie étoient vassaux de la Pologne , les rois dans la solennité qu'on vient de décrire , leur donnoient ou leur confirmoient l'investiture de ces états.

32. Il est rare qu'une diete de couronnement soit rompue , & quand elle le seroit , l'état du roi n'y perdrait rien ; car son sacre le met à l'abri de toute discussion. Les constitutions de cette espèce de diete sont dressées avec les mêmes formalités prescrites pour celles des dietes ordinaires , excepté qu'on y joint le diplôme de couronnement & les *pacta conventa*. L'original de ce recueil est déposé dans le *Grod* de Cracovie , & on en expédie des copies imprimées & légalisées par par les chanceliers , pour être remises aux différents *Grods* , tant de Pologne , que de Lithuanie.



CHAPITRE IX.

Des Reines de Pologne.

1. **L'**ordre semble vouloir que , pour ne rien oublier d'essentiel , après avoir détaillé le couronnement des rois , l'on dise quelque chose de celui des reines , & qu'à cette occasion l'on

faſſe connoître l'état dont elles jouiſſent en Pologne.

2. Une reine ne peut être couronnée , ſi elle n'eſt pas de la religion catholique ſous l'autorité du ſaint ſiège. *Hélène* femme du roi *Alexandre* , & *Chrétienne Evvrarde* femme d'*Auguſte II* , ont été privées de cet honneur , l'une parce qu'elle étoit de la communion grecque ſchiſmatique , & l'autre parce qu'elle ſuivoit les principes de la ſecte Luthérienne.

Condition pour que les reines ſoient couronnées.

3. La reine peut être couronnée en même temps que le roi ſon époux , comme on l'a vu au ſacre de *Jean Sobiesky* : ou elle ne l'eſt qu'après , ainſi qu'il doit naturellement arriver , lors que le prince ne ſe marie qu'après ſon élévation au trône. Quoi qu'il en ſoit , le couronnement des reines offre toujours quelque choſe de moins éclatant que celui des rois , par la raiſon qu'elles ſont cenſées n'avoir aucun degré de puissance dans la république.

4. Quoiqu'une reine n'ait nulle autorité en Pologne , ainſi qu'on vient de le dire , elle ne laiſſe pas d'y recevoir tous les honneurs du rang ſuprême. Sa maiſon eſt compoſée de pluſieurs officiers diſtingués , car elle a ſon maître d'hôtel , ſon chancelier , ſes chambellans , & d'autres perſonnes nobles des deux ſexes attachées à ſon ſervice.

Maiſon de la reine.

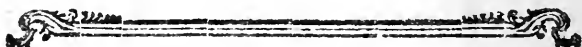
5. Le roi ne peut lui donner aucuns biens du domaine ſans le conſentement du ſénat : mais la république doit lui aſſurer un revenu fixe , dont elle jouit du vivant de ſon époux. Selon la réformation , l'apanage de la reine eſt de cinq ou ſix ſtarosties conſidérables au choix de la république , leſquelles doivent lui faire un re-

Revenus de la reine.

venu de deux à trois cents mille livres tournois par an. Le roi y ajoute cent mille livres , & mille ducats d'or à prendre sur les salines de Cracovie , ce qui s'appelle la ceinture de la reine.

Des reines veuves.

6. Autrefois les reines veuves perdoient le revenu qui leur avoit été assigné par la république , lorsqu'elles alloient s'établir chez l'étranger ; & c'est ce qui arriva à la reine *Eléonore* qu'on déclara déchue de tous ses droits matrimoniaux , lorsqu'elle passa en Allemagne après la mort du roi *Michel* : mais la rigueur de cette loi a été mitigée en faveur de *Marie* veuve de *Sobiesky* , puisqu'on lui accorda , malgré sa retraite hors du pays , la libre & paisible possession des biens qui lui avoient été assignés par la république.



CHAPITRE XII.

Des Loix & des Assemblées civiles de Pologne.

Du pouvoir législatif.

1. **D**ifférents traits épars dans les chapitres précédents annoncent que chez les Polonois le pouvoir législatif n'est donné à aucun ordre séparément , mais qu'il appartient aux trois ordres réunis. On peut pourtant proposer sur cette matiere une question qui mérite d'être examinée. Il s'agit de savoir *Si* , pendant l'interregne , la noblesse & le sénat sont en droit de changer ou d'abroger d'anciennes ordonnances & d'en faire de nouvelles ? Beaucoup de gens soutiennent que non :

leur raison est que pour cet effet la république doit avoir un chef. Mais si l'on veut bien considérer la chose , on verra aisément que cette raison n'est qu'une chimere.

En premier lieu , le sénat & la noblesse , dans les dietes de convocation & d'élection , sont tellement maîtres de leur sort , qu'ils peuvent , si bon leur semble , introduire une autre forme de gouvernement , aussi prétendent-ils l'avoir fait après la mort de *Leccus* & de *Cracus*. Pour peu qu'on soit versé dans la connoissance de leur histoire ancienne , on sent d'abord que ceci n'est qu'une fable ; mais le principe sur lequel on se fonde n'est pas moins réel , puisqu'il fait mouvoir toute une nation libre.

En second lieu , cette nation dresse alors des *pacta conventa* , loix universelles qui non-seulement reglent les démarches du prince , mais qui décident encore du repos & de la fortune des particuliers. J'avoue qu'on dit vulgairement que ces loix n'acquiescent leur dernier degré de consistance que par l'approbation qu'y donne ensuite le roi élu ; mais cette expression ne peut passer que pour un fard qu'on prête à la majesté du trône : car dans le fond la loi est si souveraine , que l'élection deviendrait nulle , si le nouveau roi osoit refuser de s'y soumettre.

Nous en trouvons la preuve dans un fait authentique , arrivé en France du temps de *Henri de Valois*. La république lui avoit envoyé une nombreuse ambassade , dont plusieurs membres tant séculiers qu'ecclésiastiques , penchoient à le dissuader de confirmer la paix accordée , dans un article des *pacta conventa* , aux Calvinistes &

aux Luthériens. *Henri* de son côté témoignoît assez d'inclination à les inquiéter. *Jean Sborowvsky*, Staroste d'Odolanow se tourna vers Montluc évêque de Valence, & lui dit : « Si » vous autres ambassadeurs François n'eussiez » accepté ces conditions de la part de vos prin- » ces, (il parloit de Charles IX & de son fre- » re) celui-ci n'auroit pas été élu ; car nous » nous y serions opposés ». *Henri* demanda de quoi il étoit question, « Sérénissime Roi, re- » prit le bon Sarmate, je disois que, si vos » ambassadeurs n'avoient pas accepté cette con- » dition en votre nom au sujet des dissidents » en fait de religion, notre opposition vous » auroit empêché d'être élu roi ; & même » si vous ne la confirmez, vous ne serez » jamais roi de Pologne ».

Les
premiers
rois ren-
doient la
justice
par eux-
mêmes.

2. Quoi qu'il en soit, l'histoire prouve que dans les premiers temps les rois de Pologne jouissoient du pouvoir législatif, & qu'outre cela ils administroient la justice par eux-mêmes. On les voyoit passer continuellement d'une province à l'autre, pour y décider les cas civils ou criminels, en terminant les différends de leurs sujets. C'est de là que vient l'institution de tant de charges multipliées & répétées dans chaque palatinat & dans chaque territoire ; charges dont la noblesse prend encore aujourd'hui les titres avec empressement, quoiqu'elles ne donnent plus pour la plupart aucune fonction intéressante. Toute contrée où le roi établissoit son tribunal pour quelques jours, étoit obligée de le nourrir, de le défrayer & de lui procurer des personnes qui, pendant ce temps, pussent le servir selon sa dignité : ainsi l'échan-

fon , le pannetier , le chambellan , le veneur du lieu & autres officiers semblables avoient leurs devoirs à remplir.

3. Avec le temps , cette justice ambulante fatigua les rois ; leur autorité qui s'accroissoit insensiblement leur fit souhaiter de diminuer leurs courses & leurs occupations. *Henri de Valois* fut le premier qui témoigna le plus ouvertement son impatience là-dessus. « Par ma » foi , s'écria-t-il un jour qu'il étoit las de la » besogne , ces Polonois n'ont fait de moi » qu'un juge ; si Dieu n'y met la main , ils me » feront bientôt avocat ». Son successeur *Etienne Battori* , pour s'exempter de porter un fardeau si rebutant , créa des tribunaux supérieurs , & ne se réserva que la connoissance des principales causes qui l'intéressoient. Les autres qui sont venus après lui , renchérirent sur son indolence à cet égard , en laissant peu à peu passer toute la juridiction au pouvoir de la noblesse & du clergé. C'est là l'époque de la décadence des rois de cette vaste monarchie ; car en perdant le droit de punir , ils ont perdu le moyen de faire véritablement respecter la majesté du trône.

Etablis-
sement
des tribu-
naux.

4. Un traité du droit civil de Pologne ne feroit ici qu'un ouvrage déplacé. Il suffira d'examiner en général l'esprit des loix de cette république , qui semblent au premier coup d'œil asfurer le bonheur de l'homme , en le rapprochant de l'égalité que la nature met ordinairement dans la composition de chaque espece. D'ailleurs elles n'annoncent que clémence & modération ; elles ne connoissent presque point les grands supplices , parce que les grands cri-

Beauté
des loix au
premier
d'œil.

mes, si fréquents dans les autres climats, n'ont jamais eu guere lieu chez cette nation fougueuse en apparence, mais en effet très-douce & très-humaine.

Vices
réels de
ces loix.

5. Mais si l'on veut approfondir les choses, on trouvera que plusieurs d'entre ces mêmes loix sont mal conçues, qu'elles manquent toutes de vigueur; & que par conséquent on ne doit point s'étonner si les Polonois sont tombés dans une espece d'anarchie qui semble annoncer leur ruine. En effet l'affoiblissement & le trouble, que tant d'abus accumulés excitent dans le sein de l'état, ne lui laissent aucuns nerfs pour résister aux insultes du dehors.

6. C'est par exemple une foiblesse prodigieuse des loix de Pologne, que d'y admettre qu'aucun noble ne pourra être arrêté pour quelque crime que ce soit, à moins d'avoir été convaincu juridiquement, ou que quand on l'aura pris en flagrant délit. Il n'est personne qui ne voie clairement que cette affreuse prérogative est une source d'impunités pour les coupables, & de troubles nuisibles au repos de la société. Le roi est pourtant obligé de jurer, dans les *pacta conventa*, l'observation d'une maxime si contraire à la raison & à la bonne police.

7. Autre principe également pernicieux: « *Nemine instigante, reus absolvitur* ; le coupable est absous, dès qu'aucun particulier ne le pour-
» suit en justice ». On a tué mon frere, emprisonné ma sœur, brûlé ma maison; une indolence naturelle, la pauvreté ou quelques autres motifs m'empêchent d'intenter un procès qui nuirait à ma tranquillité ou à ma fortune, & mon silence fait taire les tribunaux, parce qu'ils

qu'ils n'ont point d'officiers qui , dans un cas semblable , se chargent de la vengeance publique. Dès-lors le criminel va le front levé , & les loix contre les meurtriers & les incendiaires deviennent inutiles.

8. Par une suite inévitable du manque de vigueur qu'on reproche avec fondement aux loix polonoises , l'exécution des décrets ou sentences juridiques d'un tribunal , produit quelquefois des désordres , que l'on ne sauroit se figurer dans les pays où la bonne police regne. Un puissant adversaire s'est emparé de mon bien , la justice décide en ma faveur ; mais pour cela l'usurpation n'est pas terrassée. Il faut que , le décret à la main , j'assemble des troupes , & que j'aie , si je le puis , forcer ma partie à se conformer à la condamnation ; faute de quoi je cours risque d'être long-temps privé de la jouissance , que mon gain de cause sembloit m'assurer. On en a vu un exemple assez récent dans la guerre que la succession du prince Jacques Sobieski a causée entre le prince Radzivil grand général , & le feu comte Turlo palatin de Sandomir.

9. On pourroit faire un nombre infini d'observations de cette nature , mais le détail en seroit trop long : il convient maintenant de dire un mot des principaux tribunaux de la république. On en distingue deux , l'un de la couronne & l'autre du grand duché , tous deux supérieurs , & dont les décrets ne souffrent d'appel qu'à la diète générale : encore cet appel ne peut-il avoir lieu que dans des cas rares , ainsi que nous l'expliquerons plus bas.

10. Aucun des tribunaux en question n'est perpétuel ; les membres qui les composent , &

Tribunaux supérieurs.

qui portent le titre de députés , sont choisis par les diétines , qui tiennent pour cet effet tous les palatinats & tous les territoires de la république. D'où il suit qu'un territoire , dont la diétine est rompue , n'a pour cette fois nul député de sa part au tribunal : ce qui n'empêche pourtant pas qu'on n'y juge les procès de ceux qui n'y ont point de membres.

11. Dans la composition du premier tribunal , outre les députés de l'ordre équestre , il y a aussi des députés ecclésiastiques nommés par les chapitres des églises cathédrales. Il est vrai qu'en Lithuanie il n'y a point de député de l'ordre ecclésiastique : néanmoins , comme il y arrive souvent , de même qu'au tribunal de la couronne , qu'on y débat des causes qui peuvent intéresser le clergé , on y nomme un maréchal à part pour cette partie respectable de la société , dont il doit , quoique séculier , protéger spécialement les affaires , autant que l'équité le lui permet.

12. Les députés séculiers choisissent entre eux , à la pluralité des voix , un chef ou premier magistrat , qui prend le titre de maréchal du tribunal. Les députés ecclésiastiques ont aussi à leur tête un autre premier magistrat , que l'on appelle président , & qui est tiré du corps des chanoines de Gnesne. Ce maréchal & ce président n'ont guere d'autres avantages , que l'honneur de diriger une assemblée , qui tient entre ses mains la fortune & le repos des citoyens de la république , & le privilege d'avoir deux voix dans les délibérations , lorsque chaque député n'en a qu'une. D'ailleurs ces charges de maréchal , de président ou de dépu-

tés n'ont aucun salaire qui leur soit attaché.

13. Chaque tribunal suprême dure quinze mois. Celui de la couronne tient, pendant la moitié de cet espace de temps, ses séances à *Petrikow* dans la grande Pologne, & pendant l'autre moitié à *Lublin*, où les affaires de la petite Pologne peuvent être plus aisément rapportées. Celui de Lithuanie s'assemble toujours en été à *Wilna*, en hiver tantôt à *Nowogorod* & tantôt à *Minsko*, suivant une alternative établie par les loix entre ces deux dernières villes.

14. Comme la pluralité des voix décide tout dans ces sortes de tribunaux, les loix ont sagement prévu que, parmi tant de juges, dont la dignité n'est qu'honorable, il seroit difficile qu'il ne s'en trouvât quelques-uns qui voulussent la rendre lucrative, & qui, en suivant le torrent de la foiblesse humaine, ne se laissassent gagner par des présents ou par d'autres avantages, qu'on leur promettoit. Elles ont donc ordonné que chaque membre de ce tribunal, pour y pouvoir siéger, prêteroit le serment, dont voici la formule. « Je jure que je jugerai selon
» Dieu, le droit écrit & l'équité; que, sans aucun
» esprit de prévention ou de partialité, j'admet-
» trai les preuves du riche & du pauvre, de l'ami
» & de l'ennemi, du citoyen & de l'étranger;
» que je n'aurai jamais égard à la faveur ni à la
» haine, aux présents ni aux menaces de per-
» sonne : en outre je jure que ni l'ambition,
» ni la passion ne m'ont fait briguer la place que
» j'occupe : ainsi Dieu me soit en aide & la
» sainte croix de Jésus-Christ †.

Les députés de Volhynie, de Marienbourg & de Poméranie ajoutent, en vertu d'une or-

donnance particuliere , « qu'ils ne sont clients » d'aucun grand seigneur ». Ceux de Lithuanie vont encore plus loin , car ils finissent en disant : « Si je jure avec vérité , puisse la sainte » Trinité m'être toujours en aide : mais si mon » serment est faux , que Dieu fasse périr mon » corps & mon ame ».

15. Malgré cette précaution , on ne laisse pas de voir dans ces tribunaux des abus comme par-tout ailleurs. L'un des plus considérables est que les grandes maisons s'emparent tellement des tribunaux , qu'elles y exercent souvent un despotisme avéré. On a des procès , on veut abattre ses ennemis ou du moins les humilier , rien de mieux pour y réussir que de travailler dans les diétines à donner l'exclusion aux gens dont on se défie , & à faire nommer des créatures qui plieront la regle au gré des leçons qu'on leur dictera. Le coup devient encore plus certain , lorsqu'après s'être assuré des députés , l'on fait élever à la dignité de maréchal du tribunal , un homme actif , audacieux , intelligent & dévoué au parti qui le met en mouvement. Cette étude si capable de renverser l'égalité républicaine , fait la principale occupation des seigneurs polonois. Par-là on peut juger combien une bonne réforme seroit nécessaire : mais cette même réforme fournira toujours un moyen de rupture infailible pour les dietes générales , dès que l'état des choses permettra de la proposer avec adresse , & de la faire craindre par degré aux factions , dont elle affoiblirait la prépondérance.

16. Il est certain qu'un maréchal du tribunal , bien choisi & nommé à propos , devient

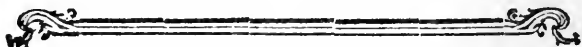
un personnage important : aussi voit-on que , dans l'idée de parvenir à cette charge , (dont l'accès ne leur est point fermé par les loix ,) les sénateurs ne dédaignent pas d'employer toutes sortes de moyens pour être mis du nombre des députés : chose en quoi les constitutions montrent une espece de bifarrerie , puisqu'elles interdisent aux mêmes sénateurs la qualité de nonces pendant la diète. Cependant cette dernière qualité est bien plus honorable que l'autre ; car un nonce est en quelque maniere l'arbitre du sort de la république , au lieu qu'un député n'est que l'arbitre du sort des particuliers. Au reste , comme les maréchaux des tribunaux , pour se ménager de grands succès , sont obligés de faire de grandes dépenses , sur-tout en tenant table ouverte , ceux qui les emploient ne manquent point de leur fournir sous main de quoi remplir avec splendeur leur carrière de quinze mois.

17. Non-seulement le maréchal , mais aussi tous les députés jouissent d'une considération infinie : leurs personnes sont sacrées , & malheur à quiconque leur feroit la moindre insulte , car il y va de la tête sans rémission. Tel dont le nom n'étoit jamais sorti de son hameau , ou dont les qualités & la fortune n'avoient été long-temps qu'un objet de mépris , devient subitement , à l'abri de cette dignité , celui des complaisances les plus marquées & des hommages les plus humbles. On voit , & j'ai souvent vu les premiers membres de la république s'abaisser devant eux avec un air d'assujettissement , dont le député doit rire dans son cœur pour peu qu'il soit homme d'esprit.

18. Causes civiles ou criminelles , celles où

les intérêts du clergé sont mêlés avec ceux des séculiers , tout est du ressort des tribunaux supérieurs. Il faut cependant en excepter les crimes de leze-majesté , de rébellion , de péculat , du trésor & autres semblables , dont la connoissance & la punition appartiennent souverainement à la diète. On excepte aussi les causes purement bénéficiales & les spirituelles , comme celles qui concernent l'administration des sacrements , la validité des mariages & la discipline ecclésiastique , qui sont des choses entièrement dévolues au tribunal de la nonciature : car il faut savoir que le nonce du pape est non-seulement ministre public en Pologne , mais qu'il y exerce encore une juridiction très-étendue.

19. Telle est la nature des principaux tribunaux du royaume & du grand duché. Il y en a beaucoup d'autres qui sont épars dans les provinces & qui relevent de ceux-ci ; mais il y en a quelques-uns qui n'en relevent point , & dont les jugements roulent sur des objets d'une moindre étendue. Ce qu'on a dit touchant cette matiere dans ce chapitre & dans divers endroits des chapitres précédents , suffit pour un ouvrage , qui ne doit donner qu'une idée générale de la Pologne.



CHAPITRE XIII.

De la milice & des forces militaires de Pologne.

1. **L**ES Polonois faisoient autrefois trembler les Allemands , les Moscovites , les Suédois & les Tartares : aujourd'hui les choses ont changé

Leur décadence.

de face , & la république se trouve foible contre le moindre de ses voisins. Il y auroit de l'erreur à s'imaginer que le mal vient d'un changement survenu dans l'espèce des hommes qui habitent le pays. Naturellement ils sont encore aussi braves qu'ils l'étoient dans les temps heureux où la victoire les suivoit par-tout , & où ils faisoient autant craindre leur haine , qu'ils rendoient leur amitié désirable. C'est donc dans plusieurs autres sources qu'il faut chercher les causes de leur décadence.

2. En premier lieu , l'abaissement de la puissance royale diminua par degré la vigueur de ce grand corps. Plus le chef accordoit de prérogatives aux membres , & moins ils étoient portés à le seconder. La liberté ne songeoit qu'à s'affermir ; & pour le faire avec quelque ombre de raison , elle multiplioit les diètes & les autres assemblées publiques , d'où il suivoit que , pendant que les Polonois perdoient , dans de vaines délibérations , un temps précieux , dont ils auroient dû profiter pour se ranger sous leurs drapeaux , l'ennemi les battoit en détail , & les accoutumoit insensiblement à porter le triste nom de vaincus.

3. En second lieu , les démembrements considérables que la république a essuyés , l'ont beaucoup affoiblie. Les palatinats de Smolensko & de Czernichow , la meilleure partie de ceux de Braclaw , de Kiowie & de Livonie , avec le district de Starodoubow & la plus grande partie du pays des Cosaques sont entre les mains des Moscovites , qui tenant encore sous le joug la Courlande & le Sémigalle , dérobent aux Polonois , les secours qu'ils pourroient tirer de pra-

vinces si belliqueuses. La Prusse ducale & presque toute la Poméranie soumises au pouvoir de la maison de Brandebourg ; la ville & le territoire d'Elbing , les districts de Drahim livrés par hypothèque à cette même maison ; enfin les Wallaques , les Moldaves , autrefois vassaux de la couronne & présentement asservis aux Turcs , deviennent pour l'état autant de principes d'exténuation & de défiance au milieu des dangers.

4. En troisième lieu , l'argent , nommé à juste titre le nerf de la guerre , manque de plus en plus en Pologne. Le trésor public depuis plus d'un siècle se trouve assez mal administré , les mines sont abandonnées , il semble qu'on n'ait conservé le droit de battre monnaie , qu'après avoir juré de ne le mettre jamais en œuvre. Outre cela le commerce tombe de jour en jour dans une langueur extrême : car les habitants de Dantzic venoient jadis chercher dans le pays le bled & les autres marchandises qu'il produit , & maintenant on les leur porte. Ainsi quand ils tiennent le vendeur chez eux , ils lui font la loi , étant bien persuadés qu'il ne s'en ira pas pour ne pas grossir à pure perte les frais & les peines de son voyage , en remontant la Vistule avec sa cargaison. Cet homme qui ne vend plus ses effets qu'à un prix fort médiocre & au-dessous de leur valeur , en laisse presque toujours la meilleure partie dans Dantzic , où il achete très-chèrement des étoffes , des épices , des liqueurs & d'autres choses pareilles , que sa situation ou son goût lui rendent nécessaires. Enfin pour comble d'appauvrissement , le luxe en Pologne est porté au dernier excès. Chaque

année les vins de Hongrie, les autres vins étrangers, les meubles, les modes de France, d'Angleterre & du reste de l'Europe, même de la Perse, de la Turquie & de la Chine, font disparaître des sommes immenses; tellement que l'argent qui rentre ne sauroit plus être balancé avec celui qui sort. De là il suit que l'idée d'augmenter les troupes, par le moyen d'une nouvelle contribution, effraie également les grands seigneurs qui ne songent qu'à vivre avec éclat, & les simples gentilshommes qui souvent n'ont guere de quoi subsister.

5. En quatrieme lieu, cet appauvrissement interne empêche qu'une foule prodigieuse de gentilshommes puisse avoir des armes & des chevaux, comme ils en avoient autrefois, pour être prêts à marcher dès que le bien de la patrie peut le demander. Par une suite du même désordre, les revues de la noblesse n'ont plus lieu, & on laisse tomber plusieurs autres établissemens qui nourrissoient son humeur guerriere; de sorte que, si l'on convoquoit aujourd'hui l'arriere-ban, plus de la moitié de cette multitude n'offriroit qu'un ramas de gens désarmés, aussi peu capables de bien entendre le commandement d'un chef que de le bien exécuter, c'est ce dont on a la preuve complete dans chaque diete d'élection.

6. En cinquieme lieu, cet enchaînement d'abus s'entretient au dedans par la jalousie des grandes maisons, qui sentent que le bon ordre rétablirait l'égalité républicaine; & au dehors par l'adresse des puissances voisines qui trouvent leurs intérêts dans le cahos des affaires de la Pologne. Pour y rien négliger, ces dernieres savent

trop bien que , si la république pouvoit s'arranger , & mettre à profit ses forces naturelles , elle deviendrait bientôt aussi formidable que respectable. C'est-là l'origine de la rupture de tant de diètes; c'est-là ce qui rend presque toujours inutiles les sages efforts des vrais patriotes. L'accord manque, la cupidité triomphe, & il ne reste à la vertu que la triste satisfaction de gémir sur l'opprobre des uns & sur l'aveuglement des autres.

7. En sixieme lieu , par un funeste attachement à leurs anciennes coutumes , les Polonois s'arment & font la guerre aujourd'hui , comme leurs ancêtres la faisoient il y a deux siècles, en quoi ils ont un désavantage infini ; car ils ne sont presque environnés que de voisins qui ont embrassé la nouvelle discipline , & qui par-là ont trouvé le moyen de se rendre redoutables. Mille exemples d'une valeur singulière prouvent certainement qu'en fait de courage , la nation ne le cède à aucune autre : mais on la surpasse aisément par l'assemblage des causes qui viennent d'être expliquées & qui forment un tableau nécessaire pour la bien connoître.

Des gé-
néraux.

8. On a vu par ce que nous avons eu occasion de dire des armées de la république , qu'il y en a deux , celle de la couronne & celle du grand duché. Elles sont tellement distinctes que chacune campe séparément , & ne connoît que ses officiers , dont chacun dans un jour de bataille peut donner à son corps les ordres qu'il croit les plus propres à concourir au plan arrêté dans le conseil de guerre , & il ne doit compte de sa conduite qu'à la diète générale.

9. Chacune de ces armées a son grand & son

petit général qui campent le premier à sa droite & le second à sa gauche. Le roi, en les nommant leur donne un bâton de commandement, qui est une espece de massé d'armes fort courte, terminée par une pomme d'argent ou de vermeil & souvent enrichie de pierreries. Ils ne s'en servent point : mais un officier à cheval porte levée devant eux une grande lance à fer pointu, ornée de plumes ou de rubans placés au-dessous d'une boule faite d'une étoffe riche : mais si le roi étoit en personne à l'armée, cette marque d'autorité, que les Polonois appellent *Bunczuk*, se porteroit devant sa majesté, & celle des généraux seroit couchée le long du cou des chevaux de ceux qui sont préposés à cet emploi.

10. La puissance de ces généraux à l'armée est sans bornes & leur tribunal est indépendant du roi même. Le grand général a droit de vie & de mort sur toutes les troupes. C'est lui qui regle les quartiers d'hiver & les garnisons. Il sera bon d'observer que les troupes polonoises n'ont ni étapes, ni commissaires, ni routes, de sorte qu'un officier, qui change de garnison, s'y rend par le chemin qu'il choisit, & fait vivre sa troupe aux dépens du pays. La crainte qu'il a d'irriter les nobles, fait que les biens ecclésiastiques & ceux des Starosties sont seuls exposés à la rapine du soldat, sans que cela diminue la rigueur avec laquelle on préleve des impôts : c'est sur ces impôts des biens ecclésiastiques, starostiques & royaux qu'on prend les appointements des généraux, qui sont pour les grands de soixante mille & pour les petits de quarante mille livres de France.

11. Il convient maintenant de faire voir l'é- De la
milice.

De la
cavalerie
natio-
nale.

rat actuel de la milice des Polonois. Leur noblesse ne sert presque point dans l'infanterie, à moins que ce ne soit en qualité d'officiers. Un gentilhomme, qui embrasse le métier de simple soldat, est regardé parmi eux comme un déshonoré ou comme un libertin. La cavalerie nationale est donc sans contredit le premier corps de milice. Elle se partage en *Uszarts & Panczernik*, auxquels on peut ajouter les *Peteores* connus dans les troupes de Lithuanie. Tous ces corps sont composés de gentilshommes, honorés du nom de *Towwarzijz*, qui veut dire *camarades* : aussi les généraux en font-ils tant de cas qu'ils en admettent même les particuliers à leur table. Chacun d'eux peut avoir jusques à trois valets, qui sont armés & combattent comme leurs maîtres : on donne à ces valets guerriers le nom de *Pacolets* ou celui d'*Osiadacz*.

12. Quoique ces *Pacolets* des compagnies polonoises ne soient par leur institution que des roturiers, on ne laisse pas de voir souvent parmi eux quantité de pauvres gentilshommes. Chaque *Towwarzijz* paie les siens suivant l'accord qu'ils ont fait ensemble. Il faut remarquer que, plus un *Towwarzijz* a de *Pacolets*, plus il tire d'argent de la république : néanmoins la solde est toujours fort médiocre ; & il seroit impossible à un gentilhomme de s'entretenir lui-même, s'il n'avoit quelqu'autre bien d'ailleurs.

13. Ces compagnies sont armées de sabres, de haches, de mousquets & de pistolets. Elles forment une excellente cavalerie, sur-tout pour les coups de main où il faut de la vivacité. Les grandes victoires de *Sobiesky* sur les Turcs & les Tartares, ne peuvent être attribuées qu'à

cette espèce de troupes. Leur principal avantage est de l'emporter hautement sur les troupes irrégulières des Autrichiens & des Hongrois : ainsi qu'on l'a observé dans les dernières guerres de Bohême & dans plusieurs autres occasions.

14. Comme il y a des Tartares établis dans la Lithuanie, dans la Volhinie & dans l'Ukraine, qu'ils y vivent tranquillement depuis plusieurs siècles sous la protection de la république, ils sont obligés de la servir, & ils la servent effectivement avec beaucoup de valeur & de fidélité, moyennant une paie assez médiocre. Ce sont gens de cheval, & armés à peu près de même que les compagnies polonoises.

Tartares au service de la Pologne.

15. La république a en outre quelques régiments de dragons, habillés, armés & disciplinés comme les nôtres, mais infiniment mieux montés : elle a aussi plusieurs régiments d'infanterie exercés à l'allemande. Toutes ces troupes rassemblées ne formeroient, tant pour la couronne que pour le grand duché, qu'un corps d'environ 18,000 hommes, quoique selon le *Komport* ou état de guerre, l'armée de la couronne dût être de 30,000 & celle de Lithuanie de 12,000 hommes.

Dragons & infanterie.

16. Les arséniaux & l'artillerie de la république sont en mauvais état : il n'y a pas moins d'abus dans cette partie que dans tout le reste des choses qui concernent l'armée. Quant aux forteresses, la Pologne est plus foible à cet égard qu'aucun autre pays du monde. *Kaminick*, cette place si vantée dans l'histoire, n'est réellement qu'une bicoque assez chétive, dont l'ignorance des Turcs & l'imbécillité du Sultan *Osman* ont

Artillerie & forteresses.

fait la renommée. *Bialocerkien*, que le peuple & les gentilshommes, qui n'ont jamais vu de meilleure place, regardent comme le boulevard de leur patrie du côté de l'Ukraine, auroit peine à tenir vingt-quatre heures contre un corps de deux ou trois mille grenadiers François ou Anglois. Divers seigneurs possèdent aussi des châteaux munis de quelques ouvrages, qui peuvent résister aux premières attaques des Tartares ou des Polonois lorsqu'ils s'entrefont la guerre. Quoi qu'il en soit, la nation en général n'aime point les villes fortifiées, parce qu'elle les regarde comme autant de moyens dont les rois peuvent se servir pour devenir maîtres absolus. Rien n'est plus commun dans la bouche de la noblesse que cette expression proverbiale, *fortalitia sunt fræna libertatis* : « les forteresses sont » les freins de la liberté ; & c'est une vérité dont on ne peut s'empêcher de convenir.

Arrière-
ban.

17. Autant l'armée de la république est foible, autant son arrière-ban formeroit une multitude redoutable, si les causes d'exténuation rapportées au commencement de ce chapitre, n'avoient déjà miné la vigueur de ce grand corps. Néanmoins, dans quelque abaissement que les choses soient tombées, la description de cette assemblée militaire, telle qu'on peut la convoquer encore aujourd'hui, ne laissera pas de montrer clairement quelles sont les forces & les ressources de la Pologne.

Convo-
cation.

18. Cette convocation n'a lieu que quand l'état est menacé d'un grand péril, encore faut-il, pour y procéder, que le sénat & l'ordre équestre aient donné leur consentement en pleine diète. Alors le roi expédie ses universaux

pour tous les palatinats , districts & territoires de la république. Ces sortes d'universaux s'appellent vulgairement : *Litteræ restium* , ou *lettres de cordes* ; & en polonois *Wici* , ou *lettres de perches ou de bâtons* : parce qu'on les porte , dans chaque canton , déployées & attachées au bout d'une perche avec une ficelle , pour les lire & les publier à haute voix dans les villes & les campagnes.

19. Selon l'usage ordinaire le roi doit donner , successivement dans l'espace de quatre semaines , trois universaux pour la convocation de l'arrière-ban : mais il arrive souvent qu'avec le consentement de la diète , il n'en envoie que deux , sur-tout si le danger est pressant. Aussitôt tous les tribunaux se taisent , les procès civils ou criminels qu'on y avoit entamés demeurent suspendus jusqu'à la fin de l'expédition. Il n'y a plus que les jugements rendus par le roi à la tête du sénat & la justice militaire qui soient en vigueur.

20. Toute la noblesse de chaque canton s'assemble sous ses drapeaux & passe en revue devant son palatin , devant son castellan , ou devant quelque autre dignitaire préposé par les supérieurs. Ensuite elle marche vers le rendez-vous général , indiqué par les universaux. Comme la marche d'une si grande troupe de gentilshommes , portés la plupart du temps à la licence la plus effrénée , ne sauroit guère manquer d'entraîner avec elle quantité de troubles & de ravages , les loix ont fait à ce sujet de fort belles ordonnances , qui sont plus ou moins exactement observées , selon le génie & le caractère des chefs.

21. Voyons maintenant les personnes assu-

Le roi

doit aller
à l'arrière-
ban.

jetties à suivre une expédition d'arrière-ban & celles que les loix en exemptent. Le roi doit s'y trouver : *Alexandre* l'un des Jagellons étoit malade, la noblesse protesta qu'elle ne sortiroit point de chez elle, si ce prince ne se mettoit en marche ; & il fut contraint d'obéir, malgré le danger qui menaçoit sa santé & même sa vie. Il n'est pas douteux néanmoins que les sujets ne consentissent à mitiger, dans l'occasion, l'austérité de cette règle, en faveur d'un prince qui auroit su gagner leur cœur & mériter leur attachement.

Du général de l'arrière-ban.

22. Quoique le roi soit chef né de l'arrière-ban, il peut en créer général tel officier qu'il juge convenable : mais cela ne le dispense point de partager les périls & les fatigues de l'expédition. Quelquefois aussi la nomination d'un général, en pareille conjoncture, cause de grands débats : car s'il est Polonois, les Lithuaniens sont gens à refuser de lui obéir, & s'il est Lithuanien, son commandement ne trouve guere plus de soumission chez les Polonois. On en a vu des exemples à l'égard de *Charles Chodkivick* & de *Stanislas Lubomirski* sous le regne de *Sigismond Auguste*. D'ailleurs quoique la dignité en question ne soit que passagere, un roi prudent ne peut la conférer qu'à un seigneur dont la fidélité lui est connue, puisque rien ne lui est plus facile que d'en abuser contre son prince.

Personnes sou-
mises à
suivre
l'arrière-
ban.

23. Tous les nobles en général, tant dignitaires, que simples gentilshommes, doivent prendre part à cette expédition : on n'en excepte que ceux qui sont trop jeunes ou trop vieux ou malades : encore faut-il que, suivant leurs facultés, ils y envoient un certain nombre de fantassins

taffins armés, habillés & munis de provisions nécessaires. Le clergé même doit fournir des soldats, mais avec cette différence, qu'en Pologne il n'en fournit que des biens qui peuvent passer en héritage, au lieu qu'en Lithuanie les bénéfices mêmes ne jouissent d'aucune exemption.

24. On excepte pour leur personne, les ministres envoyés dans les cours étrangères & les gens dont les charges demandent une résidence actuelle, dans l'endroit où le bien public les a placés : mais ils ne laissent pas d'être assujettis à fournir plus ou moins de fantassins selon l'évaluation de leurs richesses. Les loix entrent à cet égard dans un détail immense, qui montre que les anciens Polonois pensoient juste, en faisant voir quelle attention ils donnoient aux besoins de leur patrie. Leur zele & leur prévoyance alloient si loin, qu'ils ont même songé à tirer parti des nobles arrêtés pour quelque crime qui ne mérite point la mort. La constitution de 1621, veut qu'ils figurent comme les autres dans l'arrière-ban, & qu'après l'expédition finie, ils soient remis en prison pour subir les peines dues à leur mauvaise conduite. Mais il y a un usage qui tempere la rigueur de cette ordonnance & qui ne sauroit manquer de produire un bon effet ; car on absout le coupable, on le rétablit dans ses droits & dans ses honneurs, s'il se signale par des actions de valeur ; d'où il suit que, pour peu qu'il reste de sentiment à un homme dans cette conjoncture, l'idée de recouvrer ses biens, sa liberté & sa gloire, doit lui faire faire des

Personnes qui en sont exemptes, & comment ?

efforts qu'une situation tranquille obtient rarement du commun des hommes.

25. La confiscation des biens , la dégradation de la noblesse & l'infamie , sont les seules peines que les loix ont statuées pour les gentilshommes qui , devant se trouver à l'arriere-ban , n'y paroîtroient pas , ou pour ceux qui en désertent. On a jugé sagement qu'un opprobre perpétuel formeroit pour des gens bien nés une punition plus effrayante que la mort. Quant à la désertion , elle est d'autant plus criminelle , que cette noblesse , sans son consentement , ne peut rester assemblée plus de six semaines ni s'éloigner des frontieres à plus de trois lieues : dernier privilege qui est encore plus étendu pour les Lithuaniens , qu'on ne peut jamais contraindre à sortir des terres de la république , s'ils ne s'y décident volontairement.

26. Selon les divers dénombrements que j'ai vus , l'arriere-ban de la couronne & du grand duché peut mettre sous les armes 250,000 gentilshommes à cheval & plus de 100,000 fantassins. Une multitude si prodigieuse & naturellement si brave devoit faire des merveilles ; mais pour parler d'après *Starwolsky* fameux auteur polonois , cette même multitude , en se voyant réunie sous les armes , s'énorgueillit de ses forces & prend des sentiments audacieux contre le roi & contre le sénat. C'est ainsi que l'esprit de mutinerie fait souvent évanouir l'idée de bien public. De plus , quoique le pays soit si abondant qu'il suffiroit pour nourrir trois ou quatre fois plus d'habitants qu'il n'y en a , l'arriere-ban se trouve ordinairement affamé au bout de quel-

ques jours , parce que les magasins & l'administration des vivres y font des choses presque inconnues. Le cavalier & le fantassin consomment bien vite les provisions qu'ils ont apportées. N'ayant alors plus rien , chacun pille à droite & à gauche ; & ainsi dans une semaine on ruine des ressources , que le bon ordre auroit pu faire durer pendant plusieurs mois. Enfin la disette & la misère dissipent ce grand corps la plupart du temps sans qu'il ait vu l'ennemi , & quelquefois aussi à la veille des succès les plus flatteurs. *Piasiecki* , autre écrivain polonois , remarque avec raison sur ce sujet , que le cortège & l'attirail immense des moindres de ses compatriotes , dans de semblables expéditions , anéantissent tout le fruit qu'on en pourroit attendre. Tant de bouches , tant de chevaux & tant de chariots inutiles ne sauroient qu'accélérer la dévastation des pays & rendre la guerre malheureuse.

27. Pour ne rien oublier d'important touchant les forces de la Pologne , il convient de donner quelque notion des Cosaques , qui anciennement lui ont rendu de grands services & qui lui en rendroient encore , si la tyrannie & le mauvais gouvernement ne les avoient contraints de secouer le joug , & de passer sous une autre domination : tellement que la république n'en a plus qu'une poignée , pendant que tout le reste obéit aux Moscovites.

28. On ne sait pas bien quelle a été l'origine de ce peuple : mais l'opinion la plus vraisemblable est que ce ne fut d'abord qu'un ramas de payfans , qui s'enfuyant de diverses provinces trop exposées aux irruptions des Tartares , cherchent une retraite dans les isles du *Boristhene* ,

autrement dit *le Nieper*. Les cataractes du fleuve, les rochers affreux dont ces îles sont bordées, leur faciliterent le moyen de résister aux cruels ennemis qui les poursuivoient. Ils eurent même le bonheur de remporter quelques avantages, & les dépouilles des vaincus leur donnerent du goût pour le métier de la guerre.

Leurs forces.

29. Leur nombre s'accrut bientôt, jusqu'au point de les mettre en état d'achever des entreprises considérables. Souvent il leur est arrivé de s'emparer des galeres Turques dans la mer noire, & de ravager les campagnes des environs de Constantinople. L'attrait du butin rendoit ces sortes d'expéditions fréquentes parmi eux. Leur audace les faisoit réussir : ils s'embarquoient sur le Boristhene, dans de petits bateaux légers, aux flancs desquels ils attachoient plusieurs gros paquets de roseaux qui, ne pouvant aller au fond de l'eau, leur servoient de refuge & de soutien, lorsque quelques-uns de ces bateaux s'enfonçoient par un coup de tempête ou par quelqu'autre accident. C'étoit ainsi que cette troupe grossiere bravoit les orages & revenoit presque toujours victorieuse. Le sultan Amurat I, avoit coutume de dire que la haine des princes chrétiens ne l'empêchoit pas de dormir tranquillement ; mais que les Cosaques, qui n'étoient que le rebut des Polonois, lui causoient souvent de fort mauvaises nuits.

Avantages que leur font les Polonois.

30. Tant de succès contre les Turcs & les Tartares firent connoître aux rois & à la république de Pologne l'avantage qu'on pouvoit tirer de cette milice. On leur donna en conséquence des villages & de grandes terres dans l'Ukraine, avec la forteresse de Treckremirow, où leur géné-

ral faisoit sa résidence. On leur permit d'avoir des drapeaux & on leur accorda plusieurs privilèges, outre que leurs principaux officiers eurent des pensions.

31. La plus probable étymologie de leur nom est celle qui le dérive du mot Esclavon, *Kosa*, qui signifie une faulx, parce que ces peuples n'avoient pour armes que des faulx, quand ils se réfugioient dans les isles du Boristhene.

32. Leur accroissement a été si prodigieux, qu'on les a vus donner aux Polonois des renforts de trente mille hommes; & lever ensuite contre eux des armées de 200,000 combattants, lorsqu'ils se révolterent sous la conduite de *Bohdan Chmielnicky*. Habiles & endurcis aux fatigues les plus grandes, ils ne savent ni craindre le danger, ni gémir dans le malheur. Au reste il faut avouer qu'ils sont d'une férocité inexprimable. L'amour du brigandage leur est si naturel, qu'ils ne peuvent s'accoutumer à la vie religieuse, dont la domination Moscovite leur fait une loi. J'en ai vu plusieurs, tant vieux que jeunes, qui s'attendrissent jusques aux larmes, en chantant dans leur langue les ravages & les violences que leurs ancêtres ont exercés dans diverses provinces de l'orient & du nord, c'étoit-là le siècle d'or pour eux.

33. Ils sont tous cavaliers, mais encore meilleurs fantassins. Quelques-uns d'entr'eux portent des arcs & des fleches dont ils se servent pour le moins aussi bien que les Tartares: mais le grand nombre est armé de sabres & de mousquets. Comme ils traînent beaucoup de chariots à leur suite, ils s'en servent dans les occasions périlleuses, pour fortifier une enceinte qu'ils

Leurs armes.

appellent *Tabor* : & on les a souvent vus , derrière ces retranchements , faire tête à des armées nombreuses & sortir heureusement des plus grands embarras.

Leur religion.

34. Attachés au rite grec schismatique , ils vivent dans la superstition & dans l'ignorance la plus profonde , quoique naturellement ils aient de l'esprit & de l'adresse. Leurs magistrats ne sont gueres considérés , & il n'y a chez ce peuple belliqueux que les charges militaires qui puissent donner du lustre.

Leurs chefs.

35. Le premier personnage entre les Cosaques est le général , qui pour seule marque de dignité portoit autrefois un bâton de commandement fait de roseaux entrelacés. Lorsque la nation vouloit élever quelqu'un à cette place d'honneur , elle s'assembloit en foule , elle mettoit le candidat au milieu du terrain qu'elle occupoit , & chacun lui jetoit son bonnet à la tête , en faisant des acclamations tumultueuses , c'étoit toute la cérémonie : mais maintenant les Moscovites y mettent plus de dignité. Quoi qu'il en soit , ce chef a de grands droits & peut vivre avec splendeur : mais malheur à lui s'il abuse de son autorité , car comme il n'est environné que de gens turbulents & farouches , sa chute ne peut manquer d'être terrible. Après lui vient le lieutenant général , ensuite quatre conseillers de guerre nommés *Assaviely* , & enfin les autres officiers plus ou moins respectés suivant leurs grades.

Diverses
sortes de
Cosaques.

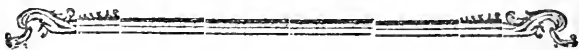
36. L'exactitude veut qu'on observe que les Cosaques dont on vient de parler , sont ceux qu'on appelle Zaporoviens , mot esclavon qui

signifie habitants des îles. Le pays qu'ils occupent a près de deux cents lieues. On en trouve d'autres au delà qui s'étendent dans le voisinage d'Azoph & de la Circassie, & qui s'appellent Cosaques du *Don*, parce que leurs habitations sont sur le bord du *Tanaïs*, autrement dit *le Don* par les peuples septentrionaux. Ceux-ci ont les mêmes mœurs & la même forme de gouvernement & ils n'ont été ni moins redoutables aux Tartares & aux Turcs, ni moins obstinés dans leur révolte contre les Czars de Moscovie leurs souverains naturels, que les premiers contre les rois de Pologne.

37. Aucune perte ne doit être plus sensible à la république que celle qu'elle a faite des Cosaques Zaporoviens. Il faut, sans hésiter, en accuser leur humeur brouillonne & inconstante : mais les Polonois eux-mêmes ne sont pas exempts de faute à cet égard. On voit en effet par leur histoire qu'ils n'ont jamais su trouver le juste tempérament de douceur & de sévérité, qui leur auroit convenu pour conserver ce peuple, & le forcer à être fidele en le rendant heureux. C'étoit tantôt une indulgence outrée pour des violences énormes, tantôt une rigueur insupportable pour quelques égarements qui ne peuvent manquer de temps en temps parmi une multitude. Quoi qu'il en soit, il est certain que ces Cosaques s'ennuient de la domination Moscovite ; & que si la fortune leur offroit une occasion favorable, ils reviendroient volontiers à leurs anciens maîtres : pourvu qu'une bonne capitulation les tranquillîât sur l'avarice & la tyrannie des seigneurs qui vivoient avec eux dans l'Ukraine. Mazeppa l'un de leurs généraux étoit sur le point de ter-

Utilité
des Cosa-
ques. Fa-
cilité de
les rega-
gner.

miner cette grande affaire, quand la défaite de Charles XII, auprès de Pultawa, fit échouer le projet.



CHAPITRE XIV.

Des droits & des prétentions de la Pologne.

Rouffet a déjà traité cette matière dans son grand ouvrage des *intérêts présents de l'Europe* ; mais, suivant sa coutume, il y a mis beaucoup de diffusion & néanmoins il y a oublié plusieurs choses assez essentielles, & s'en trompé d'ailleurs sur différents articles.

Droits
sur la Silé-
sie.

2. Les droits de la Pologne sur la Silésie sont absolument éteints, toutes les raisons alléguées par l'historien *Stanislas Lubienſki* ne les feront pas revivre. Plus de trois cents ans de possession parloient précédemment en faveur des rois de Bohême, & maintenant l'indifférence avec laquelle la république vient de voir passer ce duché sous la domination du roi de Prusse, témoigne clairement qu'elle n'y prétend plus.

Sur la
Walachie
& la Mol-
davie.

3. On en peut dire autant des principautés de Walachie & de Moldavie. Les peuples de ces provinces étoient autrefois sous la protection de la république, & leurs Hospodars comme vassaux, lui payoient de temps en temps un tribut, & recevoient de même des rois de Pologne l'investiture : mais ce droit qui n'a jamais été bien affermi, fut abandonné aux Turcs en 1618, par le traité de Bussa.

4. Il n'en est pas de même à l'égard de la Livonie. Les peuples de cette vaste province, accablés par les incursions du Czar Jean Basilide, se donnerent à la Pologne en 1561, du consentement de leur prince *Gothard Kettler*, grand maître des chevaliers porte-glaives : de là sont venues plusieurs guerres cruelles, où l'on a vu ruisseler tour à tour le sang des Polonois, des Suédois & des Moscovites. Ceux-ci devenus enfin les maîtres de la plus grande partie du pays sous le regne victorieux de Pierre le Grand, le conservent encore : mais la république n'a conclu jusques à présent aucun traité valable qui lui lie les mains, & qui l'empêche de soutenir ses prétentions quand l'occasion le permettra.

Sur la
Livonie.

5. Quant au duché de Courlande & de Sémigalle, pour peu qu'on veuille considérer la chose avec impartialité, l'on ne doutera point que la république n'y ait un droit des plus réels, non véritablement, comme les Polonois le pensent, pour changer la forme du gouvernement de cette province, & pour la réduire en Palatinat après l'extinction des hoirs mâles de la maison de *Gothard Ketteler*; mais pour empêcher qu'aucune autre puissance n'en saisisse la souveraineté, & pour retenir la nation dans les bornes qui conviennent à de fideles vassaux. Les *pacta subjectionis*, fameux traités conclus sous le regne de *Sigismond Auguste*, ne portent rien de plus; & ce seroit bien assez pour la gloire & le bonheur des deux pays, si l'on maintenoit constamment cet accord salutaire.

Sur la
Courlan-
de & le
Sémigal-
le.

6. La Pologne est certainement en droit de profiter des occasions favorables, qui lui permettront de recouvrer *Kiow*; l'Ukraine au-

Sur
Kiow,
l'Ukraine,
Nowogo-

red, Ser-
wiesky,
Smolens-
ko, & au-
tres pays
adjacents.

délà du Niéper, Serwiesky, Smolensko, & plusieurs autres pays considérables, que Jagellon avoit unis à la couronne, qui sont actuellement entre les mains des Moscovites. Si on lui allegue qu'elle les a cédés par des traités; elle répondra que ces traités lui ont été arrachés ou par la violence ou par des conjonctures malheureuses, & qu'elle n'a laissé passer aucune occasion d'y manifester son opposition, en protestant cent & cent fois contre leur teneur. Les Moscovites de leur côté ne cessent d'en fortifier la nullité, en ne remplissant point avec fidélité les pactes qui semblent leur en assurer la possession. Aussi voit-on que la république insere constamment dans les capitulations de ses nouveaux rois, qu'ils auront soin de lui faire rendre les provinces qu'elle a perdues, qu'elle désigne sous le titre général de membres arrachés.

Sur la
Prusse du-
cale.

7. En 1525, Albert, Margrave de Brandebourg, grand maître des chevaliers porte-croix, reçut du roi de Pologne Sigismond I, l'investiture de la Prusse ducale, à condition de prêter foi & hommage en qualité de grand vassal de la couronne. Les choses ont persévéré sur ce pied jusqu'au temps de l'électeur Frédéric-Guillaume qui, en vertu des pactes de Welau & de de Bigost, obtint en 1657 la possession de cette province en toute souveraineté pour lui-même & pour ses hoirs mâles. L'accord fut qu'en cas d'extinction, la suprématie reviendrait à la république, qui pour lors seroit obligée d'en conférer la principauté aux Margraves de Bareith & d'Anspach de la branche de Franconie, seulement à titre de fief, ainsi qu'on l'avoit fait précédemment en faveur d'Albert. Par ce détail il

est aisé de voir que les Polonois n'envisagent vulgairement qu'un droit mal entendu , lorsqu'ils prétendent traiter le roi de Prusse , comme on traite un vassal : car aux termes des pactes mentionnés , l'idée d'un pareil vasselage ne sauroit jamais tomber ni sur lui , ni sur aucuns descendants mâles de Frédéric-Guillaume en ligne directe , mais seulement sur des collatéraux , dont l'expectative occasionne un hommage éventuel , qui ne regarde en rien les souverains actuellement régnants. On ne sauroit nier que la suprématie & le vasselage ne soient deux choses parfaitement contradictoires dans la même personne & à l'égard du même terrain : or les monuments les plus sacrés prouvent que Frédéric-Guillaume a été reconnu seigneur suprême de la Prusse ducale avec le consentement de la diète de 1658 , & l'authenticité de cette reconnoissance fut telle que , sans qu'il survînt la moindre plainte de la part de la république , l'électeur fit frapper peu de temps après , au sujet de son nouvel état , quantité de médailles d'or & d'argent , dont la face porte une main céleste qui soutient une couronne illuminée par les rayons du soleil , avec cette légende autour , *donnée par Dieu* : plus bas se voient un sceptre & une épée qui sont passés en sautoir & liés d'un nœud de guirlande , avec cette souscription , *pour Dieu & pour le peuple* , Le revers présente les paroles suivantes : *Hommage rendu au prince Frédéric-Guillaume électeur de Brandebourg , seigneur suprême de la Prusse* , le 18 Octobre 1663.

8. Un droit plus réel , quoique simplement honorifique , est la suprématie conservée jusques à présent sur les cantons de Bitow & de Lawen-

Sur les
districts
de Bitow
& de Lawen-
bourg.

bourg, pays assez important par sa situation, qui s'étend à la mer Baltique dans le voisinage de Dantzic. Il est sûr qu'à l'égard de ce pays, le roi de Prusse doit passer pour vassal de la couronne de Pologne; mais d'une façon peu onéreuse pour lui: car il n'est obligé ni à prêter serment, ni à payer tribut, & toute sa sujétion se borne à reconnoître le domaine direct de la république, ainsi que le montrent les pactes de Welau & de Bidgost déjà cités. Quelques auteurs Polonois, & entre autres M. Dembrowsky évêque de Ploczko, ont écrit que l'état a le droit de retrait sur les districts dont il est question ici, & que par conséquent aussitôt qu'on seroit d'accord on pourroit les racheter moyennant une certaine somme: mais c'est une erreur manifeste, car en 1658, la possession en fut accordée à perpétuité à la maison de Brandebourg; & l'on ne sauroit la porter à s'en dessaisir qu'autant qu'elle le voudra bien.

Sur
Drahim
& Elbing.

9. La position de la république est différente à l'égard de la Starostie de Drahim dans la nouvelle marche, & de la ville & du territoire d'Elbing dans la Prusse royale. La maison de Brandebourg jouit à la vérité de ces domaines, qui lui furent livrés, le premier en 1669; mais elle ne les tient qu'en hypothèque & comme un gage de la somme de 42,000 écus d'Allemagne, que la république lui doit pour prix de quelques secours qui lui ont été fournis contre la Suede. Ainsi les droits de la Pologne, tant de suprématie que de retrait, sont constamment en pleine vigueur, & il n'y a que de l'argent à chercher pour faire le rachat.

Sur
Dantzic.

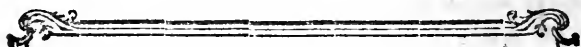
10. Quoique les habitants de Dantzic pré-

tendent assez généralement n'être que sous la protection & non sous la domination de la Pologne ; il est néanmoins certain que la république a droit de les compter au nombre de ses sujets. On tombe d'accord que l'importante situation de leur ville , l'opulence & l'utilité de leur commerce & les secours qu'ils ont fournis de temps en temps plutôt en argent qu'en troupes , leur ont procuré de grands privilèges : mais cela n'empêche pas que la république n'ait toujours sur eux un vrai droit de souveraineté. L'hommage , le serment de fidélité exigés & remplis par leurs magistrats , les impôts , les douanes , la chambre des finances , la juridiction suprême dévolue au roi dans leurs principales causes , enfin diverses charges onéreuses qu'ils sont obligés de porter , ne doivent laisser aucun doute sur cet article : aussi voyons-nous que , sous le regne d'Etienne Battori , on les traita comme des sujets rebelles , lorsqu'ils osèrent affecter une indépendance qui ne leur convenoit pas.

II. Avant que d'abandonner la matière traitée dans ce chapitre , il convient de dire un mot touchant la prétention pécuniaire que l'on désigne ici sous le nom de *sommes Napolitaines* ; prétention litigieuse qui quoique continuellement renouvelée par la république , n'a pu être mise au clair depuis environ cent quatre-vingt-dix ans : en voici le fondement. Bonne Force , fille de Jean Galéace Duc de Milan , fut femme de Sigismond I , dont elle eut Sigismond Auguste & quatre filles. Après la mort du roi de Pologne son époux , elle alla passer le reste de ses jours dans le royaume de Naples. Par son testament , elle légua à sa postérité quatre cents

Sur 123
sommes
Napolitaines.

mille écus d'empire qu'elle avoit prêtés au roi d'Espagne pour lors maître des deux Siciles ; ou plutot elle en légua la rente annuelle montant à trente-quatre mille écus qui , n'ayant jamais été payés , formeroient aujourd'hui une somme considérable. La république, en vertu des droits qui lui ont été transmis par plusieurs princes issus du sang de la testatrice, croit être suffisamment autorisée pour revendiquer toute cette succession : mais outre qu'il y a divers compétiteurs, tant en France qu'en Allemagne, les souverains de Naples mettent à profit les difficultés pour éloigner un remboursement qui les incommoderoit. Quoi qu'il en soit si les Polonois s'arrangeoient avec leurs compétiteurs , leurs droits aux sommes Napolitaines seroient incontestables.



CHAPITRE XV.

Des intérêts de la Pologne.

Par rapport à la Russie.

1. **L**A Russie est sans contredit la puissance qui peut donner le plus d'ombrage à la Pologne. Les Russes ont déjà envahi tant de belles provinces qui appartennoient à la république , & ils ont d'ailleurs tant de raisons pour chercher les moyens de s'étendre à ses dépens, que, si elle veut bien consulter ses vrais intérêts, elle ne doit avoir rien de plus pressé que de se mettre à l'abri de côté-là. Pour cet effet, les meilleurs politiques du pays , pensent qu'il faudroit qu'elle augmentât ses forces & qu'elle se mît en situation de rendre son amitié & sa haine plus con-

fidérables , que l'une & l'autre ne le sont depuis long-temps. On juge que pour lors , en accédant sous de sages conditions au traité d'alliance qui unit déjà la Prusse avec la Suede , elle pourroit se mettre à l'abri des invasions de la Russie & reprendre de ce côté son ancienne splendeur.

2. D'autres au contraire soutiennent que c'est principalement des rois de Prusse que la Pologne doit se méfier. On lui représente cette puissance dans un état formidable par ses derniers accroissements. Il est vrai que la république n'auroit guere beau jeu , si seule & abandonnée de toutes parts , elle étoit obligée de faire tête aux conquérants de la Silésie : néanmoins pour peu qu'on veuille examiner les choses sans prévention , on trouvera que ces mêmes conquérants , guidés par la sagesse du système politique qu'un grand roi a établi à Berlin , ne tenteront point volontiers une entreprise qui vraisemblablement leur attireroit l'Europe entière sur les bras. Pour juger sainement de l'inégalité du danger qui peut d'un ou d'autre côté menacer la république , il n'y a qu'à jeter les yeux sur la différente situation des pays , on verra que les derrières de la Moscovie sont beaucoup plus en sûreté que ceux de la Prusse. Cependant comme l'on ne fait jamais positivement tout ce qui est renfermé dans les ténèbres de l'avenir , les bons esprits tombent d'accord que , si les Polonois doivent bien vivre avec les Prussiens , ils doivent pareillement observer leurs démarches avec l'attention la plus scrupuleuse. Quant à la Starostie de Drahim & par rapport à la ville & au territoire d'Elbing , leur intérêt est palpable ; & ils ne sauroient mieux faire que de procéder au

Au roi
de Prusse.

retrait le plutôt qu'il leur sera possible : mais il faut du concert & de l'argent, deux choses bien difficiles à trouver dans la république de Pologne.

Aux
Turcs &
aux Tar-
tares.

3. Tous les Polonois conviennent, assez généralement que la république doit bien vivre avec les Turcs qui sont essentiellement intéressés à maintenir sa liberté, & qui peuvent lui être utiles dans différents cas. Par la même raison, elle doit ménager les Tartares de la Crimée, tant pour éviter leurs incursions, que pour profiter de leur concours dans le besoin. Si en effet Sobiesky fut, par un raffinement de politique singulière, les mettre quelquefois en œuvre pour occuper des citoyens turbulents qui l'inquiétoient; quel scrupule pourroit empêcher désormais d'employer leurs forces d'une manière plus glorieuse, puisqu'elle tourneroit à l'avantage de l'état? Au surplus l'on n'auroit pas grande peine à les déterminer, car c'est un peuple qui vend son secours pour peu de chose & que l'inaction ennuie souverainement.

A la
Walachie
& à la
Moldavie.

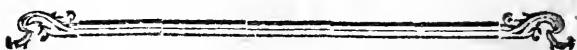
4. Selon la maxime politique qui veut qu'on regarde les amis comme pouvant devenir ennemis, la Pologne a intérêt non seulement de ne point troubler, mais même d'entretenir les mauvais gouvernements que la domination Turque a introduits tant en Moldavie qu'en Walachie; car s'il survenoit jamais une guerre entre la république & la Porte, celle-là pourroit profiter, ainsi qu'elle l'a déjà fait plusieurs fois, de la disposition & de l'humeur des deux provinces en question, qui renferment un peuple perfide & inconstant, & qui laisse rarement échapper l'occasion de se soulever contre ses maîtres

maîtres. On n'a qu'à promener ses regards sur la carte, pour voir combien une intelligence habilement ménagée, rendroit de ce côté-là grands & rapides les progrès des armes polonoises : & l'histoire ne permet pas d'en douter.

5. Voilà de quelle manière pensent beaucoup de Polonois touchant les principaux intérêts de leur patrie à l'égard des puissances voisines : maintenant il convient de dire un mot sur l'intérêt qu'elle peut avoir de ménager quelques autres puissances plus éloignées. Le grand nombre tient ici pour maxime qu'une étroite liaison avec la France ne sauroit être que salutaire à la république. Effectivement on sent que cette cour peut mettre en sa faveur un poids considérable dans la balance, & qu'elle a plusieurs raisons essentielles pour ne point souffrir que la Pologne soit subjuguée. Une autre maxime gravée dans le cœur de la multitude, est que l'état doit cultiver, autant qu'il le peut, une bonne harmonie avec la maison d'Autriche, sans pourtant lui jamais ouvrir un accès au trône. Chaque gentilhomme connoît le sort de la Hongrie & de la Bohême ; deux exemples de cette nature ne sont que trop capables d'effrayer. Par rapport aux autres potentats de l'Europe, les intérêts de la Pologne sont minces & si vagues, que ce n'est pas la peine d'en faire mention.

A la
France &
à la cour
de Vienne.





CHAPITRE XVI.

De la Religion établie en Pologne.

Religion
domi-
nante.

1. **L**A religion catholique romaine est la seule dominante en Pologne. Elle y fut établie dans le neuvieme siecle sous le regne de Micislas I: mais elle ne fut introduite que plus tard en Lithuanie ; car Jagellon son souverain ne comença l'ouvrage de la conversion de ses sujets qu'en 1387.

Señes
permises.

2. Plusieurs des sectes qui palpitoient dans le reste de l'Europe, pénétrèrent ensuite jusqu'en Pologne : mais elles y furent bientôt exterminées, à l'exception de celles de Luther & de Calvin, qui ont trouvé un asyle dans la Prusse royale. Ceux qui y font profession de ces dogmes, & les Russes attachés au rite grec schismatique, sont désignés dans les constitutions sous le nom de dissidents. Ils ont les uns & les autres leur clergé, leurs églises & des privileges que les nouveaux rois confirment toujours dans les *pacta conventa*.

Nécessité
de la tolé-
rance.

3. Cette confirmation a paru nécessaire pour éviter les guerres civiles, que la diversité des sentiments en matiere de religion excite quelquefois dans les pays les mieux policés. D'ailleurs il ne seroit pas sûr pour la république de maltraiter jusqu'à un certain point les Luthériens, les Calvinistes ou les Russes schismatiques ; car la cour de Berlin protege les uns, & celle de Pétersbourg prendroit vraisemblablement fait & cause pour les autres. L'on observe pourtant

que les catholiques tâchent , finon d'opprimer à force ouverte , du moins d'abaïſſer les diſſidents , par tous les moyens que la prépondérance peut mettre en œuvre ſans un éclat trop fâcheux. Les loix ne leur ont jamais interdit la faculté de parvenir aux grandes charges, on n'en voit cependant plus qui en poſſèdent ; & leurs voix ſont depuis long-temps ou étouffées ou furieufement contrariées dans les dietes. On ne peut mieux ſe convaincre de l'antipathie que les catholiques romains nourriſſent contre les diſſidents , qu'en voyant le prétexte ſur lequel ſe fondent les confédérations qui déchirent actuellement la Pologne. Elles prouvent avec quelle peine les ſujets de la religion dominante verroient les diſſidents obtenir un certain degré de puiffance , & même de liberté en matiere de culte , quelque naturelle qu'elle ſoit à l'humanité.

4. Outre les Ruſſes ſchiſmatiques dont on vient de parler , il en eſt d'autres dans la Pologne, auxquels on donne le nom de réunis, parce qu'ils ſe ſoumirent au St. Siege en 1596 ; de là ils ſont cenſés membres de l'églife catholique , quoiqu'ils ſuivent le rite grec , modifié à la vérité. On regarde du même œil quelques Arméniens, qui ont accédé pareillement à la reconnoiſſance du ſouverain pontife.

Seſtes
unies.

5. Il y a en Pologne des Juifs & des Mahométans. Les Juifs y forment un peuple qui égale , ou peu ſ'en faut , le nombre des chrétiens établis dans le pays , & certainement leur multitude donneroit de l'ombrage dans un gouvernement mieux réglé. Les anciens rois leur ont accordé beaucoup de privileges , ſur-tout Caſimir le Grand qui avoit pour maîtrefſe une fem-

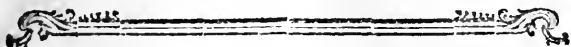
Juifs &
Mahomé-
tans.

me de cette nation nommée Esther. Quant aux Mahométans , ce sont des Tartares dont Witold , grand duc de Lithuanie transporta une colonie dans ses états ; on leur laisse la liberté de vivre dans leur religion , & pour cet effet ils ont quelques Mosquées où personne ne les inquiète : en récompense ils servent fort bien la république , & elle n'a guere de troupes plus fidelles ni qui jouissent d'une plus constante réputation de valeur & de probité.

6. Les Polonois sont en général fort attachés à la religion : mais le commun du peuple y mêle quantité de pratiques superstitieuses, qu'une saine théologie fait éviter avec soin dans un autre pays. On observe que la nation s'est mise depuis long-temps dans une extrême dépendance de la cour de Rome , & même jusqu'au point que chaque particulier lui paie un tribut annuel sous le titre de *denier de saint Pierre* ; tribut véritablement médiocre , mais qui cependant forme une charge , que l'on peut regarder comme onéreuse pour des gens ennemis de toute sujétion.

Pouvoir
du clergé.

7. Cette soumission surprenante aux loix de Rome produit une vénération sans bornes pour le clergé & pour les moindres ecclésiastiques. On ne voit pas , même en Italie , que les évêques & les prêtres jouissent de prérogatives aussi considérables qu'en Pologne , ni qu'ils aient autant d'influences dans les affaires temporelles. Quelqu'un a dit que les gens d'église trop autorisés prenoient souvent des armes dans le ciel pour commettre des injustices sur la terre : & malheureusement la chose se trouve plus vraie ici qu'en aucun autre endroit du monde.



CHAPITRE XVII.

Du caractère des Polonois.

1. **L**ES Polonois sont naturellement robustes, aussi capables que les Moscovites de soutenir la fatigue pendant l'hiver, & beaucoup plus propres qu'eux à résister aux ardeurs de l'été. Le cardinal de Polignac a prétendu qu'aucun autre peuple ne ressemble mieux aux François par les traits du visage & par la taille : il poussa même la parité jusqu'aux qualités du cœur & de l'esprit.

2. Sans examiner géométriquement l'idée de cet illustre prélat, l'on peut dire que les Polonois ont beaucoup de vivacité, beaucoup d'ouverture d'esprit, une conception qui les feroit briller dans les sciences, si leur éducation étoit mieux dirigée ; & une valeur qui deviendrait redoutable, pour peu qu'elle fût secondée par une bonne discipline. Ils sont affables & hospitaliers : ils accueillent les étrangers avec un empressement que l'on ne rencontre guere chez les autres nations. L'idole caressée doit cependant savoir qu'en général c'est un fond d'ostentation qui anime l'enthousiasme de leurs politesses : aussi bientôt leur inconstance naturelle leur fait jouer un rôle tout différent. Ennuyés d'avoir des attentions couteuses, ils s'appliquent à dégouter les personnes qui en étoient l'objet ; & ils y réussissent infailliblement par quantité de mauvaises manieres. Amis légers, ennemis peu opiniâtres, ils passent leurs jours dans un flux &

reflux continuel de brouilleries & de raccommodements. Cette flexibilité d'humeur , qui d'un côté les rend adroits courtisans , sert de l'autre à faire oublier promptement les injures & les bienfaits ; de sorte que la plupart du temps on peut se dispenser de compter sur leur reconnaissance, ainsi que d'appréhender l'effet de leurs menaces. En les étudiant, on les trouve artificieux sous un air de candeur, orateurs nés dans leur langue, stylés aux intrigues presque dès le berceau, cependant plus féconds en expédients détachés, que profonds dans les principes de la grande politique. Comme la constitution de leur gouvernement leur fournit mille moyens d'être artisans de leur fortune, leur cupidité fermente dès la première jeunesse, & ils sont continuellement l'intérêt public dans la bouche, pendant que le seul intérêt particulier dirige leur cœur. Au reste la soif des richesses n'est pas jointe chez eux avec l'avarice. Jamais nation ne fut plus fastueuse ni plus dépensière. J'ai vu des seigneurs, n'ayant qu'un bien médiocre, donner des fêtes où le vin seul montoit à sept ou huit cents ducats, & les présents en bijoux, en pelleteries, en étoffes de Perse, en armes & en chevaux à plusieurs milliers, sans parler des autres frais qui devoient être encore plus considérables, puisque c'étoit toute la noblesse d'un pays que l'on traitoit avec une magnificence digne des meilleures maisons souveraines. Vraisemblablement le lendemain d'un pareil étalage doit être quelquefois fort triste pour son auteur : mais l'usage prévaut, la raison & les frayeurs de l'indigence n'opposent ici que de foibles barrières au luxe & à la prodigalité. Un monde entier de domestiques, une

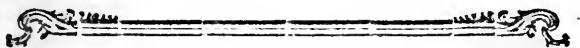
foule d'équipages , dont ceux d'un maréchal de France ne paroîtroient que l'abrégé , composent ordinairement le cortège d'un nonce ou d'un député au tribunal. De là il suit que les Polonois , en multipliant coup sur coup leurs besoins , sont perpétuellement mécontents de leur sort , de leur roi & de leurs bienfaiteurs.

3. Par une suite de l'expérience réfléchie qui a conduit le pinceau qui vient de tracer ce tableau général , on doit avouer que la vertu , la candeur , la fermeté , le désintéressement , la générosité sans apprêt , & le zèle du bien public , ne sont point des qualités inconnues chez les Polonois. Il faut même ajouter que la plupart des vices qu'on leur reproche naissent plutôt de la constitution de leur gouvernement , que du fond de leur tempérament & de leur caractère. Celui-ci les porte à une certaine douceur qui les éloigne des grands crimes. Deux siècles montrent parmi eux beaucoup moins d'assassinats , d'empoisonnements & d'autres excès semblables , que deux ans n'en font voir dans d'autres pays les mieux policés : en appréciant bien les choses , peut-être trouvera-t-on que rien ne sauroit être plus glorieux pour le cœur humain , dans un état où les loix sont sans vigueur , & où la licence & les passions peuvent prendre continuellement l'essor le plus vaste & le plus rapide.

4. De tout ce qu'on vient d'exposer concernant le caractère & les mœurs des Polonois , il résulte une observation à faire sur la conduite que doivent tenir les ministres étrangers que l'on envoie en Pologne. Le hasard m'a procuré à ce sujet quelques papiers de Wladislas Priemski Réflexion utile aux ministres étrangers résidant en Pologne. castellan de Kalitz , homme qui par ses belles

qualités s'acquit beaucoup de réputation vers la fin du dernier siècle. Une longue lettre qu'il écrivit en 1695, à l'abbé de Polignac son ami intime, montre quels étoient ses sentiments à ce sujet. Les voici recueillis fidèlement en partie des éloges & en partie des conseils qu'il donnoit à ce ministre. « Si l'affabilité, si l'heureux talent » de s'exprimer avec graces & de penser sur le » champ, tant pour concilier les esprits que » pour éviter les pieges ; enfin si l'attention la » mieux suivie, & la prudence la mieux sou- » tenue sont nécessaires aux ambassadeurs & » aux autres ministres subalternes, c'est princi- » palement en Pologne, où l'on traite sans cesse » avec une foule de gens extrêmement déliés, & » dont il ne faut quelquefois qu'un méconten- » tement pour faire avorter les manœuvres le » plus habilement concertées. Il convient que le » train de vie soit décent, mais point de faste, » point de magnificence habituelle dans les con- » jonctures tranquilles ; car la prodigalité des » nationaux éclipsera toujours celle de l'étran- » ger : ainsi la profusion ne sert qu'à fatiguer » inutilement sa cour, lorsque c'est elle qui lui » fournit de l'argent. Outre cela, l'ostentation » d'une dépense continuelle & publique ne fai- » roit manquer d'inspirer de violents soupçons » à la cour. Le pays n'est que trop sujet aux ré- » volutions, par conséquent rien de plus natu- » rel que de croire qu'on en prépare, quand on » s'épuise pour plaire à la multitude ». Fondé sur ces principes le castellan n'approuvoit point que la maison de l'abbé fût ouverte, au point que la noblesse y vécût à discrétion. « Songez, lui di- » soit-il, que les verres de vin de Hongrie que

„vous faites boire à tout ce monde-là , font au-
 „ tant de doses de France que vous faites avaler
 „ au roi & à la reine „.



CHAPITRE XVIII.

Du climat & des productions de la Pologne.

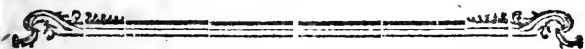
1. **O**N ne sauroit nier qu'en Pologne les hivers ne soient durs & longs , mais pourtant ils le sont beaucoup moins qu'en Suede & en Moscovie : le printemps est pluvieux & désagréable par les inondations qu'amènent les dégels ; l'été court & ordinairement tempéré , & l'automne la plupart du temps très-beau. Quoiqu'une grande quantité de marais sembleroit devoir nuire à la température , le pays jouit cependant d'un air pur & ferein, qui conduiroit les habitants jusqu'à la plus heureuse vieillesse , s'ils vouloient modérer un peu leur goût pour le vin & pour les liqueurs fortes.

2. Nul royaume de l'Europe ne produit autant de bled , de seigle & d'autres grains semblables , que la Pologne. Les simples , les herbes , les légumes , y croissent en abondance ; les pâturages y sont excellents ; & la plupart de nos arbres fruitiers y réussissent assez bien , excepté l'olivier & la vigne. Quant aux forêts , elles fournissent autant & plus de bois qu'il n'en faut pour toutes sortes d'usages domestiques & même pour la construction des navires ; & pour surcroît de profit elles sont remplies d'abeilles sauvages , qui font plus de cire & de miel que le pays n'en

a besoin. Avec tant de libéralités de la nature, on ne croiroit gueres que la Pologne soit quelquefois dans le cas d'appréhender la famine : cependant rien n'est plus vrai. L'ignorance & la paresse des habitants diminuent considérablement la richesse des moissons ; d'ailleurs le désordre inconcevable qui accompagne la consommation des récoltes , en fait périr vainement plus d'un tiers ou quelquefois la moitié, & le reste va à Dantzic : de façon que , si par malheur l'année suivante est mauvaise , ou s'il survient des sauterelles , on tombe inmanquablement dans une disette affreuse.

3. Pour achever de donner une idée complète de la bonté du pays , il convient d'ajouter qu'il est prodigieusement fécond en toutes sortes d'animaux domestiques & sauvages. On en estime principalement les chevaux qui , s'ils sont inférieurs à ceux d'Espagne & de Turquie , vont au moins de pair avec ceux d'Angleterre. Quoique la Pologne ne fournisse que des pelleteries communes , & qu'elle achete les autres des Moscovites , le luxe va si loin à cet égard , qu'on y voit souvent des fourures qui coûtent jusqu'à dix & douze mille écus , & que l'hermine semble abandonnée aux petites bourgeoises. Parmi les différents lacs & les diverses sources qui produisent du sel , on doit remarquer la fameuse saline de Cracovie , creusée avec tant d'art , qu'elle fait voir comme trois villes souterraines , placées l'une au-dessus de l'autre ; & d'où l'on tire chaque année en grosses colonnes une immense quantité de sel fossile. Enfin il y a des carrières de marbre & des mines d'or à Jandick , d'argent & de plomb à St. Kurch , de vitriol à Bicez , de fer &

d'acier à Schidlauriez. Cette union de richesses feroit la fortune d'un vaste royaume, mais tout cela est négligé ou mal administré. L'expérience a montré qu'en Ukraine on pouvoit élever facilement des vers à soie : j'ai connu un riche Cosaque qui, ayant du goût pour de pareilles occupations, avoit établi dans sa terre une manufacture, d'où il sortoit du damas & d'autres étoffes assez passables, tellement qu'on avoit lieu d'espérer qu'avec le temps l'ouvrage parviendroit à un degré de perfection : mais la mort de l'entrepreneur a fait tomber le travail & personne n'est tenté d'imiter cet exemple. En un mot, la Pologne est une terre vierge qui ne demande qu'à combler les vœux des habitants, & sur laquelle les établissemens nouveaux fructifieroient à l'infini, pour peu qu'ils fussent bien soutenus. On avoit autrefois formé le projet de creuser un canal qui réunît l'Euxin & la Baltique, ce qui auroit été d'un avantage infini pour le commerce : mais ce plan n'avoit pour but que l'intérêt public & il a été négligé.



CHAPITRE XIX ET DERNIER.

Etablissement d'une République facétieuse.

J J'ajouterai à la description de la Pologne un trait qui, quoique peu nécessaire pour la connoissance de son gouvernement politique, servira néanmoins à développer de plus en plus l'esprit qui anime la nation.

Etablis-
sement de
la républi-
que des
Babins.

2. En 1548 un particulier , nommé *Psomka*, homme plein d'esprit & d'enjouement , forma , dans le palatinat de Lublin , une société joyeuse , qui fut appelée la République des *Babins-baba*, nom qui signifie dans la langue du pays , *une vieille femme qui naturellement aime à caquetter* : ce qui vouloit dénoter une société de gens qui ne s'assembloient que pour débiter des contes d'enfant. Par un mouvement de prudence , autant que par un sentiment de modestie , le fondateur & les autres membres ne voulurent point arborer de titre plus pompeux ; persuadés d'un côté qu'il n'y a rien de plus convenable , pour faire prospérer un établissement naissant , que d'éviter l'envie : & convaincus d'ailleurs que le vrai moyen d'avoir bientôt quantité de prosélytes , étoit de laisser leur porte ouverte à tout le genre-humain , dont en général les vertus consistent plus en paroles qu'en actions.

Dignités.

3. Modelée sur la république de Pologne , celle des Babins avoit les mêmes charges & les mêmes dignités. On y voyoit un primat , des évêques , des palatins , des Castellans , en un mot , des gens ornés de tous les différents titres qui sont en vogue dans la patrie du fondateur : mais pour montrer qu'on avoit sagement secoué le joug des préjugés nationaux , l'on admettoit aussi les titres étrangers , quand quelque occasion valable l'exigeoit.

Dietes.

4. Les dietes étoient fréquentes dans cette république , mais fort courtes , car elles n'avoient qu'une séance. Aucune loi n'empêchoit de les tenir dans divers endroits : néanmoins elles s'assembloient la plupart du temps dans un village , qui pour cette raison fut surnommé *Guelda* ,

d'un terme esclavon qui désigne un lieu où l'on habite confusément.

5. Dans ces dietes on ne s'amusoit pas à chercher la miraculeuse unanimité des suffrages , c'étoit la pluralité des voix qui décidoit de toutes les brigues , & les manœuvres souterraines n'avoient point lieu ; ainsi jamais de rupture , aucunes issues infructueuses.

6. On examinoit les qualités des personnages les plus notables de la société , & suivant le jugement que l'on portoit sur leur compte , ils se trouvoient bientôt décorés de telle ou telle charge dans la république des Babins. Pour donner une idée de l'impartialité avec laquelle ces sortes d'emplois se donnoient , voici la sagesse des motifs qui faisoient récompenser le mérite. Quelqu'un montroit-il en même temps de l'ambition & du penchant à une vie molle & tranquille , sur le champ il devenoit évêque. Un autre parloit continuellement de sa valeur , sans en avoir donné des preuves , & il étoit fait grand ou petit général. Ceux-ci parvenoient subitement au ministère , pour prix de quelques dissertations politiques & de leurs vastes projets dressés sans la moindre connoissance des intérêts des princes. Enfin chacun y étoit traité souvent selon son goût , & toujours suivant son mérite. Un festin faisoit l'heureuse clôture de l'assemblée , ou , comme on peut bien l'imaginer , il étoit de fondation qu'on y bût à la santé des nouveaux dignitaires , & qu'on y chantât leurs louanges.

Colla-
tion des
places.

7. Rien ne ressembloit mieux aux brevets que l'on donne en France , sous le nom du régiment de la calotte , que les patentes que la société des Babins expédioit à ses officiers. J'en ai vus

d'assez joliment tournées. Par un pareil badinage, on donnoit souvent des leçons frapantes touchant la distribution des graces faites par la cour : car il arrivoit quelquefois des changements prodigieux dans le sort d'un seigneur qui passoit de la république de Pologne dans celle des Babins. Par exemple on y métamorphosoit le primat intéressé en frere quêteur ; le palatin pillard en archer des douanes ; le général timide en courrier, & le mauvais magistrat en marchand.

8. On parloit un jour de cet établissement en présence de Sigismond Auguste, & ce prince ayant demandé si l'on y avoit aussi créé un roi ?

Psomka lui répondit gravement : “ A Dieu „ ne plaise, Sire, que nous concevions une „ semblable pensée du vivant de votre majesté : „ réglez heureusement sur nous, comme vous „ réglez sur la Pologne entiere „. Quoique, suivant les circonstances du temps, la réponse parût susceptible d'une interprétation maligne, Sigismond entendit raillerie & ne témoigna aucun mécontentement.

Sa chute
& les
avanta-
ges.

9. Pendant plusieurs années cette troupe d'observateurs badins fut le fléau du vice & du ridicule : on appercevoit de tous côtés le fruit de leurs plaisanteries ; car la crainte d'être exposé à la risée publique, produisoit un changement heureux dans les mœurs & dans la conduite des grands. Enfin la société tomba, ou par un effet des révolutions qui arriverent en Pologne sous les rois suivans, ou faute de gens d'esprit qui pussent figurer convenablement dans de telles assemblées. Quoi qu'il en soit l'histoire des derniers temps montre que le pays a quelque sujet d'en regretter la perte.



RECHERCHES HISTORIQUES SUR LA PROVINCE D'ALSACE.



CHAPITRE PREMIER.

Idee générale de l'Alsace.

L'ALSACE est une province qui a 40 lieues dans sa plus grande longueur sur une largeur commune de 4 à 5 lieues. Elle peut passer pour une des plus fertiles & des plus abondantes qui soient dans le monde, si l'on excepte quelques cantons dans la forêt de la Hart, & quelques terrains sablonneux du côté de Haguenau.

On la divise en haute & basse, & cette division étoit établie dès le temps des Romains : la haute faisoit partie de la *Maxima Sequanorum* & la basse étoit de la *premiere Germanie*.

Après la ruine de l'empire romain, la basse Alsace fut occupée par les François, & la haute

par les Bourguignons, sur qui les François la conquièrent ensuite. Par le partage que Louis le Débonnaire fit de ses états, l'Alsace, comme comprise dans le royaume d'Austrasie, échut à Lothaire. Louis IV, dit d'Outremer, est le dernier des rois de France qui l'ait possédée : elle passa après lui sous la domination des empereurs d'Allemagne, fut jointe à la Souabe ; fit partie de l'empire & fut comprise dans le cercle du haut Rhin.

L'Alsace fut gouvernée par des ducs jusques vers l'an 770, que Charlemagne redoutant leur excessive puissance, & craignant qu'ils n'usurpassent la souveraine autorité, les obligea de se contenter du titre de Landgraves, c'est-à-dire, comtes, juges ou préfets provinciaux, en exceptant de leur juridiction les maisons royales, les villes épiscopales & celle de Strasbourg, ainsi que plusieurs fiefs particuliers : & la qualité de duc, dont plusieurs historiens font encore mention dans les siècles subséquents, ne doit être considérée que comme un titre d'honneur que ces Landgraves ou juges, joignoient à l'état effectif & réel, dont l'exercice leur étoit confié.

Quoique les fonctions des Landgraves fussent bornées à rendre la justice aux peuples de leurs territoires, cependant la négligence & la foiblesse des empereurs leur ayant présenté des occasions favorables de secouer le joug, ils empiéterent peu à peu sur l'autorité souveraine, & ainsi que les Margraves, Burgraves &c. ils se rendirent maîtres, propriétaires & souverains des provinces, pays & villes dont ils n'étoient que juges ou gouverneurs, de même qu'il étoit arrivé en Egypte sous Antiochus II; en Espagne
sous

sous les Miramolins d'Afrique , & que la France l'a éprouvé en passant de la seconde à la troisieme race de ses rois.

Il paroît que la maison de Hapsbourg , maintenant Autriche , a été en possession du Landgraviat d'Alsace depuis l'an 1210 , jusqu'au traité de Munster en 1648 , par lequel l'Empereur & l'empire céderent à Louis XIV & à sa couronne , à perpétuité & en toute souveraineté , le Landgraviat d'Alsace , comme la maison d'Autriche en avoit joui , avec le Suntgaw , la ville de Brisac , la préfecture de Haguenau & des dix villes situées en Alsace , à la charge que ces villes & les seigneuries séculières & ecclésiastiques seroient maintenues *in statu quo* , & que le roi n'exerceroit & ne pourroit prétendre sur eux aucune souveraineté royale ; qu'il se contenteroit des droits quelconques qui appartiennent à la maison d'Autriche , & que Sa Majesté banniroit toutes les nouveautés qui pourroient s'être introduites pendant la guerre.

Comme les Archiducs d'Inspruc étoient anciens propriétaires de plusieurs seigneuries & notamment du comté de Ferrette & de partie du Suntgaw , il fut dit , par l'article VI dudit traité , que le roi , pour compensation des choses à lui cédées , feroit payer à l'Archiduc Ferdinand-Charles , trois millions de livres tournois , en trois paiemens égaux , pendant les trois années suivantes ; & qu'en outre Sa Majesté se chargeroit des deux tiers des dettes de la chambre d'Ensisheim. La branche d'Espagne de son côté a renoncé , par le XXXI article du traité des Pyrénées , à toutes prétentions sur l'Alsace , & a ratifié la cession faite à la France par celui

de Munster. C'est cette partie de l'Alsace acquise des Archiducs d'Autriche que l'on appelle ancienne domination , ainsi qu'il sera expliqué plus au long par la suite.

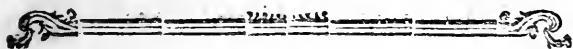
M. d'Obrecht dans son prodrôme d'Alsace a prouvé que les comtes de Gesheim prenoient le titre de Landgraves d'Alsace , dans la maison d'Autriche ; qu'il passa ensuite aux comtes d'Oettingen , qui le transporterent à Jean de Liètemberg évêque de Strasbourg , dont les successeurs ont joui depuis l'an 1376 jusqu'à présent , sans que la maison d'Autriche s'y soit opposée.

La liberté des villes impériales subsista jusqu'en 1670 , que le roi de France voyant l'empereur Léopold prêt à lui déclarer la guerre , vint en Alsace , s'assura desdites villes , les fit démanteler & fit confirmer , par le traité de Nimegue de 1679 , les stipulations de celui de 1648.

L'année 1680 Louis XIV , établit un conseil royal dans la ville de Brisac , qui procéda contre toutes les villes , les seigneurs & les nobles , qui ne vouloient pas reconnoître sa souveraineté , ce qui occasionna beaucoup de plaintes à Vienne & à la diète de l'empire , & fut suivi d'une trêve conclue à Ratisbone au mois d'août 1684 , par laquelle on convint que tout ce qui avoit été adjugé au roi , tant par le conseil royal de Brisac , que par les Parlements de Metz & de Besançon , & dont ce Prince étoit en possession actuelle , lui demeureroit , pendant 20 ans seulement : mais la guerre de 1689 n'ayant pas été heureuse à l'Empire , les villes impériales , celle de Strasbourg & les autres pays & territoires immédiats situés en Alsace , furent cédés en

toute souveraineté par le traité conclu à Riswic au mois de septembre 1697, les arrêts desdits tribunaux n'ayant été révoqués que pour ce qui étoit situé hors de l'Alsace, & les choses sont encore en cet état.

La ville de Strasbourg s'étoit soumise au roi de France par une capitulation particulière, le 30 septembre 1681, ratifiée par le Monarque le 3 octobre de la même année, à la charge de la conservation de ses privilèges.



CHAPITRE II.

Distinction de l'ancienne & nouvelle domination.

ON appelle ancienne domination les pays & territoires qui composoient en Alsace la souveraineté médiatée de la maison d'Autriche, ainsi qu'ils ont été cédés & acquis de l'Empereur, de l'Empire & de l'archiduc Ferdinand par le traité de Munster, ce qui comprend le comté de Ferrette, les bailliages d'Altkire, Landzer, Betfort, Delle, Ensisheim & autres situés dans la haute Alsace, avec le bailliage d'Haguenau situé dans la basse.

La nouvelle domination s'étend sur tout ce qui étoit immédiatement sujet à l'Empereur & à l'Empire, ce qui comprend les terres de l'évêché & du grand chapitre de Strasbourg, des abbayes de Murbac & d'Andlaw, de la maison d'Hanau, de la baronnie de Flekensteim, du comté d'Horbourg, de la seigneurie de Richwir, de

la noblesse de la basse Alsace & des dix villes impériales qui reconnoissent la préfecture d'Haguenau : le tout cédé par le traité de Rîfwic.

On appelle états immédiats , ceux qui relevent nuement & immédiatement de l'empereur & de l'Empire , & états médiats tous monastères , chapitres , comtes , gentilshommes , villes , patrices , bourgeois & payfans qui dépendent & relevent de ces états immédiats , & qui , par leur moyen sont , aussi-bien qu'eux , sujets de l'Empire. Telles étoient les terres de la maison d'Autriche , qu'elles relevoient de l'évêché de Basle qui avoit la seigneurie directe & féodale.

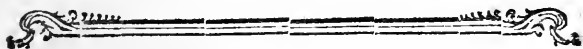
Ces états immédiats jouissoient autrefois , comme jouissent actuellement ceux de l'Empire , des droits régaliens , & de toute supériorité territoriale , entr'autres du droit de lever des tributs sur le peuple , sur les marchandises & sur les denrées , de celui de la navigation , de battre monnoie , d'exercer toute justice civile & criminelle , d'accorder des privilèges , & des dispenses , de donner asyle aux Juifs , &c.

Suivant la lettre de M. d'Obrecht , écrite de Francfort à Louis XIV , le 5 mai 1699 , la supériorité territoriale comprend tous les droits que la France appelle seigneuriaux & la plupart de ceux attachés à la souveraineté.

Le domaine suprême s'étend sur les mêmes droits , avec cette différence que le domaine ou la souveraineté est indépendante & que la supériorité territoriale lui est soumise & subordonnée dans l'exercice de tous les droits qu'elle renferme : de maniere que ce que les états de l'Empire peuvent dans leur territoire en vertu de

ladite supériorité , l'Empereur & l'Empire le peuvent dans ces mêmes états en vertu de la souveraineté.

Mais depuis que la France a la paisible possession de cette province , tous les droits territoriaux se trouvent réduits , & ne consistent gueres que dans celui d'Aides , appelé *Umgeld* , dans celui de vendre du sel nommé *Accisa* , & dans le droit de protection des Juifs. Le roi y impose les tributs , & lorsque les seigneurs veulent lever quelques deniers pour leur utilité ou pour les besoins de leurs territoires , ils doivent en obtenir permission du souverain , qui ne l'accorde qu'après avoir été amplement informé de la nécessité & de la destination de l'impôt.



CHAPITRE III.

Du Gouvernement ecclésiastique.

LA province d'Alsace est de quatre diocèses différents ; savoir , Besançon , Basle , Spire & Strasbourg. Il y a environ 24 paroisses qui dépendent du premier : près de 240 paroisses qui forment presque toute la haute Alsace , relevent de celui de Basle , dont l'évêque tient un official à Altkire , petite ville sur les frontieres de la Suisse. Les appels simples de cet official se relevent par-devant celui de Besançon , qui est son métropolitain : & les appels comme d'abus se portent au conseil supérieur d'Alsace : une partie de la basse Alsace au nombre de 110

paroisses, est sous l'évêché de Spire dont l'official juge définitivement les appels simples, mais on relève au conseil supérieur les appels comme d'abus.

L'évêché de Strasbourg est si ancien, que l'on prétend qu'il existoit du temps de Constantin-le-grand, & qu'en 346, S. Amand évêque de Strasbourg, assista au concile de Cologne.

Ce siege fut déclaré suffragant de Mayence par Charlemagne, qui érigea cette dernière ville en métropolitaine. Les rois des deux premières races & les Empereurs Othon, Henri & Lothaire donnerent de si grandes possessions à cette église, que les plus grands Princes en rechercherent les bénéfices avec empressement, & que fondés sur un usage, qu'ils disoient être aussi ancien que leur institution, ils exclurent les roturiers dès le 13^e siècle, & ensuite les simples gentils-hommes, malgré les oppositions des Papes.

La ville de Strasbourg ayant embrassé le luthéranisme, les habitants en chasserent le chapitre, les moines, les prêtres & tout ce qui étoit attaché à la religion catholique; car pour l'évêque, la ville craignant depuis long-temps qu'il n'entreprît sur sa liberté, il avoit été convenu par des capitulations qu'il feroit sa résidence à Saverne. Ils y retournerent en 1550, mais après l'abdication de Charles-quin^t arrivée en 1556, ils furent si effrayés de se trouver sans appui au milieu d'un peuple nombreux qui leur étoit opposé, qu'ils se retirerent à Molsheim.

L'évêque étant mort sur ces entrefaites, les Luthériens élurent George Prince de Brande-

bourg, & les Catholiques assemblés à Saverne choisirent Charles Cardinal de Lorraine : ce qui excita une longue guerre entre les deux partis, qui diminua considérablement les revenus de l'évêché, ayant été convenu par le traité de 1604, conclu à Haguenau, que le bénéfice demeurerait au Cardinal, moyennant une grande somme, pour le paiement de laquelle ce prélat aliéna, à la ville de Strasbourg, le bailliage de Marlenheim & beaucoup d'autres droits.

Des quatre canonicats luthériens qu'il devoit y avoir dans l'église de Strasbourg, suivant le traité de pacification, il en subsistait encore deux en 1687. Un arrêt du conseil supérieur d'Alsace, séant pour lors à Brisac, en dépouilla les Princes de Brunswik & de Meckelbourg qui en étoient pourvus ; & depuis ce temps il n'y a point eu de Chanoines Protestants.

Le chapitre est composé de douze chanoines capitulaires & de douze domiciliaires, dont les premiers ont seuls voix & entrée au chapitre, lorsque les derniers n'y ont aucun droit, & n'ont que des places d'attente pour parvenir à celles des capitulaires.

L'évêque est membre de l'Empire, & jouit, avec la même supériorité territoriale que les autres souverains d'Allemagne, de deux bailliages considérables situés au delà du Rhin, en conséquence desquels il a voix & séance à la diète de l'Empire & fournit son contingent, tant en troupes qu'en entretien de la chambre de Spire transférée à Vetzlaar.

L'évêque est élu par les chanoines ; si c'est l'un d'entr'eux, il ne faut qu'une voix au delà.

de la moitié de celles des présents pour rendre l'élection valable : mais si c'est un étranger , ce ne peut être que par postulation ; & dans ce cas la validité de l'acte requiert les deux tiers des voix.

Pour être chanoine , il faut faire preuve , pour les Allemands , de quatre générations de comtes ou princes de l'Empire , & pour les François de quatre générations de ducs ou princes.

Il y a dans la dépendance de ces évêchés plusieurs abbayes d'hommes & de filles , des chapitres nobles & non - nobles , des églises collégiales & des communautés de prêtres , des prieurés simples & à charge d'ames , des commanderies des ordres de Malte & Teutonique , & autres bénéfices dans le détail desquels on croit inutile d'entrer.



CHAPITRE IV.

Du Gouvernement civil.

TOUTE l'Alsace est du ressort du conseil supérieur , maintenant séant à Colmar. Il fut originairement institué en la ville d'Ensisheim l'an 1658 , au lieu de la régence ou conseil , ci-devant établi par les archiducs dans la même ville. Il fut supprimé en 1661 , & en sa place le roi créa un conseil provincial sous le ressort du parlement de Metz , ce qui subsista jusqu'en 1679 , que le roi lui rendit sa première autorité de conseil supérieur : il fut transféré à Brisac en 1675 , à l'occasion de la guerre , les

membres de ce tribunal ne se croyant pas en sûreté dans un lieu ouvert , comme l'étoit Ensisheim.

Jusqu'en l'année 1694 , les offices en avoient été conférés gratuitement : mais alors le roi jugea à propos de les rendre héréditaires , & les soumit à payer finance , en établissant par le même édit une seconde chambre & une chancellerie.

Il connoît en premiere instance de toutes les affaires qui se portoient autrefois à la régence d'Autriche , & par appel des jugements de tous les autres tribunaux de la province , tant des justices royales , que de celles des villes , des communautés , des seigneurs ecclésiastiques ou séculiers & de la noblesse , & même des appels comme d'abus , à l'exception des jugements rendus par la table-de-marbre , dont les appels se relevent au parlement de Metz , & des jugements criminels du magistrat de Strasbourg qui sont en dernier ressort.

Le conseil reçoit en outre les foi & hommage , aveux & dénombrement des fiefs dépendants du roi.

Les justices royales sont , les bailliages d'Haguenau & de Wissembourg , & les prévôtés du neuf-Brifac , Huningue , Ensisheim & Fort-Louis , toutes créées en 1694.

Il y a en outre un juge royal pour les forts & la citadelle de la ville de Strasbourg.

Les terres de l'évêché , celles de la maison de Haneau , & la noblesse de la basse Alsace ont conservé des justices particulieres : les premieres sont appellées *régences* , & les dernieres portent le nom de *directoires*.

La régence de l'évêché est composée de différents offices qui autrefois se conféroient gratuitement, mais l'évêché s'étant trouvé obéré, le prélat, de l'agrément du roi & avec le consentement du chapitre, les a rendu héréditaires en l'année 1694, moyennant finance.

Par lettres patentes du mois de septembre 1692, le conseil ou régence séant à Saverne, a été maintenu dans l'exercice de sa juridiction selon l'usage, coutume & constitution du pays : il connoît de tous les différends qui arrivent entre les habitants des bailliages de l'évêché, & juge en dernier ressort, quand il n'est question que de la somme de 500 & 1000 liv. de provision, sauf l'appel au conseil supérieur d'Alsace pour le fond de la provision des procès où il s'agira de plus grosses sommes.

Par ces mêmes lettres, l'évêque & ses successeurs sont pareillement maintenus dans la faculté d'acheter du sel par-tout où bon leur semblera & de le faire vendre aux habitants dépendants de l'évêché & du chapitre, au même prix qu'il est débité par les fermiers généraux.

Pour dédommager les évêques des droits de péage supprimés par l'arrêt du 30 octobre 1680, il leur est permis de percevoir le 30^e denier de toutes les ventes des immeubles & le 50^e de celles des meubles qui se feront dans les terres de l'évêché & du chapitre.

Les minéraux d'or & d'argent qui se trouveront dans l'étendue de l'évêché leur appartiendront.

Ils peuvent recevoir 36 livres annuellement pour chaque famille Juive qui viendra s'établir dans les terres de l'évêché, au moyen de

quoï les Juifs seront exempts de toutes charges ordinaires ; mais on aura aussi le droit de les congédier. Ils jouissent exclusivement du débit du fer dans les terres de l'évêché.

La régence & droit du comte de Hanau Lichtenberg ont été réglés par lettres patentes d'avril 1701 , & sont à peu de chose les mêmes que ceux de l'évêché : le siège est à Bouxweiller.

Le directoire de la noblesse de la basse Alsace, séant ci-devant au château de Niderheim a été transféré dans la ville de Strasbourg par lettres patentes du 7 juillet 1682. Il est composé de sept conseillers , parmi lesquels est choisi le Directeur qui y préside. Ces conseillers sont du corps de la noblesse , & doivent être confirmés par le roi qui leur accorde des lettres. Ils connoissent en première instance de toutes les affaires qui concernent les gentilshommes & les membres dudit corps ; & appels , des communautés & habitants de leur dépendance , qui ont pour juges en première instance les baillis & juges seigneuriaux¹, aux termes des lettres patentes du 5 mai 1681. Ce tribunal juge, tant pour le civil que pour le criminel souverainement & en dernier ressort jusqu'à la somme de 250 liv. seulement pour le fond & 500 livres pour la provision , au delà desquelles est appel au conseil supérieur d'Alsace.

Du temps des empereurs , le directoire étoit commun aux gentilshommes de Suabe, de Franconie & du Rhin , chez lesquels ce tribunal étoit transféré à tour de rôle , à l'exception cependant de la noblesse de la basse Alsace , qui faisoit une trop petite partie du corps pour jouir de cet honneur.

Il y avoit autrefois un pareil directoire dans la ville d'Ensisheim pour la noblesse de la haute Alsace : mais il ne subsiste plus depuis les guerres de Suede.

Nous n'avons point parlé du droit de corvées, réglé par les lettres que nous venons de citer, au profit des chefs de ces trois juridictions, parce que nous en ferons un chapitre particulier.

Sous les justices de ces terres, de même que dans celles de l'ancienne domination, les baillis jugent en première instance les causes mues entre les habitants des villages & des communautés comprises dans leurs bailliages. Ces baillis sont à la nomination des Seigneurs ; ils doivent être gradués & reçus au conseil supérieur d'Alsace dans les terres de l'ancienne domination, attendu que leurs appels se relevent directement au conseil. Quant à ceux de la nouvelle domination, il n'est pas de nécessité que les baillis soient gradués, parce que leurs appels se relevent aux régences & directoires qui sont médiats entre leurs baillis & le conseil supérieur.

Outre l'administration de la justice, les baillis sont encore chargés du maniment des deniers royaux de leurs bailliages ; & pour l'exercice de l'une & de l'autre partie, ils ont sous eux des prévôts dans chaque village & communauté de leur ressort.

Le prévôt est l'homme du seigneur qui le nomme & le révoque à sa volonté : ses fonctions consistent à veiller à l'ordre, à la police & à la voirie du district. Ce prévôt & les jurés, dont il sera ci-après parlé sont appelés gens

de justice & composent ensemble le corps du magistrat ; cependant ils ne peuvent rendre de jugement , leur procédure n'est qu'une espece d'instruction & de conciliation provisoire , qui peut être portée devant le bailli , si les parties ne sont pas satisfaites. Pour concevoir avec plus de facilité les fonctions de ces officiers , on peut les considérer comme les arbitres de toutes les discussions sommaires & seigneuriales , qui sont en France l'objet des basses justices.

Les jurés sont quatre ou cinq des plus intelligents & des principaux habitants du lieu , choisis annuellement par la communauté , agréés & confirmés par le seigneur pour assister aux délibérations , & former sous le prévôt le conseil de la paroisse : ils tirent leur dénomination du serment qu'ils prêtent au bailli : on leur donne abusivement le nom de Bourguemestres , qui n'est dû qu'aux officiers municipaux des villes.

Le roi ayant voulu que le contrôle des exploits eût son exécution dans la province , voici les remontrances qui furent faites , par lesquelles on connoîtra facilement la nature de ces tribunaux subalternes. Elles représentent que jusqu'à présent il n'y avoit eu ni procureurs ni avocats , la justice étant rendue pour les causes peu importantes par les prévôts & bourguemestres des lieux , gens non lettrés , qui ne savent pas la langue Française , ni aucunes formalités de justice : que les affaires médiocres étoient jugées par les baillis établis en différents cantons sans siege fixe ; qu'ils vont rendre la justice de village en village sur des assignations verbales , & que les parties plaident elles-mêmes sans ministère d'avocats ni de procureurs , ce qui

étoit avantageux au peuple & leur deviendroit à charge s'il y étoit apporté du changement : & sur cela le roi révoqua l'édit pour la province seulement , par celui du 8 mai 1696 , voulant que l'usage ordinaire de la procédure y fût observé comme auparavant.

La ville de Strasbourg a différents tribunaux , mi-partis catholiques & luthériens , appelés les chambres des treize , des quinze , des vingt-un , des grand & petit sénat , chambre de police , matrimoniale & de tutelle ; dont les jugemens ressortissent , en cas d'appel , de l'un à l'autre pour le civil seulement , dans les causes qui n'excedent pas mille livres.

Tous ces officiers composent ce que l'on appelle le corps du magistrat , & sont officiers municipaux élus par le suffrage des citoyens , le préteur royal & le procureur Syndic sont nommés par le roi ; ils ont entrée , voix & séance dans toutes les chambres , pour veiller à ce qu'il ne s'y passe rien de contraire aux intérêts du monarque. Les uns & les autres sont perpétuels.

La chambre des treize a l'administration des affaires publiques. Celle des quinze a la direction de la ville , des greniers , des moulins , des caves , des magasins du bois & du charbon , du sel , des bâtimens , de la police , des arts & métiers , des puits , des drogues & épiceries , du taux des denrées , du maintien des loix & statuts : elle doit veiller à la conduite des magistrats , officiers & employés de la ville , faire les réglemens pour prévenir ou arrêter les incendies , & nommer les inspecteurs du pain , de la viande , des moulins , des épiceries , des tuiles , du

tabac & de toutes sortes de marchandises sujettes à visite. Celle des vingt-un a entrée & voix délibérative dans toutes les autres chambres ; & c'est à toutes ces chambres assemblées avec le grand Sénat, que les comptes se rendent toutes les semaines, tous les trois & six mois & tous les ans.

Le Sénat juge en dernier ressort des affaires criminelles, & pour le civil jusqu'à 1000 & 2000 livres de provision, au delà desquelles sommes, il y a appel au conseil supérieur d'Alsace.

Le petit Sénat connoît de toutes les discussions au-dessous de 1000 livres, de la validité des testaments, des servitudes & autres pareilles matieres.

La chambre de police a toutes les affaires de police, dont celle des quinze ne connoît point : elle veille à l'observance des dimanches & fêtes, à l'éducation des enfants, à la religion, aux mœurs, à toutes matieres d'injures réelles, verbales ou par écrit, à la bonne ou mauvaise qualité des denrées, aux monopoles, aux faux poids & mesures, & aux autres cas amendables : elle pourvoit à l'approvisionnement de la ville, à la propreté & à la sureté des rues & à ce qui concerne les domestiques.

La chambre matrimoniale connoît des mariages entre Luthériens.

Celle des tutelles a dans son ressort les donations de tutelle, curatelle & les comptes qui en résultent.

La Chancellerie, dont le Syndic est directeur, est composée de trois avocats généraux, de deux référendaires, au petit sénat & en la cham-

bre de police; de trois secrétaires pour les chambres de treize, quinze & vingt-un; de trois greffiers civils & criminels du grand sénat, d'un procureur fiscal du petit sénat, du Lammeister régent, de deux substitués, d'un économe, d'un commissaire aux enquêtes & de trois archivistes.

Les corps de métiers sont divisés en vingt tribus qui connoissent des affaires les plus sommaires qui ont rapport à l'ordre, à la police & aux statuts de chaque corps. Ces colleges d'artisans & de marchands étoient établis à Lacédémone & à Rome, & ils avoient même droit de chasser, de leur seule autorité, ceux qui ne se comportoient pas bien, ou qui trahissoient le secret de leur compagnie.

Dans les autres villes de cette province ci-devant impériales, il y a un corps d'officiers municipaux sous le nom de magistrat, lequel est composé au moins de quatre bourguemestres & de huit ou dix conseillers. Les villes de Landaw, Haguenau, Colmar & Turckheim ont un préteur royal, & les corps de métiers y sont divisés en tribus.

Le roi créa en 1694, deux maîtrises particulières des eaux & forêts à Haguenau & Ensisheim, qui relevent de la grande maîtrise de Champagne: mais elles ne connoissent que de ce qui a rapport aux forêts du roi.

Avant que Strasbourg fût sous la domination de la France, & même jusqu'en 1694, le Magistrat faisoit battre monnoie au coin de la ville, au titre d'environ un huitième plus foible. Sa fabrication n'étoit pas considérable, puisqu'on trouve qu'elle n'avoit fourni que 7,056,750
livres

livres depuis 1632 jusqu'en 1689, & que depuis ce temps jusqu'en 1694 elle n'avoit point travaillé. Ce fut dans cette même année que le roi supprima cette monnoie particuliere & en établit une royale, dont la fabrication se fit par entreprise jusqu'en 1702, que le roi par édit de mars audit an, créa tous les officiers nécessaires tant pour la fabrication que pour la police : elle continua à travailler au titre ancien jusqu'en 1718, que le roi fit retirer toutes les especes de bon aloi par une refonte générale, & fixa les especes de cette monnoie au titre commun de celle de France.

L'intendant a inspection sur tout ce qui concerne finance, douane, revenus du roi, voierie, grands chemins, ponts & chaussées, deniers communs & patrimoniaux, à l'exception de la ville de Strasbourg.

Il n'y a point d'élection dans cette province : mais elle est soumise par rapport à la finance à la cour des aides & au bureau des finances de Metz.

Le droit écrit ou le droit romain est la seule loi sur laquelle on rend la justice en Alsace.

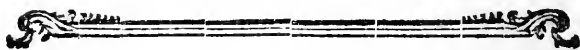
Après que la ville de Strasbourg se fut séparée de la communion romaine, l'empereur Maximilien II établit, à la réquisition du magistrat, le 30 mai 1566, une académie pour enseigner les humanités, la philosophie, la théologie, le droit & la médecine.

Pour en soutenir l'exercice, Erasme évêque de Strasbourg, consentit que les biens & revenus du chapitre catholique de S. Thomas, qui étoient déjà occupés par les protestants, fussent appliqués & assignés à l'entretien des docteurs &

194 RECHERCHES HISTORIQUES
professeurs, avec permission de se qualifier
chanoines.

Ferdinand II, par ses lettres du 5 Février 1621, érigea cette académie en université, avec le droit de créer des docteurs, licenciés, maîtres-ès-arts, poètes couronnés & bacheliers dans toutes les facultés, ce qui a été confirmé par le traité de Westphalie, & en dernier lieu par la capitulation royale du 30 septembre 1681.

Cette université fait corps avec toutes celles de France & d'Allemagne; c'est la seule du royaume où il y ait une chaire de droit public. Tous les professeurs suivent la confession d'Ausbourg; elle se gouverne suivant les anciens statuts des empereurs & du magistrat. Les réglemens du roi pour les études des universités de France ne s'y observent point.



CHAPITRE V.

Des Nobles & des Fiefs.

LA noblesse d'Alsace est illustre par son ancienneté & par sa pureté, qu'elle est toujours en état de prouver avec certitude & facilité, en produisant les actes & procès verbaux d'entrées dans les charges, ce qui se fait avec toute la rigueur qu'exigent les statuts de chaque maison.

Avant les arrêts de réunion du conseil supérieur d'Alsace, de l'an 1680, l'on distinguoit en basse Alsace la noblesse immédiate d'avec la noblesse médiata. La noblesse immédiate étoit

celle qui possédoit des fiefs, dont elle avoit été investie par l'Empereur comme chef de l'Empire : elle se qualifioit la noblesse Franche de l'Empire, de Suabe, de Franconie, du Rhin & du canton de la basse Alsace : elle reconnoissoit l'empereur pour son seul & unique Souverain chef & seigneur ; elle avoit cependant le droit de servir les autres princes & seigneurs dans les choses justes, qui n'intéressoient point Sa Majesté impériale : elle jouissoit de tous les droits de supériorité territoriale, & ses membres étoient exempts de tous droits de péage, redevance, cottisation & autres charges de l'empire : la chambre impériale étoit la conservatrice de leurs privileges, & ils étoient exempts de toutes juridictions étrangères. La noblesse médiata étoit celle qui ne possédoit que des arrièrefiefs, dont elle n'étoit investie que par des seigneurs particuliers.

Les fiefs se gouvernent par les conditions attachées aux investitures qui en ont été accordées ; & ces investitures sont principalement de deux espèces suivant l'usage d'Allemagne.

La première est lorsque l'empereur, ou un autre prince ou seigneur a démembré un fief qui lui appartenoit pour en donner une partie sous le même titre, à quelqu'un qu'il en a voulu gratifier.

La seconde est lorsqu'un particulier qui a des biens allodiaux ou en roture, veut se ménager une protection plus singulière de l'empereur, d'un prince ou seigneur ; ou qu'il desire soutenir sa maison en faisant passer sa succession aux mâles sans diminution ni légitime ; alors il offre ses biens allodiaux pour s'en faire investir

en fiefs, ce qui s'appelle *Oblation* ; & si-tôt que cette investiture est donnée, si les clauses & conditions qui y sont énoncées viennent à ne pouvoir s'exécuter, le fief retourne au seigneur féodal ou direct, qui peut en investir qui bon lui semble : & prescrire dans l'investiture les conditions qu'il lui plaît.

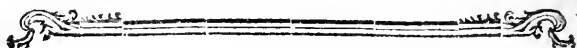
La condition ordinaire & la plus essentielle ; est le service du vassal en personne en temps de guerre ; c'est cette condition qui exclut les filles & les ecclésiastiques des fiefs qui viennent à vaquer dans leur famille, du chef de leurs ascendants, à moins qu'il ne plaise à l'empereur & maintenant au roi, aux princes & autres seigneurs directs, de passer par-dessus cette considération : il y en a des exemples, mais ils sont rares.

Lorsque les filles sont appelées par l'investiture au défaut des mâles, ces fiefs s'appellent féminins, non que les filles y soient appelées directement, mais parce qu'elles peuvent les posséder au défaut des mâles. Mais dans quelque espece que ce soit, ces fiefs ne passent jamais par succession aux collatéraux. C'est par cette raison que ceux qui possèdent des fiefs en Allemagne & en Alsace ne peuvent les vendre, aliéner, affecter ou hypothéquer, sans le consentement du seigneur féodal ou direct ; de sorte que la jouissance du possesseur n'est regardée que comme un simple dépôt ou usufruit. Si quelque noble de la basse Alsace veut vendre son bien noble, il doit préalablement l'offrir juridiquement au corps de la noblesse ; s'il passe à l'étranger, il demeure toujours assujetti à la contribution envers elle & est compris dans la matricule. Il est

bien vrai que des créanciers peuvent faire saisir le revenu, tant que le fief est en la main du débiteur; mais dès qu'il passe aux enfants ou autres appelés par l'investiture, l'action des créanciers cesse, & ils perdent ce qui leur est dû, s'il n'y a point d'allodiaux dans la succession.

Les veuves mêmes n'ont aucune hypothèque ni privilege pour leurs droits, douaire & conventions matrimoniales sur ces fiefs. Lorsqu'ils viennent à vaquer, ils sont un des plus beaux droits du seigneur dominant, qui pourroit, dans le cas de défaillance, les unir à son domaine, suivant le sentiment de plusieurs jurisconsultes, qui prétendent que la jurisprudence des fiefs d'Allemagne n'a rien de contraire à cette faculté; cependant cela ne s'est point pratiqué jusqu'à présent & n'est pas en usage dans l'empire, à moins que ces fiefs n'aient été autrefois aliénés du domaine. A l'égard des autres, ils sont obligés d'en disposer; & ils peuvent en gratifier qui bon leur semble, pourvu que ce soient des sujets du roi qui ne sont point engagés dans aucun service étranger.

Les biens qui ne sont pas nobles s'appellent *allodiaux*, qui se transmettent par succession de pere & mere aux enfants & aux plus proches parents, sans distinction des mâles ou femelles, & qui sont susceptibles de dispositions testamentaires & de toutes celles autorisées par le droit & par les loix.



CHAPITRE VI.

Du droit de Corvées.

LA Corvée est une redevance corporelle due au seigneur dominant , à cause de quelques droits ou héritages tenus de lui à cette charge ; c'est une servitude qui offense la liberté publique , & qui marque la violence du seigneur sur ses sujets. L'ordonnance de Louis XII, de 1499, a extrêmement modéré en France la rigueur de ces exactions.

Avant que l'Alsace fût sous la domination des François , les corvées étoient illimitées , & les seigneurs obligeoient leurs sujets d'en faire autant qu'il leur plaisoit , ou ils exigeoient d'eux des sommes considérables pour les en exempter.

Pour faire cesser cette sorte de vexation , le roi les a fixées à un certain nombre de la manière suivante : pour les seigneurs de la haute Alsace à cinq corvées par année , avec faculté de les faire en nature , ou d'obliger les habitants de les payer en argent ; savoir , pour chaque corvée de charrue , 30 sous : pour celle de cheval 15 sous , pour chaque personnelle 10 sous.

Dans les terres dépendantes du corps de la noblesse , nommée *immédiate* , elles ont été réglées par arrêt du conseil d'état , du 24 décembre 1683 , à 12 par an , laissant au choix de la noblesse de les faire faire en nature , ou d'obliger les habitants de les payer en argent sur le pied ci-dessus dit.

L'article XIV des lettres accordées à la maison de Hanau , fixe le nombre des corvées des terres & seigneuries qui en dépendent , de la même manière déterminée pour le corps de la noblesse.

Dans les terres des seigneurs particuliers , qui ne font point corps avec la noblesse immédiate , elles ont été fixées par arrêt du conseil d'état , du 4 avril 1683 , à dix par an , avec cette différence des précédentes , qu'il est au choix des habitants de les faire en nature ou de les payer : étant à observer que les laboureurs qui paient pour leurs charrues , & les habitants qui paient pour leurs chevaux , ne donnent rien pour leur personne.

Enfin par lettres patentes de septembre 1682 , le roi accorde à l'évêque de Strasbourg la faculté de jouir de 12 corvées personnelles par an sur tous les habitants des terres de l'évêché : de 7 corvées de chariots sur ceux qui en ont , & de 7 corvées de cheval de somme sur ceux qui en nourrissent. Chaque corvée rachetable , savoir , celle des chariots attelé de quatre chevaux à 3 livres , celles de cheval de somme à 15 sous & les corvées personnelles à 10 sous : étant ici à remarquer que la corvée des chariots ou des chevaux n'exempte point le propriétaire de ce qu'il doit pour sa corvée personnelle , comme dans les especes précédentes , en sorte que s'il paie 21 livres pour le rachat de 7 corvées de chariots , il doit en outre 6 livres pour ses douze corvées personnelles ; ce qui fait en tout 27 livres , & ainsi du propriétaire du cheval de somme : ce qui n'a lieu que pour les sujets de l'évêché.



CHAPITRE VII.

Du Gouvernement militaire.

L'Importance de cette frontière a engagé le prince à augmenter les fortifications des anciennes places & à y en construire de nouvelles , dans lesquelles il entretient un état major & de nombreuses garnisons. Ces places sont Landaw , le Fort-Louis du Rhin , le château de Lichtemberg , Strasbourg , Schelestat , Neuf-Brifac & Fort-mortier , Huningue , Landskroon & Belfort : Phalsbourg dépend des évêchés pour le temporel & de Strasbourg pour le spirituel & le militaire.

Dans toutes ces places il y a des casernes pour le logement des troupes. Celles de Strasbourg & de Schelestat ont été bâties par le magistrat de ces villes , & l'entretien en est à la charge des habitants ; la première fournit de plus la chandelle & le bois des corps-de-garde : mais pour ce qui regarde la citadelle & toutes les autres places fortifiées de la province , les dépenses sont à la charge du roi , ainsi que leurs hôpitaux.

La province a un gouverneur , un lieutenant de roi , deux autres lieutenants de roi à titre de finance & un commandant général : il y a aussi une maréchaussée , composée d'un prévôt général , deux lieutenants & quarante-six cavaliers divisés en dix brigades.

CHAPITRE VIII.

Des Finances.

L'Alsace qui , sous les Empereurs , étoit un pays d'états , est maintenant un pays d'impositions. La *taille* y porte le nom de *subvention* & la capitation y a aussi lieu , dont nous parlerons plus bas. Le roi perçoit encore les droits sur le sel & sur le vin , dans les pays de l'ancienne domination seulement , & sur les marchandises entrantes & sortantes de la province & des autres parties comprises sous le nom du domaine d'Alsace.

Le papier timbré , le contrôle des actes & des exploits , le privilege exclusif de la vente du tabac n'ont point lieu dans cette province ; elle prétend même avoir été déchargée de toutes créations d'offices & autres nouveaux établissemens , au moyen de ses privileges & d'une somme de 210,000 livres qu'elle paie annuellement en augmentation de la subvention : ce qui n'empêche pas qu'on ne lui demande l'exécution de la plupart des édits burfaux qui paroissent en France : mais elle a soin de se racheter plutôt que de souffrir les nouveaux établissemens. Quoi qu'il en soit , on croit pouvoir dire , qu'il n'y a pas à balancer pour la France d'accepter les offres de la province , toutes les fois qu'elle proposera de se racheter de l'exécution de ces édits , attendu que , par ce moyen , le roi en tire les mêmes secours , & que le

pays , en évitant les frais & les poursuites , s'occupe utilement sans trouble & sans agitation à l'agriculture & au commerce.

Les bois appartenants au roi consistent dans les forêts d'Haguenau & de la Hart , qui renferment en tout environ 60 mille arpents : le surplus des terres domaniales a été donné par Louis XIV au cardinal Mazarin , à M. Dervard & à d'autr-s.

Le roi de France retire , année commune , de la province d'Alsace , environ deux millions quatre-vingt-onze mille six cents livres.

S A V O I R ,

Recette générale des finances . . .	1,500,000
Domaines & gabelles	520,000
Coupe des bois du roi	41,600
Don gratuit du clergé	30,000
Total .	<u>2,091,600</u>

Outre ces droits , il se leve encore plusieurs sommes , en vertu d'arrêt du conseil , au profit des seigneurs particuliers , sur les ordonnances de l'intendant pour les frais extraordinaires des bailliages : lesquelles jointes aux dépenses que la ville de Strasbourg fait pour les fortifications & l'entretien de près de 300 ponts , & aux corvées d'hommes & de chevaux que la province fournit au roi & aux troupes , peuvent encore être considérées comme une charge d'environ un million , ce qui double au moins en temps de guerre.

Les habitants de l'Alsace , accoutumés dans tous les temps aux contributions , & peut-être

mieux instruits qu'un autre peuple , de la justice & de la nécessité des subfides , se font toujours prêtés de bonne grace à satisfaire au paiement de leurs impositions ; il n'en faut point venir avec eux aux contraintes ni aux poursuites : cependant on commence à trouver de la difficulté à faire les recouvrements : plusieurs communautés & même des bailliages sont arriérés de quatre , cinq & six mois , qui s'accumulent , sur les impositions subséquentes.

De plusieurs personnes qui ont réfléchi sur cette situation , les uns soutiennent qu'elle provient de l'augmentation des impôts , les autres de la diminution des peuples , quelques-uns de la rareté de l'argent & presque tous de la chute du commerce : mais je croirois assez volontiers qu'aucuns ne s'en prennent à la véritable cause.

1°. En 1695 qui étoit un temps de guerre & de confusion , les impositions montoient , argent d'Alsace , qui étoit environ un huitieme au-dessus du cours de France , aux sommes qui vont être détaillés ci-dessous.

S A V O I R ,

Subvention	99,000 l.
Impositions extraordinaires	660,000
Capitation	546,433 — 5 s.
Fortifications & épics du Rhin	40,000
Entretien de 10 Compagnies Franches pour la garde du Rhin	50,265
somme totale	<u>1,395,698 l.—5 s.</u>

L'imposition actuelle monte , année commune, à 1,500,000 liv. , ce qui n'opere que 104,301 liv. 15 sous d'augmentation & ne peut faire un

objet : si on veut seulement considérer que l'argent étoit à environ 32 liv. le marc & qu'il est aujourd'hui à 48 liv. & que suivant cette proportion , en supposant la province au même état qu'en 1695 , les impositions devroient être aujourd'hui de 1,850,000 liv. monnoie d'Alsace , ou de 16,190,000 liv. monnoie de France , à cause du 8^e de différence ci-devant observé ; & il faut ajouter que la province, outre les impositions en argent , fournissoit encore en nature les fourages des magasins des places & ceux du plat pays en hiver , le logement & le supplément du travail des troupes , l'entretien des deux régiments de milice & les corvées & voitures pour les armées, ce qui excédoit de beaucoup la totalité desdites impositions.

2^o. Suivant le dénombrement qui sera ci-après, le nombre des habitants n'étoit en ladite année 1695, que de 245,000 , & aujourd'hui il est de 339,650, ce qui fait un quart d'augmentation, & en auroit dû produire une de 400,000 , sur les impôts , étant un principe incontestable que les terres ne valent qu'à proportion qu'elles sont cultivées , & qu'elles ne sont cultivées qu'à proportion que le pays est peuplé : or cette augmentation de sujets est encore démontrée par une preuve naturelle. Presque tout le domaine en Alsace consiste dans la vente du sel & dans un droit d'aides sur le vin ; l'un & l'autre en 1694, ne produisoit pas plus de 200,000 liv. & maintenant ils passent 400,000 sans que la quotité du droit ait été augmentée : la consommation est donc la seule cause de ce produit : donc le nombre des consommateurs est augmenté.

3^o. L'argent n'est pas plus rare à présent

qu'en 1694, sans compter celui arrivé depuis ce temps - là de l'Amérique. L'augmentation de la valeur numéraire de 32 à 48 a produit une augmentation d'un tiers à la partie qui circule, cette augmentation attire l'argent étranger, & tient l'espèce dans un mouvement perpétuel, parce que la valeur ordonnée par le prince, quoiqu'imaginaire seroit une perte réelle pour ceux sur qui elle tomberoit en cas de diminution; d'ailleurs tout l'argent qui se leve dans la province y reste, & en outre le Souverain y fait passer tous les ans plus de trois millions de fonds extraordinaires pour la subsistance de 15 ou 20 mille hommes de troupes, pour les fortifications, les étapes, l'artillerie, l'entretien des chemins, des épics du Rhin, &c.

4°. A l'égard du commerce, on ne peut s'empêcher de conclure, en voyant l'augmentation des habitants, le rétablissement des villes & des villages qui avoient été ruinés, le grand nombre de troupes, les travaux, la grande quantité d'espèces qui y est annuellement voiturée, l'augmentation successive des droits de péage pour l'entrée & la sortie des marchandises, on ne peut, dis-je, s'empêcher de conclure que le commerce d'Alsace, loin d'être diminué, est augmenté.

La difficulté des recouvrements ne pouvant être attribué à aucune des quatre causes alléguées, il faut la chercher ailleurs; elle se trouve dans la défectuosité du cadastre, ou évaluation des biens sujets à l'imposition; les premiers vices de cette évaluation se sont perpétués depuis son établissement jusqu'à ce jour, & depuis ce temps les variations & les vicissitudes auxquelles toute

la nature est sujette , ont presque entièrement changé la face de la terre , d'où naît cette disproportion ruineuse.

En effet quelle perte immense pour une communauté , pour la province , pour l'état , lorsqu'un particulier rebuté de sa surcharge , cesse de faire valoir une portion de terre , de laquelle le produit est l'origine de la subsistance de plusieurs familles , dont l'inaction accable successivement tout ce qui les environne.

Il paroîtroit nécessaire , pour faire cesser cette funeste inégalité , & remédier aux désordres dont elle menace , de faire de nouveaux arpentages & de nouvelles estimations des héritages de la province. Les seigneurs & les habitants le desirent , ainsi nulle opposition de leur part ; & d'ailleurs nulle contradiction à craindre , parce que tout le monde convient de l'avantage qui en résulteroit. L'ancien plan faciliteroit ce nouvel ouvrage ; & peu de provinces offrent tant de moyens pour le conduire à sa perfection avec diligence , avec succès & à peu de frais.

Plusieurs communautés jouissent de revenus communs & patrimoniaux , dont l'adjudication se fait par-devant l'intendant de la province , qui en arrête aussi les comptes chaque année ; ces revenus montoient en 1695 , à 345,063 liv. ils sont à présent d'environ 400.000 liv. non compris ceux de la ville de Strasbourg , qui en 1695 étoient de 500.000 liv. & qui sont maintenant de 750,000 liv. lesquels sont administrés par le magistrat , sans que l'intendant soit en droit d'en prendre connoissance en quelque manière que ce soit.

CHAPITRE IX.

Produit des terres de l'Alsace.

Suivant le dénombrement fait par M. Guévin, qui a travaillé d'après M. de Vauban, au projet de la dixme royale, l'Alsace contient 24,500 habitants, 429 lieues quarrées, & 2,011,152 arpents, à raison de 4,688 arpents par lieue quarrée, dans lesquels se trouvent :

S A V O I R ,

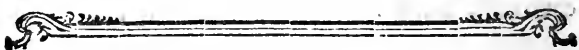
<i>Nature des terres.</i>	<i>arpens.</i>	<i>Produit.</i>	<i>sur quel pied.</i>
Terres à froment . . .	415,701	2,494,206 septiers	16 f. par an.
Orge & avoine . . .	415,701	2,494,206 f. . . .	16
Vignes	128,700	514,800 muids	4
Prairies communes . .	150,150	4,105,500 qx.	10 qx par cha.
Prairies non communes	64,351	3,861,000 qux.	6 char. par an.
Bois	3,580		

Suivant un autre dénombrement fait en l'année 1731, l'Alsace contient 339,650 habitants & en terres,

Terres labourables	{ 640,866 septiers, froment, seigle & orge.
590,591 arpents.	{ 98,570 f pois. fèves, bled turc.
	{ 80,369 f avoine.
Vignes 51,430 ar.	163,640 muids.
Prés communs 72,418.	
Non communs 96,226,990,214	quintaux.
Bois	40,510
Bœufs, 19,931. Vaches 70,430. Veaux 12,860. Moutons & Brebis 1,03,80. Porcs 82,930.	

L'extrême différence qui se trouve entre ces

deux opérations fait qu'on est aussi peu instruit que si on ne les avoit pas lues ; elles ont cependant été faites par les ordres de personnes constituées en dignité : mais sans doute ces ordres ont été mal exécutés & leurs bons desseins n'ont pas été secondés. Le premier paroît avoir travaillé sur un plan général & systématique de la lieue quarrée qu'il divise par comparaison à quelque canton de sa connoissance , à un certain nombre d'arpents de terre de chaque nature : le second a ramassé ce qu'on lui a dit sur les lieux , & s'en est contenté : & aucun ne s'est rendu utile.



CHAPITRE X.

Du Commerce.

L'Extrême fertilité de cette province sembleroit promettre un commerce fort étendu au-dedans & au-dehors : mais sûrs du nécessaire & bornés au débit de leurs denrées , les habitants se contentent d'être les commissionnaires de l'étranger , sans vouloir négocier pour leur compte.

Le produit de la terre & les fabriques consistent en tabac qui fait un objet considérable , chanvre , garance pour la teinture en écarlate , cuirs de chamois , suifs , tapisseries de Moquette & de Bergame , petites étoffes , comme tiretaine & futaine , couvertures de laine , cannevas & treillis , quelques toiles de lin & de chanvre , vin , eau-de-vie , vinaigre , porcs & bestiaux engrailés ; térébenthine , tartre , bleds de toutes especes , prunes , châtaignes & autres fruits , graines de
toutes

toutes sortes de légumes & de plantes , bois à brûler , à bâtir & pour la marine.

Les Hollandois , les Suisses & les habitants du Palatinat consomment presque toutes les denrées , à l'exception de ce qui s'enlève pour la subsistance des troupes du roi & pour l'approvisionnement des places.

La plus grande partie du commerce se fait par chariots , dont le tirage est très facile au moyen des chaussées qui traversent toute la province. La rivière d'Ill qui se jete dans le Rhin à deux lieues au-dessous de Strasbourg , est navigable depuis Colmar.

La navigation du Rhin est dangereuse en descendant , à cause des arbres qu'il roule ; & très-difficile en montant , à cause de l'extrême rapidité du fleuve ; cependant elle est fort fréquentée ; & avec beaucoup de précautions il arrive peu de naufrages. Ce fleuve est fort poissonneux & roule de l'or avec ses eaux , la pêche & la recherche de cet or appartiennent aux seigneurs fonciers , qui l'afferment aux paysans voisins. L'or du Rhin est peu abondant , mais très-pur , & c'est cette pureté qui contribue à la beauté du vermeil de Strasbourg.

Il se fabrique une assez grande quantité de fer du côté de Betfort ; des verres dans les montagnes , & de la faïence à Haguenau.

Il y a des mines de cuivre mêlées d'argent à Giromani , Ste. Marie, Affembac & autres lieux le long de la chaîne des Vosges : mais les unes & les autres ont été abandonnées depuis quelque temps , les propriétaires ayant vu que la dépense excédoit le bénéfice ; elles donnoient en cuivre environ 25,000 milliers de ce mé-

tal & en argent autour de 15 à 1600 marcs de matiere purifiée.

Par l'abondance des prairies & du fourage, il seroit possible d'établir de bons haras dans la province : comme l'espece des juments y est trop basse pour en tirer des chevaux, propres à la cavalerie & aux dragons, il faudroit les réformer toutes. Mais outre la perte de ces petites juments & l'achat des grandes, il faudroit nourrir ces dernieres à l'écurie, pendant que les autres ne vivent que de pâture : d'où il arriveroit que les payfans seroient frustrés de la vente des fourages aux entrepreneurs & munitionnaires, que les approvisionnements & fournitures de magasins deviendroient plus difficiles & plus chers, parce qu'il faudroit le tirer de l'étranger; & que ces grandes juments accoutumées au travail & à la sobriété, ne seroient pas capables de servir dans des corvées longues & rudes, comme les petites bêtes du pays, d'où il s'ensuit qu'il ne paroît aucun avantage ni pour la province, ni pour le Souverain, de faire à cet égard aucun changement ni aucun nouvel établissement. C'est ainsi que les ministres avoient pensé jusqu'en 1702 & 1704 que l'on fit venir de grands étalons des pays étrangers, & que l'on réforma toutes les juments de petite espece. Elles produisirent en effet quelques chevaux taille de dragons, dont on fit une remonte quelques années après pour l'armée d'Italie : mais comme on a reconnu par la suite que les avantages ne balançoient pas les inconvénients, on a laissé tomber peu à peu l'établissement, &

les choses sont aujourd'hui sur le pied où elles étoient anciennement.

Les privilèges de la ville de Strasbourg & la liberté que l'arrêt du conseil de 1683 , accorde aux négociants de faire seulement déclaration du poids des marchandises , sans en accuser la qualité , ne permettent pas de faire l'évaluation & la balance du commerce de cette province , ni par conséquent de connoître l'entrée & la sortie.

La forêt de la Hart contient environ 30,000 arpents : mais comme le terrain en est sec & aride , le bois n'y est pas de belle venue & ne sert gueres que pour le chauffage. Celle de Haguenau contient près de 31,000 arpents. Le bois qui croît dans la partie la plus proche du Rhin est gras , tendre & se pourrit aisément : celle du côté de la montagne fournit des chênes d'une très-bonne qualité & fort propres à la charpente.

Les îles du Rhin produisent de très-bons ormes propres au charronnage & à l'artillerie. Les montagnes des Vosges donnent beaucoup de chênes & de sapins , dont on tireroit un grand avantage pour la marine , si le transport en étoit praticable : cette difficulté réduit tous ces avantages à un commerce intérieur de madriers & de planches de sapin , qui se débitent principalement à Strasbourg.

Il se trouve beaucoup de salpêtre dans les montagnes du Suntgaw & dans la basse Alsace , ce qui donne lieu à une fabrication de poudre assez considérable , & cette poudre passe pour être des meilleures de l'Europe.

Il y a deux foires franches à Strasbourg de

quinze jours chacune , à Noël & à la S. Jean ; mais le commerce qui s'y fait n'est pas fort considérable. Celles des autres lieux ne méritent pas qu'on en fasse mention.

Il a été établi par lettres patentes du 14 septembre 1720 & 4 août 1732 deux manufactures de fer-blanc , l'une à Moissevaux & l'autre à Morvillars en la haute Alsace, qui réussissent très-bien. Par autres lettres patentes , du 15 Juillet 1730 , il a été formé une manufacture d'armes-blanches auprès d'Orbernheim , dont le succès a été long-temps douteux. L'entrepreneur manquant d'habiles ouvriers en avoit tiré de Solingen , mais ils refusèrent de faire des élèves , & débauchés par les allemands leurs compatriotes , ils retournerent dans leur pays , & la manufacture seroit tombée dès son commencement si l'entrepreneur n'avoit eu le bonheur de réunir des François au fait de ce travail.

Il y a des prairies & des pâturages excellents en plusieurs endroits , qui fournissent beaucoup de fourages ; & ils seroient inépuisables , si on étoit parvenu à défricher plusieurs terrains bas & marécageux. La province en retireroit un grand avantage pour la nourriture d'une plus grande partie des bestiaux , & le roi trouveroit avec facilité en temps de paix & de guerre , l'approvisionnement de ses magasins & la subsistance d'un corps de cavalerie : au lieu qu'il faut maintenant avoir recours à l'étranger. C'est un projet qui a été plusieurs fois examiné & qui a été trouvé praticable y ayant une pente suffisante pour l'écoulement des eaux.

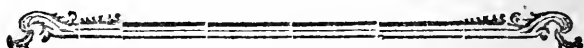
CHAPITRE XI.

Origine de la Subvention.

L'ALSACE ayant été soumise par les armes, & réunie à la couronne de France par le traité de Munster, de l'an 1648, il étoit juste que cette province fournît à l'état, dont elle étoit devenue membre, des secours proportionnés à son pouvoir, afin de résister aux ennemis qui oseroient l'attaquer par la suite : mais exposée depuis 12 ou 15 ans aux malheurs & aux ravages de la guerre, Louis XIV, se contenta de lui demander une taille modique, au delà de ce qu'elle fournissoit en nature pour la subsistance des milices & de la cavalerie. Cette taille fut réglée à 99,000 livres & nommée *subvention*, nom qu'elle a retenu jusqu'à ce jour. Elle demeura sur ce pied jusqu'en 1700, que la plupart des habitants, tant séculiers que réguliers, se trouvant exposés aux poursuites & aux procédures des officiers des maîtrises particulières des eaux & forêts d'Ensisheim & d'Haguenau, créées par édit d'août 1694, pour avoir contrevenu à l'ordonnance dans l'exploitation de leurs bois, ils offrirent, au nom de la province, de payer annuellement la somme de 300,000 liv. de subvention cours de France, au lieu de 99,000 liv. cours d'Alsace, à la charge qu'il seroit fait défenses auxdits officiers de s'immiscer à l'avenir en la connoissance des matières concernant les bois des particuliers : & encore que l'édit du mois d'Octobre 1699,

portant création d'officiers de police, & autres édits de créations & d'établissements de nouveaux droits qui venoient d'être publiés, n'auroient à leur égard aucune exécution pendant le temps de la paix.

Ces offres furent acceptées par arrêt du conseil du 29 novembre 1700, en conséquence l'imposition de ladite somme de 300,000 liv. fut faite pour la première fois en 1701, & les choses ont subsisté de la sorte jusqu'à ce jour sans aucun changement.



C H A P I T R E X I I.

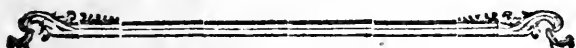
Origine de l'imposition des Epics du Rhin.

CETTE imposition est fixée à 30,000 liv. & se remet au trésorier général des fortifications, pour être employée à la construction & aux entretiens de certaines digues appelées *Epics*.

Comme le Rhin est fort rapide & que son lit est tortueux, le fleuve heurtant avec violence les angles & les sinuosités du terrain, l'ébranle, l'entraîne & pénétreroit l'intérieur des terres avec beaucoup de promptitude & de danger pour la province, si l'on n'avoit l'industrie de l'arrêter.

A cet effet on assure avec des pieux, sur le terrain solide du rivage, des fascines que l'on aboutit & que l'on pousse successivement en avant dans le lit du fleuve jusqu'à une distance suffisante, en observant de diriger ce

fascinage obliquement suivant la pente des eaux, & de conduire le travail de maniere que les couches de fascines, qui partent de l'enracinement du rivage, aient le temps de se charger de sable, ce qui forment promptement, & sans grande dépense, une espece d'épaulement, qui acquiert assez de solidité & d'élévation pour rejeter les eaux dans le véritable lit du fleuve, & défendre par ce moyen la rive que l'on a eu intention de protéger. Pour se représenter plus nettement la masse d'un ouvrage de cette nature, on peut imaginer que c'est une pyramide triangulaire couchée sur l'un de ses côtés, ayant la base appuyée sur le rivage, la pointe obliquement alongée dans l'eau, & dont l'angle ou arête supérieure forme un double talus.



CH A P I T R E X I I I.

Origine de l'imposition du Fourage.

L'Usage étant dans l'empire que les pays fournissent aux troupes qui y sont en quartier les denrées en nature, la France laissa subsister les choses de la sorte jusqu'à la paix de Rîswic, ou plutôt jusqu'en 1701, temps auquel la guerre recommença à cause de la succession d'Espagne. La province fournit donc jusqu'alors le fourage, non seulement pour les quartiers d'hiver du plat pays, mais aussi pour les magasins des places, ce qui étoit très-préjudiciable à l'engrais des

terres & à la nourriture des bestiaux , qui font une partie de la richesse des habitants.

Le roi ayant été informé du préjudice qui en résultoit , chargea en 1702 , un entrepreneur de cette fourniture , ordonnant qu'il seroit payé du fond de l'extraordinaire des guerres , sauf à imposer sur la province la partie de cette dépense , qu'elle seroit en état de supporter : cependant quoique l'imposition ait eu lieu dès ce temps-là , elle ne porta pas encore le nom de fourage , parce qu'elle fut confondue avec les autres impositions extraordinaires.

Les désordres du grand hiver de l'année 1709 & les malheureux événements de la guerre depuis Hocster épuisèrent si fort les finances , que faute de fonds on fut obligé de rétablir , au mois d'octobre , la fourniture du fourage en nature de la même manière qu'elle étoit avant 1701.

Enfin la paix ayant été conclue avec toutes les puissances , la France commença à respirer , & le roi , toujours attentif au soulagement de l'Alsace , qu'il considéroit comme le boulevard de ses états du côté de l'Allemagne , ordonna qu'à commencer au premier Janvier 1716 , la fourniture du fourage seroit faite par entreprise , que le fonds de la consommation seroit payé par le trésorier général de l'extraordinaire de la guerre , jusqu'à la concurrence de 5 sous par ration ; qu'à l'égard du surplus , si le prix de la ration montoit plus haut , il seroit imposé chaque année sur la province , par forme de supplément , & c'est ce supplément qui porte actuellement le nom de *l'imposition du fourage*.

Cet arrangement a toujours subsisté depuis

ce temps-là , si ce n'est lorsque le prix de la ration s'est trouvé excessif , auquel cas le roi a bien voulu partager la dépense par moitié , c'est-à-dire , que si la ration a été à 20 sous , la province au lieu d'en payer 15 n'en a payé que 10.

Dans les commencements de cet établissement , le prix ordinaire de la ration n'a gueres passé 7 à 8 sous , & le nombre des chevaux soit en garnison , soit en quartier , n'excédoit pas 1500 ou 1600 , en sorte que le supplément n'étoit que de 40 ou 50 mille livres : mais depuis plusieurs années la ration étant augmentée de prix & le nombre de chevaux ayant doublé , la partie à fournir par la province a été portée jusqu'à 4 ou 500 mille livres , sur quoi il est à propos d'observer que plusieurs impositions extraordinaires , qui avoient lieu auparavant , ayant cessé , la province se trouve pour la quotité des subsides en especes au niveau de l'année 1695 , malgré l'augmentation ci-dessus dite.

Outre ce supplément on impose encore d'autres dépenses sous le nom de fourages , savoir , les appointements des directeur , controlleur , inspecteur , caissier ; les fourages des généraux , de l'intendant & des commissaires provinciaux , les constructions des ponts & chaussées , les ouvrages imprévus , &c. ce qui peut monter , année commune , à la somme de 110 ou 120 mille livres au delà de celle du fourage.

Cette imposition , comme toutes les autres , se remet aux baillis , qui en portent le fond aux receveurs particuliers , & ceux-ci aux receveurs généraux des finances de la province , sur lesquelles le caissier du fourage est assigné ; & si

par l'événement il se trouve un excédent de recette, il est employé aux dépenses imprévues de l'année suivante, à la décharge de l'imposition future. Le caissier acquitte les différentes parties du service sur les ordonnances de l'intendant, par-devant lequel il compte; & le receveur général en compte au conseil & à la chambre des comptes, sur la quittance comptable de ce caissier.



CHAPITRE XIV.

Inconvénients de faire fournir le fourrage en nature.

Comme rien ne pouvoit être plus avantageux à la province que le rétablissement du fourrage en argent, nous croyons que rien ne lui seroit plus préjudiciable que d'abandonner cette imposition, pour retourner à la contribution en nature, & si ce changement, même en temps de guerre, arrivoit jamais, comme on l'a déjà vu, on ne peut l'attribuer qu'à des conseils dictés par l'ignorance ou par l'intérêt.

Cette contribution a souvent excédé trois millions de rations par an réparties sur les communautés, eu égard à leur force & étendue, lesquelles souvent sont obligées de voiturier ce fourrage, dans les différents magasins qui leur sont indiqués.

Il y a apparence que le prétexte dont on s'est servi, quand on a porté la cour à consentir à la fourniture du fourrage en nature,

a été la crainte que l'espece ne manquât & d'exposer par - là le service : mais en continuant la fourniture par traité , loin de courir ces risques , on évitera une multitude d'inconvénients à charge aux communautés , & beaucoup d'infidélités de la part des commis très - préjudiciables au service & à la province , & c'est ce que l'on va démontrer.

Pour reconnoître que l'espece ne courroit aucun risque de manquer , il ne s'agit que d'une réflexion très - simple ; c'est que de tous les fourages que l'Alsace fournit au roi , il n'en vient que la plus petite partie du dehors ; que ce fourage est originaire de la province , qu'il y existe réellement & nécessairement après la récolte , & que par conséquent l'entrepreneur l'y trouvera pour son argent , toutes les fois qu'il en aura besoin.

On objectera peut-être que les grands approvisionnements à faire , pourroient porter la denrée à un prix si excessif , qu'il faudroit traiter avec l'entrepreneur sur le pied de cette plus-value pour l'année suivante , & être exposé à des demandes en indemnité pour celle du service passé.

On répond 1°. que l'entrepreneur aura un trop grand intérêt à empêcher le haussement de prix , pour douter qu'il néglige de sa part , les soins , les attentions , le secret & les manœuvres , que tout homme intelligent & au fait met en usage en pareil cas. En 1734 , par exemple , les vivres , l'artillerie & l'étape enleverent 12 à 1300 mille rations de fourage , sans qu'on se soit apperçu d'une autre augmentation , que celle qui avoit été occasionnée par les enleve-

ments que le roi avoit fait faire ouvertement pour son compte.

20. Si l'on remarquoit que les prix de la denrée se portassent au delà d'une juste proportion, soit par l'avidité concertée des habitants, soit par les achats clandestins de quelques monopoleurs, l'intendant pourroit y mettre ordre sur le champ par une fixation raisonnable & par des défenses sévères, comme on le pratique pour le grain, l'avoine, &c.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que l'on ne doit point appréhender que l'espèce y manque, ni même qu'elle augmente au delà du prix ordinaire, tant que le ciel ne fera pas contraire. Voyons maintenant les inconvénients de la répartition en nature.

Il ne croît pas également du fourrage dans toutes les parties de la province, il y a des cantons où il abonde, d'autres où l'on n'en voit point ou peu, d'autres où il est bon, d'autres où il est mauvais : certains villages se trouvent à portée des magasins, d'autres en sont à 14 ou 15 lieues, dans quelques-uns il y a beaucoup de chevaux, dans d'autres il y en a peu.

Pour suppléer à ces différents besoins & fournir leur contingent, les communautés sont forcées de faire des traités usuraires avec les Juifs ou autres, ce qui cause une surcharge capable de les ruiner, & une disproportion dans le traitement qui est ordinairement plus fâcheuse & plus insupportable au cottisé, que la dépense même qu'elle occasionne : voilà en gros l'image des inconvénients particuliers, mais il en est de généraux qui ne méritent pas moins d'attention.

Comme les communautés se mettent en mouvement presque toutes en même temps, soit à cause des ordres circulaires qui leur sont notifiés, soit à cause des temps de récolte & de culture qui sont précieux, soit enfin à cause de la diligence que le service requiert, il se présente à la fois une si grande quantité de voitures aux magasins, que les hommes & les chevaux sont forcés d'attendre plusieurs jours avant que de pouvoir être expédiés, exposés eux & leur fourage aux injures du temps, ce qui les ruine en frais, cause des maladies souvent mortelles aux hommes & aux bestiaux, retarde la culture des terres, & préjudicie infiniment à cette abondance ordinaire de la province, si utile & si nécessaire au bien du service.

Si l'on ajoute à ces secours, aux pluies qui surviennent & aux autres accidents, le peu d'économie des préposés, qui n'ont point d'intérêt personnel à la chose, on concevra sans peine qu'il se perd, & se pourrit une grande quantité de fourage, en sorte que, pour avoir un million de rations effectives, & de bonne qualité, on est obligé d'en imposer plus de 1500 mille, ce qui empêche les engrais & la multiplication du bétail.

Outre ces surcharges considérables & infructueuses, l'avidité & l'infidélité de commis & préposés en font encore éprouver d'autres à la province. Ils exigent de l'argent pour la prompte expédition & pour les préférences, pour approuver la qualité du fourage : mais sur quoi ils font leur plus gros gain, c'est sur la quantité, & voici comment ils y procèdent,

Ils demandent au conducteur d'une communauté combien il y a de quintaux de foin dans sa voiture ? on suppose qu'il réponde qu'il y en a quinze : le commis , dont l'intérêt & la pratique ont rendu le coup d'œil juste , lui dit que cela ne se peut , qu'il n'y en a que douze , que s'il veut le laisser pour cela , il est le maître , sinon qu'il faudra en faire la pesée après que les voitures en décharge seront expédiées. Le paysan , informé par sa propre expérience ou par ses camarades , que sa résistance lui coûtera deux ou trois jours de retard , après lesquels on rebuttera peut-être son foin sous prétexte de détectuosité , se hâte de terminer le moins mal qu'il peut ; & ces compositions répétées forment bientôt , avec le secours des places de rachat , ce qu'ils appellent *bons de magasins* , qui les mettent en état de traiter & de donner quittance à des communautés éloignées ou mal fournies. Moyen prompt & facile par lequel quelques-uns ont déjà fait des fortunes au grand détriment de la province. On prétend qu'ils trouvent aussi des bénéfices considérables par des procès verbaux qu'ils ont l'adresse de surprendre pour prétendus dégâts , pertes , &c.

Après avoir parcouru une partie des désordres qu'entraîne la répartition du fourage en nature , il faut examiner la possibilité & l'avantage de le fournir aux troupes par entreprise.

Nous avons observé que tout le foin , qui se fournit par les communautés , est originaire de la province ; & nous venons de remarquer que les pluies & le peu de ménagement en occasionnent la perte d'un tiers environ. Or il n'y a personne qui puisse disconvenir que si les com-

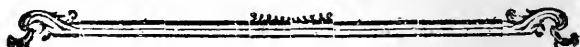
munautés en fournissent une quantité suffisante avec ce déchet , un entrepreneur , qui agira avec économie & pour son propre compte , ne trouve encore mieux que les communautés cette quantité suffisante , par conséquent nulle inquiétude à avoir sur la pénurie de la denrée.

Quant aux prix , on supposera la demande portée à trois millions de rations , que le quintal du meilleur foin sera fixé par l'intendant à 40 sous , & la voiture à peu près sur le pied des vivres , c'est-à-dire , un sou six deniers le quintal par lieue , qui sont des prix très-forts ; il se trouvera , par cette supposition , que la ration de foin de 15 livres pourra revenir l'une dans l'autre à 7 sous 6 deniers , ce qui fera 1,120,000 , pour les trois millions de rations demandées.

On est convaincu que , si les baillis & les principaux habitants des communautés étoient consultés , ils consentiroient avec joie à cette imposition , & que les receveurs généraux & particuliers se soumettroient , moyennant leurs remises & gratifications ordinaires , à la payer en douze mois à commencer de Janvier , ce qui mettroit l'entrepreneur en état de faire face à ses engagements ; ainsi voilà la possibilité reconnue , quant aux fonds & à la quantité de la denrée : voyons à présent les avantages qui la suivent.

L'entrepreneur prendra ses mesures pour que le fourage soit voituré dans un temps sec & convenable ; il aura autant d'intérêt à bien conserver sa denrée , que les commis régisseurs en ont à la dissiper , pour donner matière à des procès verbaux où ils trouvent leur compte : il tirera le foin des meilleurs cantons , il emploiera

224 RECHERCHES HISTORIQUES
toute son industrie & ses soins à éviter les plaintes fondées des troupes , dont les commis régisseurs ne se mettent nullement en peine , d'où il suit qu'elles en seront mieux servies , que le souverain ne paiera que la fourniture réelle & effective , & épargnera les frais de régie : le fardeau de l'imposition deviendra égal à toutes les communautés , & par cette raison elles seront en état de le supporter bien plus long-temps ; l'argent qui proviendra de ce recouvrement , se répandra sur le champ dans la province & animera la circulation , tous les inconvénients & toutes les vexations , si à charge aux communautés , cesseront absolument par la forme proposée : enfin on conservera une province dont le monarque tire des secours presque impitoyables.



CHAPITRE XV.

Domaine du roi de France en Alsace.

LE domaine dans la province d'Alsace consiste dans la gabelle , les droits de péages , le *masphéning* , aubaine , désliérence , transmigration , bâtardise , amendes édictées du conseil supérieur d'Alsace & autres justices royales , présentations & affirmations dudit conseil supérieur & protection des Juifs.

1^o. Quoique le roi de France possède l'Alsace en toute souveraineté , cependant il n'y jouit pas généralement du droit de *gabelle* , parce que la plupart des terres des seigneurs , autre-
fois

fois états immédiats de l'empereur & de l'empire , ont été conservés dans leurs privilèges ; c'est pourquoi , comme nous l'avons dit , on distingue la province en ancienne & nouvelle domination.

Le receveur de chaque magasin fait la distribution des sels aux communautés de son département , entre les mains d'un habitant appelé *magasineur*. Le fermier a le droit de le nommer , mais à son défaut les seigneurs & les communautés peuvent procéder à sa nomination. Lorsque l'on a pourvu à cet emploi de l'une ou de l'autre manière , le préposé leve la quantité de sel qu'il juge nécessaire à la consommation des habitants de sa communauté , auxquels il en fait la distribution. Il paie le quintal au magasin , 10 liv. 16 sous 2 den. mais il a la liberté de le revendre 2 sous 8 den. la livre ; au moyen de quoi , il se trouve un bénéfice de 2 livres 10 sous par quintal , pour lui tenir lieu de salaires & des frais de voitures : ce prix est égal dans toutes les terres de l'ancienne domination.

Les habitants du Neuf-Brifac , Huningue & Fort-Louis ne paient le sel que 7 liv. 10 sous le quintal , en conséquence des privilèges qui leur ont été accordés par Louis XIV , lors de la fondation de leurs villes.

L'abbaye de Newbourg ne paie que 8 liv. du quintal , parce qu'étant un lieu libre , le fermier a cru devoir traiter sur ce pied pour l'empêcher de se fournir ailleurs.

Le produit total de la gabelle peut être estimé , année commune , à 220 ou 230 mille livres , déduction faite du prix de la fabrication des sels & des voitures.

Le sel se tire de la Saline de Moyenvic dans les trois évêchés.

2°. Le roi perçoit seul le droit de *Péage* dans toute l'étendue de la province, soit ancienne, soit nouvelle domination. Les seigneurs immédiats en jouissoient autrefois dans le détroit de leurs terres & seigneuries : mais ces privilèges ont été supprimés, à l'exception de ceux de la ville de Strasbourg.

Il y a plusieurs lieux dépendants du diocèse de Spire en basse Alsace, qui ne paient au roi aucunes impositions ni droits, quoique ce prince y exerce actuellement la souveraineté, parce que les princes & seigneurs voisins prétendent qu'ils font partie de leurs états, les limites n'ayant pas été réglées depuis la paix de Rastat.

Le titre, en vertu duquel les droits du roi de France sont perçus, est un tarif arrêté en 1663, autorisé par l'ordonnance de M. Poncet alors intendant ; & il est le même qui subsistoit du temps de la Maison d'Autriche, pour les terres qui en dépendoient, & le paiement a continué à se faire en monnaie d'Alsace sous le nom de florins, creutzers & hellers. Le florin est évalué à 33 sous 4 den. tournois : le creutzer 6 $\frac{2}{3}$ den. & le heller 1 den. $\frac{1}{3}$.

Ce droit est dû sur toutes les marchandises & denrées entrantes & sortantes de la province, à l'exception de ce qui appartient aux marchands & habitants de la ville de Strasbourg. Son produit total peut être estimé, année commune, à la somme de 135 ou 140 mille livres.

3°. Le droit de *masphening* est un impôt sur le vin, qui se perçoit dans l'étendue de la gabelle, c'est-à-dire, seulement dans les lieux de l'ancienne domination de la maison d'Autriche,

& concurremment avec les seigneurs , qui appellent la partie dont ils jouissent *Umguld*. Les seigneurs des terres de la nouvelle domination ont le même droit à l'exclusion du roi.

Il n'y a d'autre titre pour la perception du *masphéning* , que l'usage pratiqué avant la cession faite au roi des terres de la maison d'Autriche, c'est à proprement parler , un droit d'aide de 16 sous 8 den. par mesure de vin de quelque qualité qu'il soit , qui se débite en détail par les cabaretiers , & de 8 sous 4 den. pour la bière. La mesure est de 32 pots ou 64 pintes.

Les maîtres des postes aux chevaux , qui sont la plupart cabaretiers , sont exempts de ce droit & de l'*Umguld* jusqu'à la concurrence de cent mesures de vin par an , mais ils paient l'excédent. La totalité du droit peut aller , année commune , à la somme de 50,000 liv. Les eaux-de-vie & les autres ne sont pas sujettes au droit de *masphéning*.

40. Le droit *d'Aubaine* s'exerce sur les successions des étrangers qui sont établis dans cette province , & qui y meurent sans être naturalisés & sans laisser des enfants légitimes. L'on excepte les Suisses alliés à la France , les habitants de Strasbourg de quelque pays qu'ils soient , les étrangers qui étoient établis dans la basse Alsace avant les arrêts de réunion , les Lorrains & ceux qui sont nés au Vieux-Brisac & dans d'autres lieux pendant que sa Majesté en avoit la souveraineté , lesquels par des capitulations , privilèges ou droits respectifs , sont réputés régnicoles , & peuvent par conséquent disposer par testament , donation à cause de mort , ou par toute disposition , de leurs successions ; au lieu que les

étrangers ne peuvent absolument disposer que par contrats de mariage ou donation entre vifs.

Le cas d'aubaine arrive rarement, & s'il échoit, c'est sans objet, parce que la plupart de ceux qui y sont[§] sujets, sont de simples manouvriers, quimeurent aussi pauvres qu'ils ont vécu.

50. Le droit de *désbérence* que l'on prétend acquis au roi sur les successions délaissées, seroit infailliblement disputé au fermier par les seigneurs, si l'espèce se présentoit, parce qu'ils prétendent qu'en ayant joui sous la souveraineté de l'empereur & de l'empire comme étant immédiats, & comme étant en possession de plusieurs autres droits régaliens, il leur appartient incontestablement. Mais on n'a point encore trouvé l'occasion de lier cette contestation, parce qu'il s'est toujours trouvé confondu avec celui d'aubaine, n'y ayant presque que les successions étrangères qui puissent les faire naître, attendu que, suivant le droit écrit, les femmes succèdent à leurs maris, quand ils ne laissent pas de parents jusqu'au dixième degré.

60. Le droit de *transmigration* consiste dans le dixième de la valeur des effets que les habitants de l'ancienne domination transportent hors du royaume, lorsqu'ils quittent l'Alsace, ou de ceux que les étrangers, capables de succéder en cette province, recueillent des successions qui leur étoient & qu'ils emportent.

70. Le droit de *bâtardise* n'a pas lieu en Alsace, comme dans le reste du royaume, parce que suivant le droit écrit qui y est suivi, & auquel le roi n'a point dérogé, les mères succèdent à leurs enfants, & les enfants à leurs mères.

8°. Les *amendes édictées* consistent dans les condamnations prononcées par les juges royaux, au profit du roi, contre les prévenus de crime; dans celles acquises pour cause de fol appel & encore dans les amendes consignées pour requêtes civiles & prises à partie : le tout conformément aux ordonnances & réglemens concernant le civil & le criminel, suivant lesquels les tribunaux de cette province sont tenus de juger. Le produit de cette partie peut monter en total, année commune, à la somme de 13 à 14 cents livres.

9°. Le neuvième droit prend son nom des actes sur lesquels il se perçoit, il se paie en effet par les parties, pour les actes de *présentations*, défauts, congés & *affirmations*, qui s'expédient au conseil supérieur d'Alsace, conformément aux édits, déclarations, tarifs, arrêts & réglemens. Le produit monte, année commune à 1200 livres.

10°. Il n'existe aucun acte qui établisse que la contribution levée sur les *Juifs*, soit à titre de *protection*. Il ne paroît pas même que la maison d'Autriche en ait joui, pendant qu'elle possédoit la haute Alsace. Voici ce qui semble avoir donné lieu à son institution.

On ne doit attribuer qu'au hasard la dénomination de ce droit. Suivant le tarif de 1663, chaque Juif entrant & sortant de la province, devoit payer, pour le péage corporel un florin 12 creutzers, faisant deux livres, s'il étoit à cheval; ou s'il envoyoit pour ses affaires un messager chrétien il payoit 36 creutzers, faisant une livre; & s'il étoit à pied & mendiant, 7 creutzers 1 heller faisant 4 sous. Ceux qui avoient

une fois payé le péage , en étoient francs pour sept jours eux & les marchandises qu'ils portoient sur leurs corps ; d'où il résultoit un abus considérable, en ce que les droits de ces marchandises excédoient de beaucoup la valeur du péage corporel auquel ils étoient assujettis.

A cet inconvénient préjudiciable aux fermiers, il s'en joignoit un autre onéreux aux Juifs, qui est que l'ancienne domination de la maison d'Autriche, se trouvant mêlée avec plusieurs états immédiats de l'empire, dont les seigneurs avoient aussi des bureaux pour la perception des droits de péage, il arrivoit souvent que, pour peu de chemin qu'un Juif eût à faire, il payoit plusieurs fois en un jour le péage corporel.

Après la réduction des villes de Fribourg & du Vieux-Brisac, M. Poncey trouva un expédient pour régler cette affaire d'une manière équitable & convenable aux intérêts des parties : qui fut de fixer, par forme d'abonnement, la somme que chaque chef de famille Juive, demeurant dans les lieux cédés au roi par l'empereur comme archiduc d'Autriche, paieroit par chaque année pour être exempt du péage corporel, au moyen de quoi il seroit expédié à chacun un passe-port, ou billet d'exemption, avec lequel il pourroit aller & venir librement, sans rien payer dans les bureaux par où passeroit. Quelqu'un appella ces passe-ports, *billets de protection*, & le nom leur en est resté.

Il est à présumer que le droit de protection des Juifs, est un droit purement seigneurial & non régalien : que le roi ne l'a établi que comme acquéreur des terres de la maison d'Autri-

che, & non comme souverain : trois raisons semblent décider cette question.

La première est que tous les Seigneurs particuliers d'Allemagne, ainsi que ceux d'Alsace, le perçoivent à titre de propriétaires de leurs seigneuries dans tous les lieux où il y a des Juifs domiciliés, les uns le faisant payer plus, les autres moins : le droit le plus fort ne passe cependant pas 38 livres par chef de famille.

La seconde est que, si c'étoit un droit attaché à la souveraineté, le roi l'auroit indubitablement établi dans les lieux de la nouvelle domination, comme dans ceux de l'ancienne.

La troisième enfin est que, lorsque ce monarque a fait don au cardinal de Mazarin des bailliages de Berfort, Delle, Altkirch, Ferrette, Thaur & Ensisheim, & à M. Dervart de celui de Landser, qui étoient des terres de l'ancienne maison d'Autriche, il ne s'est point réservé le droit de protection des Juifs, le leur ayant abandonné, comme un droit seigneurial & foncier : avec cette différence seulement que ces seigneurs & autres de la haute Alsace, ne sont pas en droit d'expulser les Juifs, comme le sont l'évêque de Strasbourg & le comte de Hanau, qui ont ce privilège par lettres patentes.

Quoi qu'il en soit, le fermier perçoit 17 liv. 10 sous par famille juive dans les lieux de l'ancienne domination ; pour cet effet les receveurs principaux se font fournir au commencement de l'année un dénombrement des familles de leur département, dont la vérification se fait par les contrôleurs ambulants qui vont de village en village.

Le directeur fournit aussi auxdits receveurs

principaux , autant de billets , ou passe-ports signés de lui & cachetés du sceau de la ferme qu'il y a de familles ; & cela sur papier qui change tous les ans , pour la couleur , portant le nom , surnom , la taille , le poil , l'âge & la demeure du chef de famille : lesquels billets ils sont obligés de représenter aux bureaux où ils passent ; & s'il arrive que quelqu'un de ces chefs de famille quitte le pays avant que d'avoir payé le droit , le corps des Juifs en est responsable pour le quartier qui est dû. Il n'en est pas de même quand ils deviennent insolvables , les receveurs en ce cas font les poursuites nécessaires , qu'ils rapportent pour en être déchargés.

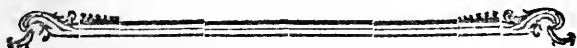
Comme la ville de Landaw , ci-devant impériale , est de la nouvelle domination , les Juifs qui y sont domiciliés ne sont pas sujets au droit de protection.

Il y a aussi une douzaine de familles Juives au vieux Brisac qui , suivant l'abandonnement fait avec les chefs paient chacune 21 liv. pour l'exemption du péage corporel , quand pour leurs affaires ils passent le Rhin , & en conséquence chaque année , on leur délivre , comme aux autres , des billets de franchise.

Comme il n'est pas permis aux Juifs d'acquiescer & de posséder des biens fonds , toute leur ressource est dans le commerce , & ils y appliquent toute leur industrie. On ne peut rien imaginer , depuis les choses les plus viles jusqu'aux plus précieuses qu'ils ne soient prêts à vendre ou acheter ; ils se secourent mutuellement dans entreprises , ils ont des correspondances par tout l'univers : la nuit , le froid , le chaud ,

les dangers même ; rien ne suspend leurs courses quand ils s'agit du gain.

Le produit de tout ce qui se perçoit pour cette protection peut aller, année commune, à 11000 liv.



CH A P I T R E X V I.

Ancienne maniere de lever les impositions.

SO U S la domination des empereurs, l'imposition ordinaire destinée à l'entretien des troupes, à la nécessité publique & à la défense de l'empire s'appelloit *Mois Romains*. Afin que chacun y contribuât à proportion de ses facultés, l'empereur Sigismond, du consentement des princes & états de l'empire, fit un règlement l'an 1431, par lequel on statua ce que chacun d'eux auroit à payer, non seulement pour s'opposer aux ravages des Hussites, mais encore pour toutes les autres guerres dans lesquelles l'empire se trouveroit intéressé par la suite. Ce règlement fut inséré dans un registre appelé *matricule* ; & c'est-là l'origine de ce fameux livre ou cadastre appelé *matricule de l'empire*.

L'origine du nom de *mois romains* vient de ce que les états de l'empire étoient autrefois obligés de lever & d'entretenir à leurs dépens vingt mille hommes de pieds & quatre mille chevaux, pour accompagner l'empereur, quand il faisoit le voyage de Rome pour se faire couronner : mais Ferdinand I, n'ayant pas cru qu'il

convînt à la dignité d'un chef de l'empire d'aller mendier la confirmation du pape, abolit l'an 1558 cette coutume inutile, onéreuse & odieuse à tout le corps germanique. Cependant la levée des milices continua toujours sous le nom de *mois romains* : mais si quelques-uns d'entre les princes & états ne pouvoient fournir des troupes, ils en étoient déchargés en donnant l'équivalent en argent. L'empereur Charles-quinr régla cet équivalent à 12 florins par cavalier & à 4 florins par fantassin, le florin au prix d'environ quarante sous monnoie de France, argent fort : mais les choses ayant augmenté de beaucoup depuis ce temps, l'entretien du cavalier a été fixé à 60 florins & celui du fantassin à 12. Cependant pour ne point déroger à l'ancienne règle, on multiplie les mois jusqu'à ce qu'ils puissent atteindre à cette augmentation, en sorte qu'il faut maintenant cinq mois romains pour un cavalier & trois pour un fantassin.

Lorsque quelque province, état, ou ville immédiate a souffert quelques pertes & dommages par la guerre, ou quelques autres événements fâcheux, elle se pourvoit pour être modérée ; mais ce ne peut être que par l'autorité d'une diete.

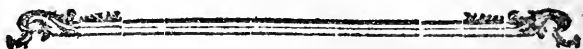
Outre les mois romains, il y a encore une autre imposition destinée au paiement des gages des officiers de la chambre impériale, qui est ordinaire & annuelle, lorsque les mois romains ne s'imposent que dans les occasions où l'intérêt commun & la conservation de l'empire l'exigent : la diete en règle le nombre proportionnellement aux besoins, & on les a quelquefois vus centuplés.

En vertu de la taxe imposée par les directeurs des cercles, les princes & états immédiats dont ils sont composés la répartissent sur leurs sujets.

Par la division que l'empereur Maximilien I, fit de l'Allemagne dans les années 1500 & 1512, l'Alsace fut comprise dans le cercle du haut Rhin, & employée dans la matricule de l'empire. La ville de Strasbourg y est taxée à 25 cavaliers, 135 fantassins & 275 florins pour la chambre impériale, les autres villes & états immédiats de cette province à proportion : mais elle fut rayée de la matricule, au desir du LI^{me}. article du traité de Riswik.

Ces sommes ainsi imposées doivent se remettre à la caisse du cercle ; & lorsque quelque partie est en retard d'y satisfaire, elle peut y être contrainte par exécution militaire, ainsi qu'il se pratiquoit du temps des empereurs de Rome.

Outre les impositions générales & communes des mois romains, chaque état avoit encore sa dépense particulière, soit pour sa propre conservation, soit pour l'entretien des ponts & chaussées, pour les hôpitaux, les édifices publics, &c. Mais comme l'union de la province d'Alsace à la couronne de France a fait cesser l'ancienne forme, & donné lieu à une nouvelle, nous allons maintenant l'expliquer, en faisant observer préliminairement, que tous les bailliages n'operent pas toujours dans les mêmes détails avec la même uniformité, & que l'on a suivi ce qui se pratique le plus ordinairement dans le plus grand nombre.



CHAPITRE XVII.

Maniere nouvelle de répartir les impôts.

LA forme de l'imposition de la taille, qui porte en cette province le nom de *subvention*, ne peut être exactement comparée à aucune des deux généralement connues en France, sous les noms de *taille réelle*, & *taille personnelle* ou *mixte arbitraire*. Celle-ci a des parties semblables à l'une & à l'autre : mais elle en comprend en même temps plusieurs qui en diffèrent & qui lui sont propres, d'où il résulte une troisième espèce inconnue dans le royaume, de laquelle nous allons donner l'explication.

Le gouvernement établi du temps des empereurs ne pouvant compatir, ni subsister sous un gouvernement monarchique, le roi de France, après la réunion de la province à sa couronne, pourvut non seulement à ce qui concernoit le civil, le criminel & le militaire : mais encore fit des réglemens pour l'administration des finances & de la perception des impôts, suivant lesquels l'Alsace fut divisée en deux recettes ou bureaux, ce qui subsista jusqu'en 1696, qu'il en fut établi trois, & qu'on créa des receveurs pour chacun, qui sont Strasbourg, Colmar & Landau, qui comprennent environ chacun le tiers de la province & qui sont subdivisés en bailliages.

Chaque bailliage renferme un certain nombre de paroisses ou communautés qui forment

des especes des recettes particulieres , & ce qui feroit considérer les trois bureaux comme des recettes générales. Outre ces divisions , on estima encore ce que chaque bureau étoit à l'égard de toute la province : & par subdivision ce que chaque bailliage étoit au respect de tout le bureau.

EXEMPLE. Supposant que le bureau de Colmar soit le tiers de l'Alsace , & que le bailliage de Betfort soit un douzieme de ce bureau , il fut dit que lorsque l'impôt de la subvention seroit à 36,000 liv. sur la province , elle devroit être de 12,000 liv. sur le bureau de Colmar comme tiers de la province , & de 1,000 liv. sur le bailliage de Betfort comme 12^e. dudit bureau.

Lorsque par les événements de la guerre , quelqu'un de ces bureaux augmente ou diminue trop par des conquêtes ou par des pertes , on les égalise de nouveau , en faisant entr'eux une nouvelle répartition des paroisses , comme il arriva après la paix de Riswic , à cause de la restitution du grand bailliage de Quermesheim & du Brisgaw.

C'est sur ces principes que le conseil s'est conduit jusqu'à présent pour répartir la totalité de l'imposition sur les bureaux , & les intendans s'en sont rarement écartés lorsqu'ils ont divisé l'imposition des bureaux sur les baillia-ges. A l'égard du département des paroisses & des communautés , voici la maniere dont on y procede.

Chaque année & quelque temps avant celui de l'imposition , le bailli du bailliage , après en avoir reçu l'ordre de l'intendant , convoque

les prévôts & les jurés de chaque communauté pour convenir entr'eux de la répartition d'une somme de 100 liv. de laquelle on donne à chaque paroisse, village ou communauté la portion qu'elle est en état de supporter, eu égard à la fertilité & à l'étendue de son terroir, à son commerce, au nombre de ses habitants & aux hasards bons ou mauvais qu'elle peut avoir eus pendant le cours de l'année précédente.

Le prévôt assiste à la répartition du pied de 100 liv. pour soutenir les intérêts de sa communauté, représenter les accidents particuliers, qui peuvent être arrivés aux héritages ou aux récoltes, & solliciter en conséquence la modération due à l'état de la paroisse pour laquelle il occupe.

Le bailli préside à l'assemblée, & autorise l'acte qui en résulte; s'il survient des différends entre les prévôts sur les divers intérêts des communautés, il les concilie à l'amiable, & il y a peu d'exemples que la contestation ait été portée plus loin; cependant si le cas se présentoit, il seroit jugé par l'intendant, auquel la connoissance de tout ce qui regarde la finance appartient, à l'exclusion de tout autre juge; comme nous l'avons déjà observé.

Cette somme de 100 liv. étant ainsi répartie sur les communautés qui composent le bailliage, le bailli en adresse l'état à l'intendant, qui établit sans peine & sans crainte d'être chargé des injustices qui en peuvent résulter, la somme à laquelle l'imposition du roi se trouve monter, suivant le pied de cent livres.

EXEMPLE. Si un bailliage supporte en tout

5,000 liv. & qu'une paroisse soit employée dans la distribution de 100 liv. à la somme de 5 liv. le montant de sa taille sera de 250 liv. & ainsi des autres paroisses & impositions.

Après cette opération, l'intendant expédie ses mandemens pour toutes les paroisses du Département, lesquels sont remis aux receveurs des bureaux & à leur diligence envoyés aux baillis, qui les distribuent aux prévôts des communautés dont le bailliage est composé.

Les impositions de toute nature, tant ordinaires qu'extraordinaires, capitation, fourage, milice, &c. même la dépense commune des bailliages, s'imposent en vertu du même mandement par un seul & même rôle.

Lorsqu'il se trouve, dans l'étendue du bureau, des villes qui ne sont pas comprises dans les bailliages, & qui font un corps particulier, le receveur fait l'adresse des mandemens aux magistrats d'icelle.

Le prévôt fait assembler les jurés & met devant eux le dénombrement de la communauté dont on fait le recollement tous les ans, contenant la quantité & la qualité des arpents de terre dont elle est composée, ensemble le nombre des habitants & leurs facultés.

On établit ensuite d'un commun consentement une somme par chaque arpent, qui n'est pas la même dans toutes les communautés, mais qui est assez ordinairement de 2 sous par arpent de terre labourable & un sou pour celui tenu à ferme, à loyer ou à emphytéote, sans faire distinction des bonnes ou mauvaises terres, tout étant dans une même classe & assujetti à la même charge, à la réserve toutefois des prés qui, dans

la plupart des communautés, sont taxés un tiers plus haut que les terres labourables, & des maisons & moulins qui ne sont imposés qu'à la moitié des fonds de terre.

Ces deux sous font le pied de la taille des fonds, & sont multipliés autant de fois qu'il est nécessaire pour former la totalité de la somme imposée sur la paroisse.

EXEMPLE: Si la taille d'une communauté est de mille livres, & que tout le contenu du terroir ou du ban de cette communauté soit de 2,000 arpents, on levera, pour trouver ces mille livres, cinq fois deux sous par arpent, ce qu'on appelle *cinq tailles*, en sorte que chaque arpent paiera dix sous, & comme la communauté en renferme 2,000, le produit se trouvera de 1,000 liv. qui est le montant de l'imposition supposée.

La taxe sous le nom d'industrie, n'est connue que dans les villes, le titre de manance ou de bourgeoisie est celui qui opere l'assujettissement à l'impôt dans les villages. Comme on n'y a point égard à la bonne ou à la mauvaise nature des terres labourables, en procédant à l'imposition sur les fonds; de même pour établir la cotisation des personnes, on ne considère ni la différence des professions ni les facultés. Tout habitant chef de famille paie pour sa tête s'il n'a exemption, quoiqu'il soit déjà employé sur le rôle des fonds allodiaux ou exploitations à loyer.

La manière de faire cette imposition est aussi simple que la première: mais elle n'est pas égale par-tout; en quelques communautés on impose 4 sous, en d'autres 6, & dans quelques-unes 8 sous pour chaque taille: c'est-à-dire, que l'on impose autant de fois l'une de ces sommes, qu'il

qu'il se leve de fois 2 sous par arpent, en sorte que si l'arpent paie cinq tailles, le taux du chef de famille pour sa manance, bourgeoisie ou industrie, si on veut l'appeller ainsi, sera de cinq fois 4, 6 ou 8 sous, selon ce qui est arrêté pour le lieu qu'il habite.

Le rôle doit être fait quinze jours après la réception du mandement, & il n'y a jamais de retard ni de difficulté à ce sujet.

Le Bailli jouit de 3 den. pour livre de taxation sur la subvention & de 4 den. sur la capitation & fourages, & en outre de 9 livres pour l'établissement du pied de cent livres, lorsque le bailliage n'est composé que de dix communautés & au-dessous, & de 18 livres, lorsque les communautés excèdent le nombre de dix; plus de 6 livres pour l'audition des comptes, de 75 liv. pour la publication des mandements & écritures, s'il n'y a que dix communautés & au-dessous, & de 100 livres lorsqu'il y en a dix & au-dessus : de 60 livres pour frais de voiture, de messagers & de ports de lettres pour ceux qui ne sont éloignés des bureaux de recette que de dix lieues; & de 90 livres pour ceux dont l'éloignement est plus considérable : on leur passe en outre les frais de ports de lettres sur les états certifiés des postes & des subdélégués & les frais de messagers : le tout autorisé par une ordonnance de M. d'Angervilliers, du 10 avril 1718.

Le recouvrement des deniers imposés se fait par un des jurés appelé abusivement *Bourgmestre*, qui est seul dans les petites communautés, & a un adjoint dans les grandes; il en fait la remise

242 RECHERCHES HISTORIQUES
au bailli, & celui-ci au receveur général des
finances du bureau dont il dépend.

Le Bourgmestre ne jouit d'aucunes taxations ;
on lui passe seulement , dans la plupart des
bailliages , vingt ou trente sous par jour , sui-
vant la distance des lieux pour la voiture de sa
collecte au bailli.

Dans les villes qui ne dépendent point des
bailliages , les receveurs des deniers patrimo-
niaux sont ordinairement chargés de la col-
lecte ; ils jouissent de taxations semblables à
celles du bailli , & en outre de quelques ap-
pointements qui leur sont accordés par la ville :
ils font la remise de leur recette directement au
receveur du bureau duquel ils font partie.

L'imposition sur les fonds se distribue sur les
contribuables des villes , de la même manière
que sur ceux de la campagne : mais pour l'in-
dustrie on fait attention à la qualité du com-
merce , aux professions plus ou moins lucrati-
ves , au débit & à l'ouvrage que l'un peut faire
plus que l'autre.

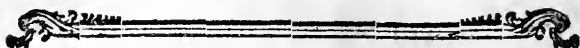
Dans les villes ci-devant impériales , le ma-
gistrat convoque les chefs des tribus auxquels
on fait lecture du mandement : après quoi ,
dans quelques-unes des villes le magistrat pro-
cède seul à la répartition de l'impôt , & dans
d'autres l'imposition se fait par lesdits chefs en
présence du magistrat , & conjointement avec
lui ; ce qui est toujours sans réplique & sans
opposition. Lorsqu'un particulier craint qu'on
ne lui rende pas justice & qu'il se croit en droit
de faire des représentations , il peut lui-même
donner son mémoire aux assesseurs , ou agir par le
ministère d'un procureur.

Dans les autres villes & gros bourgs de la province , où l'on estime nécessaire d'avoir attention au commerce , à la différence des professions & aux facultés pour taxer l'industrie , le magistrat fait assembler la communauté , qui nomme , pour représenter les tribus , sept à huit des principaux habitants, avec lesquels il procède à l'établissement des cottisations.

S'il arrive qu'un bailli ne soit pas jugé assez solvable , assez exact , ou assez intelligent pour faire le recouvrement & le maniment des impositions de son bailliage , alors , sur les représentations qui lui en sont faites , c'est à l'intendant à commettre une autre personne. La même chose se pratique à l'égard des receveurs des deniers patrimoniaux des villes avec cette différence que le magistrat fait cette nomination sans que l'intendant y participe.

Si les deniers sont dissipés par l'un ou l'autre de ces comptables , ce qui arrive très-rarement , ils sont poursuivis dans leur personne & dans leurs biens ; & en cas d'insolvabilité , la réimposition s'en fait sur la province : mais si c'est un prévôt , la paroisse en répond & souffre le remplacement sur le pied de 100 liv. comme il a été ci-devant expliqué.





CHAPITRE XVIII.

Maniere de procéder au recouvrement des impôts.

LES termes auxquels les communautés doivent payer leurs impositions , sont les premiers quinze jours après la réception du mandement ; le second terme est au premier avril , le troisieme au premier juillet & le quatrieme au premier octobre.

Les receveurs peuvent , après ces échéances : délivrer leurs contraintes , en vertu du mandement d'imposition , qui leur en accorde une permission générale & indéfinie pour tout l'exercice , sans avoir besoin de les faire viser , ni qu'il soit nécessaire d'obtenir de nouveaux ordres de l'intendant , ou de ses subdélégués , quoiqu'il fût plus dans la regle d'observer cette dernière formalité.

Il avoit été créé des huissiers en titre , comme dans les pays d'élection : mais ils ont été supprimés , & les contraintes sont maintenant exercées par des garnisonniers , auxquels il est payé 25 sous par jour pour toutes choses par ceux contre qui les garnisons sont décernées , & ce en conséquence d'une ordonnance de M. d'Angervilliers ci-devant intendant de cette province , laquelle est annuellement relatée dans les mandements d'imposition.

Ainsi lorsque le receveur estime nécessaire de faire quelques poursuites contre un bailli en

arriere de paiement , il remet au garnisonnier sa contrainte , portant ordre d'aller s'établir chez lui ; ce que le porteur lui notifie par l'exhibition dudit ordre sans aucune écriture ni formalité.

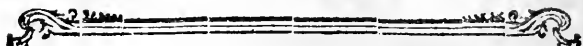
Comme le bailli ne doit ordinairement que parce que les communautés sont en retard à son égard , il envoie cette garnison au prévôt , qui de son côté l'établit chez les contribuables débiteurs.

Si après quelques jours les redevables ne satisfont pas aux causes de la garnison , alors sur l'ordre du Bourgmestre , le garnisonnier , quoiqu'homme privé & sans avoir serment en justice saisit & vend militairement , en présence du sergent du village , les meubles , effets & bestiaux du débiteur , à la réserve de ceux défendus par l'ordonnance.

Quoique ce qui vient d'être rapporté , sur la forme des contraintes , soit fort éloigné de la règle usitée dans le royaume & paroisse susceptible de monopole & de vexation , cependant il n'y a jamais eu de plaintes à cette occasion , soit parce que ces sortes de poursuites ne sont pas fréquentes , soit parce que la bonne foi & la droiture ne sont pas encore totalement bannies de cette province.

Au reste tout , dans cette province , s'écrit sur du papier commun & rien n'est sujet au contrôle , ni l'un ni l'autre de ces droits n'y étant établi.





C H A P I T R E X I X.

Des impôts qui ne passent pas à la recette générale.

PLusieurs édits , déclarations & arrêts , notamment la déclaration du 21 juin 1723 , chargent expressément les receveurs généraux des finances de faire le recouvrement de toutes les impositions , tant ordinaires qu'extraordinaires , de quelque nature qu'elles soient , pour ensuite en compter aux chambres des comptes , & ce aux peines des amendes prononcées par les édits & déclarations de 1669 , 1714 , & autres.

Les motifs de ces réglemens ont été de conserver l'ordre dans les caisses , d'assurer l'état & la fortune des receveurs généraux & particuliers , & de procurer aux uns & aux autres des décharges valables par un acte de compte & d'appurement jugé d'une manière souveraine.

L'imposition pour les ouvrages imprévus & les fourages de la province , qui fait un des principaux objets du recouvrement , quoique passant par les mains des receveurs particuliers , avoit été ci-devant distraite de la caisse générale , pour être remise à un préposé particulier : mais ayant fait attention que ces receveurs n'étoient pas valablement déchargés , & que c'étoit l'occasion d'un désordre continuel dans la caisse générale , en ce que les receveurs , sous prétexte d'acquitter la partie du fourage , pouvoient disposer indistinctement de tous les

fonds , & que la concurrence & la confusion des deniers pouvoient en traverser la destination & interrompre le service des autres parties , le conseil ordonna que ces fonds passeroient à l'avenir des mains des receveurs particuliers , dans celles des receveurs généraux , & que l'emploi en seroit fait dans les états du souverain ; ce qui a été exécuté jusqu'à présent à la satisfaction de toutes les parties , parce que les raisons de jalousie & de préférence ne subsistant plus , & tout étant devenu intérêt commun , les ordonnances des intendants , de même que les descriptions des receveurs généraux , sont exactement acquittées à leurs échéances.

Il reste encore plusieurs impositions , qui montent , année commune , à 170 , ou 180,000 livres : mais on a craint de troubler le service intérieur de la province , en les assujettissant au même ordre que le fourage. Ces impositions sont ,

Frais communs des bailliages & des comptes.	30,000 l.	
Gages du directoire de la noblesse de la basse Alsace.	17,742	
Entretien des officiers de justice de Hanau.	6,000	
<i>Idem</i> du prince de Birkenfeld.	4,000	
Entretien des officiers de justice de l'évê- vêché de Strasbourg.	8 000	
Partie des gages des officiers du conseil supérieur de Colmar.	5,150	
Appointement du Medecin.	4,000 l.	} 7,192-10
<i>Idem</i> des grands Voyers.	3,192 10 f.	
Total .	128,084 - 10	

Impositions passagères.

Paiement des dettes de la noblesse , naissances & mariages des enfants des seigneurs de Birkenfeld & de Hanau , construction d'édifices & dettes de communautés ou territoires , le tout évalué , année commune , seulement à ,2,000

Total . . 180,084-10.

Le recouvrement de ces impositions se fait par le ministère des baillis , & l'on prétend que par attention pour les seigneurs , & par l'intérêt personnel qu'ils ont eux-mêmes aux frais communs des bailliages , ils les font toutes entrer par préférence aux impositions du roi qui languissent pendant ce temps-là : que s'il arrive des augmentations ou diminutions , le bénéfice qui résulte de l'une est toujours appliqué aux deniers étrangers , & la perte que l'autre occasionne tombe sur ceux du roi : à quoi on ajoute que les baillis ont la liberté de faire , pour raison de ces impositions , tant de frais & de poursuites qu'il leur plaît , & qu'ils taxent les huissiers qu'ils emploient à 5 à 6 livres par jour , pendant que les receveurs ne peuvent donner que 25 sous à leurs garnisonniers. Du moins sont-ce les griefs allégués dans un mémoire présenté au conseil le 12 décembre 1728 , par les habitants de la province , qui y exposent.

« Que tous les réglemens , tant anciens que
 » modernes , ont fait défenses , sous les plus ri-
 » goureuses peines , d'imposer aucune somme ,

» sans y être autorisé par édit , déclaration ou
» arrêt ; & que toutes les fois que la liberté en
» a été accordée , ce n'a été que pour des rai-
» sons importantes & connues , & à la charge
» d'en compter & d'en faire connoître l'emploi.

» Que l'exécution de ce règlement a été sui-
» vie dans tous les temps avec la plus exacte
» précision , parce que le conseil en a toujours
» regardé les conséquences , comme un des ob-
» jets le plus digne de son attention.

» Que les seuls habitants de la province d'Al-
» sace ne jouissent pas encore de cet avantage ,
» soit que le roi n'ait pas été instruit des abus
» qui s'y commettent , soit qu'une vaine idée
» d'opulence & de fertilité ait fait croire le
» pays en état de supporter toutes les charges
» que l'on voudroit lui imposer ; ce qui a sans
» doute fait qu'il n'a été ménagé ni pendant la
» guerre ni pendant la paix.

» Qu'en guerre , il fait subsister les armées
» par les contributions qu'on y leve en grains
» & en fourages , & par le transport de toutes
» munitions de guerre & de bouche ; & que
» pour être convaincu de cette vérité , il ne faut
» que considérer ce qui s'est passé pendant les
» derniers sieges de Landaw & de Fribourg.

» Qu'en paix , les habitants sont chargés de
» toutes les voitures , pour les approvisionne-
» ments des places , pour les courses des offi-
» ciers généraux & majors , pour les marches
» des troupes , & de ce qu'ils paient aux sei-
» gneurs , à la noblesse , aux particuliers , aux
» corps ou communautés , dont les deniers ,
» qui ne vont point au profit du roi , montent
» à des sommes excessives.

„ Que lesdits habitants n'ignorent pas leur
 „ condition ; qu'ils se sont toujours livrés avec
 „ joie à tout ce qui leur a été demandé pour
 „ le service du roi ; qu'ils n'ont jamais refusé
 „ les devoirs dûs aux seigneurs & à la nobles-
 „ se ; qu'ils ont supporté avec la même pa-
 „ tience les charges de leurs communautés :
 „ mais que, comme ils ont le bonheur de faire
 „ partie d'un état, dont les loix & la justice
 „ du prince font l'admiration de l'Europe, ils
 „ demandent qu'elles soient pour eux comme
 „ pour ses autres sujets ; & qu'en conséquence
 „ il soit rendu un arrêt qui ordonne :

„ Qu'il ne pourra à l'avenir être faite aucune
 „ imposition qu'en vertu d'un arrêt du conseil
 „ sur l'avis du sieur Intendant de la province.

„ Que ceux ci-devant rendus au profit des
 „ seigneurs, noblesse, particuliers, corps ou
 „ communautés, seront rapportés pardevant
 „ le dit sieur Intendant, pour connoître le temps
 „ qu'ils ont encore à subsister.

„ Que ledit sieur Intendant se fera informer
 „ avec soin si les impositions, ordonnées par
 „ aucun des susdits arrêts, ne s'imposent point
 „ encore, quoique les termes en soient expirés ;
 „ & dans ce cas qu'elles cesseront sur le champ,
 „ sauf à sa majesté à faire procéder, ainsi qu'elle
 „ avisera, pour raison de l'indue perception.

„ Que tout s'impose actuellement ou s'impo-
 „ sera à l'avenir, en vertu d'arrêts rendus ou à
 „ rendre au profit des seigneurs, noblesse, parti-
 „ culiers, corps ou communautés ; les rôles n'en
 „ pourront être mis à exécution qu'après le vu
 „ du sieur Intendant, auquel sera remis copie
 „ du compte qui sera rendu desdites impositions

» par les baillis ou bourgmestres auxdits seigneurs, noblesse ou à leurs régences, particuliers, corps ou communautés.

» Que les contraintes que lesdits seigneurs, noblesse ou leurs régences, particuliers, corps ou communautés délivreront contre les redevables, seront aussi visées par ledit sieur Intendant & les frais des huissiers par lui réglés sur le pied de ceux qui sont employés au recouvrement des deniers de sa majesté ».

Ce mémoire qui ne contenoit que des demandes justes, qui ne tendoit qu'à l'établissement de la regle & à la destruction des abus, n'a produit aucun effet, parce qu'il n'a été soutenu par aucune personne de crédit, & qu'au contraire il a trouvé contre lui tous ceux qui avoient intérêt à s'opposer à l'ordre & à la discipline. Ce n'est pas le parti le plus nombreux, mais c'est le plus puissant & celui qui sera toujours préférablement écouté, tant que la qualité des personnes prévaudra sur la qualité des choses.

Pour ne rien laisser à désirer sur la matiere des impôts, nous croyons devoir ajouter ici les principaux réglemens qui en font la base.

RE'GLEMENT DE M. D'ANGERVILLIERS,

Du 20 décembre 1717, sur les comptes à rendre par les baillis.

Par notre ordonnance du 16 du mois d'octobre dernier, mise au bas de l'arrêt du conseil du 23 août précédent, nous avons réglé que les collecteurs qui ont fait le recouvrement des deniers imposés, seront tenus d'en rendre comp-

te dans l'année suivante devant les baillis, en présence de deux ou trois habitants, nommés à cet effet par la communauté : mais comme les sommes imposées sur les communautés d'un même bailliage sont portées entre les mains du bailli, qui les délivre au receveur du roi, il n'est pas moins important d'établir une règle sur la manière dont les baillis doivent eux-mêmes compter de leur maniement : par ce moyen les peuples seront toujours certains que les sommes par eux payées n'ont point été diverties ; & les baillis, de leur part, se trouveront à couvert de tout soupçon & d'inquiétude : à l'effet de quoi nous ordonnons.

I. Que les baillis seront tenus de faire remettre, aux prévôts & gens de justice de chaque communauté de leur département, le mandement original des impositions, signé de nous, huitaine après qu'il leur aura été envoyé par le receveur des finances, & d'en retirer des récépissés desdits prévôts, pour les représenter lors du compte que les baillis auront à rendre du recouvrement desdites impositions, à la tête desquels récépissés, il sera mis un état en détail des sommes dont l'imposition sera ordonnée par le mandement, & des taxations qui seront à imposer pour chaque nature de deniers : il y sera aussi fait mention des 40 sous pour le droit de quittances attribué aux receveurs des finances.

II. Que dans le mois d'octobre, au plus tard, de l'année qui suivra le recouvrement, les baillis remettront aux communautés de leur département les quittances par eux retirées des receveurs des finances au profit desdites communautés. Enjoignons à cet effet aux receveurs des

finances de délivrer aux baillis des quittances particulières pour chaque communauté du même département ; observant que , dans chacune , il soit fait mention en détail des différentes sommes payées par la même communauté , soit pour subvention , capitation , fourage , même pour les impositions extraordinaires, comme dettes de Colmar & de l'évêché , & aussi des taxations des receveurs généraux & particuliers, & du droit de quittance attribué auxdits receveurs particuliers.

III. Que les baillis , en remettant lesdites quittances aux communautés, en retireront des ampliations , au bas desquelles ceux des officiers du lieu , à qui elles seront délivrées certifieront que l'original leur aura été remis , pour être déposé aux archives de la communauté.

IV. Que dans les trois mois de l'année qui suivra le recouvrement , les baillis nous présenteront un compte par recette & dépense de leur maniement. Ils emploieront d'abord en recette toutes les sommes imposées sur chaque communauté du bailliage , distinguant chaque nature d'imposition par article séparé , & établiront la recette sur les récépissés des mandements qu'ils auront retirés des prévôts , conformément au premier article de la présente ordonnance. Ils donneront ensuite en dépense les sommes par eux délivrées aux receveurs des finances ; & pour pièces justificatives de la dépense , ils rapporteront des reconnoissances des communautés, portant que les quittances originales leur ont été remises. Ils emploieront aussi en recette, dans un chapitre particulier , les taxations imposées & les droits de quittances des receveurs

particuliers, & les donneront en dépense, savoir la partie qui est destinée aux receveurs généraux & particuliers sur les quittances ci-dessus mentionnées, & les taxations attribuées au bailli, sur une ampliation qu'il retirera de la quittance qui en fera par lui délivrée.

V. S'il a été imposé sur le bailliage en général quelque forme pour frais extraordinaires, il en sera fait aussi mention dans la recette par un article particulier & de même dans la dépense, en rapportant des pieces justificatives, telles qu'elles puissent faire connoître que l'emploi en a été fait suivant sa destination, étant à observer que, conformément à notre ordonnance du 16 octobre dernier, toutes sommes imposées sans notre autorité seront rejetées dudit compte, & le bailli tenu de les rendre & restituer aux communautés, avec la peine du quadruple, sauf plus grande s'il y échoit.

VI. Lesdits comptes seront affirmés valables par les comptables à la marge de la premiere page, & ensuite clos & arrêtés par nous. Il sera fait deux doubles originaux de chaque compte, dont l'un sera remis au comptable & l'autre nous demeurera.

VII. La présente ordonnance commencera à avoir son exécution pour le recouvrement de l'année 1716, à l'effet de quoi nous ordonnons que les comptes de la dite année nous seront présentés par les baillis au plus tard dans le mois de mars de l'année prochaine.

VIII. Ceux desdits baillis qui seront en retard de présenter leurs comptes de l'année 1716, dans le mois de mars prochain & à l'avenir dans le mois de décembre de l'année qui suivra cel-

le du recouvrement, seront condamnés à 30 livres d'amende, pour chaque mois de retardement, payables en leur propre & privé nom sans aucun recours; & s'il s'en trouve qui diffèrent plus de trois mois, le recouvrement leur sera ôté pour toujours.

R E G L E M E N T G E N E R A L ,

Du 30 décembre 1721, sur les exemptions, privilèges, états des personnes, &c. au sujet des impositions.

1. Les biens d'église d'ancienne dotation & fondation sont exempts de la subvention, lorsque les propriétaires les font valoir par leurs mains; ne sont réputés d'ancienne dotation que ceux possédés par l'église avant le traité de Munster du 24 octobre 1684, & les biens qui depuis par échange ou autrement ont été substitués dans une même communauté à la place de ceux possédés avant ledit traité, lesquels étant sortis des mains des bénéficiers ou communautés ecclésiastiques se trouvent actuellement imposés; les églises fondées & les communautés établies depuis ledit traité en vertu de lettres patentes enregistrées, jouissent de la même exemption pour les biens acquis pendant les trois premières années de leur établissement.

2. Les biens tenus en fiefs avant ledit jour 24 octobre 1684, & les biens allodiaux possédés par des nobles avant ce temps, sont pareillement exempts de la subvention, lorsque les propriétaires nobles les font valoir par leurs mains; & ils jouissent de la même franchise pour les biens

qu'ils ont acquis depuis en remplacement de ceux qu'ils possédoient dans le territoire des mêmes communautés, & qui, ayant été aliénés, se trouvent employés dans les rôles des mêmes communautés où la vente & le remplacement auront été faits.

3. Tous les autres fonds & héritages sans exception, sont sujets à la subvention, de quelque qualité & condition que soient les propriétaires, à la réserve des possesseurs qui se trouvent dans le cas des exemptions personnelles, dont il sera fait mention ci-après.

4. Lorsque les biens ci-dessus déclarés exempts sont amodiés, les fermiers, sans aucune exception ni distinction de la qualité des possesseurs, sont imposés à la portion colonique sur le pied de la moitié de ce que lesdits fermiers devroient supporter; s'ils étoient cotisés comme propriétaires, & il en est usé de même à l'égard des emphytéotes.

5. Les biens des présidents, conseillers, avocat & procureur généraux, leurs substituts, greffiers en chef, payeurs des gages & receveurs des consignations, comme aussi ceux des officiers de la chancellerie établie près ledit conseil qui ont la noblesse par leurs charges, sont réduits, de quelque nature que soient lesdits biens, à la portion colonique, lorsqu'ils sont exploités par des fermiers; & lorsque les propriétaires les font valoir par leurs mains, ils sont exempts de la subvention; savoir, les présidents, conseillers, avocat & procureur généraux, & particulièrement les officiers de la chancellerie qui jouissent du privilège de la noblesse, du labourage de trois charrues; & tous les autres officiers, tant
dudit

dudit conseil que de la chancellerie , d'une charrue seulement. Le prévôt général de la maréchaussée d'Alsace a l'exemption de deux charrues , & chacun des lieutenants , procureurs du roi , assesseurs & greffiers de ladite compagnie sont exempts pour une charrue , & les fermiers desdits officiers de la maréchaussée sont réduits à la partie colonique.

6. Les baillis des terres qui étoient ci-devant états de l'empire , & ceux des autres seigneurs qui se trouvent avoir dans leurs juridictions dix communautés & au-dessus , jouissent , pour les biens qu'ils font valoir par leurs mains , de la franchise d'une charrue ; & les procureurs fiscaux & greffiers sont exempts de la partie de l'imposition qui tombe sur l'industrie : ledit privilège n'a lieu que pour les biens & fonds que lesdits officiers peuvent avoir dans l'étendue de leurs juridictions.

7. Sa Majesté voulant traiter favorablement la ville de Strasbourg , a ordonné que tous les biens-fonds possédés en 1681 , lors de la capitulation de la ville par des bourgeois , lesquels biens n'étoient point compris dans les rôles des impositions , & qui sont actuellement possédés par les mêmes propriétaires , ou ceux qui , leur ayant succédé en ligne masculine & directe , ont joui sans discontinuation de la franchise , continuent d'être exempts , tant qu'ils resteront dans les mêmes mains , ou dans le cas qu'ils seront passés à des héritiers en ligne masculine & directe , les fermiers desdits biens seront réduits à la portion colonique.

8. Tous ceux à qui la franchise est ci-devant accordée pour les biens qu'ils font valoir par

leurs mains , n'en jouissent que lorsque les domestiques qu'ils y emploient , n'ont aucun fonds dans les communautés où sont situés lesdits biens, faute de quoi lesdits domestiques sont réputés fermiers , & comme tels imposés.

9. Les pourvus d'offices ou emplois , autres que ceux ci-dessus mentionnés , auxquels l'exemption des tailles ou subvention peut avoir été attribuée par les édits de création ou autres titres , ne jouissent que de l'exemption purement personnelle.

10. La ville de Landaw , en considération de quatre sieges qu'elle a soufferts pendant la dernière guerre , & les villes de Neuf-Brisac , d'Huningue & du Fort-Louis nouvellement construites , jouissent de l'exemption de la subvention jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné ; & la ville de Strasbourg continue d'être traitée sur le pied de sa capitulation.

11. Toutes les autres villes , bourgs & villages sont compris dans les états de répartition de la subvention , même les villes de Schelestat & de Betfort , qui depuis quelques années en avoient été exemptes par des raisons particulières concernant le service de sa Majesté.

12. Les biens contribuables aux impositions sont exempts dans les rôles des communautés où ils sont situés , quoique les propriétaires aient ailleurs leur domicile , même dans les villes ci-devant impériales.

Et par l'ordonnance de M. d'Angervilliers , du 28 septembre 1722 , il a été statué que les biens contribuables possédés par des ecclésiastiques , des nobles ou des officiers , soit des troupes du roi ou de magistrature , seront exempts de la

partie des impositions qui se met sur l'industrie, laquelle portion a été réglée au tiers desdites impositions, & que les propriétaires desdits biens ne seront point tenus de contribuer à la capitulation des habitants de communautés où lesdits biens sont situés, sauf de cotiser les domestiques ou les fermiers qui les font valoir : comme aussi que lesdits domestiques ne seront pas sujets aux corvées concernant le service du roi ou les réparations des chemins, desquelles corvées les fermiers seront aussi exempts, lorsqu'ils ne posséderont aucun bien en leur propre, & qu'ils n'auront que les bestiaux servants à la culture des terres dépendantes de leurs fermes, & que lesdits biens seront taxés d'office par les baillis chargés de la vérification des rôles & du recouvrement des deniers en provenants.

R E G L E M E N T

Du 19 mai 1722, sur l'imposition & exemption de la noblesse de la basse Alsace.

1. Il sera incessamment procédé au renouvellement du registre appelé *Matricule de la noblesse de la basse Alsace*, dans lequel registre ne pourront néanmoins être compris que les familles & biens contenus dans celui arrêté en 1651, ou qui depuis y ont été ajoutés par délibération des officiers du directoire de la noblesse, jusques & comprise l'année dernière 1721. Fait sa Majesté très-expresse inhibitions & défenses auxdits officiers d'admettre à l'avenir dans leur matricule aucune famille, ni aucun bien sans permission expresse; à l'effet de quoi, dès que la

nouvelle matricule sera arrêtée, il en sera déposé une expédition en forme authentique au greffe du conseil supérieur d'Alsace.

2. Tous les biens, compris dans ledit registre ou matricule, seront exempts de la subvention, lorsque les propriétaires les feront valoir par leurs mains.

3. Lorsque les biens ci-dessus seront exploités par des métayers demeurant dans des maisons dépendantes des biens immatriculés, & que le prix de l'exploitation sera stipulé payable en fruits, la même exemption aura lieu à l'égard des métayers.

4. Lorsque lesdits biens seront donnés à ferme à prix d'argent, soit que les fonds se trouvent dans la seigneurie du propriétaire ou ailleurs, les fermiers ou colons qui les tiendront, seront imposés à la portion colonique, qui est la moitié de ce qu'ils devroient supporter s'ils étoient propriétaires.

5. Permet sa Majesté aux propriétaires des biens immatriculés, lorsqu'ils les vendront à un acquéreur non noble, de se réserver le remplacement de la franchise, à la charge qu'il en fera fait mention dans le contrat; & en ce cas ledit bien vendu sera imposé après l'année du retrait accordé à la noblesse, & demeurera pour toujours sujet aux impositions, en quelque main qu'il passe à l'avenir: mais aussi le vendeur aura la liberté, pendant l'espace de vingt ans, en acquérant, dans l'étendue de la juridiction du directoire, une valeur en bien taillable égale à celle qu'il auroit aliénée, de jouir de la franchise par forme dudit remplacement, sur les fonds nouvellement acquis, en justifiant

néanmoins que ceux qu'il a vendus sont imposés, & pour lors il en sera fait mention dans la matricule. Si ladite réserve n'est point exprimée dans le contrat, le bien immatriculé restera toujours franc entre les mains de l'acquéreur de quelque condition qu'il soit, & le vendeur ne sera admis à aucun remplacement : quant à la franchise il en sera de même déchu, si la clause de réserve, ayant été stipulée, n'avoit pas eu lieu pendant ledit espace de vingt ans.

6. Les officiers du directoire présidial de la noblesse de la basse Alsace jouiront, dans l'étendue des terres de ladite noblesse, lorsqu'ils feront valoir leurs biens par leurs mains, des exemptions ci-après : *savoir*, le Syndic & le procureur fiscal de la franchise de deux charrues ; le premier secrétaire, le greffier servant d'interprète & le commis régisseur, ensemble les baillis au nombre de quatre pour toutes les terres de la juridiction dudit directoire, d'une charrue seulement, & à l'égard des procureurs fiscaux & greffiers desdits quatre baillis, ils n'auront que l'exemption de l'imposition qui tombe sur l'industrie : quant aux fermiers ou colons desdits officiers, ceux du Syndic & du procureur fiscal dudit directoire seulement seront réduits à la portion colonique.

7. Les contribuables seront imposés en entier dans le lieu de leur domicile pour tous les biens qu'ils posséderont dans l'étendue de la juridiction dudit directoire présidial de la noblesse de la basse Alsace.

8. Les biens étant hors de ladite juridiction, seront imposés dans les communautés où ils sont situés, quoiqu'ils appartiennent à un

propriétaire domicilié dans ladite juridiction ; & il en fera usé de même pour les biens situés dans les terres de ladite noblesse , & appartenans à des gens domiciliés , hors de la juridiction dudit directoire présidial.

9. Veut au surplus sa majesté que l'arrêt de son conseil, du 30 décembre dernier , portant règlement pour toute la province d'Alsace en général soit exécuté même dans les terres de la juridiction du directoire de la noblesse de la basse Alsace , pour tous les cas qui peuvent n'avoir pas été prévus par les dispositions ci-dessus , notamment à l'égard des biens qui , étant dans ladite juridiction , ne se trouveront pas néanmoins immatriculés.

R E G L E M E N T

Du 22 mai 1722, sur les impositions des terres dépendantes de la seigneurie temporelle de l'évêché de Strasbourg , les officiers principaux dudit évêché & pour les terres du grand chapitre.

1. Que tous les biens qui appartiennent en propriété au domaine de l'évêché de Strasbourg , seront exempts de la subvention , lorsqu'ils seront exploités par des domestiques , par des métayers ou emphytéotes demeurans dans les maisons dudit domaine , & lorsque le prix de l'exploitation sera stipulé en fruits.

2. Lorsque lesdits biens seront donnés à prix d'argent , les fermiers qui les tiendront seront imposés à la portion colonique, qui est la moitié de ce qu'ils devroient supporter s'ils étoient propriétaires. Il en sera usé de même pour les em-

phytéotes , autres que ceux exceptés par l'article précédent.

3. Les officiers de la régence au nombre de douze y compris le procureur fiscal , ceux de la chambre des comptes , ensemble le maître des eaux & forêts , & le prévôt des fiefs jouiront de la franchise de deux charrues.

4. Le premier secrétaire de la régence , celui pour les finances , deux commis registrateurs , les baillis , les prévôts des villes dudit évêché , les receveurs à raison d'un pour chaque bailliage , y compris ceux d'Holenbourg , Ittenville & Ely , le procureur fiscal & le greffier des eaux & forêts , jouiront de l'exemption d'une charrue seulement. Les greffiers des bailliages & ceux des villes jouiront de l'exemption d'un tiers des impositions.

5. Les procureurs fiscaux des bailliages , & les prévôts des villages jouiront de l'exemption de la partie de l'imposition qui tombe sur l'industrie.

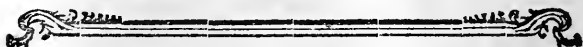
6. Les fermiers des officiers de la régence & ceux de la chambre des comptes , du maître des eaux & forêts & du prévôt des fiefs , seront réduits à la portion colonique.

7. Entend sa Majesté que les exemptions ci-dessus accordées aux officiers dudit évêché soit personnellement ou pour leurs fermiers , n'aient lieu que pour les biens qu'ils posséderont dans l'étendue de la seigneurie temporelle dudit évêché.

8. Les officiers dudit évêché , qui se trouveront de qualité noble , jouiront de tous les privilèges accordés à ceux de leur état par les arrêts du conseil des 30 décembre & 19 mai de la présente année.

9. Les dispositions ci-dessus auront lieu dans les terres du domaine du chapitre de la cathédrale de Strasbourg.

10. Veut au surplus sa Majesté que l'arrêt de son conseil, du 30 décembre dernier, portant règlement pour toute la province d'Alsace en général, soit exécuté, tant dans les terres de l'évêché que dans celles du chapitre, pour tous les cas qui peuvent n'avoir pas été prévus par le présent arrêt.



CHAPITRE XX.

Bureau de Colmar.

Cette ville est située sur la petite rivière de la Bruck, à treize lieues de Strasbourg. Elle a été bâtie par Wolfelin préfet d'Alsace pour l'empereur Frédéric II. Elle étoit impériale & immédiate, & elle a joui des privilèges de l'*immédiateté* jusqu'en 1680 qu'elle fut réunie au corps de la province d'Alsace & à la couronne de France.

C'étoit après Haguenau la plus puissante des dix villes impériales, & maintenant elle tient le second rang après Strasbourg. Le roi Louis XIV la fit démanteler en 1673, & après la paix de Ryswic le conseil supérieur, auparavant établi à Brisac, y a été transféré. Du reste ses habitants jouissent de leurs anciens privilèges, & sur-tout de la liberté de conscience.

C'est le chef-lieu du bureau de recette & le premier des trois de l'Alsace. Il comprend 321 paroisses ou communautés, dont les collecteurs ou

bourgmestres remettent les deniers aux bail-
lis, qui sont au nombre de dix, non comprises
les villes de Colmar & de Schelestat, qui ont
leurs receveurs particuliers auxquels sont remis
les deniers royaux.

S A V O I R ,

Noms des Bailliages.	Nombre des paroisses.	Nombre des feux.	Imposit. an. comm.
Ville de Colmar.	. 1	. 1877	. 33600
Ville de Schelestat.	. 1	. 1056	. 15000
Ville & Bail. de Betfort.	. 41	. 1767	. 35000
Seign. de Rougemont & de Masmunster. }	. 17	. 470	. 10000
Nidermorschviller.	. 1	. 47	. 2000
Bailliage de Delle.	. 66	. 1161	. 40000
Baill. de Ferrete.	. 46	. 1774	. 88000
Baill. d Altkire.	. 51	. 1751	. 92000
Baill. de Taon.	. 56	. 2268	. 90000
Seign. de Bollieviller.	. 6	. 303	. 900
Baill. de Rouffach.	. 9	. 1738	. 40500
Baill. de Guebviller.	. 26	. 1218	. 18000
Total.	. 321	. 15430	. 465000

En conséquence de la régie & de la forme
que nous avons ci-devant expliquées, les baillis
& receveurs des villes portent les deniers de
leur recette au receveur particulier, & celui-ci
au receveur général de la province.

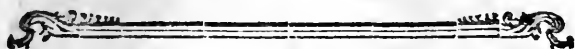
Ce bureau avoit autrefois beaucoup plus d'é-
tendue qu'il n'en a maintenant : mais les villes
de Fribourg & du Vieux-Brifac, avec environ
cinquante ou soixante paroisses situées au-delà
du Rhin, en ont été distraites & rendues à
l'empereur & à l'empire par le traité de Rîswic.

Au moyen des différentes finances payées par les receveurs de cette province , tous les offices au nombre de six revenoient à la somme de 370,959 l. 15 f. ce qui faisoit pour chacun 61,826 l. 12 f. 6 den. & ils jouissoient , outre leurs gages , de 20 l. de taxations pendant leur année d'exercice : mais ils ne subsistent plus que pour 184,800 l. au total , qui est le montant de leur premiere finance payée en conséquence de l'édit de création du mois de septembre 1696 , ce qui fait pour chacun d'eux 30,800 l. & leurs taxations ont été réduites à 6 l. sur la subvention & à 4 liv. sur les autres impositions. Les finances qu'ils avoient payées pour acquérir le surplus montant à 186,1595 l. 15 f. ayant été supprimées & remboursées en quittances de finances employées dans les états du roi à un pour cent.

Ce que nous venons de dire concernant les offices de Colmar , servira pour les deux autres bureaux ci-après , attendu qu'ils ont toujours été traités également.

La ville de Mulhausen étant un état indépendant situé au milieu de ce bureau , nous ne pouvons nous dispenser de dire un mot de cette petite république.



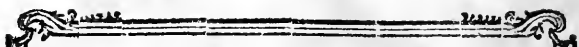


CHAPITRE XXI.

De la ville de Mulhausen.

LA ville de Mulhausen qui est à 21 lieues de Strasbourg a été bâtie par les empereurs d'Allemagne sur le fonds de leur domaine. Rodolphe d'Hapsbourg Landgrave d'Alsace l'assiégea & la prit vers l'an 1280. Elle étoit ville impériale dépendante de la préfecture d'Haguenau ; & jouissoit de tous les droits de supériorité qui peuvent appartenir aux immédiats.

Se voyant vexée par la noblesse voisine , & craignant pour sa liberté , elle se mit en 1464 , sous la protection des cantons Suisses , & s'étant signalée dans les guerres du corps Helvétique contre la maison d'Autriche , ses habitants furent reçus bourgeois de Basle , agrégés au corps de cette république l'an 1506 , admis en 1515 , dans l'alliance générale des cantons , & compris dans le traité de François I avec les Suisses l'an 1516. Comme ils font profession de la religion réformée , ils sont plus particulièrement unis avec les cantons protestants qu'avec les catholiques. Il est aisé de concevoir que cette ville , quoiqu'enclavée dans l'Alsace , & au milieu du bureau de Colmar , n'est cependant sujette à aucunes impositions ou charges , & qu'elle est absolument indépendante de la France par rapport à son gouvernement.



CHAPITRE XXII.

Du bureau de Strasbourg.

Strasbourg, capitale de la basse Alsace, sur la rivière d'Ill, à une portée de carabine du Rhin, grande, peuplée, très-bien fortifiée, & l'une des plus célèbres villes de l'Europe, fut fondée sous le nom d'*Argentoratum* par les Romains, pour servir de boulevard à leur empire contre la Germanie.

On voit, par l'itinéraire d'Antonin, que les grands chemins des Romains aboutissoient à cette ville, & par la notice de l'empire qu'ils y avoient une manufacture de routes fortes d'armes.

Elle fut totalement détruite par Attila vers l'an 450; selon quelques auteurs, elle fut rebâtie par Clovis le grand près de l'ancien *Argentorate*. Mais d'autres veulent que cela ait été fait par ses fils & petits-fils; ce qui est certain c'est qu'elle étoit entièrement rétablie avant la fin du VI^e siècle, & qu'alors elle portoit le nom de Strasbourg qui lui avoit été donné par les François. Les rois d'Austrasie y avoient un palais, & plusieurs y ont fait leur demeure.

L'enceinte de cette ville a été agrandie en différentes fois, & l'an 1374, elle a été mise dans l'état où elle est aujourd'hui à la réserve des fortifications modernes, qui n'ont été faites que dans le XVII^e siècle.

Sous les rois d'Austrasie, Strasbourg étoit une ville royale: sous les empereurs, elle fut ville

impériale. L'empereur Lothaire le Saxon lui accorda en 1132, une protection plus singulière qu'aux autres villes impériales, ce qui fut confirmé par une chartre de Ferdinand II de l'an 1629.

Maximilien I lui donna le droit de battre monnoie, & elle reçut de Sigismond celui d'une foire franche à la S. Jean, dans les années 1414, & 1436.

Vinceſlas roi des Romains lui donna le pont du Rhin, & les empereurs Maximilien & Rodolphe II, les droits de péages qui ſe levent deſſus, dont elle jouit encore aujourd'hui.

Autrefois le gouvernement étoit entre les mains des nobles : mais les plébéiens ont pris le deſſus depuis long-temps. Les citoyens ſont diſtribués en vingt claſſes, corps de métiers ou tribus : nous avons parlé de ſon gouvernement civil, d'une façon que nous jugeons tellement propre à ſatisfaire le lecteur, que nous ne croyons pas devoir rien ajouter à ce que nous en avons dit.

Cette ville ne payoit aucun tribut aux empereurs, & n'étoit pas même tenue de leur rendre hommage, quoiqu'elle fût membre de l'empire. Elle a paſſé au pouvoir de la France par la capitulation royale de 1681, & a été conſervée dans tous ſes privilèges ; elle paie cependant une capitation annuelle de 70,000 livres, qui ſe portent à la recette générale des finances, & ne tient que le ſecond rang dans l'ordre des bureaux des finances de la province.

La ville de ſainte Hippolite près Scheleſtat en faiſoit ci-devant partie : mais elle a été unie à la Lorraine par le traité de Paris en 1718.

Etat des bailliages, des paroiſſes & des feux

270 RECHERCHES HISTORIQUES
compris dans ce bureau & le montant des im-
positions , année commune.

Noms des bailliages.	Paroisses.	feux.	Impôts.
Baill. d'Ensisheim & } sainte Croix.	. 29	. 1955	. 50000
Baill. de Ribauvillé	. 30	. 2367	. 55000
Baill. du haut Landfer.	. 27	. 1469	. 57000
Baill. du bas Landfer.	. 13	. 778	. 31000
Baill. de Marckolsheim.	. 8	. 157	. 8400
Prévôté d'Hocbourg.	. 2	. 33	. 400
Comté d'Hocbourg & } Rickwir.	. 17	. 1024	. 32000
Ville & vallée de Munster.	. 1	. 1027	. 8000
Ville de Furkeim.	. 1	. 161	. 1600
Ville de Kaiferberg.	. 1	. 240	. 3200
Village d'Orscheviller.	. 1	. 69	. 1900
Baill. de Ville.	. 18	. 1145	. 14000
Baill. du ban de la Roche.	. 8	. 172	. 700
Baill. du grand chapitre.	. 8	. 1529	. 23000
Baill. de Baar.	. 5	. 1035	. 15000
Baill. de la Noblesse.	. 79	. 4213	. 117000
Ville d'Obernheim.	. 1	. 802	. 4000
Ville de Rosheim.	. 1	. 390	. 6000
Village de Vesthausen.	. 1	. 48	. 500
Village de Baldenheim.	. 1	. 53	. 500
Niderotterolt la moitié.	. 1	. 15	. 100
Villages du P. de Rohan.	. 3	. 90	. 700
Baill. d'Echentzwilier.	. 8	. 296	. 10000
Total.	. 264	. 19070	450,000

CHAPITRE XXIII.

Du bureau de Landau.

Cette ville , située sur la rivière de Queich ,
enclavée dans le bas palatinat , à 16 lieues de
Strasbourg , est une des plus anciennes villes

impériales. Rodolphe I lui accorda de grands privilèges. L'empereur Louis de Bavière l'engagea l'an 1320 à l'évêché de Spire, qui en a joui près de deux cents ans. Maximilien I la retira en 1511, la joignit à la préfecture d'Haguenau, & céda en 1517, par forme d'engagements, aux bourgmestres & sénat de la ville, moyennant 12,000 florins, les droits de supériorité, bailliage, offices, tailles, fiefs, juridiction, cens, droits régaliens, & autres droits que l'empereur & l'empire avoient dans ladite ville. Elle fut unie à la France par arrêt du conseil d'Alsace l'an 1680. Le roi y fit faire ensuite de belles fortifications. L'empereur Joseph en fit le siège en personne & la prit en 1702, & les François la reprirent en 1703. Les impériaux y rentrèrent l'année suivante : mais elle se soumit de nouveau aux François en 1713.

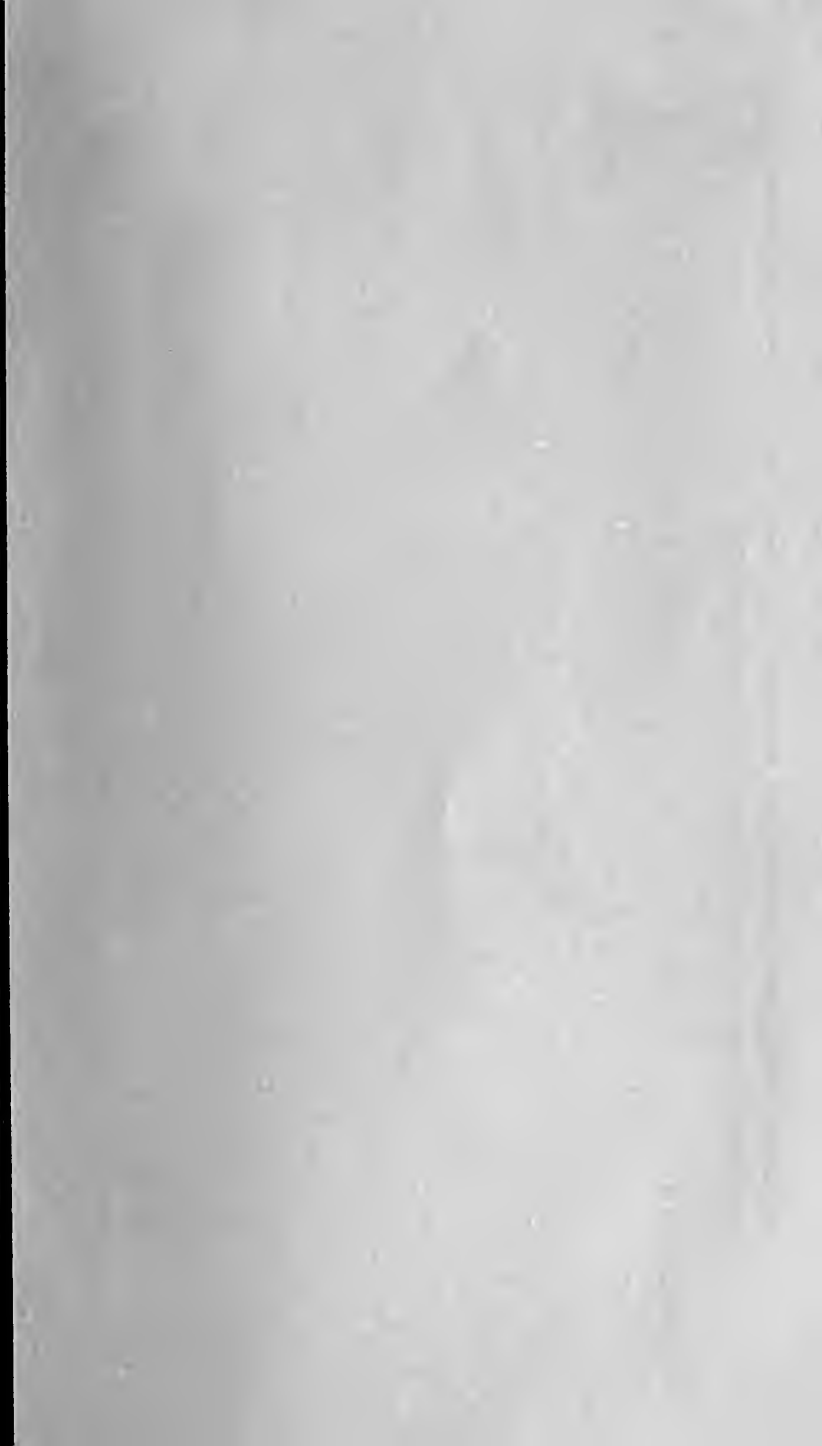
Les Allemands prétendoient que cette ville, étant hors de l'Alsace, devoit être restituée à l'empire : mais elle a été cédée aux François par le traité de Baden en l'année 1614, avec ses dépendances consistantes dans trois villages, qui composent son territoire.

Ce bureau qui ne tient que le troisième rang, étoit autrefois plus considérable qu'il ne l'est maintenant : mais tout le bailliage de Guermesheim ayant été cédé par la paix de Rîswic à la maison palatine, à celle de Baden & à l'évêque de Spire, il se trouva si foible, qu'il fallut faire une nouvelle répartition des paroisses de la province, pour le mettre au niveau des autres, suivant qu'il est d'usage en pareils cas, ainsi que nous l'avons ci-devant rapporté. Il comprend présentement 350 paroisses renfermées en 35 bailliages.

S A V O I R,

Noms des Bailliages.	Paroisses.	feux.	Impots.
Landiw.	. 3	. 829	. 1800
Dachstem. . .	. 17	. 1066	. 38700
Ikrick. . . .	. 8	. 751	. 19700
Muzicq. . . .	. 13	. 634	. 10540
La Wantzenaw & } Weyfersheim. }	. 5	. 810	. 31800
Benfeld. . . .	. 26	. 1645	. 48260
Wancloon. . .	. 8	. 629	. 23500
Daho. . . . .	. 6	. 151	. 3200
Marmoutier. . .	. 9	. 348	. 7500
Kochesberg. . .	. 27	. 627	. 27300
Saverne. . . .	. 9	. 506	. 11200
S. Jean des Choux.	. 2	. 52	. 2000
Terweiller. . .	. 3	. 190	. 1400
Bischweiler. . .	. 3	. 311	. 5400
Haguenau & dépendances.	. 1	. 551	. 10000
Baill. d'Haguenau. .	. 38	. 1461	. 58200
Neubourg. . . .	. 2	. 108	. 4500
Oberbroon. . . .	. 13	. 293	. 12000
La petite Pierre. .	. 25	. 378	. 4000
7 Bailliages du Comte } d'Hanau. }	. 28	. 4282	. 117000
Flekenstein. . .	. 27	. 907	. 15600
Weissembourg. . .	. 1	. 485	. 7000
Kurfenhausen. . .	. 5	. 116	. 1000
Horbourg. . . .	. 2	. 50	. 600
Schoneek. . . .	. 6	. 213	. 1350
Remoffen. . . .	. 1	. 130	. 1800
Ingersheim. . . .	. 1	. 27	. 660
Ricgels. . . . .	. 1	. 55	. 1340
Total.	. 350	. 17565	. 467950

Fin du Tome premier.







a39003



010607884b

